

munication



Le Monde

STYLES

Printemps 1997,
anatomie
d'une saison



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16214 - 7 F -

JEUDI 13 MARS 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Pas de cessez-le-feu au Zaïre

Le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a réaffirmé son refus de cesser les hostilités avant toute discussion avec les autorités de Kinshasa. p. 2

Le PS en débat sur le Front national

Présenté par Gérard Le Gall, mercredi 12 mars, devant le bureau national du PS, le programme de lutte contre le FN estime que la nation et la sécurité ne doivent pas être laissées à l'extrême droite. p. 31

Incident nucléaire au Japon

L'incendie qui s'est produit, mardi 11 mars, dans une usine de retraitement située à une centaine de kilomètres de Tokyo, risque de contrarier le programme nucléaire nippon. p. 20

L'algue « tueuse »

L'Académie des sciences va débattre, à partir de jeudi et durant trois jours, de la prolifération de la *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée. p. 21

Drogue : fin de la « Conexion française »

Notre enquête sur le démantèlement en Amérique latine d'un réseau de trafic de cocaïne dirigé par un Français. p. 11

L'heure d'été subsiste

Le conseil des ministres européens des transports a refusé à la France le droit d'abandonner le changement d'heure. p. 9

Chargeurs : premier bilan

Un an après leur scission, Chargeurs International et P&O ont réussi leur parcours en Bourse. p. 15

Débat sur la parité

La proposition d'Alain Juppé, consistant à introduire des quotas de femmes pour les municipales, les régionales et les européennes, a été mal accueillie par l'Assemblée. p. 6

Relation presse-justice

Réunie en colloque, mardi 11 mars, à Paris, l'association Presse-Liberté n'est pas favorable à un renforcement du secret de l'instruction. p. 27

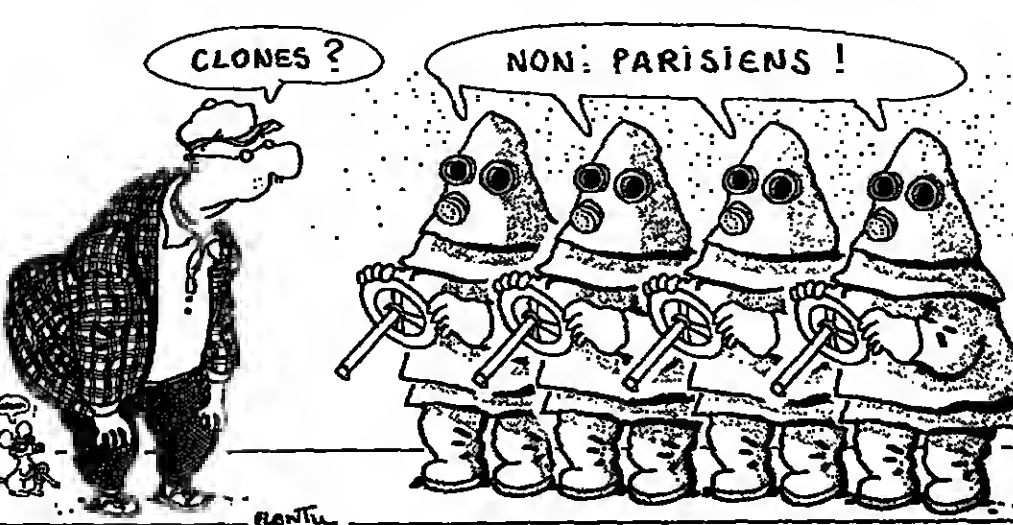
Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 25 S CAN; Côte-d'Ivoire, 350 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 DR; Irlande, 140 F; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 140 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 ESC; République, 9 F; Sénégal, 200 F CFA; Suède, 10 KRS; Suisse, 2 SFRS; Tunisie, 12 Din; USA (NY), 25; USA (calif.), 250 S.

M 0147-313-7.00 F



Une voiture sur deux immobilisée à Paris les jours de forte pollution

Cette mesure devrait être étendue à toutes les grandes villes



MERCREDI 12 MARS, en milieu de matinée, l'organisme de surveillance de la qualité de l'air en région parisienne, Airparif, estimait que les niveaux de pollution de l'air à Paris étaient comparables à ceux de lundi 10 mars. Ce jour-là, le niveau d'alerte numéro 2 avait été atteint. En cas d'alerte 2, pouvant conduire au ni-

veau 3, le gouvernement a décidé de rendre obligatoire la circulation alternée à Paris et dans sa périphérie. Une automobile sur deux sera ainsi autorisée à rouler dans la capitale, en fonction du numéro pair ou impair de son immatriculation. Cette décision est immédiatement applicable dans le cadre de la loi sur

l'air que le ministre de l'environnement avait fait adopter par le Parlement. Le dispositif de circulation alternée devrait s'étendre aux principales agglomérations françaises.

Lire page 10 et la chronique de Pierre Georges page 31

Le capital de Thomson ouvert aux étrangers

Aérospatiale est exclue de la privatisation

LE GOUVERNEMENT a mis, mercredi 12 mars, le cahier des charges de la vente de gré à gré de Thomson-CSF à la disposition des prétendants au rachat du groupe d'électronique de défense et professionnelle. Il profite de cette relance de la procédure de privatisation pour clarifier le cadre de cette opération, qu'il entend boucler avant le 30 juin. Les candidatures étrangères sont ainsi implicitement autorisées.

Le gouvernement a, en revanche, exclu toute participation à la privatisation de Thomson-CSF du groupe Aérospatiale, en discussion depuis plusieurs mois avec Alcatel Alsthom et Dassault pour une offre conjointe. Il était en effet délicat pour l'Etat d'autoriser une entreprise publique à se porter candidate à une opération de privatisation.

L'Etat coupe également court à toute accusation de préférence implicite pour l'offre d'Alcatel Alsthom. Malgré tout, le gouvernement invite les futurs candidats à inclure Aérospatiale dans leurs schémas. Le ministère de la dé-

fense a indiqué que non seulement le groupe est « directement concerné par les restructurations qui résulteront de la privatisation de Thomson-CSF », mais que le gouvernement « recueillera les recommandations du président d'Aérospatiale ».

En excluant une candidature directe d'Aérospatiale au rachat de Thomson-CSF, le gouvernement réaffirme la volonté présidentielle de coopter des pôles distincts dans l'aéronautique et l'électronique de défense.

Ce choix pourrait impliquer, plutôt que des participations croisées, des transferts d'actifs entre les différents protagonistes dans les domaines des missiles et des satellites et de l'électronique embarquée.

Enfin, le gouvernement dissipe les craintes des partenaires européens de la France de voir se constituer un géant hexagonal de l'armement avec lequel il aurait été difficile de s'allier sur une base égalitaire.

Lire page 14

La Grande-Bretagne s'offre une prison flottante

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

Il n'y a plus de place dans les prisons britanniques et, en attendant la construction de nouveaux centres de détention, l'administration pénitentiaire a décidé d'installer des cellules sur un bateau. Le *Resolution*, rebaptisé *H.-M.-Prison-Weor* a été acheté à la ville de New York pour environ 34 millions de francs.

En provenance de Manhattan, il sera armé au large de Portland, dans le Dorset, à l'extrême sud de l'Angleterre. Or, Portland abrite déjà deux autres prisons et l'arrivée de cette centrale flottante capable d'abriter 500 détenus provoque une levée de bouillottes parmi les treize mille habitants.

Les édiles municipaux s'inquiètent de cette concentration de centres de détention nuisible, à leurs yeux, pour l'image d'une coquette station balnéaire dotée de tous les atouts. Quant à Chris Scott, président de l'Association des directeurs de

prison, il dénonce une solution à court terme, résultat, selon lui, d'un manque de moyens : « En temps normal, aucune personne saine ne penserait utiliser des bateaux comme centre de détention ». Les organisations de réforme de la justice mettent en cause la politique du « tout répressif » adoptée par le ministre de l'Intérieur, Michael Howard, conservateur pur et dur.

Les Cassandre annoncent déjà, l'œil fixé sur la courbe pointue des statistiques, des révoltes à bord du bateau-prison. Seule voix discordante, celle du député conservateur local, qui voit dans ce retour aux bonnes vieilles traditions locales du siècle dernier, la preuve de la détermination des Tories à lutter contre la criminalité.

Alors que les élections générales doivent se dérouler le 1^{er} mai, la défense de la loi et l'ordre est au centre de la campagne électorale, en particulier les moyens d'enrayer la montée de la délinquance juvénile. L'honorable député espère que le navire deviendra une attraction pour les curieux,

comme c'était le cas des prisons flottantes du temps de Wellington. Le recours à la prison-ponton ou aux anciens camps de vacances, ainsi que l'attribution de la gestion d'établissements pénitentiaires au secteur privé soulignent à nouveau le problème brûlant de la surpopulation carcérale. Avec 50 156 détenus en Angleterre et au Pays de Galles, l'ensemble des prisons a franchi le seuil de l'insupportable.

Dans ces bâtiments vétustes dont la plupart datent du 19^e siècle, on s'entasse à quatre ou cinq dans des cellules prévues pour une ou deux personnes. A l'exception des détenus qui réussissent à se faire employer aux cuisines ou dans les ateliers, tous passent vingt-deux heures sur vingt-quatre heures dans leurs sinistres cellules. Tel ne sera pas le cas à bord de l'*Alcatraz* du Dorset dont les prisonniers auront tout loisir, assure-t-on, d'humier l'air marin. D'autant que le *H.-M.-Prison-Weor* dispose de courts de squash et de badminton.

Marc Roche

Lire page 8

Sang contaminé : non-lieu requis

LE PROCUREUR général près la Cour de justice de la République, Jean-François Burgelin, a demandé, mardi 11 mars, à la commission d'instruction de la Cour de rendre une décision de non-lieu à l'égard de Laurent Fabius, ancien premier ministre, Georges Dufour et Edmond Hervé, deux de ses ministres, mis en examen pour complicité d'empoisonnement dans l'affaire du sang contaminé. Réhabilitant M. Fabius, qui « a agi avec la conscience », M. Burgelin souligne « l'implication » de M. Hervé et la « faible implication personnelle » de M. Dufour. Dénonçant « la pénalisation de l'action politique », M. Burgelin estime que le droit ne saurait être l'arbitre de la responsabilité politique.

POINT DE VUE

Ne laissez pas l'Albanie se suicider

par Ismail Kadaré

QUAND l'Albanie, pays doté d'une dictature stalinienne par excellence, redeviendra le communisme sans violences ni effusion de sang, ce fut une surprise pour beaucoup, au premier chef pour les Albanais eux-mêmes. Pendant quarante-cinq ans, deux générations avaient été élevées dans l'idée que le pays ne pourrait désormais exister que comme pays communiste. Si, d'aveugement, le communisme venait à y être ébranlé, il ne saurait y avoir, pensait-on, qu'une issue fatale : l'Albanie serait démantelée ou bien gommée de la surface du globe. A l'ancien slogan romantique à l'honneur dans les Balkans au XIX^e siècle : « La liberté ou la mort ! » s'en était substitué un autre : « Le communisme ou la mort ! ».

Ce scénario sinistre ne s'est pas vérifié lors de la chute du régime, en 1990-1991. Ce fut une grande victoire pour le peuple albanais, une preuve de son niveau de civilisation. Les suites de cette victoire ne se sont pas fait attendre : l'Albanie démoc-

ratique s'est mise à marcher tant bien que mal.

Malheureusement, ce cours naturel des événements n'a pas tardé à se dégrader. Au début supportable, la tension entre la droite au pouvoir et la gauche qui l'avait perdu s'est peu à peu exacerbée, jusqu'à déboucher sur une violence verbale inédite dans l'histoire de ce pays.

On aurait dit que les Albanais regrettaient que leur adieu au communisme se fût si bien déroulé, et qu'une soif d'affrontements s'emparait d'eux. Autrement dit, le sinistre scénario qui avait échoué à se produire à la chute du communisme tentait à présent de revenir au jour. Ce durcissement du langage entre l'opposition et le gouvernement, la rupture du dialogue, des contacts, ont suscité un ensauvagement de la société entière.

Lire la suite page 12
nos informations page 4
et l'editorial page 13

Ismail Kadaré est écrivain.

Juliette à Hollywood



JULIETTE BINOCHÉ

GODARD l'a découverte, Hollywood la salue. Pour son personnage d'Hana dans *Le Patient anglais*, mercredi sur les écrans, l'actrice française a été nommée pour l'Oscar du meilleur deuxième rôle. La version remaniée de *La Guerre des Étoiles*, de George Lucas, et *Fred*, de Pierre Jolivet sont les principales autres sorties de la semaine.

Lire pages 24 à 26

International	2	Jeux	23
France	6	Météorologie	23
Société	8	Culture	24
Carrières	9	Guide culturel	26
Régions	10	Communication	27
Horizons	11	Annonces classées	28
Entreprises	14	Abonnements	29
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	29
Asipon/Inet	20	Kiosque	30

كتاب من الأهل

AFRIQUE Laurent-Désiré Kabila, le chef des rebelles au Zaïre, a réitéré, mardi 11 mars, son refus du cessez-le-feu demandé par les Nations unies et qui a été accepté par le gou-

vernement zaïrois. ● L'APPEL solennel à un arrêt des hostilités et à la mise en œuvre d'interventions humanitaires, lancé, mardi, par le président de la République française a

peu de chances d'être entendu. Plusieurs pays occidentaux accusent, en effet, la France de soutenir avant tout le régime du président Mobutu Sese Seko. ● A KINSHASA, les oppo-

sants au régime du maréchal Mobutu, qui refusent toute négociation, souhaitent un rapprochement entre le plus populaire des dirigeants de l'opposition Etienne Tshisekedi et

Laurent-Désiré Kabila. Le chef des rebelles, qui tenait une réunion publique à Kinshasa, a réaffirmé sa volonté de faire tomber le régime du maréchal Mobutu.

Le chef des rebelles renouvelle son refus d'un cessez-le-feu au Zaïre

Les appels lancés par les Nations unies pour arrêter les hostilités, relayés par une mise en demeure solennelle de Jacques Chirac, ne parviennent pas à convaincre Laurent-Désiré Kabila, qui semble vouloir profiter de son avantage et prendre la ville de Kisangani avant d'envisager une trêve

REJETANT l'appel au cessez-le-feu lancé par Jacques Chirac quelques heures plus tôt et ignorant les éventuelles pressions internationales soulevées par le président français, le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a réaffirmé, mardi 11 mars, son refus d'arrêter les combats avant des négociations avec les autorités de Kinshasa.

Ce nouveau refus intervient au moment où la rébellion s'apprête à faire le siège de la capitale du Haut-Zaïre, Kisangani, dernier fief des forces gouvernementales dans l'est zaïrois, et poursuit sa progression dans la province minière du Shaba, au sud. Dans la province voisine du Kasai, un dirigeant de la Société minière de Bakwanga, compagnie d'Etat pour l'extraction du diamant, a déclaré au *Financial Times* qu'il était disposé à « travailler » pour M. Kabila si la rébellion s'empara de la région. Dans le Nord-Kivu et l'est du Haut-Zaïre, les rebelles contrôlent déjà plusieurs mines de pierres précieuses.

Kisangani semblait calme, mardi, bien que vidée d'une partie de ses habitants, et la situation militaire y était jugée stable depuis une dizaine de jours, selon les renseignements recueillis par l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse. Aucun combat majeur n'a eu lieu ces derniers jours sur une ligne de front très fluide qui dessine un arc de cercle du nord au sud-est de la ville. Seuls des accrochages légers et sporadiques ont opposé les deux camps.

LA SAISON DES PLUIES De retour de Kisangani, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, se disant « extrêmement étonné », a déclaré à *Libération* : « Je n'y ai pas vu les agences d'aide de l'ONU et je n'ai pas non plus vu sur le terrain les organisations non gouvernementales ». Mardi, les organisations humanitaires semblaient disposées à revenir à Kisangani qu'elles ont abandonnée il y a une dizaine de jours. Ainsi, Action contre la Faim (ACF) est sur place pour relan-



cer son action en faveur de 25 000 à 30 000 réfugiés hutus - 75 000 selon le Programme alimentaire mondial (PAM) - regroupés à Uvundu, à 150 kilomètres plus au sud. Un train transportant 120 tonnes d'aide du PAM tente également de rallier la ville, en dépit des violents orages qui

l'en ont empêché lundi. L'acheminement de l'aide va être rapidement entravé par l'arrivée de la saison des pluies, qui rend impraticable de nombreuses pistes et des terrains d'aviation. Les pluies vont également, selon des experts militaires occidentaux, gêner les forces gouvernementales

(FAZ), déjà peu efficaces. Les intempéries vont, en effet, limiter la capacité d'intervention des forces aériennes, seul domaine où les FAZ avaient la supériorité. Le secrétaire général de l'ONU n'a pas réussi à convaincre le Conseil de sécurité de relancer le projet d'une

force multinationale pour « sécuriser » les secours dans l'est du Zaïre. Kofi Annan a « secondé les gouvernements », il a fait ce qu'il a pu », a indiqué, mardi soir, son porte-parole, mais il a échoué sur la relance de cette force, créée en novembre et démantelée le mois suivant avant même d'avoir achevé son déploiement. Selon des diplomates à l'ONU, l'idée, défendue par la France qui proposait sa participation à cette force, s'est heurtée à l'hostilité des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Les Etats-Unis « partagent le sentiment de frustration » de la France devant la situation au Zaïre, mais ne veulent pas, pour l'instant, aller plus loin que des efforts de « persuasion politique » en direction des rebelles zaïrois, a indiqué, mardi, le département d'Etat. Washington réagissait ainsi à l'appel de Jacques Chirac, qui souhaite que la communauté internationale - et notamment les Etats-Unis - exerce les « pressions nécessaires » pour obtenir une cessation des combats. (AFP Reuters)

Les hypocrisies occidentales paralysent tout plan d'aide aux réfugiés

L'APPEL lancé, mardi 11 mars, par Jacques Chirac à la communauté internationale en faveur « des interventions humanitaires qui s'imposent de toute urgence » au Zaïre avait peu de chances d'être entendu. Il est même de nature à relancer les critiques, abondamment relayées depuis des mois par une large partie de la presse anglo-saxonne, contre la politique française et son « hypocrisie ».

En effet, alors que chacun attend, d'un jour à l'autre, la chute de Kisangani aux mains des forces hostiles au régime de Kinshasa, proposer d'y installer la base logistique d'une intervention internationale - militaire, même si son objectif est humanitaire -, c'est évidemment pour la France s'exposer de nouveau à toutes les suspensions. On y verra une nouvelle manœuvre pour stopper l'avancée des rebelles vers les portes de la capitale du Haut-Zaïre et voler au secours d'un régime en déroute auquel la chute de Kisangani pourrait bien porter l'estocade finale.

Cette interprétation n'est, du reste, pas totalement erronée et Paris ne s'en cache pas. Réclamer l'arrêt des combats, comme le fait le président de la République, c'est effectivement, entre autres, vouloir sauver Kisangani de l'assaut des rebelles. Mais quand bien même il y aurait derrière l'opération humanitaire que la France ap-

pelle de ses vœux un intérêt tactique, il n'en reste pas moins que les souffrances qu'elle vise à soulager sont réelles. Or, la plupart de ses partenaires non seulement ne veulent pas les voir, mais en récusent la réalité dans un déni d'évidence rarement vu à propos d'un drame d'une telle ampleur. La France cherche à provoquer

une discussion sur une situation qui n'existe pas », affirmait ainsi le ministre néerlandais de la coopération Jan Pronk, quelques jours avant que le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire aille vérifier sur place, le week-end dernier, le drame des milliers de personnes qui ont fui, début mars, le camp de Tshetung.

C'est tout, dit-on à Paris, les observations rapportées de son voyage par Xavier Emmanuelli qui ont poussé le chef de l'Etat à lancer ce nouvel appel à la « responsabilité » de la communauté internationale, alors qu'il ne savait déjà vain. Quelques heures plus tard, les services de Kofi Annan confirmaient, en effet, que le secrétaire général de l'ONU avait échoué, fin février, à convaincre Américains et Britanniques de l'opportunité d'une opération humanitaire au Zaïre et donc qu'il était vain de continuer à réclamer du Conseil de sécurité. La France n'est depuis longtemps plus crédible lorsqu'elle prétend n'être mue que par un

souci humanitaire désintéressé au Zaïre. Parallèlement à ce souci affiché est menée, on le sait, une politique qui ne passe pas par les circuits normaux de la diplomatie et échappe à toute transparence.

LA CARTE OUGANDAISE

Mais cela n'empêche pas que se déroule au Zaïre un drame humanitaire à propos duquel il Londres ni Washington ne sont très loquaces. Des organisations humanitaires, des personnalités aussi peu suspectes de parti pris qu'Emma Bonino (chargée de l'action humanitaire à la Commission de Bruxelles), Kofi Annan à l'ONU ou Mohamed Sahnoun, son représentant spécial pour la région des Grands Lacs, alertent l'opinion en vain depuis des mois.

Que ce soient des garnis hutus, ou des garnis lubus, ou des garnis zaïrois qui meurent, ce sont quand même des garnis. Il y a sûrement des « génocidaires » parmi les réfugiés, mais ce sont eux qui meurent le moins », dit un de ces diplomates

français qui ne sont associés qu'à la partie « officielle » de la politique française au Zaïre. Et il déplore que des divergences de vues sur « les généraux les mieux placés pour prendre le pouvoir à Kinshasa » après Mobutu, « qui n'existe déjà plus », paralysent la communauté internationale. « Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne jouent à fond l'Ouganda », dit-il. Dans cette optique, ajoute-t-il, il faut laisser à Laurent-Désiré Kabila, soutenu par le président ougandais, encore un peu de temps : « Quand il sera maître de Kisangani, il acceptera un cessez-le-feu, et il lancera des appels à l'aide humanitaire internationale qui arrivera par l'Ouganda et le Rwanda ». Autrement dit à l'hypocrisie, l'hypocrisie et encore celle qui consiste à jeter le bébé avec l'eau du bain et, sous prétexte du discrédit dont serait entaché le discours de la France, à nier le drame humanitaire qu'elle est la seule à dénoncer avec quelque vigueur.

Clair Trépan

A Kinshasa, les « debout » (opposants) critiquent les « mouvanciers », à l'ombre d'un « arbre à palabres »

KINSHASA de notre envoyé spécial. Chaque jour, des groupements permanents rassemblent, de préférence à l'ombre d'un « arbre à palabres », des centaines de « parlementaires debout », unis par un rejet

REPORTAGE

« C'est notre réseau de communication puisque Mobutu a confisqué la radio »

radical du président Mobutu Sese Seko. Ils soutiennent dans leur grande majorité Etienne Tshisekedi, le plus populaire des chefs de l'opposition. Pour les « mouvanciers » (de la mouvance présidentielle), ce sont des « extrémistes ».

Beaucoup de chômeurs, mais aussi des étudiants, des fonctionnaires et même des employés du secteur privé, se retrouvent ainsi dans ces

forums contestataires, nés après le 24 avril 1990, quand le maréchal Mobutu avait annoncé la démocratisation de son régime. Ils viennent s'inspirer, lire les journaux, écouter les nouvelles et les commentaires.

« C'est notre réseau de communication puisque Mobutu a confisqué la radio nationale », dit Dieudonné. Juste en face, une petite gargote est pleine. Elle réunit sur des bancs ceux qui ont de quoi se payer une bière ou un repas. Depuis cinq mois, on y parle essentiellement du conflit dans l'est et de l'avancée inéluctable des rebelles. « La guerre est perdue », s'exclame un jeune homme, la mine réjouie. Notre armée n'a pas le peuple avec elle. De plus, elle a été clochardisée par Mobutu et surtout préparée à protéger un seul homme et non à défendre le pays. »

Pour eux, la majorité des Zaïrois attendent le chef des rebelles, Laurent-Désiré Kabila, à bras ouverts à Kinshasa. Ils ne veulent pas entendre parler de négociations

entre le président et la rébellion. « Tshisekedi a négocié mille et une fois avec Mobutu, toujours en vain. Quand Mobutu négocie, c'est pour étouffer son interlocuteur. »

Beaucoup se disent convaincus qu'il s'agit d'une guerre interne au Zaïre, que l'Ouganda et le Rwanda ne sont pas derrière les forces de M. Kabila. Quelques-uns avancent tout de même que l'homme fort du

Rwanda, le général Kagame, « utilise Kabila pour neutraliser la menace des Hutus du Zaïre ». Tous les membres du Haut de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti de M. Tshisekedi, ont assuré que « le facteur lubus de ce conflit est un faux problème. car Kigali ne veut rien d'autre que la chute de Mobutu. »

« Kabila n'est pas un rebelle mais un libérateur. et ses hommes des pa-

trioties », insiste-t-on dans les « parlementaires ». « Le rebelle, c'est Mobutu ! ». Selon certains analystes, Kabila risque de devenir plus populaire que Tshisekedi et se pose sa rivalité parce que, lui, réussit enfin à ébranler le « régime honte » de Mobutu. Mais, les proches du président de l'UDPS démentent que la lutte soit violente à « rendre le terrain fertile pour les combattants armés de Ka-

A Kindu : « Vive Papa Kabila »

KINDU (dans l'est du Zaïre) de l'envoyé spécial de l'AFP

Le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a réitéré, mardi 12 mars, son refus d'un cessez-le-feu lors d'un meeting dans la ville de Kindu (dans l'est du Zaïre) sous contrôle rebelle depuis le 2 mars. Devant quelque dix mille personnes, il a demandé à la foule : « Voulez-vous un cessez-le-feu ? ». « Hapana ! » (non, en swahili), a répondu en chœur la foule en criant et agitant les bras. « Les Blancs, surtout les Français et les Belges, font campagne contre l'Alliance (rebelle) pour nous salir, nous appellent des « rebelles » et font pression pour que nous cessions les combats. Nous refusons », a-t-il lancé, sous un soleil de plomb.

La foule s'agglutinaient devant la tribune, dans les rues voisines, sur les arbres et les toits des maisons pour « voir et écouter le chef », habillé en sombre avec un chapeau beige. Très à l'aise devant cette population qui lui était acquise, ponctuant son discours de plaisanteries sur le régime de Kinshasa, le chef rebelle était néanmoins entouré de soldats, armés en bandoulière, venus avec lui de Goma (Est) lundi.

Dans son discours de plus de deux heures, totalement improvisé, M. Kabila a notamment déclaré : « L'Alliance (rebelle) ne peut pas faire des miracles et reconstruire les routes en un jour (...). Le paiement des salaires des fonctionnaires n'est pas pour ce mois. La po-

tiencie est arriérée, mais ses fruits sont doux. Nous tous, nous n'avons pas de salaire. » M. Kabila s'est également implicitement prononcé pour la diminution du nombre des fonctionnaires : « A Bukavu (Est), on a trouvé trois cents agents alors que c'était le travail de vingt personnes. »

LES FRANCS CONGOLAIS

« Ils ont réclamé leurs salaires, même pour la période où ils étaient au service du régime que nous combattons. Est-ce possible de payer les services rendus à l'ennemi ? », a-t-il demandé à la foule.

« Nous devons d'ailleurs cesser d'utiliser la monnaie de l'ennemi. Nous allons introduire les francs congolais. Mais même s'il y a de l'argent, il va falloir qu'on se prive pour contribuer à l'effort de guerre », a insisté le chef rebelle.

Il a ensuite donné la parole à quatre ou cinq personnes de la foule, qui lui ont posé des questions pratiques. Le premier d'entre eux était coiffé d'un couvre-chef en papier sur lequel était écrit : « Vive Kabila ». Dans la foule, des jeunes gens tenaient un morceau de tissu blanc sur lequel était écrit : « Vive Papa Kabila ». Le meeting s'est terminé par une fanfare et le récit humoristique d'un conteur traditionnel qui grattait une vieille guitare.

Christophe Parayre

bila » et que « les deux hommes sont en fait complémentaires ».

Dernière ce rappel parce nettement l'inquiétude de se voir écartés lors d'éventuels pourparlers. Les « parlementaires », quant à eux, sont fâchés. « Tshisekedi est intolérable ; et si Kabila essaie de s'en passer, il échouera. »

« ACCEPTER L'ALTERNANCE »

Si, dès le début du conflit, le chef charismatique de l'opposition a déclaré qu'il fallait négocier avec Laurent-Désiré Kabila (ce qui lui a valu des menaces d'emprisonnement), d'autres partis politiques n'ont pas hésité à qualifier le chef rebelle de « marionnette du Rwanda et de l'Ouganda ». Mais, aujourd'hui, par la grâce de ses succès militaires, Kabila est considéré comme un « nationaliste » par nombre de politiciens opportunistes. Ces derniers sont, aussitôt, dénoncés sur la place publique comme « les faux fruits de l'opposition ».

Si les « debout » sont radicalement hostiles « aux Français, qui, au lieu d'accepter l'alternance comme chez eux, soutiennent toujours Mobutu », ils se méfient également des Américains, « qui ont installé le dictateur au pouvoir en 1965 ». Leur profond rejet du président Mobutu va jusqu'à refuser le mot « Zaïre » par lequel celui-ci a rebaptisé le pays et le fleuve lors de la « zairisation ». Ils ont hâte de devenir des « citoyens de la République démocratique du Congo, celle que Kabila installe dans les territoires libérés ».

Jean Hérin

La saga d'un peuple...

Histoire générale de la Bretagne et des Bretons

Deux volumes - 1500 pages - 1000 illustrations dont 700 en couleurs - 66 cartes et graphiques - Les grands dossiers de l'histoire de Bretagne



N.L.F. - G.V. Labat - Éditeur
36, avenue des Terres 75017 PARIS
Tél: 01 45 72 28 88 Fax: 01 44 09 84 18

A Consulter au Salon du Livre STAND H100

Yasser Arafat veut internationale contre le

Le pouvoir... veut juguler

Yasser Arafat veut mobiliser l'opinion internationale contre les « diktats » israéliens

Le roi Hussein de Jordanie accuse Benyamin Nétanyahou de vouloir détruire la paix

La crise qui a éclaté entre Palestiniens et Israéliens après l'annonce unilatérale par l'État juif de la construction d'une nouvelle colonie à Jérusalem-Est puis d'un retrait limité en Cisjordanie gagne en ampleur. Yasser Arafat a convoqué pour samedi 15 mars, à Gaza, une conférence de

tous les diplomates en poste dans la région pour protester contre les « diktats » israéliens. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils y participeraient.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
En invitant à Gaza les diplomates en poste dans la région, Yasser Arafat cherche surtout, selon certains dirigeants palestiniens, « à canaliser la colère populaire qui monte dans les territoires occupés ». Israël n'en a pas moins dénoncé « un forum qui est, en soi, une violation du processus de paix ». En l'absence de M. Nétanyahou, en visite officielle à Moscou, c'est le chef de la diplomatie, David Lévy, qui a mis mardi les points sur les « i ». Le rapport des forces sur le terrain lui étant éminemment favorable, l'État juif tient évidemment à rester le plus longtemps possible en tête à tête avec l'OLP.

« Les accords signés avec les Palestiniens », rappelle M. Lévy, stipulent qu'en cas de désaccord entre nous, celui-ci est résolu de manière bilatérale. L'implication de la communauté internationale contredit donc ce principe, et ce forum [à Gaza] pourrait conduire à un gel du processus de paix. » A quoi les Palestiniens rétorquent, non sans raison, qu'ils

n'ont pas été consultés à propos des dernières décisions israéliennes. « Le problème avec ce gouvernement », résume Saïb Hérikat, chef des négociateurs palestiniens, c'est qu'il négocie avec lui-même. Ariel Sharon négocie avec Nétanyahou, lequel négocie avec David Lévy, qui négocie alors avec Nathan Sharansky. Et puis, lorsqu'ils se sont mis d'accord entre eux, ils nous humilient en nous imposant leurs décisions. En réalité, Nétanyahou ne cherche pas à faire la paix avec les Palestiniens, mais seulement avec sa coalition, et à nos dépens.

Lors de sa rencontre, dimanche soir 9 mars, avec David Lévy, nous avons vu des témoins palestiniens de l'affaire, Abou Mazen, le numéro deux du régime autonome, dont le retrait des négociations a été refusé mardi par Yasser Arafat, a essayé de sauver les apparences en demandant aux Israéliens de créer une « commission judiciaire » conjointe pour étudier la mise en œuvre des accords conclus précédemment. Refus. Il a demandé qu'Israël s'engage à s'abstenir de toute décision

unilatérale. Refus. Il a enfin suggéré de convoquer ensemble les grands parrains étrangers du processus de paix pour trancher. Troisième refus. Les Palestiniens, qui ont calculé qu'au rythme où les soldats israéliens se retirent des territoires occupés, il leur faudrait attendre trente ans pour récupérer les territoires occupés depuis 1967, en ont assez.

« DANGEREUSE ATMOSPHÈRE »

Aujourd'hui, estime Yasser Abed Rabbo, le ministre palestinien de l'information, qui a rencontré lundi Rabbat Mordechai, le patron de la défense israélienne, sans parvenir à obtenir la moindre concession, « la crise est profonde (...) et nul ne peut prédire ce qui peut se produire dans la dangereuse atmosphère qui prévaut actuellement ». Lundi, près d'Hébron, les soldats israéliens ont violemment réprimé une manifestation d'une centaine de Palestiniens qui entendaient s'opposer aux bulldozers en train de défoncer un verger pour percer une nouvelle route réservée aux colons juifs de

Jérusalem. Le lendemain matin, non loin de là, un jeune soldat en faction devant une autre colonie juive a été sauvagement frappé d'une vingtaine de coups de couteau et se trouve dans un état grave. Quatre jeunes Palestiniens ont été arrêtés.

Toute la région s'alarme. La presse israélienne a publié mardi des extraits d'une lettre de quatre pages envoyée par le roi Hussein de Jordanie à M. Nétanyahou. « Si vous n'annulez pas votre décision de construire à Jérusalem-Est, il y aura une explosion », avertit le monarque. Estimant que les relations entre les deux pays « sont entrées dans leur période la plus difficile », le roi Hussein accuse son correspondant de « détruire la paix » et il lui fait savoir qu'il n'a plus « aucune confiance » en lui. De Moscou, le premier ministre israélien a répété que la nouvelle colonie serait construite coûte que coûte. Et il a ajouté qu'il « n'accepte ni le ton ni le contenu » de la missive jordanienne.

Patrice Claude

Le pouvoir marocain veut juguler l'agitation islamiste à l'université

CASABLANCA

de notre envoyé spécial
Les étudiants les appellent les « Awacs », du nom des avions espions américains. Ces grands gaillards en blazer qui truffent les campus marocains, de fait, eux aussi,

REPORTAGE

Les islamistes sont peu nombreux. Mais ils ont su exploiter la grande misère des campus

surveillent pour le compte du ministère de l'Intérieur. Leur cible : les étudiants qui, depuis décembre, s'agitent, protestent, manifestent bruyamment contre leurs conditions de vie quotidienne.

L'affaire n'est pas anodine. Pour faire cesser les troubles, le pouvoir n'a pas lésiné sur les moyens. Des compagnies mobiles d'intervention (CMI) sont intervenues en février dans plusieurs universités. Elles l'ont fait sans ménagement. « Le ministère de l'Intérieur veut résoudre le problème par la politique du bâton », accuse une étudiante en droit qui exhibe une cicatrice, souvenir des échouffourées. Depuis, les « Awacs » ont reçu le renfort de policiers en civil. Quant à la justice, inféodée au régime, elle a en la main lourde pour les centaines d'étudiants arrêtés. Plusieurs d'entre eux, souvent des islamistes, ont été condamnés à de la prison ferme.

A l'université Hassan-II de Casablanca, foyer des troubles, une banale protestation contre l'insuffisance des transports en commun a mis le feu aux poudres, cristallisant

le mécontentement face aux difficultés quotidiennes endurées par des dizaines de milliers d'étudiants. Les amphithéâtres, dotés d'une sonorisation médiocre, sont bondés. Les cours polycopiés manquent. La vie culturelle est proche du néant.

« GARDERIES »

Le malaise est ancien. Si trois établissements supérieurs sur quatre ont été construits après la fin des années 70, les logements publics ont été construits dans l'urgence. Ils voulaient caser les étudiants, un point c'est tout. Nos facultés sont des garderies pour adultes », note un universitaire, Hafid Boutaleb. L'interdiction n'a pas suivi. Les bâtiments et leurs annexes sont éparpillés aux quatre coins des villes. Les laboratoires manquent d'équipements. Pour les 300 000 étudiants du royaume, l'encadrement est bien en deçà des normes internationales. Près de neuf étudiants sur dix n'ont pas accès aux résidences universitaires, où s'entassent les

heures « élus ». Les bourses octroyées sont dérisoires. Un chiffre résume la misère générale : certaines bibliothèques universitaires ont moins d'ouvrages en rayon que d'étudiants !

Les socialistes de l'USFP (Union socialiste des forces populaires), principal parti de gauche, ont longtemps tiré profit politique de cette déchéance. Par le biais de l'Union nationale des étudiants du Maroc (Unem) ils ont régné en maîtres sur les campus jusqu'à ce que les partis d'extrême gauche les en évincent dans les années 70, déclenchant la riposte du pouvoir : l'enseignement des sciences humaines a été banni de la plupart des facultés du royaume au profit des études islamiques. Et surtout, l'implantation des mouvements islamistes a été encouragée pour faire pièce aux groupuscules d'extrême gauche.

« Le régime s'est fait l'allié des islamistes », constate un intellectuel.

La manœuvre n'a que trop bien réussi. L'Unem, dont le dernier

congrès remonte à la fin des années 70, n'est plus qu'une coquille vide sur les campus ; les corporations, qui revendiquent leur appartenance au syndicat étudiant, seraient pratiquement toutes contrôlées par des islamistes. L'extrême gauche a été chassée des facultés parfois manu militari. « Les islamistes ne sont pas très nombreux mais sur le terrain leur travail est remarquable. Ils ne portent pas d'idéologies. Face aux carences de l'administration, ils photocopient les cours, les traduisent en français ou en arabe, prennent en charge les étudiants lorsqu'ils débarquent à l'université », raconte une enseignante sous le couvert de l'anonymat.

Les socialistes ont certes tenté de reprendre pied sur les campus, mais sans succès. Il y a tout juste un an, des responsables de l'USFP ont été empêchés de tenir une conférence à la faculté de droit de Casablanca. « Les étudiants islamistes avaient battu le rappel des artisans et commerçants de la banlieue. Ils ont investi l'amphithéâtre et ont interdit l'accès à toute personne n'appartenant pas à leur parti », accuse l'un des participants. « Les socialistes n'ont plus le moindre crédit. Ils ont été jetés dehors par la base étudiante, pas par nos frères car nous sommes contre la violence », rétorque un islamiste.

Aucune autre tentative d'envieure n'a eu lieu depuis. En revanche, le pouvoir a remplacé neuf recteurs d'université. Parmi les nouveaux nommés, deux sont d'anciens hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Une reprise en main s'amorce.

Jean-Pierre Tuquoi

Nadia Yacine : « Rendre le peuple à Dieu »

Placé depuis plus de sept ans en résidence surveillée dans sa maison de Salé, à proximité de Rabat, Abdessalam Yacine, soixante-neuf ans, chef de file des islamistes marocains, dispose avec sa fille Nadia d'un relais efficace. La jeune femme - qui est autorisée à voir son père - a repris le flambeau. « Le temps travaille pour nous. On attend que le fruit pourri tombe. Nous sommes de plus en plus entendus par le peuple », lance-t-elle dans un français parfait.

La fille du fondateur de la principale organisation islamiste marocaine, Justice et Bienfaisance, ne croit pas que les prochaines élections législatives changeront quoi que ce soit : « Elles seront truquées. Les partis politiques [...] sont des charognards. Ils ne représentent pas plus de 5 % de la population. Pour tous, l'ennemi ce sont les islamistes », affirme la jeune femme. « Ce qui nous intéresse, ajoute-t-elle, c'est de rendre le peuple à Dieu. Le pouvoir n'est qu'un instrument pour réduire le peuple. »

Jacques Chirac veut raviver la flamme de la culture française au Brésil

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant
« Chirac part à la conquête du Brésil », titrait, mardi 11 mars, un quotidien de Brasília en annonçant la prochaine arrivée du président français dans la capitale fédérale, première étape d'une visite officielle qui se poursuivra en Uruguay, au Paraguay, en Bolivie et en Argentine. En présence du chef de l'État brésilien, Fernando Henrique Cardoso, Jacques Chirac inaugurerait, le 12 mars, au Musée national des beaux-arts de Rio, une exposition dédiée au peintre Claude Monet. Le président français entend ainsi marquer son étape brésilienne d'une touche culturelle qui s'inscrit dans une stratégie dont André Maurois, dès 1948, avait défini l'objectif : « C'est grâce à notre prestige intellectuel que nous sauverons nos échanges commerciaux », écrivait-il alors, au retour d'une tournée de conférences au Brésil.

« A la recherche du profit perdu », insiste le journal de Brasília en titrant malicieusement le dossier consacré à l'histoire des relations bilatérales. « Il a fallu, souligne le quotidien de Rio, la mondialisation effrénée et la consolidation du Mercosur (l'union douanière associant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay) pour que la France, aujourd'hui moins rayon-

nante économiquement et culturellement que par le passé, cherche des portées en vue d'affronter l'hégémonie américaine sur tous les terrains. »

Pourtant, nulle part ailleurs en Amérique latine, « le prestige intellectuel » de la France ne s'est manifesté avec autant d'éclat et de constance qu'au Brésil. L'écrivain Antonio Candido en relève l'influence prépondérante lorsqu'il affirme que « le rôle de la pensée française au XIX^e et au début du XX^e siècle, fut pour cela comparable à celui des cultures grecque et latine pour la France » (Le Monde des livres daté du 14 février). Les savants, artistes et hommes de lettres français étaient déjà omniprésents dans l'entourage des deux empereurs Pierre I^{er} et Pierre II qui ont régné sur le Brésil entre 1822 et 1889.

CINQ SIÈCLES DE SÉDUCTION RÉCROQUE

L'abolition de la monarchie et l'instauration de la République ont ouvert la voie au « positivisme scientifique » d'Auguste Comte, nouveau culte d'inspiration française à la source de la devise inscrite sur le drapeau brésilien : « Ordre et Progrès ». La fondation, en 1934, de l'université de São Paulo, à laquelle participèrent Claude Lévi-Strauss, Fernand Braudel et Roger Bastide, a ensuite contribué à péren-

niser la francophilie de l'élite intellectuelle brésilienne.

« Les deux pays entretiennent, depuis cinq siècles, une relation de séduction réciproque », note Romaric Büel, attaché culturel du consulat général de France à Rio. Et de rappeler que, en hommage à la France, le Théâtre municipal de Rio fut inauguré un 14 juillet (1909), certain qu'on y était de pouvoir y recruter des comédiens brésiliens capables de jouer en français. Si la dictature militaire (1964-1985) a, selon lui, accéléré l'américanisation du pays, la culture française y conserve encore une attraction enviable. En témoigne, outre la générosité de mécènes, le financement par l'État de Rio de la très dynamique maison France-Brazil, vitrine de l'offensive de charme français en terre coriça (de Rio).

Reste que, comme le constate Romaric Büel, la langue française « a perdu son caractère utilitaire ». La suppression, en 1996, de l'épreuve de français à l'examen d'admission de l'Institut Rio Branco, centre de formation des diplomates brésiliens, atteste d'un déclin qui se traduit également dans l'audience de l'Alliance française, dont les effectifs sont passés en vingt ans, de 40 000 à 29 000 étudiants.

Jean-Jacques Sévilla

La France fournit à Taïwan ses premiers Mirage 2000-5

Discretion oblige : la livraison se fait par bateau, à un mois de la visite du ministre de la défense Charles Millon à Pékin

TAÏWAN a commencé à recevoir ses premiers avions de combat Mirage 2000-5 achetés à la France en 1992. A la demande expresse du client, qui l'a officiellement stipulé par contrat, la livraison se fait par la voie maritime, qui présente, pour Taïpeh, l'avantage d'être plus discrète. Elle intervient à un mois de la visite en Chine de Charles Millon, le ministre français de la défense, qui précédera celle de Jacques Chirac. La Chine a toujours dénoncé le contrat entre la France et Taïwan, qui porte sur la commande de soixante avions Mirage 2000-5, dotés du radar multibandes RDY de Thomson-CSF et de mille deux cents missiles air-air Mica de Matra.

La voie aérienne a été écartée par Taïwan. De deux choses l'une, en effet. Soit il s'agit d'une livraison par avion-cargo, et, dans ce cas, il faut démonter chaque Mirage 2000-5 au départ, pour le remonter à l'arrivée. Soit il s'agit de faire voler le Mirage 2000-5 jusqu'à Taïwan, auquel cas il faut obtenir au préalable des autorisations de survol, voire des droits d'escalade, d'une série de pays étrangers et faciliter le vol avec un avion-ravitailleur. L'une et l'autre de ces options ont des inconvénients, à propos d'une opération qui s'est voulue assez secrète.

Par contre, il a été prescrit que la livraison par bateau aurait lieu « en cours de route » avec Taïwan, c'est-à-dire par le biais d'une escale dans un pays tiers où la cargaison changerait alors de pavillon. C'est ce qui avait déjà été imaginé pour la remise des frégates lance-missiles - six bâtiments de ce type ont été commandés par Taïpeh aux chantiers de Lorient - avec un changement de pavillon et d'équipage à La

Réunion. Les sources officielles en France et à Taïwan se refusent à indiquer sur quel territoire a lieu la livraison « en cours de route » des Mirage 2000-5.

Les pilotes et les mécaniciens taïwanais sont venus s'entraîner en France, tant chez les constructeurs du Mirage 2000-5 (Dassault, Soema, Thomson-CSF et Matra) que sur des bases de l'armée de l'air française. La France a dû, en effet, acquiescer trente-sept Mirage 2000-5 - à l'origine, des Mirage 2000-DA plus anciens et spécialement modernisés à cette fin - pour favoriser l'exportation de ces mêmes avions à Taïwan et à Qatar.

MODERNISATION

De leur côté, les États-Unis ont, eux aussi, commencé de livrer leurs premiers avions F-16. En 1992, Taïwan, qui voulait remplacer ses anciens F-104 et ses F-5 d'origine américaine, a commandé cent cinquante F-16 en même temps que les soixante Mirage français. Ces acquisitions se montent à 6 milliards de dollars (plus de 34 milliards de francs) pour la commande américaine et à 30 milliards de francs pour le contrat français (y compris l'achat des missiles Mica). Elles relèvent d'un plan de modernisation de l'armée de l'air taïwanaise, qui a voulu se prémunir des risques d'embargo dans les années 80 et qui prévoit aussi la construction de cent trente IDF (Indigenous Defence Fighter) baptisés Ching-Juo, conçus par Aero Industry Development Center (AIDC) à Taichung. Taïwan dispose déjà de la moitié de sa flotte d'IDF.

Jacques Isnard

SCIENCE & VIE
HORS SÉRIE

LES GRANDES ÉNIGMES DE LA SCIENCE

De l'âge de l'univers à l'origine de l'homme, de l'extinction d'espèces au triangle des Bermudes, du cancer au prion...

EN KIOSQUE DES AUJOURD'HUI

La rébellion armée gagne désormais le nord de l'Albanie

Le mouvement d'insurrection échappe à tout contrôle

Le président, Sali Berisha, et les partis d'opposition ont nommé, mardi 11 mars, un premier ministre de la « réconciliation nationale », mais le

chaos continue de s'étendre en Albanie. Dans le Sud, les mouvements insurrectionnels ont rejeté catégoriquement l'idée de déposer les armes

tant que le chef de l'Etat reste au pouvoir ; dans le Nord, des civils se sont emparés pour la première fois d'un dépôt d'armes.

TIRANA

de notre envoyé spécial

Les derniers troubles, qui touchent dorénavant le nord de l'Albanie, pourraient signifier un tournant dans la révolte, quelle que soit la motivation des insurgés. S'ils sont des opposants du président, celui-ci devient parfaitement isolé ; s'ils sont des partisans nordistes traditionnels, le pays pourrait alors basculer dans la guerre civile.

Dans les villes de Bajram Curri et de Kukes, dans l'extrême nord du pays, au bord de la frontière avec la Serbie, des émeutiers se sont emparés d'armes dans des dépôts militaires. Ces montagnes, très difficiles d'accès, sont le fief de Sali Berisha, originaire d'un village de la région. « Il semble que les gens voulaient juste être armés. Ils sont allés à la caserne et ont pillé armes et munitions, sans rencontrer de résistance », a indiqué un porte-parole gouvernemental.

Dans le Sud, entièrement contrôlé par les insurgés, les pillages se sont poursuivis, tandis que des villes d'Albanie centrale se joignent au mouvement insurrectionnel. A Vlorë, les troubles ont fait une nouvelle victime, ce qui porte le nombre de tués connus à une quarantaine depuis l'éclatement de la rébellion sudiste. A la frontière grecque, des hommes masqués ont pris le contrôle d'un point de passage et rackettent les Albanais qui souhaitent traverser. Ils ont abattu un homme qui refusait de leur donner son argent. Trois casernes auraient également été pillées près de Gramsh, et une extrême tension régnait à Elbasan, dernière étape avant la capitale albanaise.

L'armée et la police secrète se sont repliées à 50 kilomètres du sud-est et à 70 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Des unités militaires d'ont un régiment de chars d'assaut, se sont positionnées le

long du fleuve Shkumbin, tandis que le Parti démocratique (PDA) de M. Berisha continuait d'armer ses partisans autour de Tirana, notamment à Kavaja, désormais la dernière ville sous contrôle gouvernemental au sud de la capitale. Par ailleurs, des témoins ont aperçu des camions transportant des milliers du Nord albanais et de la province serbe du Kosovo, considérés

« pyramides financières » et l'organisation d'élections parlementaires démocratiques, promises pour le mois de juin. Ils ne font pas plus confiance à l'opposition qu'au pouvoir, et n'apparaissent pas comme des fidèles partisans du Parti socialiste.

« Je suis très inquiet, affirme Blendi Joxha, le porte-parole de l'Alliance démocratique (opposition,

Un nouveau premier ministre issu de l'opposition

La nomination de Bashkim Fino, un économiste, membre du Parti socialiste (opposition), n'a pour l'instant eu aucun effet sur l'insurrection. M. Fino est un homme politique quasiment inconnu, présenté comme ayant été un « maire remarquable » de Gjirokastrë, une ville rebelle du Sud, de 1992 à 1996.

Le pouvoir et l'opposition devaient poursuivre, mercredi, leurs négociations sur la composition d'un gouvernement de coalition, et tenter de s'entendre sur le problème crucial du ministère de l'Intérieur. Les socialistes exigent ce portefeuille, qui permet à la fois de contrôler la police, de désarmer les insurgés et de préparer les prochaines élections. De son côté, Sali Berisha ne paraît pas vouloir lâcher un ministère aussi important, et est accusé par l'opposition d'essayer de conserver les rênes du pouvoir. « Ce dialogue politique va dans le bon sens, commente un diplomate européen. Nous craignons toutefois qu'il se limite au microcosme tiranois. »

dans le Sud comme des hommes acquis à Sali Berisha ou comme des mercenaires généreusement rémunérés. La confusion demeure totale dans le pays, en dépit des efforts italiens d'entamer un dialogue avec les chefs des insurgés à Vlorë. Les comités populaires de huit villes du Sud se sont rencontrés mardi à Gjirokastrë et ont annoncé la création d'un « front national de salut du peuple », mais il est encore trop tôt pour savoir si cet organe pourra s'imposer.

Dans le Sud, les insurgés n'ont qu'une exigence : la démission de Sali Berisha. Ensuite, ils réclament un profond remaniement de la police secrète (SHIK), le remboursement de l'argent perdu avec la chute des sociétés d'épargne (les

centre-droit). L'opposition va accepter un rôle de compromis à cause des pressions extérieures, surtout américaines. Le ministre de l'Intérieur devrait être du Parti démocratique, avec un vice-ministre du Parti socialiste. Personne n'aura confiance en eux et ne rendra les armes. Quand les insurgés prendront connaissance de ce gouvernement zébré, ils vont croire que l'opposition les a trahis et vont rejeter le compromis.

« ÉVITER UNE GUERRE » L'opposition a accepté de travailler main dans la main avec Sali Berisha afin de résoudre la crise que traverse l'Albanie. Cette coalition de facto de la classe politique tiranoise ne paraît toutefois avoir au-

cune influence sur les insurgés, désormais surarmés et convaincus que l'armée d'ouvriera jamais le feu sur le peuple. « Nous pensons que Berisha restait l'unique institution pas trop illégale dans ce pays, et nous sommes farouchement déterminés à éviter une guerre », dit M. Joxha. Le problème est que le pouvoir diffère les échéances et que les négociations s'effritent. Et que nous ne sommes pas encore convaincus que Sali Berisha ne tente pas de nous tromper une nouvelle fois.

Le problème nouveau et crucial est l'annonce de violences dans le Nord. « La seule certitude est que le peuple ne se soulèvera pas pour soutenir Berisha, y compris dans sa région, commente un intellectuel albanais. Il reste deux solutions. Soit les pilliers de la caserne sont des antigouvernementaux à l'image des sudistes, et Tirana risque de se retrouver isolée avec ses agents du SHIK à chaque coin de rue, encerclée par l'insurrection. Soit cette opération a été organisée par le SHIK et le Parti démocratique afin d'armer leurs partisans sans avoir à l'avouer officiellement, en travestissant cela en mouvement populaire, et Berisha joue véritablement avec le feu. »

L'Albanie s'enfonce dans l'archaïsme total. Nul ne voit comment le prochain gouvernement, quelle que soit sa composition exacte, parviendra à désarmer un peuple entier en train de se soulever. Le pouvoir central reste entre les seules mains de Sali Berisha et du chef du SHIK, le général Gazdende. Le problème est que ce pouvoir, en dépit des discussions entamées à la demande pressante des Occidentaux, semble toujours bésiter entre la recherche d'une solution pacifique et une logique d'affroissement armé.

Rémy Ourdan

Lire aussi notre éditorial page 13

Boris Eltsine congédie le gouvernement à l'exception du premier ministre, Viktor Tchernomyrdine

MOSCOU

de notre correspondant

Le premier ministre en titre depuis plus de quatre ans, Viktor Tchernomyrdine, et son nouvel « adjoint » Anatoli Tchoubais, ont été chargés, mardi 11 mars, de présenter au président, d'ici à la fin de la semaine, une « nouvelle organisation de la structure et de la composition » du gouvernement. Formellement, il ne s'agit pas d'un « renvoi » de l'ensemble du cabinet : les députés n'approuveraient pas le nouveau, comme cela serait alors nécessaire. Mais le résultat pourrait être proche, le but étant de rendre le gouvernement capable de remplir les tâches définies la semaine dernière dans l'adresse présidentielle au Parlement.

C'est-à-dire des réformes qui ont été trop tardées : créer un Trésor doté de branches régionales, au lieu de confier aux grandes banques commerciales « amies » l'argent du budget ; encadrer les « monopoles naturels » (électricité, gaz, transports) et autres institutions ayant le vent en poupe (comme des administrations régionales telles que celle de Moscou), pour qu'ils baissent leurs prix et cassent le cercle vicieux des non-paiements dont souffre la population et la production ; empêcher, aussi, l'armée et les entreprises de commercer aux plus hauts « prix » théoriques dans le cadre d'échanges qui se font en nature ; réformer la propriété foncière, l'aide sociale (dont chacun bénéficie théoriquement, comme du temps de l'URSS), les comptabilités d'entreprises et, surtout, le système fiscal. Toutes ces réformes sont indispensables si l'on veut sauver le budget en moriant un peu sur l'économie parallèle qui prospère, mais elles sont, par absence d'une telle volonté, en panne depuis des années.

Ces réformes ne pourront donner des résultats immédiats. Mais le « choc psychologique », escompté d'un remaniement en bloc qui ferait entrer des « quadragénaires », amis de M. Tchoubais, et décidés comme

lui à faire bouger les choses, pourrait agir sur les bailleurs de fonds du gouvernement, russes ou étrangers, confiants dans les capacités du nouveau « homme fort » à réussir à plus long terme.

FIN DES PROCÉDURES RAMPANTES

Le choc est provoqué par le fait que la procédure consistant à remanier un gouvernement presque en bloc est ouverte en Russie : tous ceux qui ont eu lieu depuis le premier gouvernement réformateur de 1991 furent rampants, annoncés au compte-goutte en fonction des progrès des tractations entre partis et lobbies sectoriels. Le dernier en date a ainsi fini par être composé à la fois de « monétaristes libéraux » proches de M. Tchoubais (tels le ministre de l'Économie, Evgueni Iassine), d'industriels (dont M. Tchernomyrdine lui-même, soutenu par son géant industriel Gazprom), de banquiers (son adjoint Vladimir Potanine venu de l'Oneximbank) et de

communistes (ministre de la Justice) ou apparentés (ministre de l'Agriculture).

Il n'est pas exclu que le nouveau gouvernement soit finalement formé de la même manière, avec juste un peu moins de vieux apparatchiks de « gauche » (Alexandre Chokhine, un « libéral » devenu proche de M. Tchernomyrdine, a publiquement regretté l'adieu aux procédures rampantes, propices aux compromis). Mais le but proclamé est justement de sortir de la paralysie que de telles constructions ont entraînée. Boris Eltsine pourrait annoncer, dès mardi, la nouvelle composition d'un cabinet « restreint ». Des bruits circulent, tous favorables à M. Tchoubais. Mais une nomination annoncée à surprise : celle du remplaçant d'Anatoli Tchoubais à la tête de l'administration présidentielle.

L'élus est Valentin Ioumachev (39 ans), vétéran de la famille cadette Tatiana (leurs enfants étu-

raient ensemble en Grande-Bretagne). Ancien journaliste du magazine en vogue sous la perestroïka, Ogoniok, il resta fidèle à Boris Eltsine durant sa traversée du désert et fut choisi pour l'aider à rédiger ses deux livres de « mémoires » (financés par un autre « ami de la famille », le trouble banquier Boris Bezoukhi). Mais ce M. Ioumachev, même préféré à des candidats de l'équipe d'Anatoli Tchoubais, ne devrait pas faire trop d'ombre à ce dernier : l'administration présidentielle, lieu de pouvoir exceptionnel pour M. Tchoubais durant la maladie du président, devrait voir son rôle estompé avec le retour au travail, sans doute en partie formel, de celui-ci. Contrairement au gouvernement, qui devrait redevenir le centre de pouvoir économique unique avec le retour de M. Tchoubais, surtout s'il est suivi d'un grand nombre de ses hommes.

Sophie Stihab

La tension s'accroît au Pays basque espagnol après un attentat de l'ETA

MADRID

de notre correspondant

Pour la septième fois depuis le début de l'année, l'organisation séparatiste basque ETA a frappé en tuant par balles, mardi 11 mars à Saint-Sébastien, le psychologue de la prison de Martutene, Javier Garcia Elsoqui, un père de famille de trente-sept ans. Sur les trois membres du commando, auteur de cet assassinat, deux sont en fuite, tandis que - fait très rare dans ce genre de circonstances - le troisième, Fernando Elgalea Tapia a été arrêté, peu après, à la suite d'un échange de coups de feu avec la police.

Cet attentat, immédiatement condamné par l'ensemble de la

classe politique et par le gouvernement de José María Aznar, qui a prédit que « la démocratie finirait par l'emporter sur la violence », intervient à un moment de particulière tension au Pays basque.

Tension politique d'abord : après les dernières déclarations du chef du Parti nationaliste basque (PNV), Xabier Arzalluz (Le Monde du 8 mars), dans lesquelles il critiquait vivement l'intransigeance du pouvoir en place, et insistait sur le fait qu'à son avis l'ETA « était prête à négocier », une véritable polémique a éclaté entre le PNV, modéré, et son allié, le Parti populaire au pouvoir. Le PP prenant acte de la dernière action violente de l'ETA, pour réaffirmer qu'il ne céderait jamais « au chan-

tage » et refuserait, dans ces conditions, tout dialogue avec ces « criminels ».

Tension sociale et policière ensuite : après qu'un jury populaire a acquitté, la semaine dernière, un jeune homme proche des nationalistes radicaux - Mikeel Orteg, qui avait tué deux policiers basques -, les manifestations de soutien à la police et aux familles des victimes se succèdent pour obtenir que « justice » soit rendue. Le verdict, qui, semble-t-il, a été dicté par la peur, a fait réagir tous les partis politiques du pays. Un projet de réforme de la loi régissant le rôle du jury dans l'exercice de la justice est en cours.

Marie-Claude Decamps

Les « gueules noires » occupent le quartier gouvernemental à Bonn

BONN. Plusieurs milliers de mineurs de la Ruhr et de la Sarre se relaient, depuis mardi 11 mars, pour occuper jour et nuit le quartier gouvernemental de Bonn. Venu protester contre le plan de réduction des subventions au charbon décidé par la coalition de Bonn (Le Monde du mercredi 12 mars), les « gueules noires » font le siège du Parti libéral (FDP), auquel ils reprochent de vouloir la mort des charbonnages en Allemagne, et sont tenus à bonne distance de la chancellerie fédérale par d'importants effectifs de police. Devant ce rassemblement, le chancelier Kohl a décidé de reporter au jeudi 13 mars une rencontre au sommet avec les dirigeants du syndicat des mineurs (IG Bergbau), et exigé le départ des manifestants avant toute reprise des négociations. Le gouvernement de Bonn entend réduire les subventions au charbon de 9 milliards de marks à 3,8 milliards de marks en 2005 (de 29,7 milliards à 12,5 milliards de francs environ), ce qui pourrait signifier la suppression de 60 000 emplois sur les 90 000 du secteur. Le syndicat, apparemment débordé par la mobilisation spontanée de ses troupes, réclame que la somme finale ne soit pas inférieure à 6,5 milliards de marks. - (Corresp.)

L'agent américain expulsé d'Allemagne aurait espionné l'Iran

BONN. L'agent de la CIA récemment expulsé d'Allemagne (Le Monde du 11 mars) avait pour tâche de collecter des informations sur « un pays du tiers-monde, probablement l'Iran », ont indiqué des sources gouvernementales américaines, citées, mercredi 12 mars, par le quotidien le Washington Post. La CIA a, en effet, « activement utilisé l'Allemagne, ces dernières années, pour mener des activités contre l'Iran et la Libye », précise le Washington Post. Ces informations viennent démentir celles publiées, samedi, dans le Journal Der Spiegel, qui a affirmé que l'agent américain se livrait à de l'espionnage économique. Selon l'hebdomadaire allemand, l'agent de la CIA a été appréhendé alors qu'il tentait d'obtenir auprès de hauts fonctionnaires allemands des informations sur des projets de « haute technologie ».

EUROPE

■ POLOGNE : environ mille cinq cents ouvriers des chantiers navals de Gdansk, en liquidation, ont bloqué, mercredi 12 mars dans la matinée, la circulation dans le centre de cette ville portuaire. Les manifestants ont mis feu à quelques dizaines de pneus, et scandé des mots d'ordre contre le gouvernement de gauche. Le syndicat Solidarité a annoncé que la manifestation durerait une heure. Le gouvernement polonais a annoncé la fermeture des chantiers le 6 mars. Tout le personnel des chantiers navals, soit trois mille sept cents salariés, doit être licencié. - (AFP)

■ HONGRIE : des milliers d'agriculteurs hongrois bloquaient toujours, mardi 11 mars, plusieurs routes du pays avec leurs tracteurs pour protester contre la politique agricole du gouvernement, tandis qu'une centaine d'autres se sont rendus en tracteurs à Budapest pour exposer leurs revendications au président du Parlement, Zoltan Gal. - (AFP)

■ TURQUIE : le Parlement turc a adopté, jeudi 6 mars, une loi prévoyant une réduction des délais de garde à vue des personnes arrêtées pour des crimes et délits qui sont du ressort des cours de sûreté de l'Etat. La durée de la garde à vue dans les neuf provinces du Sud-Est, où l'état d'urgence est en vigueur depuis 1987, a été réduite de quinze à dix jours. En outre, les détenus devront désormais être vêtus de vêtements civils, dans les quarante-huit heures suivant leur arrestation. - (AFP)

■ SLOVAQUIE : la police slovaque a procédé, sans ménagements, lundi 10 mars à Bratislava, à l'expulsion du ministre de la culture d'une cinquantaine d'acteurs, de journalistes et de députés de l'opposition libérale qui occupaient les lieux depuis le matin pour tenter d'arrêter le renforcement de la main-mise du pouvoir sur les institutions artistiques. - (AFP)

AFRIQUE

■ M^{me} Clinton entamera samedi 15 mars un voyage dans six pays africains afin de souligner l'engagement des Etats-Unis sur le continent. Du 15 au 30 mars, Hillary Rodham Clinton visitera le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Tanzanie, l'Ouganda et l'Erythrée. - (Reuters)

■ ALGERIE : M^{me} Salima Ghezali, trente-neuf ans, responsable de l'hebdomadaire La Nation, a été nommée « rédactrice en chef de l'année » 1996 par World Press Review pour « son travail et son courage », a annoncé, mardi 11 mars à New York, ce magazine consacré à l'actualité internationale. Cette Algérienne « a constamment milité pour une solution négociée entre le régime soutenu par les militaires et ses opposants islamistes fondamentalistes », a expliqué World Press Review dans un communiqué. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani a décidé, mardi 11 mars, de suspendre sa participation au processus de réconciliation avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), après l'assassinat de l'un de ses dirigeants, à Erbil. - (AFP)

■ Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est déclaré préoccupé, mardi 11 mars, par le retard pris dans l'application de l'accord « pétrole contre nourriture » quant à la distribution de médicaments et de vivres à la population irakienne. M. Annan a fait part de sa « forte préoccupation » dans un rapport transmis au Conseil de sécurité de l'ONU, trois mois après l'entrée en vigueur, le 10 décembre dernier, de l'accord « pétrole contre nourriture » signé avec l'Irak. - (AFP)

ASIE

■ MALAISIE : la France soumissionnera à l'appel d'offres de Kuala Lumpur pour l'acquisition de sous-marins à propulsion classique. Face à la Suède, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, elle propose son modèle Agosta. Les besoins de la Malaisie seraient de deux sous-marins. - (AFP)

Trois des cinq Français retenus en Inde ont été libérés

COCHIN. Trois Français et un Malgache retenus depuis quatorze mois à Cochin, dans le sud de l'Inde, pour y avoir fait des recherches sous-marines, ont été relâchés, mardi 11 mars, et devraient regagner bientôt la France. Mais les deux autres membres d'équipage du Galathée, l'archéologue François Clavel et le capitaine Philippe Elie restent en résidence surveillée car ils ont été officiellement inculpés, fin février, d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Ils risquent de lourdes peines de prison. Les Français sont accusés d'avoir mené des activités d'espionnage depuis qu'ils ont été arraisonnés au large de cette base navale alors qu'ils faisaient des repérages pour localiser l'épave d'un navire portugais échoué dans l'océan Indien au XVI^e siècle. Les accusés ont toujours nié les faits qui leur sont reprochés et affirment être les victimes d'un règlement de compte entre politiciens locaux. Ils avaient été arrêtés en janvier 1996 avant d'être remis en liberté sous caution en juin. Depuis, ils sont assignés à résidence avec obligation de pointer quotidiennement à la police. - (AFP)

(Publicité)



(cacharel)

NOUVEL ESPACE, 64 RUE BONAPARTE, 75006 PARIS

Dos nu en maille viscose 390 F, jupe longue en crêpe viscose 690 F.

مكتبة الأهل

REPRÉSENTATION Les députés ont débattu sans vote, mardi 11 mars, de la place des femmes dans la vie publique, à partir d'une déclaration du premier ministre. Alain

Juppé s'est prononcé à titre personnel pour des quotas de candidates aux scrutins de liste, formule qu'il a justifiée, notamment, en parlant d'un « apprentissage » des femmes

avant leur entrée dans les assemblées élues au scrutin uninominal. ● LA GAUCHE a reproché au premier ministre de ne proposer qu'une demi-mesure et de se garder, en tant

que président du RPR, d'augmenter la présence des femmes parmi les candidats aux prochaines législatives. ● UN COLLOQUE du Conseil de l'Europe, organisé mardi à Helsinki, a

permis de dresser l'état des lieux de la participation des femmes aux décisions politiques sur le continent. Les pays scandinaves restent à la pointe de l'innovation dans ce domaine.

Parité : la gauche critique la « mesurette » d'Alain Juppé

La proposition du premier ministre, faite « à titre personnel » et visant à instituer des quotas de candidates aux élections municipales, régionales et européennes, a été fraîchement accueillie par les députés, lors du débat sans vote à l'Assemblée nationale, mardi 11 mars

L'HÉMICYCLE était modérément rempli lorsque Alain Juppé a fait aux députés, mardi 11 mars, sa proposition de modifier la Constitution pour permettre à la loi d'instituer temporairement des quotas de femmes dans les élections à scrutin de liste (Le Monde du 12 mars). Les traverses s'étaient un peu claires quand le président du groupe socialiste, Laurent Fabius, est monté à la tribune pour lui répondre. Il n'y avait plus guère qu'une vingtaine d'élus quand Christine Boutin a pris la parole.

M^{me} Boutin, députée (UDF) des Yvelines, indignée, a avoué qu'elle avait été tentée « d'abandonner son temps de parole » face à des sièges « quasi vides ». Elle a reçu l'appui d'Étienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique), ironisant sur « la rapidité avec laquelle [ses] collègues ont quitté l'hémicycle » où se déroulait, pourtant, un « débat historique ».

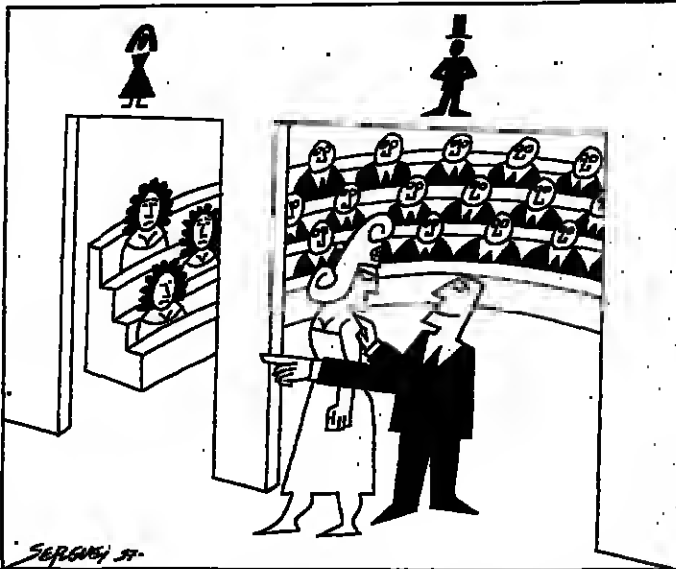
Cible des critiques de l'opposition, mais aussi de sa propre majorité, M. Juppé a bienfaisamment laissé le ministre délégué pour l'emploi, Anne-Marie Couderc, écouter seule, au banc du gouvernement, un débat digne, mais sans grande nouveauté. Regrettant que la réforme proposée ne porte que sur les scrutins de liste (municipaux, régionaux et européens), Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres) a dénon-

cé une « mesurette », un « remède de Pertinpinpin ». Même Édouard Balladur (RPR, Paris), s'attendant exceptionnellement dans les couloirs du Palais-Bourbon, a émis le souhait que la mesure soit étendue à « tous les modes de scrutin ».

« RETOUR EN ARRIÈRE » « Nous savons que les prochaines élections législatives auront lieu dans un an, a constaté ironiquement M. Fabius, et que (...) votre éventuelle révision "à blanc" ne les concernera pas. » « Là où la gauche avait réalisé (...) des avancées, même insuffisantes, vous avez plutôt opéré un retour en arrière », a lancé l'ancien premier ministre à son successeur, en énumérant « la suppression d'un vrai ministre des droits des femmes, la disparition d'un an de ministres auxquelles vous reprochiez essentiellement de ne pas être des hommes et, plus généralement, une sorte de méfiance ».

« Depuis le début de l'année, sur une centaine de nominations individuelles en conseil des ministres, savez-vous combien vous avez nommé de femmes ? 10 % », a calculé M. Fabius.

Le chef du gouvernement ayant lui-même présenté la solution des quotas comme un pis aller, il ne devait pas s'attendre à déclencher l'enthousiasme. Janine Jambu (PC, Hauts-de-Seine), partisane de la parité comme les autres députés



communistes, a refusé les quotas parce qu'« il ne faut pas, à partir d'une exigence juste, figer les différences et privilégier une arithmétique mécaniste contre la dialectique de la vie ».

Nicole Ameline (UDF, Calvados), qui soutient la proposition de M. Juppé, prend la précaution de souligner qu'« il ne s'agit pas de protéger une espèce en péril ». Roselyne Bachelot-Narquin (RPR, Maine-et-Loire), rapporteur de

l'Observatoire de la parité, dont les membres occupaient les tribunes du public, n'accepte « des mesures de quotas » que si « elles sont clairement affichées pour ce qu'elles sont — une étape — et tendant vers un but — la parité », rappelant au passage que ce fut une promesse du candidat Chirac. Quant à M^{me} Boutin, elle a affirmé que « l'idée même de quotas est pour [elle] une insulte dans [sa] dignité de femme ».

Soucieux de ménager les femmes, d'un côté, et, de l'autre, une majorité hostile à l'établissement de règles contraignantes, M. Juppé avait pesé les termes de son discours. Pourtant, en vantant les mérites de son système de quotas pour les scrutins de liste, il s'est laissé aller à évoquer les vertus supposées d'un « apprentissage de la vie politique », à la suite duquel « les femmes disposeraient de tous les atouts pour ensuite partir à l'assaut (...) des scrutins (...) législatifs, puis occuper des fonctions exécutives ».

Ce regrettable « apprentissage » lui a valu une réplique plutôt sèche de M^{me} Bachelot-Narquin. « C'est le bouquet ! s'est-elle écriée. Nous aurions besoin de nous former ! Éternel procès en incompétence qui nous est intenté pour bien nous convaincre que, décidément, ces choses sont trop sérieuses pour nous et que peut-être, plus tard, beaucoup plus tard, quand nous aurons beaucoup travaillé, nous serons dignes d'être élues au côté d'hommes qui, eux, sont tombés dans la marmite de potion magique à leur naissance. » Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime) juge, elle aussi, que les mesures de M. Juppé indiquent aux femmes la voie des « petits boulots (...), réservant leur accession à l'Assemblée nationale à plus tard, quand elles auront fait leurs preuves ».

Lionel Jospin plaide pour la parité

La mission d'information constituée au Sénat sur la place et le rôle des femmes dans la vie publique, a entendu, lundi 11 mars, Lionel Jospin, venu présenter la position du PS sur cette question. Le premier secrétaire a rappelé que son parti présentera 30 % de femmes aux législatives de 1998 et qu'il est favorable à une révision de la Constitution qui consacrerait le principe de la parité hommes-femmes. M. Jospin a insisté sur la nécessité de restreindre le cumul de mandats électifs et de fonctions exécutives, en élargissant cette mesure sur huit ans, au fur et à mesure du renouvellement des différentes assemblées concernées. Il a indiqué, en outre, que le PS souhaite uniformiser à cinq ans la durée de tous les mandats, élargir l'usage du scrutin proportionnel et réformer le mode d'élection des députés européens.

M^{me} Bredin soupçonne le premier ministre de vouloir gagner du temps : « Ne s'agit-il pas seulement de tenir avec ces déclarations d'intention jusqu'en 1998 ? » Comme s'ils partageaient ce soupçon, plusieurs intervenants ont mis au défi M. Juppé d'agir. « Vous vous dites réformateur », a lancé M^{me} Fabius. M. Garnier a insisté : « Il conviendrait que le "premier" ministre propose un projet avant l'été. » Et M^{me} Boutin, s'adressant à M. Juppé en tant que président du RPR, lui a lancé : « Placez des femmes en position éligible dès les législatives de 1998 ! »

Comparant les femmes députées, « déjà dans la place », à des « chevaux de Troie », Christiane Taubira-Delannion (RI, Guyenne) a fait le pari que ses collègues hommes finiraient bien par « soutenir la lutte des femmes, car ils savent que c'est une question de conscience ». « Sans rancune ! », a-t-elle promis en conclusion de son discours.

Fabien Roland-Lévy

Municipales, régionales et européennes

Contrairement à l'élection, au scrutin uninominal, des députés, des sénateurs et des conseillers généraux, les élections des conseillers municipaux, des conseillers régionaux et des représentants français au Parlement européen ont lieu au scrutin de liste. ● Elections municipales : elles ont lieu tous les six ans au scrutin de liste à deux tours. Les dernières ont eu lieu en juin 1995. Dans les communes de moins de 3 500 habitants, le scrutin est majoritaire ; dans les communes de plus de 3 500 habitants, scrutins majoritaire et proportionnel sont panachés. Le nombre de conseillers municipaux est proportionnel à la taille des communes : il varie de 9 pour les communes de moins de 100 habitants à 69 pour celles de plus de

300 000 habitants, exception faite de Paris (163 conseillers), Marseille (101) et Lyon (73). ● Elections régionales : elles ont lieu tous les six ans au scrutin de liste et à la proportionnelle à un tour. Les dernières ont eu lieu en mars 1992. Les conseillers régionaux sont élus dans chaque département de la région. L'effectif des conseils régionaux varie de 43 en Franche-Comté à 209 en Ile-de-France. ● Elections au Parlement européen : elles ont lieu tous les cinq ans au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle à un tour. Les dernières ont eu lieu en juin 1994. La France constitue une circonscription électorale unique et bénéficie de 87 sièges au Parlement européen.

« Permettre à une génération de femmes d'apparaître »

DANS SON DISCOURS sur la « place des femmes dans la vie publique », mardi 11 mars, à l'Assemblée nationale, Alain Juppé a notamment déclaré : « Le constat est sans appel. C'est celui d'une situation bloquée. D'un échec (...). Notre démocratie est complètement bancale. Elle n'avance que sur une seule jambe. Elle écarte de sa représentation plus de la moitié des citoyens. (...) Les femmes expriment une demande de justice et d'équité parce qu'elles se sentent bannies et, même, humiliées de la place qui leur est faite en politique. (...) Si nous voulons avancer par la loi, selon cette logique, pour atteindre un objectif de parité, une seule voie reste ouverte : la révision de la Constitution. »

« Après réflexion, et après un long cheminement intellectuel, je suis aujourd'hui convaincu que l'instauration de discriminations positives est nécessaire », a indiqué le premier ministre. Livrant son « sentiment personnel »,

il a déclaré : « Je suis partisan de modifier notre Constitution pour permettre à la loi d'instituer à titre temporaire, par exemple pour dix ans, des incitations aux candidatures féminines dans les élections à scrutin de liste qui, seules, peuvent se prêter à une telle logique. (...) Nous devons nous obliger à faire un véritable effort de rattrapage dans le cadre de ce qui pourrait être une « décennie de la parité ». Cette démarche, clairement circonscrite dans le temps, permettrait à cette génération de femmes, dont notre vie politique a tant besoin, d'apparaître au niveau municipal, régional et européen. (...) Parce que la place des femmes dans la vie politique est un enjeu majeur de démocratie, a-t-il dit, c'est le Parlement qui doit être le lieu du débat. Je souhaite ainsi que l'Assemblée nationale et le Sénat puissent se coordonner pour créer les conditions d'une concertation en profondeur et dans la sérénité, ouverte à tous. (...) Je forme le vœu qu'avant l'été, découlant de cette démarche des propositions qui nous permettent tous ensemble de donner enfin aux femmes toute la place qui leur revient dans la République. »

VERBATIM

loi, selon cette logique, pour atteindre un objectif de parité, une seule voie reste ouverte : la révision de la Constitution. »

Les pays scandinaves restent à la pointe de l'innovation

Helsinki de notre envoyée spéciale

Vue d'Helsinki, l'hindouille du débat français sur la participation des femmes à la vie politique semblait annoncer le printemps. C'est avec une certaine allégresse que les membres du Conseil de l'Europe ont pu estimer, mardi 11 mars, à l'issue d'un séminaire organisé par les autorités finlandaises, que les situations ne sont jamais figées.

« Même en France, la situation évolue », a pu conclure Lydie Err, rapporteuse générale de la conférence et présidente de la délégation du Luxembourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. « Certes, toute évolution passe par un engagement fort des États et la mise en place d'instruments juridiques qui permettent de garantir l'égalité des chances entre hommes et femmes », a-t-elle indiqué.

Et de plaider pour que les plus hautes sources du droit visent désormais à atteindre cet objectif. Les règlements intérieurs des partis peuvent permettre d'accéder à la scène politique ; la loi électorale et même la Constitution peuvent être modifiées en ce sens ; mais pour cette juriste de formation, c'est un traité international qui assurera le mieux cette évolution.

Pour le secrétaire général du Conseil de l'Europe, la nécessité de la présence des femmes en po-

litique est une évidence. « Il n'est plus possible que les communes, les régions et les États puissent être gouvernés sans que les femmes participent pleinement au processus de décision », a plaidé Daniel Tarschys. Il a regretté que la France, comme l'Albanie, l'Estonie et la Turquie, n'ait qu'une seule femme dans sa délégation au Conseil de l'Europe. « Cela reflète la situation à l'intérieur des Parlements, où les hommes sont surreprésentés », a-t-il conclu.

RATRAPAGE

« Avec une vingtaine d'années de retard, a analysé François Gaspard, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris, on assiste en France à un mouvement comparable à ce qui s'est passé dans les pays nor-

diques et en Allemagne. Sous la pression des mouvements de femmes, les partis politiques, d'abord, et les gouvernements, maintenant, sont contraints de se pencher sur le fait que jamais plus de 10 % n'ont été présentes au Parlement. » La question reste le moyen d'assurer une meilleure représentation des femmes.

Une parlementaire italienne a indiqué que l'instauration de quotas par la loi peut fonctionner, mais se révèle une arme à double tranchant si la loi est invalidée par la Cour constitutionnelle, comme cela s'est produit en 1995. « Nous étions cent vingt-sept députées. Avec l'application de la loi, nous ne sommes plus que vingt-six aujourd'hui, soit 8,6 % des parlementaires », a témoigné Gayetana da Zulueta.

Efficaces comme les Suédoises en politique

C'est un tout petit livre, de ceux qui se glissent dans un sac à main. Un brûlot de vingt pages, rédigé par la Fédération des femmes sociales-démocrates de Suède. Son titre est sans ambiguïté : Le guide du pouvoir ; la préface est encore plus claire : « Les femmes travaillent maintenant à atteindre le pouvoir ».

Priorité est donnée à l'efficacité : « Beaucoup d'énergie peut être perdue si vous ne savez pas comment se prennent les décisions. Les règles de procédure et de formalité ne peuvent pas être ignorées par les femmes. » Les candidates sont encouragées à s'épauler entre femmes, à être volontaires pour participer aux missions et à essayer que la meilleure d'entre elles prenne le pouvoir. Rien n'est laissé au hasard, des séances d'entraînement pour parler en public aux « hommes » photographiques que la candidate devra envoyer à la presse locale.

Dans les pays de l'ex-bloc soviétique, l'abolition du système des quotas de 25 % à 30 % des femmes, imposé sous l'ancien régime, a entraîné un recul : les femmes ne sont plus aujourd'hui que 17,5 % au Parlement en Lituanie, 13 % en Pologne et en Estonie, 11 % en Hongrie et 7 % en Roumanie.

VIGILANCE

Quant aux pays scandinaves, toujours cités en exemple, leurs représentants se sont gardés de tout triomphalisme. « Nous sommes très préoccupées par l'avenir », a expliqué Monica Green (Suède). Dans les années 80, nous nous sommes reposées sur nos lauriers, pensant que le combat était gagné. En plus, des problèmes économiques ont détourné l'attention de la situation des femmes. Nous avons perdu du terrain en 1991. Il a fallu repartir en campagne, mais, cette fois-ci, les hommes nous ont aidées. »

Même analyse en Finlande, où, malgré plus de 33 % de femmes au Parlement, personne ne fait confiance à une évolution naturelle.

La loi impose désormais une participation égale des hommes et des femmes dans de nombreuses commissions administratives. Les pays nordiques demeurent vigilants.

Michèle Aulagnon

COMMENTAIRE

EFFET D'ANNONCE

Alain Juppé a-t-il oublié qu'il est premier ministre ? Ne se souvient-il pas qu'il est, aussi, le président du RPR ? Lorsqu'il s'exprime devant la représentation nationale, le chef du gouvernement n'a pas à faire part de son « sentiment personnel ». Son rôle est de proposer les réformes indispensables.

S'il faut modifier la Constitution, celle-ci lui accorde le pouvoir de le proposer au président de la République. S'il est indispensable que l'Assemblée nationale et le Sénat se concertent pour dégager un accord, la règle institutionnelle, voulue par le général de Gaulle, impose que ce soit autour d'un texte proposé par le gouvernement. S'il faut que les formations politiques s'affranchissent

de la « prime au sortant », le président du premier parti de France, de surcroît « chef de la majorité », devrait disposer de l'autorité nécessaire pour l'imposer à ses amis.

En se contentant de suggérer, M. Juppé espère se faire apprécier des féministes sans trop heurter une majorité pour le moins rétive. Il renvoie ainsi dans un futur peut-être lointain le règlement d'un problème urgent depuis au moins cinquante ans. Cela s'appelle un effet d'annonce. Et, puis, qu'il dit vouloir moderniser la vie politique, pourquoi ne s'attaque-t-il pas à cette autre exception française : le cumul des mandats ? Il sait pourtant qu'elle contribue, aussi, à marginaliser la place des femmes. Mais, là, c'est rappeler que, à toutes ses fonctions, il a ajouté celle de maire de Bordeaux.

Thierry Bréhier

STAGES INTENSIFS IPECOM

le spécialiste de l'accompagnement universitaire

n° Vert : 0 800 89 30 50

REUSSISSEZ VOTRE ADMISSION EN IUT

ET PRÉPAREZ VOTRE ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE

IPECOM Institut d'Enseignement privé
39, rue du Ranelagh 75016 PARIS
Stand P26 - Salon de l'Étudiant

مكتبة الشارقة

Assurance-maladie et internes des hôpitaux parviennent à « un bon compromis »

M. Barrot veut désamorcer les conflits

JACQUES BARROT fait tout pour désamorcer la grève dans les hôpitaux. Après avoir consenti un léger assouplissement de la rigueur budgétaire (*Le Monde* du 5 mars), le ministre des affaires sociales a demandé à la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) de se montrer conciliante avec les internes et les chefs de clinique, qui s'estimaient pénalisés par les deux nouvelles conventions médicales officiellement paraphées, mercredi 12 mars, par MG-France (généralistes) et l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français (UCCSF).

Le président de la caisse, Jean-Marie Spaeth (CFDT), et les deux intersyndicats des internes et des chefs de clinique sont parvenus, lundi 10 mars, à un compromis : après leur installation en cabinet libéral, ces seize mille médecins bénéficieront de cinq ans - au lieu de trois prévus - pour se constituer une clientèle sans crainte de pénalités financières s'ils dépassent les objectifs de dépenses médicales fixés par le gouvernement.

Les internes, qui réclamaient un moratoire de sept ans, jugent que c'est « un bon compromis ». Ils devraient suspendre le mot d'ordre de grève illimitée à partir du 11 mars qu'ils avaient aussi lancé pour protester contre leurs conditions de travail (longueur des gardes, faibles rémunérations,

etc.). A Paris, la décision a été prise dès mardi. Le même jour, le Syndicat national des jeunes médecins généralistes a appelé les quelque trois mille internes en médecine générale à « suspendre toute participation à des mouvements de grève ».

Ces mouvements avaient pris corps, mardi, dans 18 des 26 centres hospitalo-universitaires (CHU), selon le président de l'intersyndicat national des internes, Didier Legals. Les chefs de clinique, qui avaient appelé à un mouvement identique à compter du 19 mars, devaient aussi y renoncer. Un arrêt de travail de ces catégories de médecins est redoutable car il paralyse le fonctionnement des grands hôpitaux. Au printemps 1993, après plusieurs semaines de grèves et de manifestations, le gouvernement de Pierre Mauroy avait dû renoncer à certaines réformes et nommer un médiateur.

Le gouvernement n'en a pas, pour autant, totalement fini avec les hôpitaux : jeudi 13 mars doit marquer le temps fort de la semaine d'actions organisées par Force ouvrière dans les hôpitaux. Elle sera suivie, le lendemain, par une grève nationale à l'appel de la Coordination médicale hospitalière, de la CGT et de la Fédération CRC (infirmières, aides-soignants, etc.).

Jean-Michel Bezat

Les fonctionnaires et les étudiants restent mobilisés à la Réunion

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION engagé par les fonctionnaires et les étudiants de la Réunion contre le projet du gouvernement de réformer le mode de rémunération dans la fonction publique se durcit. Les grévistes continuent de réclamer le retrait du projet du ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques Pezet, qui souhaite ramener le taux de sur-rémunération, pour les fonctionnaires nouvellement embauchés, de 1,53 % à 1,03 % par rapport à la base salariale métropolitaine. « Nous ne sommes pas fatigués », scandaient, mardi 11 mars, les manifestants dans les rues de Saint-Denis. Christophe Payet, président (PS) du conseil général, a estimé que la réforme fait partie d'un ensemble de dix mesures arrêtées lors des 25-26 sessions locales du développement, qui s'étaient déroulées à Paris en février 1996, et qu'il « n'acceptera pas que le gouvernement isole une seule de ces mesures pour la mettre en application ». — (Corresp.)

144 tonnes de tabac de contrebande ont été saisies en 1996

LE BILAN DE L'ACTION DE LA DOUANE contre différents types de fraudes montre que la lutte contre la contrebande de cigarettes a atteint un nouveau sommet : 144 tonnes de cigarettes et de tabac ont été interceptées en 1996 (711 060 cartouches de cigarettes et 35 900 paquets de tabac), contre 117 tonnes en 1995. La douane estime que cette fraude correspond à une fourchette de 1 % à 2 % de la consommation de tabac en France. Un total de 42 tonnes de drogues diverses, du cannabis pour l'essentiel (40 tonnes), ont aussi été saisies par les douaniers.

S'agissant de la lutte anti-blanchiment, 897 déclarations de soupçons ont été portées en 1996 à la connaissance de la cellule spécialisée du ministère de l'économie et des finances, Tracfin, contre 865 en 1995. Les trois quarts d'entre elles provenaient de banques. Après vérifications, 46 dossiers ont été transmis à la justice, contre 30 en 1995.

DÉPÊCHES

■ **SCRUTIN** : le groupe UDF à l'Assemblée nationale s'est prononcé, mardi 11 mars, à l'unanimité, pour la réforme du mode de scrutin régional proposée par Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional de l'Auvergne. Selon Jean-Marc Nesme, porte-parole du PPDF, la composante giscardienne de l'UDF, un amendement défendant cette réforme devrait être déposé lors de la discussion du projet de loi sur la date des élections cantonales. Le texte gouvernemental, adopté mardi par la commission des lois du Sénat, ne comprend pas de changement de mode de scrutin. Il prévoit de coupler, en mars 1998, les régionales avec les législatives, ce à quoi l'UDF est hostile, et de reporter les cantonales en juin, avant les sénatoriales prévues en septembre 1998.

■ **OCCUPATION** : la centaine de contrôleurs du travail qui avaient occupé, lundi 10 mars, le Conseil économique et social, pour demander une revalorisation de leurs grilles de salaires et l'augmentation des effectifs, ont été expulsés, sans incident, par les forces de l'ordre. Après avoir été reçu par le ministre du travail, Jacques Barrot, une délégation des contrôleurs a estimé avoir obtenu une « satisfaction partielle » de leurs revendications. « Nous avons obtenu du ministre du travail l'engagement écrit du paiement de nos rappels de salaires avant la fin juin, et le maintien d'un concours de recrutement en octobre 1997 », a indiqué la CFDT.

■ **RETRAITÉS** : l'Union confédérale des retraités UCR-CGT a appelé, mardi 11 mars, les retraités, préretraités et veuves à participer, mercredi 19 mars, dans le cadre d'une journée nationale de protestation, à un rassemblement devant l'hôtel Matignon, à Paris. L'UCR-CGT, qui a lancé depuis plus de deux mois une pétition nationale revendiquant l'amélioration de la pension de réversion, réclame aussi « une augmentation générale de 1 000 francs sur les salaires et les pensions » et « la suppression de la CSG et du RDS ».

Lionel Jospin reproche à Jacques Chirac d'« escamoter » le problème du chômage

L'intervention présidentielle sur France 2 n'a été suivie que par 3,9 millions de personnes

Invité à répondre, sur France 2, mardi 11 mars, à l'émission spéciale du président de la République, la veille, M. Jospin s'est déclaré « consterné » par l'intervention de M. Chirac, qu'il a accusé d'« escamoter la préoccupation essentielle des Français, à savoir l'emploi ».

PREMIER SECRÉTAIRE du Parti socialiste, Lionel Jospin s'est déclaré, mardi 11 mars, au cours du journal de France 2, « consterné » par l'intervention, la veille, sur la même chaîne, du président de la République, qui a selon lui « escamoté la préoccupation essentielle des Français, à savoir l'emploi ».

Le premier secrétaire a dénoncé une « accumulation des lieux communs » et de « poncifs ». « Je me suis demandé si le président était vraiment conscient du niveau intellectuel des Français et « notamment des jeunes », a dit M. Jospin. L'ancien ministre de l'éducation nationale estime que « le président de la République a une analyse qui date de vingt ans en ce qui concerne les problèmes de l'éducation ». Il a cité pour exemple le fait que M. Chirac ait « mis en cause la méthode globale de lecture », pratiquement abandonnée.

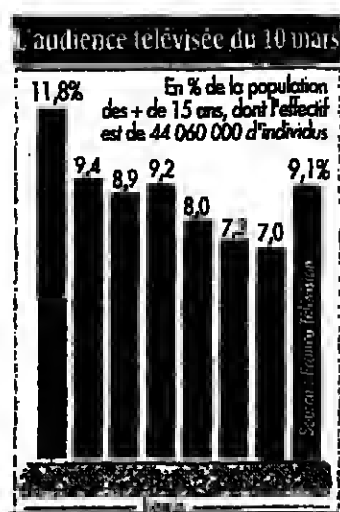
Critiquant le style de l'émission,

M. Jospin a déclaré : « Si jamais je devais avoir la moindre responsabilité, je reviendrais à une conception beaucoup plus simple. Ou je suis en communication gouvernementale : je fais un communiqué ; ou bien il y a une émission et, à ce moment, je laisse le média totalement libre de la façon dont il m'interroge, et moi, je réponds. »

L'entretien télévisé du président de la République a été suivi par 3,9 millions de téléspectateurs en moyenne (soit 8,9 % des quinze ans et plus), selon l'Institut de mesures d'audience Médiamétrie. La part de marché obtenue par l'émission a été de 19,6 %. Le téléfilm diffusé par TF1 dans la même tranche horaire a obtenu une part d'audience de 15,8 % en moyenne - 7,2 millions de téléspectateurs - et une part de marché de 32,6 % sur les quinze ans et plus. Le président de la République a été « battu » aussi par M6, qui rassemblait 4,7 millions de personnes autour de son film, et par France 3, qui attirait 4,2 millions de téléspectateurs avec son téléfilm.

Le « pic » d'audience de l'intervention de M. Chirac a été atteint au début de l'entretien, avec 11,8 % d'audience (5,1 millions de personnes), puis l'audience a progressivement décliné. Le très mauvais score de l'entretien pour-

sidentielle n'a été suivie que par 3,9 millions de personnes en moyenne, soit une part de marché de moins de 20 %, selon Médiamétrie.



La moyenne d'audience sur la durée de l'émission est de 8,9 % (3 921 000 téléspectateurs).

vention de M. Chirac a été atteint au début de l'entretien, avec 11,8 % d'audience (5,1 millions de personnes), puis l'audience a progressivement décliné. Le très mauvais score de l'entretien pour-

rait être dû au choix de la tranche horaire, peu adaptée aux jeunes. En outre, la principale chaîne du service public n'est pas la plus « jeune » du paysage audiovisuel. Le score de l'intervention présidentielle sur France 2 est très en retrait par rapport à celui qu'avait obtenu son précédent entretien avec cinq journalistes ou animateurs, le 12 décembre, sur TF1. Cet entretien, qui avait duré lui aussi deux heures, avait atteint une part d'audience de 18,5 %, soit 9,6 millions de téléspectateurs, et une part de marché de 45,7 %.

Selon un sondage de l'IFOP publié par Libération mercredi 12 mars, 77 % des sondés n'ont pas du tout regardé l'émission, 18 % y ont « jeté un œil » et 5 % l'ont regardée dans sa totalité. Les plus intéressés sont les plus de soixante-cinq ans (11 %), ceux qui ont manifesté leur désintérêt les moins de trente-cinq ans (2 %). Parmi ceux qui l'ont suivie, 63 % estiment que l'émission de lundi était « une bonne émission ».

Yves-Marie Labé

LES BOUTIQUES DES TROIS QUARTIERS Mode Plaisir.



Chacok



Catimini

MODE : Canotier • Catimini • Chacok • Dorothee Bis • Escorpion • Espace Yves Saint Laurent • Homme • Gentleman Givenchy • Gris Perle • Jo & Camille • Kenzo • Madelios • Marlboro Classics • Oliver Grant • Régina Rubens • Robert Mager • Rodier Femmes • Rodier Hommes • Ronald Fera • Stéphane Kélian • Studio Royal • Tehen • Théorème • Vogue Optique • Weill Paris • BEAUTE : Alexandre de Paris • Silver Moon • The Body Shop • BIJOUX : Agatha • Burma • CADEAUX : J'ai Descendu Dans Mon Jardin • L'Homme Moderne • Nature & Découvertes • LA MAISON : Bath Bazaar • Kitchen Bazaar •

Silver Moon - Agatha

LES TROIS QUARTIERS

23, bd de La Madeleine. Paris. Tél: 01 42 97 80 12
Ouverts du lundi au samedi de 10h à 19h.
Métro : Madeleine. Parking : Madeleine.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 13 MARS 1997

JUSTICE Jean-François Burgelin, procureur général près la Cour de justice de la République, a demandé, mardi 11 mars, à sa commission d'instruction de prononcer un non-

lieu pour les trois anciens ministres socialistes impliqués dans l'affaire du sang contaminé. Laurent Fabius, Georgina Dufaux et Edmond Hervé sont poursuivis pour « complicité

d'empoisonnement ». ● **DANS SON RÉQUISITOIRE**, M. Burgelin réhabilite M. Fabius, mais souligne l'« aveuglement » de M. Hervé et la « faible implication personnelle

de M^{me} Dufaux. Il met également en cause « le silence persistant des collaborateurs immédiats » des ministres. ● **PLUS LARGEMENT**, M. Burgelin dénonce « une pénali-

sation généralisée » de la vie publique. « Qui gouverne encore si le juge devient l'arbitre de ces responsabilités insaisissables ? », s'interroge-t-il.

Sang contaminé : le parquet déplore la « pénalisation » de la vie publique

Le procureur général près la Cour de justice de la République demande un non-lieu pour les trois anciens ministres socialistes, car il estime que la « responsabilité politique » ne relève pas du droit pénal. Réhabilite M. Fabius, il met en cause l'attitude des deux autres mis en examen

« ATTENDU qu'il ne résulte pas de l'information conduite par la commission d'instruction de la Cour de justice de la République contre M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufaux et M. Edmond Hervé charges suffisantes de s'être rendus coupables du crime de complicité d'empoisonnement, attendu que l'examen des faits ne permet pas non plus d'établir charges suffisantes d'un autre crime ou d'une qualification de nature correctionnelle... » : la langue marquée judiciaire de Laurent Fabius, Georgina Dufaux et Edmond Hervé est peut-être en passe de s'achever. En demandant, mardi 11 mars, à la commission d'instruction de la Cour de justice de la République (CJR) de rendre une décision de non-lieu à l'égard des trois anciens ministres socialistes poursuivis pour « complicité d'empoisonnement » dans l'affaire du sang contaminé (nos dernières éditions datées du 11 mars), le procureur général près la CJR, Jean-François Burgelin, leur laisse espérer qu'ils n'auront pas à être jugés.

Comprenant 379 pages, le réquisitoire de Jean-François Burgelin, établi avec la collaboration de deux avocats généraux à la Cour de cassation, René Amiel et Roger Lucas, est à différents titres un document important. En premier lieu, il établit une synthèse relativement précise de ce que l'on sait aujourd'hui des différentes affaires du sang contaminé (sélection des donneurs et collecte de sang en milieu carcéral, mise en place du dépistage systématique, dans les dons de sang, chauffage des produits antihépatophiliques, etc.). Coordonnant le dépistage, la conclusion de M. Burgelin est importante : « Il apparaît douteux que l'on puisse affirmer que les tests auraient pu être rendus obligatoires dès mars ou début avril 1985, dans



la mesure où pareille décision aurait dû intervenir en l'absence de tout contrôle de fiabilité des tests existants (...). Il est dans ces conditions bien difficile de conclure que, pour ce qui concerne la France, la mise en œuvre du dépistage systématique des dons de sang a subi un retard significatif et condamnable.

« RESPONSABLE DES ACTES »

Le procureur général examine ensuite la notion de responsabilité pénale des ministres. « C'est un des fondements de la démocratie, dit-il, qu'un gouvernement et chacun de ses ministres soit responsable de ses actes. » S'agissant des dossiers de santé publique, M. Burgelin écrit : « Le silence de son entourage n'exuse pas un ministre du désintérêt porté à des articles, des débats, des émissions répétées faisant état de maladie ou de mort lorsqu'il est

dans les attributions de son département de prendre les mesures adaptées en réponse. Il appartient au ministre d'aller à l'essentiel, non seulement à travers la multitude des dossiers qui lui sont soumis, mais aussi à partir de ses propres moyens d'information. »

Le réquisitoire définit ensuite la place et la responsabilité des trois anciens ministres mis en examen (lire ci-dessous). Au centre du dispositif de prise de décision, Edmond Hervé, directement en charge des problèmes liés à la transfusion sanguine et à la contamination par le virus du sida, a eu, selon M. Burgelin, un comportement « étonnement opaque » et a fait preuve d'« aveuglement ». L'éventuelle responsabilité de M^{me} Dufaux « dont le parquet dit qu'elle a montré « une faible implication personnelle dans le dossier du sang contaminé » ne peut, se-

lon M. Burgelin, « naître que de ses attributions propres, c'est-à-dire les incidences financières des décisions touchant à la santé publique, en particulier à travers le budget de la Sécurité sociale ». Quant à M. Fabius, « il a agi aussi vite que possible », écrit M. Burgelin, « en sa qualité de premier ministre, il a intégré l'ensemble des responsabilités de tous les ministres de son gouvernement dant il dirige l'action ».

« PÉNALISATION GÉNÉRALISÉE »

Au terme d'une très longue analyse, le procureur général livre une conclusion de portée générale : « Le drame du sang contaminé souligne le rôle premier du spécialiste d'une matière considérée. Ses connaissances et sa formation en font le décideur irremplaçable dans l'application de la science à chaque cas individuel, autant que le conseiller expert indispensable du politique. Dans cette mission, il ne doit rien reculer de ses doutes et de ses certitudes, rien différer dans la communication de ses connaissances. Au politique de traduire les incertitudes, ou politique d'élargir son information et de maîtriser la situation de risque. »

M. Burgelin va ensuite plus loin. Dénonçant ce qu'il appelle « une pénalisation généralisée » de la vie publique, il regrette que la justice pénale soit devenue le moyen qui reste « lorsque la fuite devant les responsabilités de ses interlocuteurs ne permet plus à une victime d'obtenir une explication sur les causes de son malheur ». « A la limite », écrit M. Burgelin, la pénalisation devient un des moyens de la démocratie lorsque la responsabilité professionnelle, sociale ou politique n'est plus sanctionnée d'une autre manière. »

Et il pose la question : « La pénalisation de l'action politique ne

devient-elle pas un moyen de contrôle de l'action politique ? Le juge, fût-il parlementaire d'origine, ne se substitue-t-il pas à l'électeur (...) ? « Qui gouverne ? », demande la victime du risque social : une science irresponsable ou qui prétend l'être ? une administration chargée d'appliquer des textes qu'elle ne maîtrise pas ? des conseillers politiques au statut incertain quand il n'est pas inexistant ? des hommes politiques qui ne savent pas ? Qui gouverne encore si le juge devient l'arbitre de ces responsabilités insaisissables ? » A ces ques-

tion, dit-il, « nous ne croyons pas que le droit pénal puisse répondre ». « A ces questions, ajoute-t-il, seul pourra répondre l'homme politique en reprenant la place et toute la place qui doit être la sienne. »

Jean-François Burgelin, un proche du pouvoir

Les fonctions de procureur général près la Cour de justice de la République sont exercées par le procureur général près la Cour de cassation, poste auquel a accédé Jean-François Burgelin le 24 juillet 1996, au terme d'un mouvement controversé de nominations aux plus hautes fonctions de la magistrature. Ancien directeur du cabinet d'Alain Chandon au ministère de la Justice, en 1986, M. Burgelin avait auparavant occupé le poste-clé de procureur général près la cour d'appel de Paris.

Proche du pouvoir, M. Burgelin s'est illustré par ses prises de position au poste de procureur général de Paris. A la fin de 1994, au nom de l'« intérêt de la bonne administration de la justice », il prône le désaisissement du juge Halphen dans l'affaire Schuler-Maréchal. A l'automne 1995, il estime qu'il n'y a pas d'infraction dans l'affaire de l'appartement d'Alain Juppé, avant d'insister en janvier 1996 sur la prudence à adopter en matière de lutte contre la corruption.

Revenant en somme à la thèse du « responsable mais pas coupable » naguère développée par Georgina Dufaux, Jean-François Burgelin a visiblement voulu définir la règle du jeu en matière de responsabilité pénale des ministres dans des affaires de santé

publique. Au risque de se retrouver dans une position paradoxale – comment comprendre que, tout à la fois, il accable M. Hervé et réhabilite M. Fabius ? – M. Burgelin a pris date : les ministres savent désormais à quoi s'en tenir dans d'autres dossiers à venir comme ceux de l'amiante ou de la vacche folle.

Il revient maintenant à la commission d'instruction, présidée par Guy Joly, assisté de Martine Anzani et de Henri Blandet, de décider si oui ou non Laurent Fabius, Georgina Dufaux et Ed-

Franck Nouchi

L'absence de complicité d'empoisonnement

QUELLE QUALIFICATION fallait-il retenir contre les trois anciens ministres ? Excluant toute éventuelle participation directe, au motif que les trois anciens ministres « ne sont jamais intervenus de manière directe dans la prescription au l'exécution des soins », le parquet réduit l'éventuelle responsabilité à trois modalités : la « complicité », l'« abstention » ou la commission d'« infractions involontaires nées du défaut ou de l'insuffisance des textes normatifs applicables par les soignants ».

Examinant la qualification éventuelle d'empoisonnement, M. Burgelin estime qu'aucun des mis en examen n'ayant « lui-même prescrit ou administré à l'une ou l'autre des victimes ces produits médicamenteux », leur responsabilité pénale ne peut être envi-

sagée que sous l'angle de la « complicité d'empoisonnement ». Rappelant ensuite la définition de la complicité, M. Burgelin procède à l'examen de ses trois éléments caractéristiques. L'élément légal de la complicité suppose la commission à titre principal d'un empoisonnement, fait qui, selon le parquet, échappe à l'appréciation de la Cour de justice de la République, au profit des juridictions de droit commun. Si toutefois une qualification d'empoisonnement pouvait être retenue, l'encontre du personnel soignant, l'élément matériel de la complicité requerrait, de la part des mis en examen, la commission d'actes positifs, « antérieurs au concubinage à l'infraction principale ».

Selon M. Burgelin, « les inoculations martelles ont été faites sans que les mis en examen les aient connues en leur temps, dans le cadre d'une relation thérapeutique où le médecin est seul juge de ses décisions et qui exclut par nature toute intervention d'un tiers. (...)

Confrontée ou secret médical du cabinet et ou libre choix thérapeutique du praticien, l'abstention normative des ministres n'est en elle-même ni susceptible d'aucune interprétation des lors qu'il n'a en aucun cas été porté atteinte à la liberté de prescription ».

Enfin, l'élément moral de la complicité nécessite que la participation à l'infraction principale ait été faite « sciemment ». Relevant qu'« aucun élément du comportement de l'un ou l'autre des trois mis en examen ne permet de dire que, d'une manière ou d'une autre, ils aient adhéré aux relations thérapeutiques dévoyées des médecins » et que leur « abstention quant à l'usage du sang non chauffé et au dépistage du sang collecté » ne dénoterait pas les soignants de « leurs obligations éthiques traditionnelles, et en particulier celles de ne pas inoculer de produits dangereux », le procureur général conclut à l'absence d'élément moral de la complicité d'empoisonnement.

Neuf ans depuis le dépôt des premières plaintes

- 21 mars 1988 : dépôt des premières plaintes pour infraction à la loi de 1905 sur les fraudes.
- 20 décembre 1992 : le Parlement décide la mise en accusation du premier ministre, Laurent Fabius, d'Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, et de Georgina Dufaux, ministre des affaires sociales et de la solidarité, en poste en 1984 et 1985.
- 5 février 1993 : la Haute Cour décide que les faits sont prescrits. Le procureur général saisit de nouveau le Parlement, cette fois pour homicide involontaire.
- 10 février 1994 : installation de la Cour de justice de la République, qui remplace la Haute Cour de justice, après une révision constitutionnelle et le

- vote d'une loi organique du 23 novembre 1993.
- 27-29-30 septembre 1994 : mise en examen de Georgina Dufaux, d'Edmond Hervé et de Laurent Fabius pour « complicité d'empoisonnement ».
- 21 août 1996 : fin de l'instruction du dossier des trois ministres par la commission d'instruction.
- 25 septembre 1996 : les investigations complémentaires demandées par l'ancien ministre Edmond Hervé sont refusées par la commission d'instruction.
- 18 novembre 1996 : transmission du dossier au procureur près la Cour de justice de la République, Jean-François Burgelin, aux fins de réquisitions.

M. Hervé et M^{me} Dufaux sévèrement critiqués

DANS un long chapitre intitulé « la responsabilité individuelle des ministres », Jean-François Burgelin pointe avec précision les imprudences et les négligences qui ont été commises par les mises en examen dans l'exercice de leurs fonctions. En examinant tour à tour l'implication des trois ministres dans la sélection des donneurs de sang, la question des produits chauffés, l'information des séropositifs et la mise en place des tests de dépistage, le procureur général près la Cour de justice de la République met particulièrement en cause la responsabilité d'Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé, qu'il accuse d'avoir fait preuve d'« aveuglement ».

Edmond Hervé est d'abord mis en cause sur la question de la collecte de sang effectuée en milieu pénitentiaire. Le procureur rappelle que l'ancien secrétaire d'Etat n'a « revendiqué aucune initiative tendant à l'arrêt de ce type de prélèvement », dont il aurait pourtant implicitement reconnu le caractère dangereux. Jean-François Burgelin souligne d'autant plus le « désintérêt » d'Edmond Hervé à ce propos, qu'il n'est pas niable que la responsabilité des questions de santé dans les milieux pénitentiaires, et plus encore les interventions sanitaires extérieures, était de la compétence du seul ministre de la santé publique.

La question de la gestion des produits non chauffés fait apparaître, elle aussi, les multiples défaillances qui ont eu cours tout au long du processus décisionnel. Le procureur général établit une liste de plus d'une dizaine de lettres, notes ou recommandations de spécialistes faisant état des problèmes liés au chauffage des produits sanguins et aux stocks de produits non chauffés et dont les ministres affirment n'avoir pas eu connaissance. Au passage, il stigmatise l'attitude de M. Hervé, qui

ne « semble avoir pris conscience des problèmes liés au chauffage et aux stocks de sang contaminé (...) qu'après le 19 juin 1985 et l'annonce sur le dépistage du premier ministre ».

Toutefois, cette série de négligences ne justifie pas, selon le procureur général, de poursuites. « En effet, écrit-il, la perception du danger et des moyens de la combattre, au cours du 1^{er} semestre 1985, ne permet pas d'affirmer sans aucun doute que MM. Fabius et Hervé aient manqué à leurs obligations en n'organisant pas de façon plus précoce que celle mise en œuvre le retrait des produits sanguins non chauffés. »

« SILENCE PERSISTANT »

Jean-François Burgelin rejette ainsi la faute originelle sur l'entourage des ministres, qu'il accuse d'avoir mal informé les responsables politiques. « Le silence persistant des collaborateurs immédiats (...) tout autant que le silence des représentants institutionnels du corps médical et de l'Académie de médecine ne pouvaient que contribuer à sous-estimer l'ampleur du péril. » Il conclut donc : « Cet ensemble de défaillances peut traduire, certes, une responsabilité de l'Etat dans ces structures (...). Il ne permet pas de caractériser une responsabilité pénale des ministres, qui n'avaient ni les éléments précis, clairs et concordants d'identification d'un risque ni les propositions techniques certaines et précises pour le conjurer sans créer un risque d'une autre nature. »

Jean-François Burgelin applique le même raisonnement pour analyser les responsabilités dans la mise en place des tests de dépistage. C'est pourtant à ce sujet qu'il se montre le plus critique envers Edmond Hervé. Il estime ainsi qu'« à aucun moment dans le processus qui aboutira aux tests de dépistage (...) M. Hervé n'a pris d'initiative. Il n'a pas, notamment,

donné quelque directive que ce soit à ses collaborateurs pour être informé, pour hâter les décisions, pour s'opposer aux pressions économiques intéressées, ou pour faire prévaloir la notion de santé publique ».

Et le procureur général de s'interroger : « Faut-il y voir la conséquence d'une incapacité à répartir sagement son activité entre les charges d'un ministère et d'un chef-lieu de région ? » Là encore pourtant, les griefs reprochés à M. Hervé n'entraînent pas, selon M. Burgelin, la possibilité de poursuites. En effet, « quel que soit l'agacement provoqué a posteriori par le comportement étrangement apathique de M. Hervé, il paraît difficile de donner une qualification pénale à un aveulement que l'entourage du ministre aurait dû lui éviter ».

La conclusion de Jean-François Burgelin vaut également pour Georgina Dufaux, ancienne ministre des affaires sociales. « Les sauveurs apparemment fragmentaires et sélectifs de M^{me} Dufaux semblent pour le moins traduire une faible implication personnelle dans le dossier du sang contaminé et de la transfusion sanguine », estime-t-il. Pourtant, dans le cas de M^{me} Dufaux, « comme dans le cas de M. Hervé », c'est « la large, trop large autonomie des membres de son cabinet », qui « ne paraît pas avoir été à la mesure de l'enjeu politique et sanitaire de dimension nationale qui était en cause ni des drames humains que rythmaient chaque jour maladie et morts d'hémodites et de transfusés ».

Seul Laurent Fabius trouve grâce aux yeux du procureur général : il « a exprimé le sentiment d'avoir agi pour ce qui le concernait, comme il le devait, aussi vite que possible et après avoir pris, en conscience, la mesure qui s'est imposée à lui alors que les spécialistes étaient divisés. Acte doit lui en être donné ».

Cécile Prieur

Anglaise bien née,
recherche pied
aristocratique
(pointure & âge indif.)
pour parcourir
ensemble la
longue route de la vie.

Church's
CHURCH'S LA PLUS BELLE
FAÇON DE MARCHER
Ligne des points de vente au 01 47 01 24 21

سكسازان الازلي

La France n'a pas convaincu ses partenaires d'abandonner le changement d'heure semestriel

M. Juppé avait estimé indispensable de « revenir sur le système actuel »

Le conseil européen des transports a décidé, mardi 11 mars, de prolonger jusqu'en 2001 la directive fixant les dates de changement semestriel d'heure. La France, qui demandait l'abandon du système actuel et le retour à une heure unique, n'a pas été suivie par ses partenaires eu-

ropéens, malgré l'offensive menée depuis plusieurs mois. Le secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac, s'est dit déçu.

Le président de l'association Liberté-Soleil, Jean-François Polo, selon lui, l'heure d'été a par ailleurs pâti de l'amalgame entretenu entre l'exaspération des Français vis-à-vis de la gymnastique semestrielle du changement d'heure, et le rejet, médisant à ses yeux, de l'heure d'été en tant que telle.

SI L'HEURE D'HIVER avait existé sous l'Empire, qui sait si Napoléon eût pu voir le soleil d'Austerlitz ? Ce qui est certain, en revanche, c'est que la délégation française au Conseil européen des transports, réuni mardi 11 mars à Bruxelles, a connu quelque chose qui ressemble à Waterloo. A l'unanimité moins une voix, celle de la France, le Conseil a décidé de prolonger jusqu'en 2001 la directive fixant les dates de changement semestriel d'heure à l'échelle européenne.

Pourtant, le secrétaire d'Etat aux transports, Anne-Marie Idrac, s'est battue jusqu'au bout pour faire valoir à ses quatorze collègues les arguments français en faveur du retour à l'heure unique. Rien n'y fit. Les Nordistes ont été sensibles aux arguments économiques développés par la Commission, notamment la réduction de 0,5 % de la facture énergétique, ainsi qu'à celui indiquant que le maintien de l'heure d'hiver toute l'année pourrait accroître le nombre des accidents automobiles. Les Sudistes, comme l'Espagne et l'Italie, pays à forte activité touristique, ont préféré défendre les longues soirées lumineuses de l'été, plus propices aux dépenses sur les terrasses de café en bord de mer.

« Nous n'avons pas le même angle de vue que les autres pays », déplore M^{me} Idrac, qui s'avoue déçue. Notre approche était globale, considérant à la fois les transports, la qualité de vie, l'environnement, au sens large, alors que les autres pays européens se sont focalisés sur le marché intérieur, surévaluant l'impact de l'été des horaires. »

La partie diplomatique est perdue. L'Union européenne, il est

vrai, n'avait pas mis moins de dix-sept années, et de sept directives, pour harmoniser le nombre et les dates des changements d'heure de ses Etats membres. « Le système est désormais entièrement coordonné. Les autres pays européens ne voient pas l'intérêt d'introduire des mécanismes perturbants alors que la situation actuelle donne dans l'ensemble satisfaction, et que leurs opinions publiques apprécient l'heure d'été », analyse François-Michel Gonnnot, président (UDF-PR, Oise) de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale. Auteur d'un rapport pronant l'adoption de l'heure d'hiver (GMT+1) comme heure légale fixe, il avait été chargé par le premier ministre d'une « offensive diplomatique » sur ce thème.

« Les autres pays européens ne voient pas l'intérêt d'introduire des mécanismes perturbants »

M. Gonnnot pensait pouvoir compter sur le soutien de trois pays : la Grande-Bretagne, « parce que la subsidiarité sonne toujours agréablement à ses oreilles, et par peur qu'on n'impose un jour en Europe une heure unique » ; l'Irlande, qui devait suivre la Grande-Bretagne car « elle estime être dans la même entité économique que la

Grande-Bretagne » ; le Portugal enfin, « pour qui l'Europe n'a pas à s'occuper de l'heure ». « La France, l'Espagne et la Belgique sont les seuls pays à avoir deux heures d'été avec l'heure solaire en été », poursuit M. Gonnnot. Moins l'Espagne n'a pas le même mode de vie que nous, se repose aux heures les plus chaudes et vit davantage la nuit. Et en Belgique, seul pays avec la France qui compte une association contre l'heure d'été, le problème semble secondaire. »

Seule la Grande-Bretagne a manifesté sa « sympathie » à l'égard de la France, au nom du principe que chacun à le droit de faire chez lui ce qui lui plaît, sans pour autant voter contre la directive. Car Londres a, pour la première fois cette année, fait coïncider la date de son propre changement d'heure avec celle de ses partenaires de l'Union européenne. La seule satisfaction d'amour propre accordée aux Français fut de charger la Commission de faire une nouvelle enquête sur les conséquences du changement d'heure, qui devra être remise en 1999.

La décision prise mardi deviendra définitive après son examen par le Parlement européen, sans doute fin juin. Mais on voit mal comment les eurodéputés pourraient remettre en cause la directive, les opinions publiques de la quasi-totalité des pays membres étant largement favorables au maintien du système actuel.

Alors qu'en France, le changement d'heure est même bien loin d'animer les conversations, « Nous nous sommes une association contre l'heure d'été qui fait depuis des années un travail de sape très efficace, soutenu par le monde agricole », ex-

plique le président de l'association Liberté-Soleil, Jean-François Polo. Selon lui, l'heure d'été a par ailleurs pâti de l'amalgame entretenu entre l'exaspération des Français vis-à-vis de la gymnastique semestrielle du changement d'heure, et le rejet, médisant à ses yeux, de l'heure d'été en tant que telle. « Cette heure d'été, nous l'avons vendue à tous les autres pays européens, ajoute-t-il. Si nous étions revenus sur le changement d'heure, cela aurait été la première fois qu'un pays qui a accepté de mettre un dossier au pot commun européen le reprend ou non de la subsidiarité. »

Le premier ministre, qui s'était engagé personnellement en faveur de l'abandon de l'heure d'été, essuie là un revers. En juillet 1996, il estimait indispensable de « revenir sur le système actuel de changement d'heure, de moins en moins compris par nos concitoyens alors qu'il ne présente plus d'intérêt économique évident ». François-Michel Gonnnot lâche le terme « bavure diplomatique » avant d'en revenir à « petit écheveau ». Car la France, sous peine de s'exposer à des recours devant la Cour européenne de justice, ne peut pas se permettre de ne pas appliquer cette directive en 1998. Le dernier espoir des pourfendeurs de l'heure d'été est placé dans l'élargissement à venir de l'Europe. « On reverra sûrement alors le système du changement d'heure, assure M. Gonnnot. Les habitants de Varsovie, de Prague ou de Budapest accepteraient-ils qu'il fasse nuit à 15 heures l'hiver ? »

Pascale Krémer et Luc Rosenzweig à Bruxelles

Une majorité de Français favorables à la sélection à l'entrée de l'université

EN AVANT-PREMIÈRE des Assises nationales de l'enseignement qui débuteront le 22 mars à Lyon, l'association « Pour l'Ecole », présidée par Roger Fauroux, a rendu public, mardi 11 mars, quelques éléments d'un sondage BVA (1 500 personnes interrogées les 7 et 8 mars) sur les études supérieures. 57 % des personnes interrogées sont favorables à la sélection à l'entrée de l'université. 46 % pensent qu'elle devrait plutôt s'articuler autour d'un entretien de motivation, 34 % sur un dossier scolaire et 17 % sur un examen. Pour trouver un emploi, les diplômés des grandes écoles arrivent en tête (88 % des sondés estiment qu'ils facilitent l'entrée dans la vie active) suivis des formations supérieures professionnelles courtes (84 %) et des diplômés universitaires (80 %) pour un troisième cycle et 68 % pour une licence ou une maîtrise. Enfin, concernant la décentralisation du système éducatif, 75 % des sondés accepteraient un renforcement des pouvoirs au niveau des académies pour le recrutement des enseignants, 66 % pour la gestion de leur carrière et 70 % pour la gestion financière.

Les Témoins de Jéhovah perdent leur procès contre l'ADFI

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL de Reims a débouté, mardi 11 mars, les Témoins de Jéhovah qui avaient assigné en diffamation un « chasseur de sectes », le Père Jacques Trouillard, de l'Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI), et le quotidien L'Union de Reims. « Pour la première fois, on a fait vaciller une organisation sectaire sur ses fondements », a déclaré M^{me} Jean-Michel Pesenti, l'avocat du Père Trouillard. Dans un entretien publié en mars 1995 dans L'Union, celui-ci avait mis en cause la « triple destruction » réalisée par les Témoins de Jéhovah sur « la personne, la famille et le tissu social » des membres de la communauté. En outre, le prêtre évoquait une « double escroquerie, financière et intellectuelle » opérée par ce mouvement qui revendique 230 000 fidèles ou sympathisants en France.

DÉPÊCHES

■ UNIVERSITÉ : fermé depuis lundi 10 mars, le centre universitaire Tolbiac (Paris-1) n'avait pas rouvert ses portes mercredi 12 aux étudiants et aux enseignants. Cette décision a été prise par le président de l'université, Yves Jegouzo, qui estime que la sécurité de ce bâtiment accueillant 7 000 étudiants ne peut plus être assurée. Depuis le 4 mars, un groupe d'une trentaine d'étudiants anarchistes occupent en permanence un amphithéâtre pour protester contre la réforme Bayrou et la loi Debré.

■ PRISONS : un escadron de gendarmerie a chargé, mardi 11 mars vers 23 h 30, une cinquantaine de gardiens de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne) qui bloquaient l'entrée d'un camion de détenus entrants et deux camions de détenus sortants. Dans la soirée, les gardiens réunis en assemblée générale avaient décidé de débayer en signe de solidarité avec leurs collègues du centre de détention de Saint-Mihiel (Meuse), récemment sanctionnés par un conseil de discipline pour leur participation à un mouvement de protestation en novembre 1996.

■ GENDARMERIE : deux malfaiteurs ont été tués par des gendarmes en Loire-Atlantique, dans la nuit de mardi 11 à mercredi 12 mars, après avoir été surpris en train de cambrioler un magasin d'outillage à Machecoul (Loire-Atlantique) en compagnie de six complices. Un gendarme a été légèrement blessé au cours de la fusillade.

■ JUSTICE : l'homme interpellé en Bosnie dimanche 9 mars est bien Lionel Dumont, a-t-on confirmé de source française, après les informations diffusées par l'agence de presse bosniaque BH1 sur l'arrestation de ce Français converti à l'islam et soupçonné d'avoir appartenu au « gang de Roubaix » (Le Monde du 11 mars). Etayée par divers éléments matériels, cette identification n'est cependant pas définitive, du point de vue de la justice française, dans l'attente de pouvoir comparer les empreintes de Lionel Dumont et celles de l'homme arrêté après avoir tué un policier lors d'une tentative de hold-up dans la région de Zenica.

■ MAÎTRES AUXILIAIRES : la rencontre organisée mardi 11 mars au ministère de l'Éducation nationale entre la coordination nationale des maîtres-auxiliaires au chômage, les syndicats d'enseignants, et Georges Septours, directeur des personnels enseignants des lycées et collèges, a tourné court. La coordination, qui réclame le réemploi et la titularisation sans concours de tous les « MA », demande une réunion avec François Bayrou. « Le ministre laisse pour la situation », regrette la coordination qui envisage de nouvelles grèves de la faim et des « opérations coups de poing » lors des examens du mois de juin.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Olivier et Valérie GIBOUREAU-VITTOUX partagent avec leur fils Harold la joie d'annoncer la naissance de Swann, le 7 mars 1997.

Anniversaires de naissance

Gérard et Ghislaine, Michel et Evelyne, Yvon et Odile, souhaitent un heureux anniversaire à leur très cher Didier.

Décès

La famille et les amis de Jean-Dominique BAUBY lui rendront un dernier hommage lors d'une cérémonie religieuse, le jeudi 13 mars 1997, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{re}, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, entrée principale.

Le 8 mars 1997,

Jeanne BESSON

nous a quittés, emportée par un cancer. Nous l'aimons.

Michèle, Jean-Pierre, Nouméa, Vincent, Paz, Aix-en-Provence, Jean, Michelle, Cécile, Pierre, André, son époux, Saint-Etienne. Elle repose à Blanzac (Haute-Loire), selon son désir, au milieu des primevères.

Guy Brismann, président, Et les membres du Mouvement Jancok, ont la tristesse de faire part du décès de PhDr Jarmil BURGHAEUSER, compositeur et musicologue, président de la société Dvorak.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Félix et Annette Loeb, ses enfants, Patrick et Béatrice Loeb, Veronique, Jean-David Fangel et Elina, Olivier Loeb, ses petits-enfants et son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Estelle LOEB, née BLOCH, survenu le 11 mars 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 13 mars, à 10 h 30, au cimetière de Pantin.

Réunion entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

56 bis, rue du Val-d'Or, 92150 Suresnes.

Monique Malissen, sa femme, Walther et Valérie Malissen, Yvan et Elisabeth Zetlaoui, ses enfants, Jean, son petit-fils, ont la tristesse d'annoncer le décès de Marcel MALISSEN, le 5 mars 1997.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Françoise Martorell, son épouse, Frédéric et Béatrice Martorell, Thérèse Martorell, ses enfants, Julien et Clément, ses petits-enfants, Les familles Martorell, Wurms, Ses parents et amis à Paris et à Barcelone, ont la tristesse de faire part du décès de Jean MARTORELL, médaillé de la Résistance, ancien déporté, le 8 mars 1997.

L'incinération aura lieu le lundi 17 mars, à 10 h 45, au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

7, rue de Hanovre, 75002 Paris.

M^{me} Jean Terras, M. et M^{me} Jean Marco et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Yves Terras et leurs filles, M. et M^{me} Claude Terras et leurs fils, M. et M^{me} Michel Terras et leurs fils, M. et M^{me} Xavier Lefang et leurs enfants, M. et M^{me} Maurice Verdier et leurs enfants, M^{me} Jacques Beucher et ses enfants, Ses neveux, nièces, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean TERRAS, ingénieur des arts et manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Lugny (Gironde), le jeudi 13 mars 1997, à 11 heures.

La famille ne recevra pas de condoléances et remercie toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

Guillebot, Lugny, 33420 Branne.

Messes anniversaires

« Le Seigneur, l'Eternel, essuie les larmes de tous les visages. » Isaïe XXV, 8.

Il y a dix ans,

Jean-Claude LANGEILLIER nous quittait.

Une messe commémorative sera célébrée le vendredi 14 mars 1997, à 17 heures, en l'église Saint-Médard de Chandon (Eure-et-Loir).

CARNET DU MONDE

Partenariats 01-42-17-29-94 Télécopieur 01-42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et actionnaires 85 F

Communications diverses 110 F

Thèses étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Anniversaires de décès

Il y a deux ans disparaissait

Malka PRESBURGER.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Le 21 mars 1995,

Robert RICAITE

nous quittait.

Ses amis, en souvenir de lui, pourront assister à la messe du dimanche 16 mars 1997, à 18 h 30, à Bourg-la-Reine, Église Saint-Gilles, boulevard Carnot. Sinon, en ces jours anniversaires, ils auront une pensée particulière pour lui.

En souvenir de

Rosa WOLOCK,

décédée le 13 mars 1996.

Sa famille, Ses amis.

Conférences

« Royal Navy et marine française, de 1670 à 1840 : étude comparée », par Jean Mayer, professeur émérite à l'université Paris-IV, le lundi 17 mars 1997, à 18 heures, palais Abbatial, 5, rue de l'Abbaye, Paris-VI. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense, dans le cadre du cycle de conférences « Armées professionnelles et citoyennes : une perspective historique ».

Communications diverses

« Maison de l'Hebreu. Stages-exprès (moderne, rabbinique), du professeur Ben-Naïm. 01-47-97-30-22 - 06-60-43-45-78.

« Mercredi 12 mars 1997, à 20 h 30 : hommage à Claude Vigée. Animé par Alain Suid, avec Michèle Finck, Raphaël Sorin, François de Saint-Cheron, Pascal Culenier, Ariane Kalfa. Leçons de Claude Vigée et Alain Suid. P.A.R. : au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Réservations au 01-49-95-95-92.

« Première au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris 3^e, du livre La Démocratie d'Israël (éd. Le Seuil) par le professeur C. Klein de l'université de Jérusalem, ce jeudi 13 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-68-19 ».

San Francisco 3 100^F

Chicago 2 500^F

UNITED AIRLINES

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 40 30 30

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 13 MARS 1997

TRANSPORTS Le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, a annoncé, mardi 11 mars, que la circulation des automobiles sera alternée dans la capitale et sa périphérie

immédiate en cas de grave pollution atmosphérique. La répartition se fera en fonction des plaques minéralogiques paires ou impaires. ● LA PROCÉDURE sera déclenchée dès

que le seuil d'alerte 2 est atteint pour un des trois principaux polluants de l'atmosphère et que les conditions météorologiques laissent penser que l'alerte 3 pourrait être

déclenchée. Tout contrevenant sera sanctionné. ● LES CONSÉQUENCES SANITAIRES des gaz polluants sont mal établies, mais des enquêtes épidémiologiques ont constaté que la

pollution de l'air pouvait être responsable de décès prématurés. ● D'AUTRES GRANDES VILLES pourraient être soumises à cette procédure dans les jours qui viennent.

Une voiture sur deux interdite dans Paris en cas de pollution grave

Le gouvernement a décidé de franchir un pas dans la lutte contre la dégradation de la qualité de l'air dans les villes : la circulation alternée s'appliquera dans la capitale et alentour en cas de risque d'alerte 3. La procédure pourrait être étendue à d'autres grandes agglomérations

CORINNE LEPAGE, ministre de l'environnement, a annoncé, mardi 11 mars à l'Assemblée nationale, la mise en place, à Paris et dans les communes limitrophes, de la circulation alternée en cas de « risque de pollution de niveau 3 ». Cette disposition, immédiatement applicable, était vivement souhaitée par le ministre de l'environnement et avait reçu, le matin même, l'appui du premier ministre. Alain Juppé avait demandé aux ministres de l'intérieur et de l'environnement que « les mesures qui s'imposent soient prises » pour lutter contre la pollution en région parisienne. « Je crois que la loi est suffisante, encore faut-il l'appliquer », a-t-il ajouté à

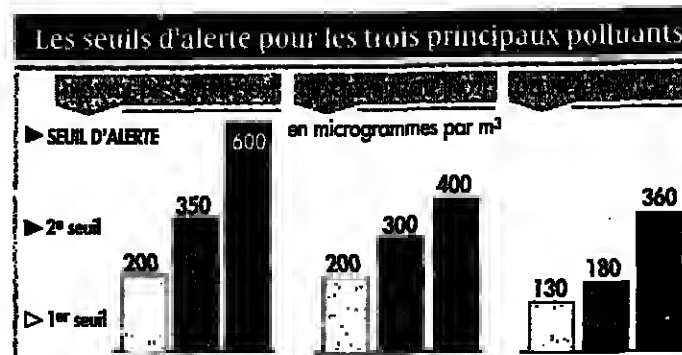
la sortie du conseil des ministres.

Depuis la fin du week-end, la capitale est à nouveau plongée dans un nuage grisâtre de dioxyde d'azote (NO₂) dû à la circulation automobile. Si, dans la soirée de mardi, la pollution au dioxyde de soufre était redescendue au niveau 1 (200 microgrammes par mètre cube, µg/m³), l'air parif demeure dans une situation à risques avec des vents faibles et une forte inversion de température prévue pour mercredi. Lundi, l'organisme parisien de surveillance de la qualité de l'air annonçait le dépassement du seuil d'alerte niveau 2 (plus de 300 µg/m³) sur deux capteurs de la

capitale. La préfecture mettrait aussitôt en place un dispositif préventif : limitation de la vitesse sur les boulevards périphériques, les voies sur berges et les autoroutes d'Ile-de-France ; contrôles antipollution renforcés ; conseils aux personnes sensibles d'éviter tout exercice de plein air. La mairie de Paris décidait de son côté de rendre gratuit le stationnement résidentiel. Autant de mesures qui n'ont pas satisfait le ministre de l'environnement.

« SYSTÈME TEMPORAIRE »

M^{me} Lepage a profité du nouvel épisode de pollution pour pousser la Préfecture de police de Paris à aller plus loin. D'ici là, en cas de pollution avérée de niveau 2, c'est-à-dire en cas de risque de passage au niveau 3 au vu des conditions climatiques, le dispositif de circulation alternée par plaques minéralogiques sera déclenché. Seuls les véhicules utilitaires en seront dispensés. Cette mesure d'urgence découle directement de la loi sur l'air du 30 décembre 1996. L'article 12 stipule en effet que le préfet doit, lorsque les seuils d'alerte sont atteints ou risquent de l'être, prendre « des mesures propres à limiter l'effet de pointe de pollution sur la population » comportant un dispositif de restriction de la circulation. Selon Airparif, si le niveau 3 n'a été at-



Le SO₂ provient de la combustion du charbon ou du fioul et est principalement dû à l'activité industrielle. Le NO₂ est la conséquence de la circulation automobile, de même que l'O₃, dont les effets sont aggravés par l'ensoleillement.

teint que deux fois depuis 1995, le niveau 2 a été franchi quatorze fois depuis 1994.

Le dispositif de circulation alternée est considéré comme un « système temporaire en attendant la piste verte », selon un conseiller du ministre. La loi sur l'air prévoit en effet une identification des véhicules en fonction de leur degré de pollution. Les moins polluants, disposant par exemple d'un pot catalytique, devraient recevoir une pastille verte. Les jours de pics de pollution, seuls ces derniers seront autorisés à rouler. Cette nouvelle mesure réglementaire devrait intervenir début 1998, en attendant

le décret d'application.

Les réactions à cette petite révolution culturelle ont été rapides. De part et d'autre de l'échiquier politique, le scepticisme prévalait mardi. Jean Tiberi, longtemps réticent à toute restriction de la circulation, a indiqué qu'il était « tout à fait favorable » à la circulation alternée, tout en soulignant que sa mise en œuvre permanente serait « une mauvaise solution ». Patrick Trémège, adjoint UDF au maire de Paris chargé de l'environnement, se demandait « comment elle va s'appliquer ». Du côté du PS, Bernard Delanoë estimait que « la simple adaptation d'une situation

de crise n'était pas suffisante » et réclamait une « véritable politique de prévention ».

Même son de cloche chez les écologistes : « Encore une fois, on réagit en pleine crise avec un retard qui n'est pas acceptable. A ce stade, il faudrait supprimer l'essentiel de la circulation, sauf les services d'urgence », estimait Jean-Félix Bernard, porte-parole des Verts parisiens, préconisant des mesures sur le long terme de « rééquilibrage vers les transports en commun et les véhicules propres ».

L'INCITATION INEFFICACE

Corinne Lepage, elle, jubila. Pour la première fois, le gouvernement prenait une mesure coercitive contre la voiture. Constatant que les mesures incitatives comme les appels au civisme n'étaient pas suivis d'effets, les autorités publiques sont passées à la vitesse supérieure. « Cet acte fort et symbolique » montre que « nous sommes tout à fait déterminés à appliquer la loi telle qu'elle a été votée », nous déclarait le ministre de l'environnement mardi soir. Pour appuyer sa démonstration, Corinne Lepage devait effectuer en personne un contrôle antipollution en fin de matinée mercredi, place du Châtelet, en plein cœur de Paris.

Sylvia Zappi

Autres villes, autres solutions expérimentées

Le problème de la circulation automobile empoisonne toutes les villes du monde, aussi bien dans les pays développés que dans l'hémisphère Sud. Plusieurs techniques visent à décourager l'usage de la voiture particulière. La solution de la circulation alternée en cas de pic de pollution est la plus souvent retenue. Dans des villes comme Athènes ou Singapour, elle est même permanente. Un autre système a été mis en place, dans le nord de l'Europe, à Oslo : des péages urbains obligent à acquitter un droit d'entrée en ville.

En Italie, la plupart des grandes villes ont interdit la totalité de leur centre-ville à la circulation des voitures. Strasbourg est la seule ville française à avoir mis en œuvre une telle mesure. Pour la plupart des élus locaux, cependant, la vraie solution réside dans une politique en faveur des transports en commun, en particulier ceux qui ne polluent pas, comme le tramway ou le métro, et en l'alimentation des autobus et des véhicules de service en carburants « propres », comme le gaz ou les additifs végétaux dans l'essence.

Une mesure qui peut entrer en vigueur dès maintenant

● **PROCÉDURE.** Le dispositif de circulation alternée est immédiatement applicable. En cas de pic de pollution de niveau 2 avéré, la préfecture de police de Paris, en liaison avec les préfets des départements limitrophes, déclenchera la procédure. Si les relevés effectués entre 11 heures et 15 heures témoignent de pics de pollution, le préfet, alerté par Airparif, évaluera les risques de passage au niveau 3 en fonction des indications météorologiques disponibles (faiblesse du vent, risque d'inversion des températures ou d'augmentation de la chaleur). Il prendra alors un arrêté de restriction de la circulation. La procédure rentrera en application dès le lendemain à 6 heures, heure d'ouverture du métro parisien. Afin d'éviter de bloquer les automobilistes, le dispositif ne pourra être déclenché en pleine journée.

● **ALTERNANCE.** Les véhicules autorisés à circuler seront déterminés en fonction du premier numéro de leur plaque minéralogique. Si l'interdiction concerne un jour impair, seuls les voitures dont les plaques commencent par un numéro pair pourront circuler. Si c'est un jour impair, les automobilistes à numéro impair pourront rouler.

● **PÉRIMÈTRE.** Le système de plaques alternées s'appliquera à Paris et dans toutes les communes adjacentes desservies par le métro. Sont concernées les communes de Neuilly, Levallois-Perret, Clichy,

Saint-Ouen, Aubervilliers, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Bagnelet, Montreuil, Vincennes, Saint-Mandé, Charenton-le-Pont, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Montrouge, Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux et Boulogne-Billancourt. Les communes desservies par le RER ne sont pas incluses dans le dispositif. Cette mesure pourrait être adoptée par d'autres agglomérations : Corinne Lepage doit rencontrer prochainement les préfets des villes soumises à une pollution importante afin qu'« réfléchissent aux mesures à prendre ».

● **DÉROGATIONS.** Les véhicules utilitaires seront exemptés de cette mesure. Concrètement, les professionnels de la santé (médecins, infirmiers), les services d'urgence (pompiers, ambulances), les services administratifs (poste, ramassage d'ordures), les véhicules de livraison pourront rouler. Sont exemptés également les automobilistes pratiquant le « covoiturage » transportant au moins trois personnes.

● **AMENDES.** Tout automobiliste circulant un jour non autorisé pourra être verbalisé. Dans un premier temps, lors des premières alertes, un simple avertissement sera distribué par la police. Ensuite, des amendes, dont le montant doit encore être fixé par la préfecture, frapperont les contrevenants.

S. Z.

L'effet néfaste des gaz d'échappement sur la santé est immédiat

LES ÉTUDES SCIENTIFIQUES visant à évaluer l'impact sanitaire de la pollution atmosphérique ne sont pas légion. L'une des plus récentes enquêtes épidémiologiques, réalisée sous l'égide du Réseau national de santé publique (RNSP), a évalué le nombre annuel de décès prématurés (avant soixante-cinq ans) liés à la pollution en milieu urbain entre 30 et 50 à Lyon et entre 260 et 350 à Paris.

La recherche portait sur plus de 6,5 millions de personnes. Elle incluait deux des principaux polluants atmosphériques connus : les particules en suspension (produites par les moteurs diesel) et le dioxyde de soufre (SO₂). A Lyon, le SO₂ a semblé être un facteur de mortalité prédominant, tandis que, à Paris et dans sa région, les deux polluants ont été mis en cause.

Les associations les plus significatives mises en évidence dans les deux métropoles ont porté sur la mortalité cardio-vasculaire. L'inhalation de fines particules peut en effet induire des situations d'inflammation chronique au niveau des alvéoles pulmonaires, qui risquent, en aug-

mentant la coagulabilité du sang, de provoquer des affections cardio-vasculaires. Les auteurs ont finalement estimé que ces polluants constituent « plutôt des facteurs de risque surajoutés contribuant à l'apparition de complications ou de décompensation d'états respiratoires et cardio-vasculaires déjà dégradés » (Le Monde du 7 février 1996).

« ÉPIDÉMIE » DE CRISES D'ASTHME

Tel n'est cependant pas le cas lors des pics de pollution. L'étude Erpurs (Evaluation des risques de la pollution urbaine pour la santé), lancée en décembre 1990 par l'Observatoire régional de la santé d'Ile-de-France, le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris, le RNSP, l'École nationale de santé publique, la faculté de pharmacie Paris-V et un groupe d'une cinquantaine d'experts, avait montré, entre 1987 et 1992, une augmentation moyenne de 25 % des visites à domicile pour asthme dans les jours suivant une augmentation élevée du taux de SO₂. Les lendemains de pics de pollution, les

chercheurs avaient en outre constaté une baisse de la mortalité cardio-vasculaire.

Les principaux effets des polluants atmosphériques concernent donc, à court terme, les sphères respiratoires et cardio-vasculaires. Les enfants, les personnes âgées, les asthmatiques, les bronchitiques chroniques et les personnes victimes de maladies cardio-vasculaires sont en première ligne. A plus long terme, si les connaissances scientifiques tendent à suggérer l'existence de certains cancers respiratoires liés à la pollution d'origine automobile, les incertitudes demeurent.

Le professeur Michel Aubier (chef du service de pneumologie, hôpital Bichat, Paris), cité par l'Impact quotidien du mardi 11 mars, a même estimé, lors d'un colloque, qu'« en l'état actuel des connaissances un sujet sain (petits enfants compris) ne court aucun risque pendant un pic de pollution s'il se trouve au-dehors, même s'il pratique une activité sportive ».

Laurence Folléa

Lyon veut croire « au civisme, à la solidarité et à la prévention »

LYON
de notre correspondant régional
Depuis de nombreuses années, l'agglomération lyonnaise est habitée aux pics de pollution et, en janvier, les taux de dioxyde de soufre et de dioxyde d'azote ont atteint, plusieurs jours de suite, le niveau 3 - le plus élevé -, qui exige une alerte des autorités et l'information des médias et des habitants. Quelques dysfonctionnements étaient apparus dans les mises en place des procédures. Fin janvier, le préfet du Rhône a installé, sous son autorité, une commission, chargée d'élaborer un plan d'action pour lutter contre la pollution.

Les premières orientations de ce plan viennent d'être rendues publiques. Ainsi, la commission propose que les maires de l'agglomération lyonnaise puissent disposer d'une « information automatique » dès que les niveaux 2 et 3 seront atteints. Pour les mesures concernant les sites industriels, la commission préconise d'étendre, « éventuellement », à deux villes plus éloignées (Givors et Villefranche-sur-Saône), la zone de protection spéciale, actuellement en vigueur sur l'agglomération : en cas de pics de pollution au dioxyde de soufre, les grosses industries et

les centrales de chauffage doivent limiter leurs rejets, soit en modifiant les carburants utilisés, soit en réduisant leurs productions.

Reste le problème majeur, celui de la pollution provoquée par l'automobile, dont la part dans les déplacements urbains ne cesse d'augmenter. La commission est particulièrement prudente sur cette question. Ainsi, il est envisagé de « faire appel au civisme et à la solidarité des citoyens » afin qu'ils limitent leurs déplacements ou utilisent les transports en commun. Le « covoiturage » serait aussi encouragé.

La commission préfère la « prévention » afin d'éviter des mesures de restriction de la circulation. Néanmoins, « si la situation l'imposait », le préfet pourrait, comme il l'a déjà fait en janvier, interdire aux poids lourds la traversée de l'agglomération, voire mettre en place un système de circulation alternée à Lyon et à Villeurbanne. La commission va continuer ses travaux de réflexion sans qu'un calendrier précis soit fixé. Pourtant, aux beaux jours, Lyon a aussi l'habitude de connaître des pics de pollution provoqués par la circulation automobile.

Bruno Caussé

A Athènes, une première étape indispensable mais insuffisante

ATHÈNES
de notre correspondant
Quinze ans après sa mise en place à Athènes, le système de circulation alternée, bien qu'entré dans les mœurs, s'avère insuffisant face à la pollution atmosphérique, l'une des plus fortes d'Europe. En janvier, le maire de la capitale grecque, Léonidas Kouris, estimait que « la mesure avait échoué car elle avait poussé les Athéniens à acheter une deuxième voiture, mais, ajouta-t-il, il n'est pas question de supprimer le système, qui, de toute manière, dépend du gouvernement ».

Au ministère de l'environnement, on reconnaît que, si la mesure n'est pas idéale, elle est cependant indispensable. Les rares jours où la circulation est permise à tous les véhicules, la situation devient très vite intolérable. Selon le Centre de contrôle de la pollution d'Athènes, la circulation automobile est responsable pour plus de 50 % de la pollution de l'air. De 1976 à aujourd'hui, le parc automobile est passé de 200 000 véhicules à 1,5 million. Des efforts ont été faits pour améliorer les carburants et pour inciter les automobilistes à se débarrasser de leurs anciens véhicules.

Le gouvernement a lancé, en

1996, un plan pour ramener la pollution atmosphérique à des niveaux supportables d'ici à l'an 2000, quatre ans avant l'éventuelle organisation des Jeux olympiques. Outre la réduction de la circulation dans le centre, les mesures prévoient le renforcement du contrôle des gaz d'échappement, la construction de garages souterrains, de lignes de tramways et d'une voie ferrée reliant l'ouest au sud de l'Attique. Le gouvernement s'est aussi engagé à créer des espaces verts, qui manquent cruellement dans la capitale.

En avril 1994, le centre historique a été interdit aux voitures et aux deux-roues. Les réactions favorables ont incité les autorités à multiplier les zones piétonnes dans le centre. Mais le grand espoir, c'est le métro. La ville ne dispose, depuis le début du siècle, que d'une ligne unique de 26 kilomètres, qui relie le port du Pirée, au sud, à Kifissia, la banlieue résidentielle, au nord. Les pouvoirs publics ont lancé, en 1992, la construction de deux nouvelles lignes, de 18 kilomètres au total, qui devraient être ouvertes fin 1998. Les Athéniens en rêvent déjà.

Didier Kuntz

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

PUBLICATION JUDICIAIRE
JL GEMENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE BOURG-EN-BRESSE DU 9 JANVIER 1997

SONIA RYKIEL contre la Société SOXO

Par jugement rendu le 9 janvier 1997, le Tribunal de Grande Instance de Bourg-en-Bresse a dit que SOXO avait commis des actes de contrefaçon des marques déposées appartenant à SONIA RYKIEL et a donc condamné SOXO à payer à SONIA RYKIEL la somme de 20 000 F à titre de dommages-intérêts outre la somme de 10 000 F à titre de frais de procédure. Le Tribunal a par ailleurs ordonné la publication de sa décision aux frais de la société SOXO.

سونا ريكيل

HORIZONS

ENQUÊTE

La chute de la Conexion francesa

EN Colombie et au Venezuela, on l'appelle la *Conexion francesa*. Tout simplement parce qu'un Français, de même avec le cartel de Cali, traitait les ficelles de ce réseau spécialisé dans le transport de cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe. Comme un linéaire clin d'œil à cette *French Connection* qui, un quart de siècle plus tôt, faisait le lien par l'héroïne entre la région marseillaise et les États-Unis. L'histoire de la *Conexion francesa*, interrompue au début de 1996 dans cinq pays, remet au goût du jour, avec son lot de tragédies et sa masse de profits, les tours et les détours d'un trafic international de cocaïne qui est en pleine expansion depuis le milieu des années 80.

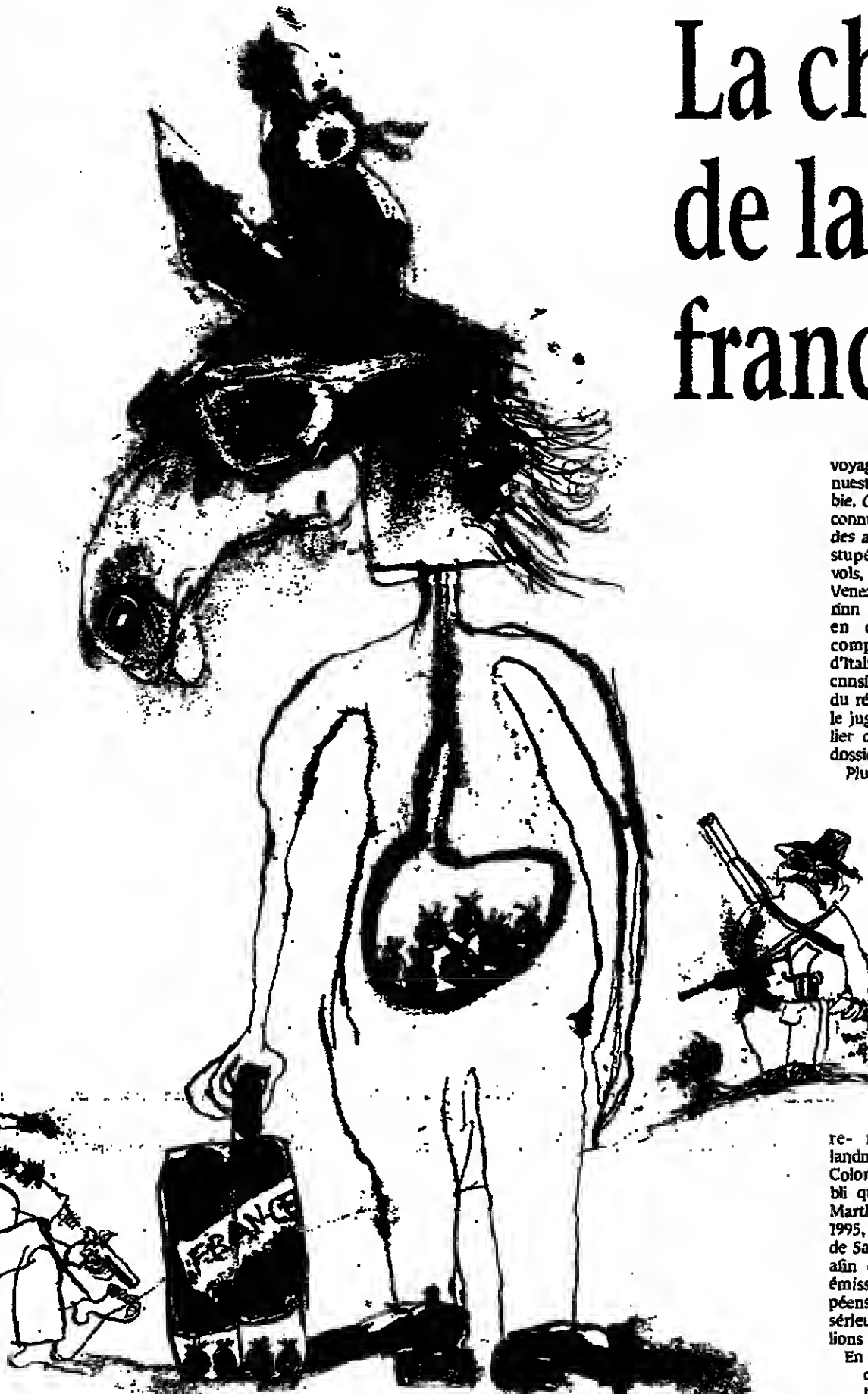
À en juger par l'inventaire des saisies opérées le 28 janvier 1996 à Acarigua (Venezuela), le réseau démantelé avait déployé tout l'éventail des moyens utilisés par les *narco*s pour la traversée de l'Atlantique. Le trafic en grms, d'abord : six cent quatre sacs de cocaïne, représentant un total de 650 kilogrammes de drogue, sont saisis dans l'entrepôt de cette ville de province, quand déboulent des policiers vénézuéliens épaulés par les enquêteurs français de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (Ocrts). Les sacs en plastique étaient sur le point d'être introduits dans plusieurs dizaines de fûts contenant de la graisse industrielle.

Le chargement devait ensuite être expédié par la voie maritime en Roumanie, via le port d'Amsterdam. À l'arrivée en Europe, où les fûts devaient être réceptionnés par une société d'import-export de Bucarest, une opération chimique permettrait de séparer la graisse en question - de l'Emulflex, dont la forte odeur détournait le flair des chiens policiers - et les sacs de cocaïne. Plusieurs expéditions de ce type avaient déjà eu lieu. En Roumanie, les enquêteurs ont ainsi mis la main, peu après la saisie vénézuélienne, sur six-vingt-dix fûts de graisse similaires, qui contenaient près de six cents kilogrammes de cocaïne. Peu avant la saisie d'Acarigua, quelques centaines de kilogrammes de la même drogue avaient été interceptés en Espagne, toujours dans des fûts de graisse destinés à la société de Bucarest.

Jamais en panne d'imagination, les trafiquants de la *Conexion francesa* ont aussi eu recours, pour les envois de quelques kilogrammes, à des valises Samsonite à mallettes et à double fond. Deux d'entre elles ont été découvertes dans l'entrepôt d'Acarigua, dissimulant plus de trois kilogrammes de cocaïne soigneusement conditionnée à l'intérieur de planchettes de bois entourées de matière plastique. En novembre 1995, quatre Italiens employés par le réseau avaient préalablement été interceptés à l'aéroport de Bogota, alors qu'ils embaquaient à bord du même avion en partance pour l'Europe un kilogramme de drogue au fond de chacune de leurs valises.

Complétant avec élégance la panoplie du parfait trafiquant, trente-trois paires de mocassins en chevreau de type italien ont également été saisies. Un talentueux bottier avait « farci » leurs semelles de quelques centaines de grammes de cocaïne. Une paire de souliers aux pieds, une autre dans ses bagages, chaque passeur pouvait transporter plus d'un kilogramme de drogue. Pour les transports *in corpore*, enfin, quatre-vingt-six boulettes de drogue enrobées de matière plastique, destinées à être avalées par les passeurs, ont été trouvées à Acarigua.

Confectionnées à partir de doigts de gants chirurgicaux, enroulées de plusieurs couches de papier carbone afin d'empêcher toute détection par les rayons X, ces boulettes étaient destinées aux « fournis aériennes » du réseau, acheminant une ou plu-



L'arrestation de l'organisateur français d'un réseau de trafic de cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe a permis aux policiers d'actualiser leurs connaissances sur les trouvailles des passeurs. Mais ces succès sont sans cesse remis en question par l'imagination des « narco » et les enjeux de ce « commerce » en expansion

sieurs centaines de grammes à chacun de leurs voyages. Ce sera notamment le cas d'une femme européenne travaillant pour le réseau, interpellée avec plus d'un demi-kilogramme dans son estomac. Selon les confessions de l'un des organisateurs du réseau, chaque « mule » emportant deux kilogrammes de cocaïne empaquetée, tous frais payés, entre 40 000 et 50 000 francs par passage.

CHACUNE de ces décuvertes a permis aux policiers français d'actualiser leur connaissance des dernières trouvailles en vogue chez les trafiquants. Traditionnellement issus des familles défavorisées - auxquelles les *narco*s colombiens garantissent une assurance-malheur en cas d'arrestation du parent, et une volée de balles en cas de trahison - les passeurs sont de plus en plus recrutés, par souci de discrétion, parmi les étudiants latino-américains et les « touristes »

européens. En cas d'explosion des sacs de plastique dans l'estomac de ceux qui assurent le transport, c'est la mort assurée. Un régime alimentaire préalable a donc été instauré dans certains réseaux, pour éviter toute acidité gastrique qui rongerait le plastique contenant la cocaïne. Des douaniers et des policiers européens pensaient avoir trouvé un stratagème : ils proposaient au suspect fraîchement débarqué de déguster un yoghourt ou un jus de citron... En cas de refus, des investigations plus poussées étaient conduites. Mais une nouveauté vient d'apparaître dans les laboratoires colombiens : une grosse gélule en fibre de carbone, recouverte de plastique, indétectable aux rayons X, permet aux passeurs de s'alimenter normalement.

De l'Amérique latine à la France, la Roumanie et l'Italie, la *Conexion francesa* donne aussi la mesure d'un trafic qui sait utiliser la moindre faille des dispositifs

nationaux et internationaux. Pour la première fois depuis la chute de Ceausescu, la Roumanie est ainsi apparue comme un pays de transit pour la cocaïne ; mais un ex-officier de la Securitate, fortement soupçonné par les policiers occidentaux d'être l'un des transitaires du trafic, et disposant peut-être de protections, a été arrêté puis relâché par les autorités roumaines. En Colombie et au Venezuela, surtout, l'enquête conduite par les officiers de liaison français a démontré comment les maîtres colombiens du trafic prennent soin de déléguer à des sous-traitants les opérations à risque, du transport de la drogue au blanchiment de l'argent du trafic.

Ayant eu vent de l'existence d'un certain Ugo, installé en Colombie et possible expéditeur de centaines de kilogrammes de cocaïne vers l'Europe, les policiers français en poste à Bogota ont permis d'identifier, à l'automne 1995, un Français né en Italie, Ugo Marchic, qui effectuait des

voyages fréquents entre le sud-ouest de l'Hexagone et la Colombie. Ce quadragénaire, jusqu'alors connu de la police italienne pour des affaires sans rapport avec les stupéfiants (infractions fiscales, vols, escroquerie), est écroué au Venezuela, après son interpellation dans l'entrepôt d'Acarigua, en compagnie d'un groupe composé d'un autre Français, d'Italiens et de Colombiens. Il est considéré comme l'organisateur du réseau par Jean-Louis Lesaint, le juge d'instruction de Montpellier chargé du volet français du dossier.

Plusieurs pistes méritent cependant encore d'être creusées pour remonter, au-delà des transporteurs, jusqu'au sommet du cartel de Cali, fournisseur probable de la cocaïne véhiculée par le réseau d'Ugo Marchic. Mais la poursuite des investigations se heurte à un climat local de violence et de corruption. L'un des trafiquants français écroués, Pierre Lacoste, a été reconnu comme l'acheteur, dans un magasin proche de Montpellier, de plusieurs dizaines des fameuses valises Samsonite, qu'il a remises personnellement à Orlando Leyva, lors d'un séjour en Colombie. Il a également été établi que ce dernier et sa femme Martha s'étaient rendus, à l'été 1995, sur l'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, dans les Antilles, afin de rencontrer les premiers émissaires des acheteurs européens qui, pour preuve de leur sérieux, s'étaient munis de 2 millions de francs en liquide.

En théorie, la mise en cause du clan Leyva permettrait d'atteindre le plus haut sommet du cartel de Cali : les Leyva sont connus pour avoir travaillé directement pour Gilberto Rodríguez Orejuela, surnommé « le fauteur d'échecs », qui a dirigé la plus puissante des organisations colombiennes avec son frère, Miguel, jusqu'à leur incarcération à l'été 1993 à Bogota. Comme pour lui faire payer la perte de la marchandise, la famille Leyva a, depuis la saisie d'Acarigua, été victime de la sauvagerie ordinaire des *narco*s. Orlando est en fuite après avoir été blessé par balles dans un guet-apens au cours duquel un ancien policier, présent à ses côtés dans la voiture prise pour cible, a été assassiné. Son frère Carlos a eu moins de chance : son corps a été découvert dans une rue de la banlieue de Bogota, au mois de mai 1996, les doigts et les membres décapés à la machette, au terme d'une séance de torture. Bien que n'appartenant pas à la famille Leyva, un autre Colombien interpellé à Acarigua est lui aussi mort, en prison, sans que personne ne sache s'il a été victime d'une crise cardiaque, d'un empoisonnement ou s'il s'est suicidé.

L'enquête en cours a été quelque peu ralentie par les aléas de l'entraide judiciaire internationale. S'agissant de la Colombie, la coopération avec le magistrat chargé du dossier - le juge « numéro 8 », qui se déplace toujours avec trois gardes du corps, dans un pays où les magistrats chargés de la lutte contre le trafic de stupéfiants sont *sine rostro* (sans visage) et désignés par un matricule censé garantir leur anonymat - n'a pas posé de difficultés. Il n'en est pas de même avec le Venezuela : à deux reprises depuis avril 1996, le juge Lesaint a envoyé des

commissaires rogatoires internationales pour obtenir la coopération des autorités de Caracas. Sans aucun succès : ni la justice française ni la justice colombienne n'ont pu avoir accès au dossier vénézuélien.

Il faut dire que le premier juge d'Acarigua chargé de l'affaire s'est brutalement dessaisi du dossier après avoir lu, menaces téléphoniques à l'appui, la chronique de sa mort annoncée par... un faire-part de son propre décès publié dans un journal d'Acarigua ! Un juge stagiaire, dépourvu de tout téléphone personnel, a hérité du dossier. Il ne progresse plus d'un pouce.

LES policiers italiens enquêtant sur le réseau d'Ugo Marchic ont eu plus de succès, obtenant l'exécution immédiate de leur commissaire rogatoire internationale. Ont-ils su trouver les bons arguments, dans un pays où règne la corruption et où un livre publié en 1995 - *Combien coûte un juge*, du journaliste d'investigation William Ojeda (Éditions Vadei Hermanos, Caracas) - a valu à son auteur d'être envoyé en prison par certains des magistrats cités dans son ouvrage ? Le mystère demeure. Le juge Lesaint, qui s'apprête à lancer une troisième demande d'entraide judiciaire, ne désespère pas

Les passeurs sont de plus en plus recrutés, par souci de discrétion, parmi les étudiants sud-américains et les « touristes » européens

d'être autorisé à se déplacer au Venezuela pour entendre, aux côtés de ses correspondants locaux, les trafiquants écroués sur place.

Dans des pays où les *narco*-marchands concurrencent les pétroliers, des enquêtes comme celle-ci sont confrontées à la puissance financière de trafiquants qui ont les moyens de compromettre des pans entiers des services répressifs. La procédure instruite par le juge Lesaint a d'ores et déjà établi que le seul réseau d'Ugo Marchic a blanchi un minimum de 10 millions de francs, au gré d'opérations effectuées dans un bureau de change de la Croisette, à Cannes, et dans une banque de Monaco. Des sommes à comparer avec le salaire mensuel (200 000 bolivars, soit 2 400 francs) d'un commissaire de police vénézuélien.

Avec ou sans la *Conexion francesa*, il va de soi que le trafic entre l'Amérique latine et l'Europe a de beaux jours devant lui : en décembre 1996, les policiers vénézuéliens ont saisi une machine à fromage industrielle venue d'Italie pour un circuit d'exposition-vente qui devait passer par les principales villes du pays. Dans le socle du conteneur la transportant, les policiers ont trouvé 580 kilogrammes de cocaïne dissimulés dans des caisses métalliques. La machine avait déjà passé le contrôle des douanes et s'apprêtait à repartir vers l'Italie.

Erich Inciyan
Dessin : Nicolas d'Olce

La vérité sur les émeutes albanaises

par Mark Almond

L'ÉTAT d'urgence a été décrété en Albanie après deux mois de graves émeutes dues à la faillite des banques pyramidales. Les télévisions ont envahi ce pays des Balkans dévasté. Nombre de reportages, bêtises, appliquent la recette peu sûre et chère aux mauvais journalistes selon laquelle, quand on prend un événement en marche, le plus simple est d'écouter celui qui parle le plus fort. Comme le dit Mark Twain de Wilson Tête de mouton, mieux vaut ne rien savoir que de savoir ce qu'il sait.

Car, contrairement à ce que disent les médias, ceux qui, en Albanie, se livrent à des actes de violence dans la rue, pillent les magasins, brandissent fièrement les kalachnikovs pris à l'adversaire, ne sont pas « le peuple », celui qui a renversé Ferdinand Marcos à Manille il y a dix ans, ou qui a fait à Prague en 1989 la « révolution de velours ». C'est une foule manipulée par l'introuvable coalition des communistes irréductibles et de la mafia albanaise qui entretient des liens d'allégeance avec le crime organisé en Italie. Une coalition qui risque de plonger le pays dans la guerre civile. Si cela arrive, la faillite des sociétés financières spéculatives sera le dernier des soucis de l'Albanie.

Il est bien sûr facile, pour les « jet-journalistes » d'aujourd'hui, de considérer les mesures draconiennes prises à l'urgence comme le début des hostilités. Personne n'aime que soit suspendu le droit de manifester. Mais les téléspectateurs attentifs, même s'ils ne connaissent

pas l'Albanie, ont vu dans la violence des insurgés et le désordre grandissant dans ce pays une chose à côté de laquelle les reportages sont, pour leur part, passés. D'une manière générale, c'est la police qui a reçu les coups. Elle a, il y a quelques jours, été chassée de la ville de Vlorë, sur la côte adriatique, au sud du pays, à 80 kilomètres à peine à l'est de l'Italie.

Vlorë est un lieu-clé des événements actuels. Certains médias ont projeté sur ce port de l'Adriatique la lumière romantique dont la génération des années 60 avait nimbé la sierra Maestra de Fidel Castro. Là est né un mouvement populaire contre un gouvernement impopulaire. Mais, comme beaucoup de ceux qui se sont rendus à Vlorë récemment, je dois mettre en question cette affirmation simpliste.

Après l'effondrement, en 1992, d'un régime stalinien impopulaire, Vlorë - comme le reste de l'Albanie - est entrée dans

Puis, l'autorité de l'État a brusquement cédé. L'ancienne police secrète a été écartée, et une bonne partie des policiers ordinaires ont été démis de leurs fonctions. Ce fut fondamentalement une bonne chose, étant donné le rôle qu'ils avaient joué, mais la disparition des hommes de main du communisme a conduit à tout et n'importe quoi.

Le président Sali Berisha et ses partisans paient aujourd'hui le prix de cet effondrement de l'autorité de l'État en Albanie. Dans les vides laissés par la disparition du totalitarisme se sont engouffrés toutes sortes de personnages douteux. L'ironie du sort a voulu que nombre d'entre eux soient d'anciens membres, licenciés, de la police secrète communiste, la Sigurimi.

Des fameuses sociétés financières frauduleuses jusqu'à la drogue et à la contrebande, tout a prospéré, tandis que la nouvelle démocratie cherchait ses marques en Albanie.

Une foule manipulée par l'introuvable coalition des communistes irréductibles et de la mafia albanaise, qui entretient des liens d'allégeance avec le crime organisé en Italie

des eaux inconnues. Une société totalitaire oppressive régalait jusqu'alors la vie des citoyens, au point que les hommes n'étaient pas autorisés à porter la barbe malgré les difficultés du régime à fournir des lames de rasoir.

Après 1992, toute forme d'autorité de l'État a été décriée sans peine comme un retour au communisme, et toute espèce de réglementation condamnée comme rétrograde - même, hypocritement, par les commu-

nistes d'hier. Mais, au contraire de ce que prétendent, à gauche, ceux qui critiquent en Occident M. Berisha - certains d'entre eux ont notoirement adulé le régime stalinien albanais, même moribond -, le gouvernement actuel n'a pas affirmé suffisamment son autorité. La transformation du port de Vlorë, devenu un havre pour contrebandiers, le montre.

L'automne dernier, enhardi par la réélection de son parti, le Parti démocratique, le gouvernement du président Berisha a soudain pris des mesures érigées à l'encontre de la mafia de Vlorë. Cent vedettes rapides servant aux trafics illicites dans l'Adriatique ont été saisies. La mafia n'a pas apprécié, et la faillite des sociétés financières frauduleuses a peut-être été l'élément dont elle avait besoin pour donner un semblant de légitimité populaire à son opposition à un gouvernement devenu gênant. La mafia a trouvé un allié à priori inattendu auprès des anciens dirigeants communistes albanais, dont le parti a été rebaptisé Parti socialiste. Mais le lien n'est pas aussi étrange qu'il y paraît, car beaucoup d'hommes de la mafia ont fait partie de la police secrète communiste.

L'intervention gouvernementale visant à empêcher que soient pratiqués les taux d'intérêt insensés offerts par le groupe Populli et par d'autres a mis le feu aux poudres. Les Albanais, dans leur ignorance, ont accusé le gouvernement de leur refuser la possibilité de s'enrichir rapidement. L'opposition, conduite par les socialistes, est allée dans leur sens.

Les émeutiers de Vlorë se sont pris pour des Robin des bois : ils ont exigé que « l'argent soit rendu au peuple » et menacé M. Berisha de funérailles prématurées dans le cas où il ne rembourserait pas. Leur puissance de feu a été un facteur décisif, qui de la colère et de la déception de quelques épargnants a conduit à une situation quasi révolutionnaire.

Dans les vides laissés par la disparition du totalitarisme se sont engouffrés toutes sortes de personnages douteux

L'ordre constitutionnel ne serait pas plus menacé en Albanie qu'il ne l'a été aux États-Unis lors des émeutes de Los Angeles en 1992 si l'opposition n'avait pas soutenu ces manifestations violentes. Mais, à la différence de ceux des autres pays d'Europe de l'Est, les communistes albanais ont beaucoup de mal à renoncer à la tradition révolutionnaire.

Ce n'est qu'en août dernier que le Parti socialiste albanais a voté la suppression du marxisme dans son programme. Si l'Albanie a décidé plus tard qu'ailleurs (en 1991-1992) de renoncer au stalinisme, Marx n'en est pas moins resté longtemps le héros du parti. Les militants

socialistes que j'ai rencontrés n'approuvent pas l'éviction de Marx, et le congrès du parti n'a pris cette décision que pour faire bonne figure, après l'élection à son comité directeur d'une nette majorité néo-stalinienne. L'abandon des idoles du passé ne signifie pas que les mentalités ont changé aussi vite chez les ex-communistes albanais - et que, de stalinien, ils soient devenus pluralistes.

En Occident, on connaît évidemment mal l'Albanie. Mais les citoyens de ce pays savent qu'il y a déjà eu une autre Albanie. Elle se situait dans le Caucase, à peu près à l'emplacement de la Géorgie d'aujourd'hui. Ceux qui doutent qu'une alliance mafio-marxiste puisse prendre le pouvoir dans notre monde de l'après-guerre froide n'ont qu'à se souvenir de ce qui s'est passé là-bas, en 1991.

Helsinki Watch et Amnesty International avaient critiqué le nouveau gouvernement géorgien pour la cruauté avec laquelle il traitait les opposants dans le pays. Ceux-ci ont été libérés, ils ont pris les armes et se sont emparés du pouvoir. Ils appartenaient, en fait, à la mafia locale. Les organisations humanitaires et les gouvernements occidentaux devraient prendre garde que ce triste précédent ne se répète pas. Quand les émeutiers seront au pouvoir, alors les défenseurs des droits de l'homme auront sérieusement de quoi protester.

Mark Almond enseigne l'histoire des Balkans à Oxford. (Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

AU COURRIER DU « MONDE »

L'ARROSEUR ARROSÉ
L'arroseur arrosé ou le serpent qui se mord la queue, telle pourrait être la morale de l'affaire qui oppose la Lyonnaise des eaux à l'État, qu'elle attaque en justice. En effet, de quel s'agit-il, en fin de compte ? M. X., à Guingamp, dans les Côtes-d'Armor, se plaint de la mauvaise qualité de son eau. Il fait un procès à la Lyonnaise des eaux, laquelle, maintenant, se retourne contre l'État, qui ne se fait pas respecter face aux nuisances dues à l'agriculture.

Que va faire l'État ? Il va prendre les mesures nécessaires, qui vont naturellement sanctionner et pénaliser M. X., cultivateur à côté de Guingamp. Or il y a gros à parier que M. X. fait vivre M. X., soit qu'il soit son client, ou son employeur, soit qu'il soit de sa famille proche, soit même que M. X. et M. X. ne soient, pourquoi pas, qu'une seule et même personne ! Voici donc un véritable cas d'école qui démontre, on ne peut plus clairement, les dangers d'une société où chacun, de plus en plus irresponsable, s'en prend aux collectivités publiques ou privées de ses malheurs, sans comprendre que la collectivité, c'est tout le monde, et c'est aussi le plaignant.

Bernard D. Gaspar, Paris

POLLUTION DE L'AIR
(...) Il est absolument indéniable que la circulation automobile, en général, et les moteurs Diesel, en particulier, figurent parmi les causes majeures de la pollution de l'air. Mais on se garde bien de faire quoi que ce soit de concret pour les restreindre. Une solution simple aurait le triple avantage de réduire notablement la pollution, de rendre nos routes moins dangereuses et de restituer à la SNCF sa rentabilité d'antan. C'est celle qui consisterait, pour ce qui est de la politique des transports, à en finir enfin avec l'énorme préférence accordée, depuis plusieurs décennies, aux poids lourds, et à utiliser beaucoup plus le rail. Hélas, tout comme pour Anne, nous ne voyons pas venir celui qui aura le courage de corriger cette erreur manifeste sans se préoccuper des groupes de pression.

François Baradez, Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine)

Ne laissez pas l'Albanie se suicider

Suite de la première page

Partout, on a alors cherché prétextes à querelles. L'horloge de l'Albanie a donné l'impression d'en revenir aux années 1943-1944, quand communistes et nationalistes formaient deux camps qui s'entre-tuaient. Un demi-siècle plus tard, beaucoup pensaient que l'heure était venue de reprendre cette empoignade interrompue par les décennies de la dictature communiste.

Dans tout pays balkanique, mais plus spécialement chez les Albanais pour qui l'offense humaine revêt toujours des dimensions tragiques, la violence verbale risque fort de dégénérer en violence physique. La classe politique albanaise s'est laissée tout entière emporter par ce déchaînement passionnel. Se sont trouvés effacés les principes et les doctrines qui sous-tendent les positions politiques, pour laisser la première place aux mobiles subjectifs, privés ou claniques.

Dans cet embrasement des esprits, le gouvernement albanais rêvait de venir à bout de l'opposition, et l'opposition falsait le rêve inverse : anéantir le gouvernement. Chacun des deux camps restait sourd à la voix de la raison, comme aux remarques d'esprits éclairés soulignant qu'une Albanie responsable ne pouvait être à cette image, mais devait associer un gouvernement responsable et une opposition responsable. La mise en cause de cet équilibre ne pouvait que déstabiliser le pays.

Malheureusement, ces avis ne furent pas entendus. L'ancien slogan, « La liberté ou la mort ! » finit par l'emporter dans sa version légaliste : « Ou vous, ou nous ! »

Comme toutes les nations sorties du communisme, l'Albanie a subi un traumatisme brutal. Au lieu que la place laissée vacante par la morale implacable et biaisée du communisme ait été occupée par une éthique d'un niveau supérieur, c'est l'inverse qui s'est produit : ce vide s'est trouvé comblé par l'amoralisme. Comme par réaction au dénuement, aux rigueurs et à l'idéalisme en trompe-l'œil du communisme, ont déferlé

une rage matérialiste et une corruption sans précédent.

Cette fièvre matérialiste l'a par tout envahie, elle est quasiment devenue le visage du nouvel ordre démocratique. Comme si les Albanais n'aspiraient qu'à rattraper le temps perdu, à s'enrichir par tous les moyens.

C'est dans ce contexte qu'est survenu l'épisode des « sociétés pyramidales » et de leur effondrement. Si l'on tient compte du drame vécu par des dizaines de milliers de familles albanaises, force est de constater que le comble de l'hypocrisie et du cynisme a été atteint lors de l'exploitation de ce drame à des fins politiques. Dans cette affaire, les coupables, c'est d'abord l'ensemble de la classe politique, gouvernement et opposition confondus, ainsi que tous ceux qui font l'opinion, la presse de tous bords, officielle, antigouvernementale, nationaliste, de droite, de gauche, etc. Tous savaient la vérité, mais se sont tus.

Coupable aussi, cette fraction de la population qui était consciente de ce qui se passait, mais n'en poursuivait pas moins l'aventure en escamotant que les perdants ne se recruteraient pas parmi elle, mais parmi les plus crédules et les moins informés. C'est ainsi que se développa, jusqu'à revêtir des proportions colossales, ce jeu misérable où chacun doit tenter de bernier son voisin. On a ainsi laissé prospérer une auto-intoxication sans exemple, et le pays s'unifier dans un bain d'immoralité. Quand, six mois avant la banqueroute, le ministre des finances osa s'élever nettement à la télévision albanaise contre le caractère fallacieux de ces « sociétés pyramidales », tout le monde lui tomba dessus à bras raccourcis pour le forcer à se taire.

Cette rupture avec toute morale, cette soif d'argent facile, ont probablement aussi leur source dans la psychologie négativiste qui a cours depuis quelques années en Albanie. Cette volonté d'autodénigrement, d'autoavilissement, d'auto-destructivité, qui conduit à répéter jour et nuit que ce pays est maudit, sans avenir, qu'il mérite de disparaître, est devenue une mode dans certains milieux. Un certain déconcompte a également été diffusé par les médias étrangers dès lors qu'ils ne mentionnaient le pays que lorsqu'il s'y passait quelque chose de négatif. Aucun message d'espoir ne lui parvenait d'où que ce soit. Pour les Albanais qui regardent avec un intérêt passionné

et confiant les chaînes étrangères, l'image de leur pays qui leur était ainsi renvoyée les influença de manière fatale.

Un seul exemple : lorsqu'on rendit compte des élections de mai 1996, ce ne fut que pour critiquer (à juste titre) le déroulement du scrutin, et l'Albanie fut alors traitée de « cancer au cœur de l'Europe ». À la même époque, on découvrait des chambrans en Bosnie et la Tchétchénie subissait une répression armée. Aucun des fauteurs de guerre dans ces deux pays ne fut pourtant qualifié de la sorte. Jamais non plus les médias internationaux n'ont évoqué correctement la terreur quotidienne qui sévit au Kosovo.

Pays solitaire, sans « protecteur » contrairement à la plupart de ses voisins balkaniques, l'Albanie a essuyé par le passé et continue d'endurer de toutes parts de vieilles rancœurs. Son tragique isolement de naguère n'a pas épargné tous ses effets. Il s'est agi en fait d'une triple mise au ban. De ma-

jeurs de ces dernières années, les Albanais ont fait montre de calme et de sang-froid. Il n'existe pas, dans ce pays, de traditions de chauvinisme agressif ou d'intolérance religieuse. Cela découle du respect multiséculaire dû à l'hôte, à l'étranger. C'est ce qui explique, par exemple, que, pendant l'occupation nazie, l'Albanie a été l'un des très rares pays d'Europe à n'avoir livré aucun de ses Juifs à Hitler, mais à les avoir au contraire tous protégés.

Mais on s'est fixé pour règle de ne trouver rien de bien à l'Albanie. C'est pourquoi sa retenue n'a pas même été soulignée lors du récent embrasement balkanique, quand elle n'a pas été présentée au contraire, ça et là, comme une attitude hypernationaliste !

Ce n'était pourtant, là encore, qu'un moindre mal. Le pire fut atteint quand on se prit à instiller aux Albanais un prétendu antidote au nationalisme : l'antipatriotisme. Telle fut la tâche que s'assigna une fraction intéressée de l'intelligent-

Pourquoi pas une présence militaire chargée non pas de réprimer, mais de s'interposer, une force tampon qui resterait sur place le temps que le calme revienne dans les esprits ?

sièrable compréhensible, elle s'est d'abord attiré l'hostilité de la droite européenne en raison de son régime bolchévique. Dans les années 60, par suite de son divorce avec Moscou, elle s'est attirée les foudres de la gauche soviétique. Dans les années 70, après sa rupture avec Pékin, ses derniers amis, ceux de l'ultra-gauche chinoise, l'ont laissé tomber.

De nos jours encore, ces vieux ressentiments jouent un rôle dans le mépris et la vindicte qui frappent ce pays. On ne peut expliquer autrement l'espèce de racisme anti-albanais qui s'est exprimé ces derniers temps dans une partie de la presse mondiale. Il advient ainsi que de misérables petits pays servent d'arènes aux manifestations d'hostilité réciproque de la gauche et de la droite européennes. Les fragiles épaules de l'Albanie ont bien du mal à supporter le poids de pareils trillements.

Durant la tornade nationaliste qui a fait rage dans les Balkans au

sia, tout en présentant cette attitude comme une forme de dissidence. Pour leur plus grand profit, pour faire les intéressants devant l'étranger, ces intellectuels ont entamé une campagne effrénée contre tout ce qui est albanais. Pour extirper de l'homme albanais cette loyauté naturelle que tout citoyen pourrit à l'égard de son pays.

Les événements se sont chargés de démontrer à quel point cet antipatriotisme débridé pouvait se révéler aussi dangereux que l'ultra-nationalisme, voire comment ils pouvaient s'engendrer et s'alimenter l'un l'autre. Il n'est que de voir aujourd'hui la fureur dévastatrice d'une fraction de la population contre des institutions ou des équipements publics qui n'ont aucun lien direct avec une appartenance politique : mise à sac de mairies, d'écoles, destruction d'archives, incendie de bibliothèques, voire kidnapping de bateaux de guerre.

Il ne fait aucun doute que l'ensemble de la classe politique albanaise aura à répondre de la situa-

Ismail Kadaré

©1997, Ismail Kadaré et Editions Fayard (Traduit de l'albanais par Claude Durand et l'auteur.)

سكخان الاصل

Bataille politique en Espagne autour du numérique

LA BATAILLE de la télévision numérique qui fait rage, en Espagne, depuis décembre, a au moins un avantage, c'est qu'il n'est nul besoin de décoder pour comprendre rapidement que derrière l'enjeu télévisé se cache une vraie belle guerre politique. Pourquoi en serait-il autrement dans la péninsule, quand le reste de l'Europe a déjà connu pareille empoignade ?

En clair, donc : en Espagne aussi, deux bouquets numériques s'affrontent. L'un existe déjà, l'autre pas vraiment : l'un plat, au gouvernement s'entend, l'autre pas. A partir de là, on comprend la guerre acharnée menée par l'équipe gouvernementale du conservateur José María Aznar contre Canal Satélite Digital, le bouquet émis par Canal Plus, Antena 3 et le groupe Prisa, éditeur du quotidien à succès *El País*. Son grand défaut, outre d'être très avancé (par rapport au concurrent, patronné par le gouvernement autour des télécoms et de la télévision publique espagnole), c'est aussi d'être ressenti comme proche des milieux « progressistes ».

Et M. Aznar n'aime pas. Cela lui rappelle trop, dit-on, ses dernières campagnes électorales. Celle de 1993, qui fut un échec, et surtout la dernière, celle des législatives du printemps 1996, où *El País*, qui ne renie pas ses amitiés avec l'ancien pouvoir socialiste, a pris une part plus qu'active dans la lutte contre les conservateurs. Au point que, pour s'imposer à la Moncloa, après l'avoir emporté à peine de quelques centaines de milliers de voix contre un Felipe Gonzalez pourtant fatigué par le pouvoir et les scandales, le nouveau maître de l'Espagne avait dû s'allier avec des partenaires très gourmands, les nationalistes basques et catalans. L'épisode, dit-on encore à Madrid, lui a laissé une certaine amertume contre Prisa et une solide rancœur personnelle contre celui qui fut le principal artisan du succès du groupe, le flamboyant Juan Luis Cebrian, administrateur général de la société, dont la morgue lui est insupportable.

DUEL À CONTRA-EMPLOI. Arrivé au pouvoir, convaincant à peine du syndrome « El País-Prisa », M. Aznar, qui se pique de gouverner au centre tout en se défendant aussi de certaines pressions sur son (extrême) droite, notamment de la part de la direction du quotidien ABC, n'aurait ainsi eu de cesse de constituer un groupe concurrent. Une sorte de ligne Maginot médiatique, qui décourage-

rait à la fois sollicitudes trop intensifiées de ses alliés et assauts de ses adversaires, avant de pousser plus avant le combat. Et puisqu'il fallait se battre, autant le faire sur le terrain le plus tentant, le plus immédiatement brûlant aussi, celui de la télévision digitale. Ce n'est un secret pour personne que Jésus de Polanco, le PDG de Prisa, a misé beaucoup sur le numérique, tellement même, qu'en grossissant à peine le trait on pourrait dire que de la réussite de ce projet pourrait dépendre en partie l'avenir d'*El País*.

Le fer était donc engagé. Avec d'autant plus de facilité que le gouvernement, se trouvant en somme juge et partie dans cette affaire, avait l'avantage du terrain. S'ensuivit, soit dit en passant, un étrange duel à contre-emploi, où les socialistes, au nom de la « défense de la liberté d'expression », volaient au secours du premier groupe de presse espagnol et de son directeur, le « capitaliste » Jésus de Polanco, baptisé par le camp adverse le « Citizen Kane » de la péninsule ; les conservateurs, jouant les mêmes Tereza auprès des respectueux les plus dévoués, pourfendaient allégrement la libre entreprise et les « monopoles » menaçants.

COÏNCIDENCE JUDICIAIRE

Des épisodes de cette guerre numérique elle-même, on sait déjà tout. Sa version juridique-légale d'abord. On commente, le 31 janvier de cette année, alors même que, la veille, Canal Satélite Digital avait donné son coup d'envoi, le gouvernement a sorti comme un lapin d'un chapeau un décret-loi d'urgence pour réglementer le secteur, coupant pratiquement l'herbe sous le pied à la commercialisation de Canal Satélite Digital. Suivra une version « footballistico-financière », à la mi-février, où au nom de la « liberté de choix » des « télé-spectateurs les plus démunis » l'équipe gouvernementale conservatrice, en zèle appliquée des directives communautaires, annonçait qu'elle réglementerait elle-même la diffusion des matchs de football en « clair » et de ceux qui seraient « codés ». Cette fois, l'estocade était financière, car Canal Satélite Digital, moyennant la coquette somme de 10 milliards de francs, s'était assuré pour six ans les droits de retransmission des clubs de première et deuxième division, la passion espagnole par excellence.

Enfin, début mars, intervenait la phase la plus cryptée, celle d'une coïncidence judiciaire troublante,

propre à déstabiliser totalement l'image des dirigeants de Prisa-Canal Plus : accusés d'irrégularités financières et usage abusif de certains fonds, ces derniers défilaient devant un juge de l'Audience nationale et se voyaient signifier leur interdiction de sortir du territoire. La plainte émanant d'adversaires reconnus des socialistes, le doute pouvait s'insinuer : était-ce vraiment la guerre à mort, et par tous les moyens ? Les révélations de *Diaria 16*, ce mardi 11 mars, pourraient le laisser croire.

Selon ce journal, pour éviter que Juan Luis Cebrian, le « bête noire » de M. Aznar, ne se retrouve, sans véritable justification, en prison préventive, il a fallu la double intervention de MM. Gonzalez et Pujol, l'ami catalan du gouvernement. Depuis, semble-t-il, l'heure est plutôt à la négociation (forcée ?), en attendant un hypothé-

tique « camp du drapeau d'or médiatique », qui, laisse entendre Prisa, ne saurait en aucun cas se faire au détriment d'*El País*. M. Aznar a-t-il réussi à s'imposer ?

De passage à Madrid, il y a quelques semaines, en pleine tourmente numérique, l'ex-président du conseil italien et roi des ondes privées dans son pays, Silvio Berlusconi, proche de l'équipe Aznar et surtout vétéran des grandes joutes politico-télévisées, avait préféré éviter tout commentaire et se retirer, un sourire en coin, sur la pointe des pieds. Conscient peut-être du goût éphémère des grandes victoires médiatiques : d'avoir, lors de son passage au gouvernement, tenu dans ses mains à la fois la télévision publique et la télévision privée, un exploit, ne l'a nullement empêché de tomber.

Marie-Claude Decamps

Les gens par Kerleroux



Israël-Palestine, imaginer la paix

USANT il y a quelques années d'une métaphore théâtrale, l'ancien premier ministre israélien Shimon Peres promettait au Proche-Orient deux avenir possibles : soit un scénario « shakespeareien », « où tout le monde meurt à la fin », soit un scénario « tchékhovien », « où chacun se retrouve plus ou moins frustré, mais vivant ». Le souvenir de cette alternative revenait à l'esprit lors d'un récent séminaire organisé par la fondation Ditchley, sur le thème « Sécurité et stabilité au Proche-Orient », à quelques lieues de Stratford, où naquit et mourut le grand William.

Car, sans la victoire – provisoire et fragile, mais indéniable, depuis l'accord d'Oslo – de Tchekhov sur Shakespeare, du compromis sur l'intransigeance, de la raison sur les passions, une quarantaine de diplomates, politiciens, universitaires, journalistes et chercheurs n'auraient pu débattre utilement de l'avenir du processus de paix, de ses chances de survie, puis de permettre un règlement et une coexistence durables.

Deux mots reviennent souvent à propos de cette mutation en cours, exaltante et douloureuse, qui mêle espoir, peur et doute : l'asymétrie et l'équité. Si l'évidente asymétrie – politique, militaire, économique – en faveur des Israéliens n'empêche pas, et même dans une certaine mesure, favorable, en attisant le sentiment d'urgence ressenti par les Palestiniens, la recherche d'une solution au conflit qui oppose les deux peuples, seul un accord perçu comme mutuellement équitable assurera la durabilité de la paix.

Qu'elle suppose une délimitation partielle ou totale de la future Palestine, l'asymétrie militaire en sa défaveur s'inscrira pour

longtemps dans le paysage stratégique régional. Ce n'est pas le moindre mérite de Yasser Arafat d'avoir admis ce déséquilibre. « Lorsqu'ils vivront en paix », prédisait un diplomate optimiste, Israël et la Palestine se comporteront peu à peu en voisins normaux. Est-ce que la Belgique et les Pays-Bas se demandent à tout bout de champ combien l'autre possède de missiles ou de chars ? »

LE BESOIN D'UN ÉTAT

Levain et gage d'une paix durable, l'équité implique la garantie d'une sécurité réciproque. L'emul, c'est que dans ce domaine la perception compte presque autant que la réalité. On peut déplorer la hantise sécuritaire d'Israël, produit d'un trop long « refus arabe » scandé par les guerres et le terrorisme, on ne peut l'ignorer. Mais l'État juif devra se garder de l'illusion de la sécurité totale, dont la quête est une chimère dangereuse. Ce qui importe, c'est que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, semble avoir compris que la poursuite de la négociation avec Yasser Arafat reste le meilleur moyen d'assurer cette sacro-sainte sécurité qui est son souci majeur. Quitte à se « recentrer », en reniant implicitement une part de l'héritage idéologique révisionniste qui cantonnait jusqu'ici le Likoud dans un dogmatisme antipalestinien méprisant.

Ce sentiment de sécurité, seul un État viable l'apportera aux Palestiniens, enfin maîtres de leur destin. Signe des temps : tous les participants au séminaire de Ditchley, fussent-ils les meilleurs amis d'Israël, ont jugé inévitable l'avènement de cet État, perspective qui est déjà acceptée par 45 % des Israéliens. Si chacun s'accorde

donc sur la nécessité d'un échange de la terre contre la paix, reste à savoir combien de terre contre combien de paix. « Nous n'avons pas la même approche que les Israéliens », souligne un Palestinien. « Ils parlent d'un compromis territorial, qui porte sur la Cisjordanie et Gaza. Nous préférons parler d'un compromis historique, celui par lequel nous avons renoncé à une partie de la Palestine mandataire en reconnaissant Israël dans sa réalité d'avant juin 1967. »

Aux yeux du monde arabe – et musulman – le degré de légitimité de l'opération israélo-palestinienne dépendra de l'équilibre des concessions réciproques. La Syrie, par exemple, ne s'est jamais privée de dire son mot sur l'avenir de la Palestine, un problème qu'elle juge trop important pour être tranché, côté arabe, par les seuls Palestiniens. Une paix israélo-palestinienne, ressentie comme trop humiliante par les dirigeants et les peuples arabes du Proche-Orient et du Golfe, ne ferait qu'attiser l'anti-américanisme et nourrir l'islamisme. « Les Arabes », note un observateur, acceptent qu'Israël soit un joueur important dans la région, mais pas le joueur dominant. »

Pareil équilibre devrait s'appliquer à un éventuel accord israélo-syrien. « L'équilibre préservera la paix », réplique volontiers le président syrien, Hafez El Assad, cette « paix des braves » qu'il dit appeler de ses vœux mais sans jamais faire les gestes qui convaincraient Israël de sa sincérité. Itzhak Rabin et Shimon Peres jugèrent crucial un accord avec la Syrie, et celle-ci s'était persuadée de leur bonne foi. Aujourd'hui, après avoir écarté toute restitution du Golan, M. Nétanyahou n'est guère pressé de négocier avec Damas.

En tout état de cause, Israël veut reprendre les discussions de zéro, et la Syrie à l'endroit où elle prétend qu'elles ont été suspendues, c'est-à-dire après que les travaillistes auraient accepté le principe d'un retrait total du Golan. Un engagement qu'Israël a toujours nié. Les États-Unis s'emploieront-ils à révéler cette négociation ? Une chose est sûre : Madeleine Albright ne semble pas prête à prendre en vain le chemin de Damas aussi souvent que son prédécesseur, Warren Christopher.

Les discussions israélo-palestiniennes, elles, n'ont pas encore abordé les problèmes les plus complexes : le tracé des frontières, le sort des réfugiés, l'avenir des implantations, le statut de Jérusalem. Autant dire qu'un accord « durable » ne prétendra pas vider d'un coup toutes les querelles, mais seulement permettre la poursuite d'une évolution pacifique et donner sa chance à la dynamique de la négociation. Le Proche-Orient vivra encore longtemps dans le provisoire. En attendant, malgré tout, d'imaginer la paix.

Jean-Pierre Langelier

RECTIFICATIF

CORSE

Nous avons commis deux erreurs dans l'article consacré à la mort du sénateur (Rass. dém.) de Haute-Corse François Giacobbi (*Le Monde* daté 9-10 mars). D'une part, la Corse a été divisée en deux départements en 1975, non en 1965. D'autre part, François Giacobbi n'avait pas voté, en 1982, le statut Defferre, car il souhaitait que ce nouveau statut soit étendu à toutes les régions de France.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-77-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Naufrage d'un Etat européen

UN pays européen est en train de sombrer. Un petit pays isolé pendant des décennies du reste du monde par un régime communiste qui avait rompu même avec les « partis frères », soviétique d'abord, chinois ensuite. Un petit pays qui, après la chute du mur de Berlin, s'est, comme les autres « démocraties populaires », essayé à un multipartisme et à l'économie de marché. L'Albanie s'enfonce dans le chaos. Les faibles structures de l'État n'ont pas résisté à la colère d'une population spoliée par l'effondrement des « pyramides financières », fragiles constructions spéculatives qui tenaient bien de système bancaire. Dans le Sud, les armes saisies à des forces de l'ordre impuissantes ou complices ont été retournées contre les représentants du président de la République, Sali Berisha, un ancien communiste converti à la démocratie. Le Nord s'est armé à son tour, sans que l'on sache encore s'il s'agit de défendre le chef de l'État et son clan contre les « rebelles » sudistes ou simplement de rejoindre une jacquerie.

Le mouvement, commencé comme une manifestation d'épargnants attirés par des taux d'intérêt mirobolants et finalement grugés, risque de dégénérer en guerre civile. Sali Berisha, qui vient d'être réélu président par un Parlement désigné en mai 1996 dans des conditions douteuses, a réagi trop tard. Les concessions faites aux manifestants, puis à l'op-

position parlementaire, n'ont servi à rien. Pas plus que les appels à déposer les armes ou les promesses de clémence. La démission du gouvernement « démocrate », la nomination d'un premier ministre « socialiste » n'ont pas été plus utiles. Le départ de Sali Berisha, réclamé par les manifestants, serait sans doute insatisfaisant pour apaiser les esprits. Les insurgés semblent ne répondre à aucune consigne politique, n'avaient d'autre but que de laisser éclater leur révolte.

Les Européens observent, perplexes. L'Italie, en tant que voisine de l'Albanie et en tant qu'ancienne puissance coloniale, a proposé ses bons offices. Sans succès jusqu'à maintenant. La Grèce a bouclé sa frontière. Au-delà du sort des quelque dix millions d'habitants de l'Albanie, c'est de nouveau la stabilité dans les Balkans qui est en cause, alors que la Bosnie peine à retrouver la paix. Près de trois millions d'Albanais vivent en dehors des frontières de l'Albanie, dans des régions ou des États aussi fragiles que le Kosovo ou la Macédoine. Resteront-ils longtemps indifférents au désarroi de leurs compatriotes ?

La communauté internationale, qui a été impuissante à prévenir l'explosion en Albanie même, doit éviter la contagion, mais ne sait pas comment s'y prendre. L'épouvantail d'un embrasement de tous les Balkans a souvent été agité pendant la guerre en ex-Yugoslavie. Aujourd'hui, le risque est plus sérieux que jamais.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Dominique Aubry ; Directeur général : Noël-Jean Marguerite ; Directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Édouard Planchet
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lelièvre, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cines, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Isakovitch, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Erik Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Membres

Directeur adjoint : Erik Planchet ; Directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la rédaction : Alain Rollin ; Directeur des relations internationales : Daniel Verzet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Foccart (1949-1952), André Laurens (1952-1953), André Roubaud (1953-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprise, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le danger allemand

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes *Le Monde* n'a pas paru du vendredi 14 février au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro daté 8 février 1947.

LA DIFFICULTÉ n'est pas d'avoir des enfants, mais de les élever ; ni de faire un roman, mais de soutenir l'effort de l'écriture. Peut-être faudrait-il se souvenir de cela en préparant une nouvelle paix avec l'Allemagne.

Un traité que l'on veut dur ne l'est pas seulement pour le vaincu, l'est aussi, et surtout, pour le vainqueur, qui se met dans l'obligation de le faire appliquer. Et plus le traité est dur, plus il exige sans doute de souplesse chez les vaincus, mais aussi, chez les vainqueurs, de vertu.

On a beau jeu de reprocher aux Allemands de n'avoir pas respecté

Versailles. Leur rôle et leur vertu d'Allemands étaient de le tourner d'abord, et de le déchirer, de même que le rôle et la vertu des Français étaient de le maintenir ; et tel qu'il était, stupidement, simplement parce qu'il y a pas de soupape de sûreté politique.

Quoi ? Vous aviez fait une Europe. Croyez-vous bien signer la paix avec l'Allemagne ? L'ennemi ne signe jamais que pour la forme. Et vérité, vous aviez signé un pacte avec la paix, avec vous-mêmes. En imposant un traité, vous assumiez une mission d'autorité et de constance. Vous y avez failli. Les Allemands, eux, n'ont pas failli à leur rôle d'Allemands.

Le danger allemand est sans doute en Allemagne, mais il est aussi en nous.

Pierre Kaufmann
(8 février 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-42-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 13 MARS 1997

PRIVATISATION Le gouvernement a publié, mardi 11 mars, le cahier des charges de la vente de gré à gré du groupe d'électronique de défense et professionnelle Thomson-

CSF. ● DES INDUSTRIELS ÉTRANGERS pourront, théoriquement, se porter candidats à cette vente, que les pouvoirs publics entendent boucher pour le 30 juin. ● AEROSPATIALE, qui envi-

sageait de s'allier à Alcatel Alsthom et Dassault, se voit interdire toute candidature, seul ou dans le cadre d'une offre conjointe. Le gouvernement invite malgré tout les préten-

dants au rachat de Thomson-CSF à trouver d'autres formes d'association avec le groupe aéronautique. ● LA LOGIQUE DE POLES distincts dans l'électronique et l'aéronautique, dé-

fendue par M. Chirac, revient ainsi au premier plan. Elle pourrait conduire à des transferts d'actifs entre les différents protagonistes plutôt qu'à des participations croisées.

L'Etat veut restructurer séparément l'aéronautique et l'électronique de défense

Aerospatiale ne pourra pas se porter acquéreur, seule ou dans une offre conjointe, à la reprise de Thomson-CSF. Mais le gouvernement, qui a publié le cahier des charges de la privatisation, invite les candidats à associer l'avionneur à leurs projets

LE GOUVERNEMENT français a donné, mardi 11 mars, le véritable signal de départ de la nouvelle procédure de privatisation de Thomson-CSF, avec la publication du cahier des charges de la vente de gré à gré du groupe d'électronique de défense et professionnelle. Il en a profité également pour « clarifier » l'environnement dans lequel il entend voir se dérouler cette opération.

Il a tout d'abord repris en main la holding publique Thomson SA, maison mère de Thomson-CSF, dont elle détient 58,3 % du capital, en nommant à sa tête Thierry Breton en lieu et place de Marcel Roulet (*Le Monde* du 12 mars). M. Roulet, qui

avait publiquement plaidé pour une offre publique de vente des actions de Thomson-CSF, demeure PDG de cette dernière entreprise.

Le gouvernement a par ailleurs exclu toute participation directe du groupe Aerospatiale à la privatisation de Thomson-CSF. « *Aerospatiale ne peut se porter candidat, seule ou dans le cadre d'une offre conjointe, à la privatisation de Thomson-CSF* », a indiqué le ministère de la Défense. Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel Alsthom, avait indiqué qu'Aerospatiale pourrait être associée à son offre de reprise de Thomson-CSF, élaborée avec le groupe Dassault (*Le Monde* du 8 février).

Pour justifier ce veto, on explique au ministère de la Défense qu'il était délicat d'autoriser une entreprise publique à se porter candidate à une opération de privatisation. En agissant de la sorte, le gouvernement coupe également court à toute accusation de préférence implicite pour l'offre d'Alcatel Alsthom, qui aurait pu être portée s'il avait laissé Aerospatiale apposer sa signature sur une offre de reprise de Thomson-CSF.

En excluant une candidature directe d'Aerospatiale au rachat de Thomson-CSF, le gouvernement réaffirme sa volonté de constituer des pôles distincts dans l'aéronautique et l'électronique de défense. L'éventualité de la participation d'Aerospatiale au capital du groupe d'électronique avait quelque peu brouillé la stratégie de restructuration définie par le président de la République en février 1996. Elle avait également suscité des réserves de la part des partenaires industriels européens de la France qui redoutaient la constitution d'un géant hexagonal

de l'armement, avec lequel il aurait été difficile de s'allier sur une base égalitaire.

Les passerelles seront toutefois possibles entre les deux ensembles. En cas de victoire de l'alliance Alcatel-Dassault, la holding Dassault Industries sera un actionnaire commun de l'avionneur Aerospatiale-Dassault et d'Alcatel-Thomson via Dassault Electronique. Le communiqué gouvernemental n'exclut pas totalement du jeu Aerospatiale. Le ministère de la Défense a indiqué que, non seulement le groupe est « *directement concerné par les restructurations qui résulteront de la privatisation de Thomson-CSF* » mais

que le gouvernement « *recueillera les recommandations du président d'Aerospatiale* ».

Face à une telle invite, ni Alcatel Alsthom, ni même le groupe Lagardère - pourtant concurrent direct d'Aerospatiale dans les satellites et les missiles - ne pourront exclure le groupe d'Yves Michot dans leurs schémas stratégiques. « *Cette formulation nous convient* », assure-t-on chez Alcatel Alsthom, où l'on affirme que « *notre schéma tripartite tient toujours. Il s'agit d'une offre d'Alcatel Alsthom et de Dassault, à laquelle sera associée Aerospatiale* ».

Toutefois, pour respecter la logique de pôles et pour faciliter les

restructurations, ces tractations devraient concerner des transferts d'actifs davantage que des participations croisées. De source proche du dossier, on explique notamment que l'intégration d'Aerospatiale dans les schémas des candidats-actionnaires pourrait permettre de structurer les activités missiles, satellites et d'électronique embarquée.

Pourquoi ne pas envisager, par exemple, le regroupement de l'électronique des missiles et des systèmes de guidage au sein d'Aerospatiale, qui renforcerait ainsi sa vocation militaire? En échange, Aerospatiale pourrait apporter ses satellites ou sa participation dans Sen-

tant Avionique au futur pôle Alcatel-Thomson.

Les candidats disposent encore de plusieurs semaines pour décliner tous les schémas possibles, et notamment pour associer à leur offre des partenaires européens. Le gouvernement a choisi de laisser ouvertes toutes les options, allant même jusqu'à rendre concomitantes la date prévue pour la fin de la procédure de privatisation de Thomson-CSF - le 30 juin - et celle de la fusion d'Aerospatiale et de Dassault.

Christophe Jakubyszyn et Philippe Le Cœur

Un calendrier très serré

- 28 mars : date limite (à 12 heures) pour le dépôt des propositions de candidatures.
- 4 avril : décision sur la recevabilité des offres sur avis de la Commission de privatisation.
- 10 avril : date limite pour l'envoi d'un contrat de vente aux candidats jugés recevables, qui pourront accéder à un mémorandum d'information détaillé présentant par secteur et par branche les données industrielles et financières de l'entreprise.
- 7 mai : date limite (à 12 heures) pour le dépôt des offres fermes. L'Etat s'est fixé pour objectif de choisir le ou les repreneurs de Thomson-CSF avant le 30 juin.
- 7 septembre : date de l'adjudication des offres.

Le cahier des charges ouvre la porte à des candidatures étrangères

LE CAHIER des charges de la privatisation de Thomson-CSF a été présenté mardi 11 mars aux conseils d'administration du groupe d'électronique militaire et professionnel et de sa maison mère, Thomson SA. Ce document de dix-huit pages reprend, pour une bonne part, les objectifs formulés par le gouvernement le 19 février, lors de l'annonce du choix d'une procédure de vente de gré à gré.

Il confirme le rôle-pivot que Thomson-CSF devrait être amené à jouer dans les restructurations de l'industrie de défense : « *L'objectif poursuivi consiste à permettre le développement autour de Thomson-CSF d'un pôle d'industrie électronique* ». Mais il n'est pas dit que les candidats devront s'entendre, comme le gouvernement en avait un moment rêvé à propos de Lagardère et d'Alcatel Alsthom, les deux candidats déclarés.

Outre la nécessité de « *favoriser la participation de salariés au capital* », la privatisation doit permettre de « *regrouper le plus largement possible les capacités industrielles autour des activités* » du groupe, « *afin de constituer un en-*

semble industriel élargi », disposant « *des meilleures technologies* », ainsi que « *d'une capacité de recherche-développement renforcée* » et d'« *une capacité financière renforcée* ». Si l'idée est bien de consolider Thomson-CSF, rien n'empêche cependant que le ou les repreneurs ne préviennent certaines activités de Thomson-CSF pour les rapprocher des leurs.

Le gouvernement confirme sa volonté, via cette opération, de « *contribuer efficacement, par les accords déjà conclus et par ceux que le repreneur envisage de conclure, à la restructuration des industries européennes de défense* ».

Aucune restriction en matière de nationalité ne figurant dans le document, la porte est laissée grande ouverte à des candidatures d'industriels étrangers, européens ou américains par exemple, agissant seuls, ou associés à des partenaires.

Si tel devait être le cas, le calendrier du gouvernement risquerait de ne pas être tenu. Ces candidats devraient prendre le temps d'examiner les données économiques de Thomson-CSF (les *data rooms*) que Lagardère et Alcatel

Alsthom connaissent déjà bien. Ils devraient aussi passer le cap de l'étude de la recevabilité de leurs offres. Dans le cas d'un candidat américain, le gouvernement pourrait trouver des arguments pour rejeter l'offre. Pour un candidat européen, cela serait sans doute plus difficile.

Des conditions financières sont également imposées. Un candidat agissant seul, ou le chef de file d'une offre conjointe, devra « *disposer d'au moins 5 milliards de francs de capitaux propres consolidés ou agréés* » et justifier d'« *un chiffre d'affaires consolidé ou moins égal à 5 milliards de francs dans l'électronique professionnelle et de défense* ». En cas d'offre conjointe, chacun des partenaires devra présenter un chiffre d'affaires « *ou moins égal à 500 millions de francs* » dans l'électronique professionnelle et militaire. Par ailleurs, le chef de file d'une offre conjointe devra s'engager à « *détenir une part supérieure à un tiers du capital ou des droits de vote* ».

Ph. L. C.

Les « eurogrévistes » de Renault manifestent à Boulogne-Billancourt sans grand espoir

« *TOUS ENSEMBLE*, nous ensemble... Arrivés, mardi 11 mars à midi, avec une heure de retard, devant le siège de Renault, à Boulogne-Billancourt, les 6 000 Belges

REPORTAGE

La fermeture du site de Vilvorde a mobilisé Français, Belges et Espagnols

étaient à peine descendus de leurs cent vingt cars qu'ils scandaient en français - ce slogan, héritage des grèves de l'automne 1995.

Après la première « *euro-grève* » menée vendredi 7 mars dans les usines Renault en France, en Espagne et en Belgique, les salariés du groupe automobile ont inauguré la première « *euro-manif* » mardi 11 mars. C'est la première fois, de mémoire de syndicaliste, que des délégations européennes d'une même entreprise manifestaient contre la fermeture d'une usine.

ENTRE 7 000 ET 12 000 PERSONNES. Quelque 7 000 personnes selon la police, 12 000 selon les organisateurs s'étaient donné rendez-vous. Environ 4 000 Français étaient présents ainsi qu'une soixantaine d'Espagnols. L'immense majorité des Belges venaient de Vilvorde. Étaient également présents des ouvriers belges de Volvo, Volkswagen, Mercedes, et même de Caterpillar. Mais manquaient à l'appel les Portugais de Setúbal, « *se rappelant sans doute le peu de soutien reçu lors de l'annonce de la cession de leur usine* », reconnaît Michel Batt (CFDT), secrétaire du comité de groupe européen.

Dernière une grande banderole « *comité de groupe européen Renault pour l'emploi et la réduction massive du temps de travail* », défilaient en tête les syndicalistes belges, vêtus de rouge quand ils appartenaient au syndicat socialiste (PGB), de vert quand ils arboraient les couleurs du syndicat

chrétien (CSC) et plus rarement de bleu, la couleur du syndicat des employés et cadres libéraux. Si les deux syndicats espagnols (la CC-OO, communiste, et UGT, socialiste) déployaient une seule et même banderole, les organisations françaises, qui fermaient la marche, ont affiché leurs divisions. Quand la CGT entonnait le slogan « *Tous ensemble* », les cégétistes tentaient de couvrir leurs voix en s'époumonnant dans des trompettes. A la fin de la manifestation, l'intervention du représentant de Force ouvrière fut saluée par quelques sifflets. « *A Daut, où tu gères le CE, tu n'as pas appelé à la grève et tu négocies avec le patron, hé ! pourri !* ». Visiblement, l'écharpe rouge qu'arborait, malgré le soleil, Michel Huc, secrétaire de FO Métallurgie, reprenant un symbole vestimentaire cher à Marc Blondel, n'a pas suffi, cette fois, à rapprocher FO de la CGT.

Philippe Martinez, délégué syndical central de la CGT Renault

depuis quelques semaines, expliqua ensuite que « *Renault pouvait créer 30 000 emplois en réduisant le temps de travail à 35 heures, en faisant partir les salariés des 55 ans et en embauchant des jeunes* ». Moins catégorique, Emmanuel Couvreur, le nouveau délégué syndical central CFDT chez Renault, appela à une réduction du temps

Création d'une mission d'information parlementaire

A l'Assemblée nationale, la création d'une mission d'information parlementaire sur l'avenir de Renault et de l'industrie automobile a été décidée, mardi 11 mars, par la conférence des présidents, réunie par Philippe Séguin. La mission d'information comprendra quarante membres. De nombreux députés avaient souhaité, la semaine dernière, l'annonce d'une réflexion parlementaire sur l'avenir de l'industrie automobile nationale.

Le groupe communiste avait réclamé un débat immédiat qui, de fait, aurait été centré sur Renault. Un débat pourrait avoir lieu, mais il n'interviendrait, en tout cas, qu'ultérieurement, sur la base du rapport issu de la mission d'information. Le 30 octobre 1996, c'est le premier ministre, Alain Juppé, qui avait promis un débat parlementaire sur un autre dossier industriel, celui de Thomson, dans le cadre de la privatisation du groupe. Ce débat n'a toujours pas eu lieu.

de travail dans le cadre de la loi Robien. La CGT eut alors ce cri : « *Sans perte de salaire !* ». Une précision que le cégétiste n'a pas jugé utile d'apporter. Seules banderoles unitaires CGT-CFDT : celles de la succursale Renault de Nancy et de l'établissement Chausson de Gennevilliers. Tandis que la CGT scandait « *c'est*

pas à l'élysée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons que nous aurons satisfaction. Il faut lutter, se rassembler pour nos emplois », la CFDT entonnait « *Chirac, Juppé, faites pas les indignés. Renault privatisé, c'est votre volonté !* ». Si la délégation CGT-Le Mans était impressionnée, celle de Flins était étonnamment clairsemée.

En revanche, on notait la présence inattendue de militants du CFDT de Peugeot Mulhouse et Sochaux. « *Chez PSA, on a commencé les plans sociaux dès 1979. La direction menace de fermeture l'usine anglaise, qui vient de déposer un préavis de grève. Cependant, c'est l'usine Peugeot de Madrid qui nous inquiète. La direction pourrait décider de rassembler la production du groupe dans l'usine Citroën de Vigo* », explique Jean-Claude Graff, un des leaders CFDT de Peugeot. « *Les petites usines de Lille et de Saint-Etienne sont condamnées à terme. Lille, dont la production diminue régulièrement, va fermer en*

juillet. Elle emploie encore 160 salariés », ajoute Richard Mark, délégué CFDT à Mulhouse.

Les Belges se félicitaient de cette mobilisation, mais ne se faisaient guère d'illusions. « *Il fallait venir à Paris, mais j'ai peu d'espoir. Si Renault renonce, il ne pourra plus jamais fermer d'usine* », reconnaît Marc, un technicien auquel Renault a proposé un poste en France, en Espagne ou... au Brésil mais qui préfère « *tourner la page Renault* ». Jean-Luc, un autre technicien, en veut autant à son gouvernement qu'à son employeur. « *La main-d'œuvre en Belgique est trop chère. Les seules entreprises qui restent en Belgique sont celles qui sont aidées financièrement. Quand vous aurez en France trois gouvernements, analyse Jean-Luc, comme nous, vous serez à votre tour moins compétitifs* ».

REPRISE DU TRAVAIL

La réunion du comité de groupe européen devait leur donner raison. A l'issue d'une rencontre d'à peine une heure et demie, les syndicats ont déclaré que le président de Renault avait confirmé la fermeture de Vilvorde le 31 juillet et que seules les modalités du plan social, pour lequel 2,4 milliards de francs français ont été provisionnés, étaient négociables.

Alors que les syndicats planchent sur une alternative européenne aux licenciements, la FGTB et la CSC s'apprêtent, la semaine prochaine, à appeler les salariés à « *poursuivre la lutte sous d'autres formes* », c'est-à-dire à reprendre le travail. De leur côté, les syndicats français se réunissent mercredi matin. La CFDT a proposé des arrêts de travail jeudi 13 mars, jour du comité central d'entreprise où doit être présenté le plan social portant sur la suppression de 2 764 postes en France. Les fruits du premier « *euro-conflit* » restent amers pour les principaux intéressés.

Frédéric Lemaître et Virginie Malingre

Violentes attaques de la Commission et du Parlement européen

STRASBOURG (Union européenne)

de notre correspondant

« *Irréversible* », « *indigne* », « *brutale* », « *inhumaine* » : les parlementaires européens ont utilisé les qualificatifs les plus durs pour dénoncer, mardi 11 mars, la décision de Louis Schweitzer, PDG de Renault, de fermer l'usine belge de Vilvorde.

Ouvrant le débat à l'assemblée de l'Union, Padoa-Schioppa, commissaire aux affaires sociales, a donné le ton en stigmatisant « *une direction qui a bafoué les droits des travailleurs* » en violant les directives communautaires sur les licenciements collectifs et les comités d'entreprise. Mais le représentant de la Commission de Bruxelles a admis son impuissance à pouvoir sanctionner le constructeur automobile français, s'en remettant aux juridictions nationales.

Forts du soutien de l'exécutif communautaire, les eurodéputés ont à leur tour pris Renault à partie, les Belges se montrant les plus virulents. Raphaël Chantrel (démocrate-chrétien) s'est dit indigné et choqué par le « *cynisme* » de la direction. Anne-Andrée Leonard (libérale) a dénoncé « *la loi de la jungle* ». Paul Lannoye (écologiste) a demandé que l'accès aux crédits européens au titre de la recherche et du développement soit interdit à Renault. Jaak Vandemeylen (socialiste) a parlé, lui, de « *terrorisme capitaliste* ». Raymond Dury (socialiste) a souligné la « *brutalité de la décision* ». Seul l'élu du Front national belge, Daniel Feret, a appelé au boycott des produits français.

Le parlementaire français Jean-Louis Boulanger (UDF) a souligné « *l'hypocrisie à concentrer le débat sur les conditions*

dans lesquelles la fermeture de Vilvorde a été annoncée ». « *Il est illusoire d'imaginer, a-t-il ajouté, que le respect formel des dispositions légales mettrait l'Europe à l'abri de décisions d'ampleur pour aujourd'hui et pour demain* ». Pour lui, l'industrie automobile dans l'Union souffre de surcapacités massives, « *évaluées à 30 %* », connaît des gains de productivité de l'ordre de 7 % par an alors que la demande annuelle ne progresse que de 1 %. Pour M. Boulanger, « *Vilvorde était la première manifestation d'une crise sectorielle profonde qui doit être traitée comme telle* ».

Pierre Moscovici (PS) a centré son propos sur l'impérieuse nécessité de développer une véritable stratégie industrielle pour le secteur automobile, en Europe, compte tenu de ces fameuses surcapacités. Le débat

Marcel Scotto

chargeurs International acc...
et poursuit le recentrage

La farge se redéploie

SALON DU LYCEEN
L'ETUDIANT

سكنا من الذم

Chargeurs International accélère sa mondialisation et poursuit le recentrage de ses activités

Scindé en deux sociétés cotées, le groupe de Jérôme Seydoux satisfait la Bourse

Chargeurs International est le leader mondial de la laine. Il est né, il y a un an, de la scission du groupe Chargeurs Réunis en deux sociétés co-

tées. Son PDG, Eduardo Malone, présentait mercredi 12 mars des résultats en forte hausse, obtenus grâce à un recentrage toujours en cours et à des restructurations sans états d'âme. L'autre société issue de cette scission, Pathé, satisfait également ses actionnaires.

« LE PARI est gagné. » Eduardo Malone, le PDG de Chargeurs International, qui présentait les résultats 1996 de son groupe mercredi 12 mars, est satisfait de la scission, en juin 1996, de l'ancien groupe des Chargeurs Réunis en deux sociétés indépendantes et cotées séparément en Bourse : Chargeurs International (7 000 salariés), qui regroupe les activités textiles, et Pathé, pour le cinéma et la communication.

D'un point de vue boursier, en effet, M. Malone et son vice-président et actionnaire de référence, Jérôme Seydoux – lui-même PDG de Pathé dont M. Malone est vice-président –, peuvent considérer qu'ils ont réussi : « La somme des actions Pathé et Chargeurs vaut aujourd'hui environ 1 800 francs, alors que l'action unique Chargeurs était il y a un an à 1 200 francs. » Le titre Chargeurs International, après avoir dégringolé jusqu'à 180,50 francs après la scission, a amorcé une remontée depuis la fin de septembre, après la publication de résultats semestriels du nouveau groupe textile, qui faisaient apparaître un premier profit net de 50 millions, alors que l'ensemble de 1995 s'était soldé sur une perte de 65 millions de francs. Mardi 11 mars, l'action cotait 324 francs.

RESTRUCTURATIONS

Du point de vue industriel, M. Malone et Seydoux s'étaient donné trois ans pour amener le leader mondial de la laine à un niveau de rentabilité nette de 3 % du chiffre d'affaires. La moitié du chemin a été accompli, avec un bénéfice net de 136 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 8,7 milliards. L'endettement, considéré jusqu'à présent comme un lourd handicap par les analystes, a été réduit de moitié, à 1,9 milliard de francs, pour 3,7 milliards de fonds propres.

Pourtant, l'activité principale du groupe, le peignage de la laine (4 milliards de francs de chiffre d'affaires, en baisse de 11 % sur 1995) a connu l'an dernier de souffrir, en raison de la chute des prix de vente. Elle a même accusé une perte opérationnelle de 24 millions de francs, à comparer aux 47 millions de bénéfices de l'année précédente. Mais la rentabilité de la production de tissus à base de laine (2 milliards de francs de chiffre d'affaires et 144 millions de résultat opérationnel) est restée bonne malgré une légère dégradation, et celle de l'emballage pour habillement (1,9 milliard de francs de ventes et 178 millions de résultat) a progressé de 19 %, grâce à l'intégration de nouvelles filiales performantes. Quant à la production de films de protection de surface (570 millions de chiffre d'affaires),

ses bénéfices s'améliorent encore, avec un résultat de 83 millions, en hausse de 48 %.

Recentrage et restructurations sans concessions, bien dans la manière de Jérôme Seydoux, homme de gauche affiché mais capitaliste sans états d'âme dès lors qu'il s'agit de ses propres intérêts, expliquent la progression des résultats de Chargeurs. Ainsi, sa filiale de transport de voitures Walon, leader européen de la spécialité, est cédée par morceaux, les deux sens candidats à la reprise de l'ensemble n'ayant pas fait une offre suffisante. En 1996 ont été vendues les filiales italienne et britannique de cette entreprise de 1,8 milliard de

francs de chiffre d'affaires, qui emploie 1 400 chauffeurs routiers. « Ces deux opérations nous ont permis de récupérer d'ores et déjà 55 % des 600 millions d'engagements que nous avions dans Walon, dettes comprises », affirme M. Malone. Les filiales allemande et ibérique devaient sortir du groupe « entre fin mars et fin avril », et les négociations sont bien avancées pour céder Walon Benelux en juin. Reste le gros morceau, Walon France (32 % du chiffre d'affaires), dont le

groupe espère se séparer avant la fin de l'année. Chargeurs va aussi se désengager de la société de croisières Costa, en apportant ses 8,26 % à l'OPA en cours. Côté textile, le groupe a taillé dans son outil de production, surcapacité. M. Malone a annoncé, au début de 1997, la fermeture du Peignage de Mazamet et la réduction de moitié des capacités du Peignage Amédée, à Roubaix, et de son peignage américain. Au passage, le PDG observe qu'« il a fallu deux jours pour appliquer ces mesures aux États-Unis et (que) cela coûtera neuf fois moins cher qu'en France ». De même, le bras droit de Jérôme Seydoux annonce sans

stratégie définie dès 1990, lorsque nous avions encore treize métiers et alors même que les accords de l'Uruguay Round du GATT n'étaient pas encore signés », rappelle M. Malone. L'entreprise, qui réalise près d'un tiers de ses ventes en Asie, a mis le cap sur le pays-phare de l'industrie textile mondiale : la Chine. Chargeurs y est associé, à 25 %, à deux entreprises locales, une filature et un tissage, et ouvrira cette année sa propre usine de tissu lainier, dans laquelle ont été investis 85 millions de francs.

M. Malone se défend pourtant d'être un délocalisateur forcé. « Nous faisons le maximum pour créer et maintenir des emplois en France lorsque c'est possible et que ça a un sens. D'ailleurs, nous réalisons 45 % de notre production en France, alors qu'elle ne représente plus que 16 % de notre chiffre d'affaires. »

Sur le plan financier, aussi, Chargeurs se veut mondial. « Aujourd'hui, grâce aux fonds de pension, 20 % de notre capital est américain, et près de 20 % anglo-saxons », se félicite M. Malone. En 1995, une mauvaise anticipation de l'évolution des cours de la laine, qui avaient chuté en quelques mois de 35 %, avait coté au groupe 145 millions de francs de pertes. En 1996, le groupe, premier acheteur mondial de laine, a investi un million de dollars dans un système informatique sophistiqué qui lui permet de mieux gérer ses achats. Et 1997 verra se multiplier les accords de couverture. Le groupe devrait s'associer avec la banque australienne du groupe laurier McGuire – par ailleurs associé de Chargeurs en Chine –, pour la négociation de « futures » (contrats à terme) sur la laine. Et il travaille avec trois brokers australiens pour passer des contrats à prix fixes avec des éleveurs australiens.

Pascal Gallnier

Pathé est redevenu bénéficiaire

Issu lui aussi de la scission de Chargeurs, le groupe de communication Pathé (télévision, cinéma, presse) a annoncé mardi 11 mars un bénéfice net consolidé de 186 millions de francs pour 1996 (contre une perte de 509 millions en 1995). Le chiffre d'affaires a augmenté de 68 %, à 1,8 milliard de francs, du fait de l'intégration de Remi Productions et AMLE, des salles de cinéma des Pays-Bas, et de la consolidation au second semestre des comptes du quotidien Libération, que Pathé contrôle à 64 %. La diffusion payante de Libération a reculé de 4,7 % en 1996 (160 000 exemplaires en moyenne), son chiffre d'affaires s'est élevé à 211 millions au second semestre 1996, sa contribution au résultat avant intérêts, dépréciations et amortissements étant d'un million de francs. Celle de la participation de Pathé (17 %) dans le réseau britannique de télévision par satellite BSkyB s'est en revanche améliorée (380 millions de francs de contribution). Le lancement de CanalSatellite (dont Pathé possède 20 %) a entraîné une perte de 57 millions.

francs de chiffre d'affaires, qui emploie 1 400 chauffeurs routiers. « Ces deux opérations nous ont permis de récupérer d'ores et déjà 55 % des 600 millions d'engagements que nous avions dans Walon, dettes comprises », affirme M. Malone. Les filiales allemande et ibérique devaient sortir du groupe « entre fin mars et fin avril », et les négociations sont bien avancées pour céder Walon Benelux en juin. Reste le gros morceau, Walon France (32 % du chiffre d'affaires), dont le

complexe la fermeture d'une filature près de Tourcoing, dans le Nord, qui a mis 30 salariés au chômage en 1996, le renforcement de ses activités au Portugal et songe à s'implanter en Lituanie, « où les coûts de production à façon sont trois fois moins chers qu'en France et même moins chers qu'en Chine ».

Une façon brutale mais efficace de faire passer le message aux analystes : Chargeurs International se veut désormais résolument engagé dans la mondialisation. C'est « une

Lafarge se redéploie vers l'international

UNE SORTIE de fièvre semble s'être emparée de Lafarge. Après une longue période de réduction des coûts et de restructuration, le groupe cimentier et de matériaux de construction sort de sa gangue gestionnaire et se redéploie. Chaque mois, des dizaines de cadres partent dans les coins les plus reculés du monde pour repérer toutes les affaires possibles pour le groupe. Et un an, le groupe n'a cessé de grossir, en rachetant des cimenteries en Russie, au Brésil, en Pologne, en Italie, des usines de plaque de plâtre aux États-Unis, au Brésil, en Chine, des sociétés de matériaux spécialisés

en Allemagne. Au total, 7 milliards de francs, soit une fois et demie la marge d'auto-financement, ont été investis en 1996. « Pendant vingt ans, Lafarge a été un groupe franco-américain. Nous voulons devenir vraiment mondial », explique son PDG, Bertrand Collomb.

Cette volonté d'expansion est soutenue par la nécessité. Pendant des années, le groupe a prospéré en profitant de sa situation oligopolistique dans le ciment en France. Mais sa rente de situation s'émiette. Lafarge doit faire face à une concurrence accrue des produits importés à bas prix, de Grèce notamment. La grave déprime du BTP a encore accentué sa fragilité. Son chiffre d'affaires en France a baissé en 1996 de 5,8 %, à 11,3 milliards de francs.

Par prudence, Lafarge se méfie des grandes opérations. Coup sur coup, le groupe a refusé de racheter National Gypsum, numéro deux américain du plâtre, Poliet, puis une grande société dans les matériaux spécialisés. « Une acquisition ne se justifie que si nous pouvons créer une valeur supplémentaire », soutient le président. Au nom de cet impératif, le groupe préfère tisser une toile serrée, en multipliant les petits rachats, plus

faciles à valoriser. Cimentier d'origine, c'est d'abord vers ce métier que le groupe se tourne pour soutenir son développement international. « La réalité économique nous impose ce choix. Dans tous les pays, la consommation de ciment s'accroît, quand le revenu moyen s'établit autour de 1 000 dollars par habitant. La demande de plâtre n'apparaît qu'à partir du seuil de 5 000 dollars », explique Michel Rose, directeur général chargé des pays émergents. Le groupe prospecte en Europe de l'Est, en Amérique du Sud, en Asie et même en Afrique. Désormais, les pays émergents représentent 45 % de la capacité de production cimentière du groupe.

La montée en puissance de Lafarge dans le plâtre reste plus lente. Le groupe s'est finalement décidé à racheter, en 1996, des usines de plâtre aux États-Unis. Il a ouvert aussi des sites de production en Allemagne, au Brésil, à Shanghai. Quant aux matériaux de spécialité, autre branche qui regroupe une collection d'activités (peinture, enduits, colles, ciments spéciaux), tout reste à faire. Lafarge vient juste d'achever sa restructuration en France. Il risque de devoir attendre des années avant d'avoir une taille internationale dans ces métiers très liés aux habitudes locales du bâtiment. Cette croissance à marche forcée a, toutefois, un prix : n'ayant pas des capacités d'auto-financement suffisantes, le groupe s'endette pour soutenir son développement, surtout dans le ciment, grand débiteur de capitaux. La rigueur de ses critères de gestion et la baisse des taux d'intérêt lui ont permis, en 1996, de ne pas augmenter ses frais financiers. Le groupe pense qu'il pourra continuer à soutenir un tel rythme dans les prochaines années. Il lui faudra, cependant, prouver, dès cette année, que cette stratégie donne un coup d'accélérateur à ses résultats.

Martine Orange

La chimie française prévoit une croissance de 3 % en 1997

L'INDUSTRIE CHIMIQUE FRANÇAISE devrait enregistrer, cette année, une progression d'activité du même ordre qu'en 1996, a indiqué le 11 mars Jean Gauvin, président de l'Union des industries chimiques (UIC). L'an dernier, le volume d'activité a progressé de 3 %, contre 1 % en 1995, alors que le chiffre d'affaires a gagné un peu moins de 2 %, pour atteindre 430 milliards de francs. Cette différence est due à la hausse des matières premières et à la guerre des prix entre chimistes. Par secteurs, l'évolution de la production a été très contrastée. Soutenue en parachimie (+ 6,7 %), elle a reculé en chimie minérale (- 3,2 %) et a été faible dans la pharmacie (+ 1,8 %, contre + 5,6 % en 1995) en raison du freinage des dépenses de santé.

DÉPÊCHES

■ **HOECHST** : le numéro un allemand et européen de la chimie et de la pharmacie a annoncé le 11 mars un bénéfice net record de 2,8 milliards de DM pour 1996 (9,4 milliards de francs), soit une progression de 24 % par rapport à 1995. Son chiffre d'affaires a reculé de 2 %, à 50,9 milliards de DM en 1996.

■ **BAYER** : le groupe chimique et pharmaceutique allemand a annoncé le 11 mars avoir dégagé en 1996 un bénéfice net de 2,7 milliards de DM (9,3 milliards de francs), soit une hausse de 13,5 % par rapport à 1995, enregistrant ainsi un nouveau record. Le chiffre d'affaires a augmenté de 9 %, pour s'élever à 48,6 milliards de DM.

■ **ZENECA** : le directeur général du laboratoire britannique, David Barnes, a révélé le 11 mars que son groupe venait d'obtenir l'approbation des autorités britanniques pour son nouveau médicament anti-migraine, le Zomig, voulant ainsi concurrencer le leader de ce marché, son compatriote Glaxo Wellcome, qui commercialise l'imigran. Pour M. Barnes, « les nouveaux produits sont un élément-clé de la croissance future de Zeneca ».

■ **LOCKHEED MARTIN** : le groupe aérospatial et électronique américain a confirmé mardi 11 mars discuter de « possibles projets communs » avec le consortium européen Airbus (Le Monde du 13 décembre). Le porte-parole du groupe, Keith Mordoff, n'a toutefois pas commenté les informations parues dans la presse européenne selon lesquelles les deux groupes seraient sur le point de s'associer pour la construction d'un gros appareil super-jumbo.

■ **THOMSON MULTIMEDIA** : le fabricant d'électronique grand public a confirmé mardi 11 mars la fermeture de ses usines allemandes de Celle (650 personnes) et Hanovre (150 personnes).

■ **JAPON** : l'opérateur téléphonique japonais Telecom a annoncé mercredi 12 mars être en négociations avancées en vue d'une fusio avec International Telecom Japan. La fusion, qui donnera naissance à un groupe de 400 milliards de yens de chiffre d'affaires (19 milliards de francs), interviendrait début octobre.

■ **SFR** : l'exploitant français de téléphone mobile a indiqué mardi 11 mars qu'il compte atteindre l'équilibre financier « dans les derniers mois » de 1997 et être « profitable en année pleine en 1998 ». SFR veut doubler son nombre d'abonnés à 2 millions d'ici un an.

■ **BSN-EMBALLAGES** : le travail a repris mercredi 12 mars à la verrerie BSN (groupe Danone) de Groncourt-sur-Vraine (Vosges), paralysée durant 21 jours par un conflit social. Les ouvriers protestent contre un plan prévoyant la suppression de 400 emplois dans leur division. Syndicats et direction se sont mis d'accord sur le paiement de la moitié des jours de grève et l'abandon des poursuites judiciaires intentées contre une vingtaine de grévistes.

■ **DEGREMONT** : la filiale de la Lyonnaise des Eaux a annoncé, le 11 mars, une baisse de 28,5 % de son bénéfice net, en 1996, à 110,4 millions de francs. Le groupe spécialise dans le traitement de l'eau soufre des fortes hausses de commandes en France depuis 1994.

■ **MUNICH RE** : le groupe de réassurance allemand a annoncé mercredi 12 mars un préjudice économique total dû aux catastrophes naturelles de 60 milliards de dollars en 1996 (348 milliards de francs). Pour le numéro un mondial du secteur, « 1996 n'a pas été une année record pour les catastrophes naturelles mais n'a pas non plus accusé de baisse de tendance ». Seules les inondations qui se sont produites en Chine et le cyclone Fran (sur la côte des États-Unis) ont été classés en 1996 parmi les « grandes » catastrophes naturelles.

■ **CHINE** : deux responsables d'une banque de Suzhou, dans l'est du pays, ont été condamnés à la peine capitale avec sursis et à 10 ans de prison pour corruption, a rapporté mercredi 12 mars le quotidien China Daily. Les deux hommes ont été reconnus coupables d'avoir accordé des prêts illégaux totalisant plus de 1,5 milliard de yuans (180,7 millions de dollars) à des compagnies de Pékin et Haïnan (sud) en échange de pots-de-vin.

Groupe Zeneca : les résultats 1996

	1995	1996	Variation
Chiffre d'affaires*	£4.888 m	£5.363 m	+9%
Recherche et Développement*	£549 m	£602 m	+10%
Résultat avant impôt et éléments exceptionnels*	£878 m	£1.011 m	+15%
Résultat par action**	62,0 p	70,8 p	+14%
Dividende par action**	31,0 p	35,0 p	+13%
Résultat brut sur chiffre d'affaires	18,3%	19,4%	

* en millions de livres sterling
** en pence

Sir David Barnes, Chief Executive Officer de Zeneca a déclaré : « 1996 a constitué une nouvelle année de succès importants pour Zeneca, grâce à une forte croissance des ventes en volume, due en particulier à l'arrivée de nouveaux produits. »

ZENECA

L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE LA VIE.

ACADEMIE DE CRÉTEIL PARIS VERSAILLES

SALON DU LYCEEN ET DE L'ETUDIANT

12-16 Mars 1997

PARIS 11

RTM

l'Etudiant

كتاب من الأدب

PRADA

مكتبة من الكتب

مكتبة الأهل

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 12 mars en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture en recul de 0,46 %, à 18 183,27 points.

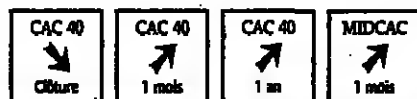
■ LE DOLLAR était en hausse, mercredi matin, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,7115 mark, 5,77 francs et 122,75 yens.

■ WALL STREET a établi un nouveau record, mardi. Le Dow Jones a gagné 5,77 points (+0,08 %), à 7 085,16 points, après avoir dépassé pour la première fois les 7 100 points.

■ LES COURS du pétrole ont poursuivi leur recul, mardi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut échéance avril a perdu 38 centimes, à 20,11 dollars.

■ FRANZ CHRISTOPH ZEITLER, membre du conseil central de la Bundesbank, estime qu'il n'y a aucune raison de baisser ou de relever les taux d'intérêt directeurs en Allemagne.

LES PLACES BOURSIÈRES



Nouveau repli à Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la baisse, mercredi 12 mars, en fin de matinée. A 12 h 30, l'indice CAC 40 cédait 0,50 %, à 2 672,69 points. Il avait ouvert sur un repli de 0,27 %.

Les prises de bénéfice se poursuivaient dans un marché actif : 2,7 milliards de francs avaient déjà été échangés à la mi-journée sur le compartiment à règlement mensuel, dont 2,1 milliards de francs sur les seules valeurs de l'indice CAC 40. La veille, cet indice avait cédé 0,85 % après avoir dans la matinée atteint un record absolu.

Le cours du billet vert, qui s'était tassé la veille, notamment après les déclarations de Franz-Christoph Zeitler, membre du conseil central de la Bundesbank, sur l'évolution des taux d'intérêt allemands, se représentait légèrement à 5,76 francs. M. Zeitler estimait notamment qu'il n'y avait, pour l'heure, aucune raison de baisser ou de relever les taux d'intérêt directeurs en Allemagne. Il n'avait cependant pas exclu que les taux d'intérêt sur les marchés des

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 sur 3 mois



capitaux pourraient connaître une hausse à court terme, en raison « des influences internationales ». Les milieux financiers commencent à craindre une re-

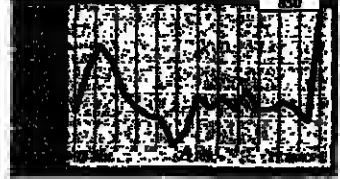
montée des taux d'intérêt à long terme américains plus tôt qu'ils ne le prévoient : ils s'attendent à une hausse de 100 points de base bien avant la fin de l'année.

Infogrames Entertainment, valeur du jour

L'ANNONCE faite lundi 10 mars, par le président de la République, Jacques Chirac, d'une réduction de la TVA sur les « produits et services multimédias » a profité mardi à plusieurs valeurs du secteur dont Infogrames, éditeur et distributeur de CD-ROM et de jeux interactifs. L'action a terminé dans le peloton de tête des plus fortes hausses, avec un gain de 5,6 %, à 850 francs, dans des transactions portant sur 29 000 titres. La société de Bourse Du Bouzet a réitéré sa recommandation à l'achat sur le titre.

Bruno Bonnell, président d'Infogrames, a précisé que la réduction du taux de TVA permettrait une baisse de 15 % du prix moyen des CD-ROM.

Infogrames sur un mois



Prises de bénéfice à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de mercredi 12 mars, affectée par des prises de bénéfice à l'approche de la clôture de l'année fiscale, à la fin du mois. L'indice Nikkei a fini sur un repli de 85,45 points (0,46 %), à 18 183,27 points.

La veille, Wall Street avait terminé de justesse sur un record, à l'issue d'une séance terminée par la publication à partir de mercredi de nouvelles données économiques, dont les prix à la production pour février. L'indice Dow Jones a gagné 5,77 points (+0,08 %), à 7 085,16 points. Il a dépassé pour la première fois en séance le seuil de 7 100 points, grimpant jusqu'à 7 112 points.

En Europe, la tendance était également aux records. Outre-Manche, la Bourse de Londres a fini eo

baisse, établissant un nouveau record de clôture, mais loin de ses plus hauts niveaux de la journée. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 6,9 points, à 4 444,3 points, soit une progression de 0,14 %. La Bourse de Francfort a, elle aussi, atteint un nouveau sommet en clôture, à 3 460,59 points, en gagnant 0,71 %, ou 24,52 points, par rapport à la clôture de la séance officielle de lundi.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 11/03	Var. %
Paris CAC 40	2 672,69	-0,50
New-York DJ	7 085,16	+0,08
Tokyo Nikkei	18 183,27	-0,46
Londres FT100	4 444,3	+0,14
Francfort DAX 30	3 460,59	+0,71
Bruxelles C20	1 192,69	+0,83
Amsterdam AEX	2 640,60	+0,70
Madrid IBEX 35	2 220,77	+0,70
Stockholm Affarsl	1 065,91	+0,70
Londres FT30	2 924,20	+0,16
Hong Kong Hang S	13 252,20	+0,13
Singapore Straits	2 194,25	+0,01

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	11/03	10/03
Alcoa	75,25	74,87
Allied Signal	74,12	75,50
American Express	66,87	67,62
AT & T	36,12	36,75
Bethlehem	6,62	6,25
Boeing Co	108,12	105,87
Comcast Inc.	80,25	81,62
Chevron Corp.	67,25	67,37
Coca-Cola Co	62,12	61,25
Disney Corp.	77,25	76,87
Du Pont Nemours & Co	113,25	113,50
Eastman Kodak Co	91,62	91
Exxon Corp.	102,25	102
Gen. Motors Corp.	57,62	57,25
Gen. Electric Co	105,12	105,87
Goodyear T & Rubber	53,50	53
IBM	146	146
Intl Paper	42,50	42,75
J.P. Morgan Co	108,25	108,25
McDonalds Corp.	44,62	44,25
Merck & Co. Inc.	93,75	95,37
Minnesota Mining & Mfg	92,12	92,50
Phillip Morris	139,62	139
Procter & Gamble Co	126,50	124,25
Sears Roebuck & Co	55,50	55
Tesco	102,87	105
Union Carb.	49,37	48,25
Intl Technol	77,25	77,25
Westingh. Electric	19,25	19,50
Woolworth	22,37	21,50

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

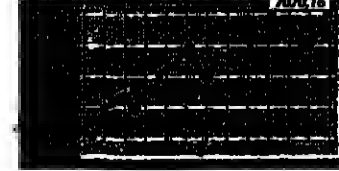
	11/03	10/03
Allied Lyons	4,46	4,57
Barclays Bank	11,28	11,11
B.T.I. Industries	5,57	5,53
British Aerospace	13,66	13,53
British Airways	6,65	6,60
British Petroleum	2,13	2,16
British Telecom	4,37	4,37
B.T.S.	2,84	2,84
Cadbury Schweppes	5,39	5,38
Eurotunnel	0,76	0,77
Forto	—	—
Glaxo Wellcome	11,66	11,16
Grain Processing PLC	9,29	9,69
Grand Metropolitan	4,85	4,83
Guinness	4,76	4,85
Hanson PLC	0,87	0,87
Great I.C.	6,50	6,48
H.S.B.C.	15,33	15,46
Imperial Chemical	7,51	7,57
Legal & Gen. Corp.	4,04	4,09
Marl & Spencer	4,88	4,92
National Westminster	7,45	7,45
Peninsular Oriental	6,58	6,68
Reubens	6,42	6,44
Sandwich & Satchell	1,01	0,99
Shell Transport	10,82	10,95
Tate & Lyle	4,45	4,47
Unilever Ltd	15,99	15,73
Zeneca	18,74	19

FRANCFORT

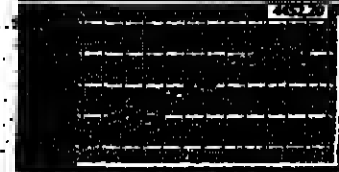
Les valeurs du DAX 30

	11/03	10/03
Allianz Holding AG	344,8	344,8
Bayer AG	66,78	66,15
Bayer AG	75,25	77
Bay Hypothekendarlehen	52,30	51,40
Bayer Vereinsbank	63,50	62,15
BMW	124,9	122,0
Commerzbank	67,1	67,1
Daimler-Benz AG	132,50	132
Deutsche Bank AG	73,4	74,2
Deutsche Telekom	95	95,40
Dresdner Bank AG FR	57,65	57,80
Haniel AG	98,50	98,40
Hochtief AG	78,55	79,50
Karstadt AG	612	606
Linde AG	112,50	116,8
DLF Lufttransport AG	24,50	24,27
Man AG	480	481
Mannesmann AG	671	671
Metz	165,30	161,10
Muench. Rue. N.	4290	4335
Preussag AG	405	445
Rohr	78	77,10
Sap AG	276,70	274
Schering AG	164,20	161,90
Siemens AG	87,85	87
Thyssen	561,40	561,50
Veba AG	102,50	100,40
Viel	765	763
Vollwerk AG	745	724,50

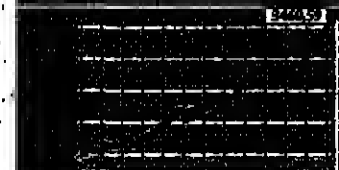
New York, Dow Jones sur 3 mois



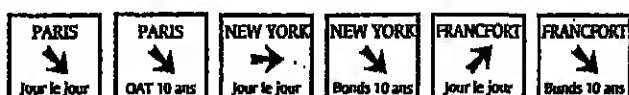
Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Recul du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mercredi 12 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 16 centimes, à 131,04 points.

La tendance de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 5,56 %, soit 0,12 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé

la séance sur une note stable dans un marché peu actif avant la publication des statistiques des ventes au détail et des prix à la production. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit en clôture à 6,85 %.

Franz Christoph Zeitler, membre du conseil central de la Bundesbank, a estimé mardi qu'il n'y a actuellement aucune raison de baisser ou de relever les taux d'intérêt directeurs en Allemagne.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	11/03	10/03
Jour le jour	1,7115	1,7115
1 mois	1,7115	1,7115
3 mois	1,7115	1,7115
6 mois	1,7115	1,7115
1 an	1,7115	1,7115
PIBOR FRANCS	—	—
Pibor Francs 1 mois	3,8428	3,8428
Pibor Francs 3 mois	3,8428	3,8428
Pibor Francs 6 mois	3,8428	3,8428
Pibor Francs 9 mois	3,8428	3,8428
Pibor Francs 12 mois	3,8428	3,8428
PIBOR ECU	—	—
Pibor Ecu 3 mois	3,8428	3,8428
Pibor Ecu 6 mois	3,8428	3,8428
Pibor Ecu 12 mois	3,8428	3,8428

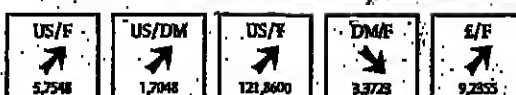
MATIF

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Echéances 11/03	—	—	—	—	—
Mars 97	—	131,04	131,36	130,96	131,30
Jun 97	—	130,24	130,32	130,06	130,26
Sep 97	—	129,84	129,84	129,64	129,84
Dec 97	—	129,84	129,84	129,64	129,84
PIBOR 3 MOIS	—	—	—	—	—
Mars 97	—	3,8428	3,8428	3,8428	3,8428
Jun 97	—	3,8428	3,8428	3,8428	3,8428
Sep 97	—	3,8428	3,8428	3,8428	3,8428
Dec 97	—	3,8428	3,8428	3,8428	3,8428
PIBOR LONG TERME	—	—	—	—	—
Mars 97	—	3,8428	3,8428	3,8428	3,8428
Jun 97	—	3,8428	3,8428	3,8428	3,8428

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Echéances 11/03	—	—	—	—	—
Mars 97	—	2 672,69	2 672,69	2 672,69	2 672,69
Jun 97	—	2 672,69	2 672,69	2 672,69	2 672,69
Oct 97	—	2 672,69	2 672,69	2 672,69	2 672,69
Jan 98	—	2 672,69	2 672,69	2 672,69	2 672,69

LES MONNAIES



Hausse du dollar

LE DOLLAR était en hausse, mercredi 12 mars, lors des premières transactions sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,7115 mark, 5,77 francs et 122,75 yens. La veille, le billet vert était tombé jusqu'à 1,6980 mark et 5,73 francs.

La monnaie américaine reste soutenue par l'écart de taux d'intérêt qui existe entre les Etats-Unis et le reste du monde. Les rendements à trois mois s'établissent à 5,20 %

à New York, alors qu'ils se situent à 0,50 % à Tokyo et à 3,10 % à Francfort. Dans ces conditions, les capitaux internationaux se placent de préférence outre-Atlantique.

Le franc gagnait un peu de terrain, mercredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3710 francs pour un deutschemark. La livre sterling, qui s'était repliée, mardi, jusqu'à un cours de 9,16 francs, se représentait, pour coter 9,26 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 11/03	cours 10/03
Australie (100 US)	167,200	167,200
Brésil (100 US)	1,340	1,340
Canada (100 US)	16,545	16,545
Corée (100 US)	288,500	288,500
Espagne (100 US)	167,200	167,200
France (100 US)	5,770	5,770
Grèce (100 US)	1,340	1,340
Italie (100 US)	1,340	1,340
Japon (100 US)	122,750	122,750
Malaisie (100 US)	1,340	1,340
Mexique (100 US)	1,340	1,340
Népal (100 US)	1,340	1,340
Philippines (100 US)	1,340	1,340
Royaume-Uni (100 US)	9,260	9,260
Suisse (100 US)	9,260	9,260
Suède (100 US)	1,340	1,340
Taiwan (100 US)	1,340	1,340
Thaïlande (100 US)	1,340	1,340
Union Soviétique (100 US)	1,340	1,340
USA (100 US)	1,340	1,340
Vietnam (100 US)	1,340	1,340

L'OR

	cours 11/03	cours 10/03
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00
Or fin (L. barre)	645,00	651,00

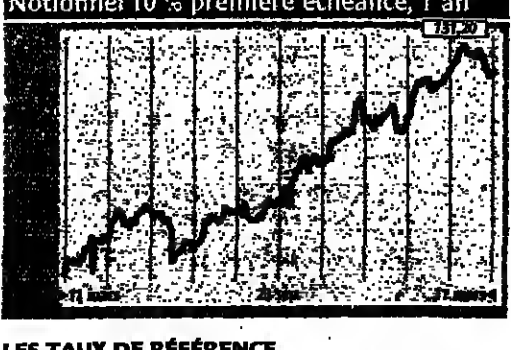
LE PÉTROLE

	cours 11/03	cours 10/03
En dollars	—	—
Brut (Londres)	19,27	19,24
WTI (New York)	21,10	20,50
Light Sweet Crude	20,45	20,05

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	11/03	10/03
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440
Aluminium (Londres)	1,440	1,440

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 11/03	—	—	—	—
Jour le jour	5,12	5,56	6,41	100,00
France	5,12	5,56	6,41	100,00
Allemagne	5,12	5,56	6,41	100,00
Grande-Bretagne	5,12	5,56	6,41	100,00
Italie	5,12	5,56	6,41	100,00
Japon	5,12	5,56	6,41	100,00
Etats-Unis	5,12	5,56	6,41	100,00

ÉNERGIE Un incendie suivi d'une explosion s'est produit, mardi 11 mars, à l'usine de retraitement des combustibles nucléaires de Tokaimura, à une centaine de kilo-

mètres de Tokyo. ● LE MANQUE DE TRANSPARENCE des autorités est à nouveau mise en cause dans ces incidents qui n'ont, semble-t-il, occasionné que des irradiations légères

sur une trentaine d'employés. ● LA POPULATION des environs, qui n'a pas été évacuée, a été informée par la télévision des incidents qui se sont produits dans l'atelier d'enrobage

au bitume des déchets les moins radioactifs conditionnés dans l'usine. ● PLUSIEURS INCENDIES similaires ont eu lieu, ces 20 dernières années, dans ce genre d'installations, en Bel-

gique et en France. ● A LA VEILLE de l'arrivée au Japon de déchets retraités en France, l'accident risque de contrarier la mise en place du programme nucléaire nippon.

L'accident de Tokaimura renforce l'opposition des Japonais au nucléaire

Une trentaine d'employés ont été exposés à une « faible dose de radioactivité » après l'incendie, suivi d'une explosion, dans l'atelier d'enrobage au bitume des déchets du centre nippon de retraitement des combustibles nucléaires

TOKYO,

de notre correspondant
Les accidents survenus, mardi 11 mars, à l'usine de retraitement de combustibles nucléaires de Tokaimura, dans la préfecture d'Ibaragi, à une centaine de kilomètres au nord-est de Tokyo, pourraient envenimer la polémique sur l'utilisation du plutonium dans le programme nucléaire japonais. Autant que les incidents eux-mêmes, qui, selon les informations fournies jusqu'à présent par les autorités, seraient « sans gravité », c'est la lenteur de la direction de l'usine à informer de ce qui se passait qui est mise en cause. Ce manque de transparence, qui inquiète l'opinion, a été critiqué par le premier ministre, Hashimoto. Le nombre des personnes exposées à une « faible dose de radioactivité » était, en milieu de journée, mercredi, au nombre d'une trentaine, mais leur état n'était pas précisé.

A 10 heures, mardi, un incendie s'est tout d'abord déclaré dans l'atelier des installations d'enrobage au bitume des déchets. Le feu fut maîtrisé, mais provoqua une « légère » fuite de radioactivité. Jusqu'au début de l'après-midi (et ce dépit d'une conférence de presse tenue à

mi-), cette fuite de radioactivité n'a pas été révélée. Ce n'est qu'à 13 h 30, soit quatre heures après l'incendie, que l'Agence des sciences et des technologies a été prévenue. Il avait été annoncé alors que dix

mentations de 20 % de la radioactivité dans un rayon de 200 à 1 000 mètres à l'extérieur des bâtiments. Elle est, par la suite, revenue à son niveau normal. Power Reactor Nuclear Fuel Development Corp.

Des précédents en Occident

Deux techniques de conditionnement des déchets ultimes sont mises en œuvre dans les centres de retraitement des combustibles nucléaires : les produits de fission hautement radioactifs sont coulés dans un verre spécial (vitrification), tandis que les solutions – moins radioactives – ayant servi à leur séparation sont concentrées avant d'être enrobées dans du bitume. C'est dans un tel atelier d'enrobage au bitume qu'ont eu lieu les accidents de Tokaimura. Des incendies similaires ont été enregistrés, ces vingt dernières années en Europe, notamment au Centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne) – en 1977, 1990 et 1992 –, au centre militaire de Valduc (Côte-d'Or) en 1977 et à l'usine Eurochimic de Mol (Belgique) en 1981. « Aucun n'a eu de conséquences radiologiques graves pour l'homme ou l'environnement », précise l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN).

employés avaient été irradiés.

Quelques heures plus tard, à 20 h 14, une explosion se produisit dans les mêmes installations, faisant voler en éclats les fenêtres du deuxième étage du bâtiment, d'où s'échappait une épaisse fumée. Ces accidents ont provoqué une aug-

(Donen), société semi-publique responsable du programme du cycle du combustible, dont dépend l'usine de Tokaimura, a ouvert une enquête pour déterminer les causes de ces accidents et leur éventuelle relation. Selon des experts, il s'agit d'un accident « mineur » étant don-

né la faible radioactivité des déchets traités dans la cellule d'enrobage au bitume.

L'usine expérimentale de Tokaimura (dont la capacité de retraitement est de 90 tonnes par an) est la pièce centrale de la politique nucléaire du Japon, qui, contrairement à d'autres pays, reste fondée sur la filière du cycle du combustible. Entre 2000 et 2010, la demande en plutonium devrait s'élever de 35 à 45 tonnes. A cette date, 43 % de l'énergie électrique devrait être d'origine nucléaire. Mais ce programme pourrait être retardé en raison de la fuite de sodium (sans émission de radioactivité) survenue le 8 décembre 1995 sur le surgénérateur prototype de Monju (préfecture de Fukui), qui, depuis, n'a pas été remis en route.

Selon le quotidien Asahi, les incidents survenus à l'usine de Tokaimura sont « beaucoup plus graves ». A la veille de l'arrivée, le 18 mars, à Rokkashomura (préfecture d'Aomori), des 20 tonnes de déchets nucléaires retraités en France au centre de la Hague (Le Monde du 14 janvier), ils ne peuvent que renforcer les critiques à l'égard de la politique nucléaire nipponne et pro-

voquer un raidissement de l'opinion. L'implantation de nouvelles centrales fait désormais l'objet d'une opposition citoyenne, et non plus simplement moquée par les mouvements antinucléaires. Le rejet par référendum, le 4 août, par les habitants de la commune de Maki (préfecture de Niigata) de la construction d'une centrale est symptomatique : c'était la première fois qu'une municipalité recourait au référendum sur ce sujet. Mardi, l'opposition des habitants a contraint Kyushu Electric Power Co. à renoncer à son projet de construction à Kushima (préfecture de Miyazaki) d'une centrale qui constituait l'un des piliers de la politique énergétique du Kyushu.

A Tokaimura, les riverains manifestaient, mercredi, leur mécontentement de ne pas avoir été tenus informés de ce qui se passe : il n'y a eu aucune explication de l'explosion et ils en ont été prévenus de l'accident par la télévision. Dans un communiqué, Greenpeace qualifie de « criminel » le fait que la population des environs de l'usine n'ait pas été évacuée.

Philippe Pons

« Dissimulation d'information » à Paluel

Le réacteur n°1 de la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime) « a fonctionné pendant quarante jours avec un paramètre erroné sans que les techniciens responsables en informent la direction du site », a indiqué EDF, mardi 11 mars. Cette « dissimulation d'information » sur un paramètre servant à contrôler la puissance du réacteur a entraîné le classement « provisoire » de cet incident au niveau 1 sur l'échelle internationale des événements nucléaires, qui en compte 7. La direction, qui a pris connaissance du problème le 7 mars, dit avoir procédé à « un ensemble de contrôles complémentaires » permettant d'assurer que l'incident « n'a pas eu de conséquence sur la sûreté » de la centrale. Elle affirme que ce « défaut de transparence est incompatible avec les règles de qualité nécessaires à l'exploitation de toute installation nucléaire » et qu'elle a engagé des démarches pour comprendre « les raisons de cette situation ».

Le Parlement européen demande l'interdiction du clonage humain

STRASBOURG

(Union européenne)
de notre correspondant

Le Parlement européen a réagi vivement à la création de mammifères obtenus par clonage. Dans une résolution présentée par les principaux groupes parlementaires, l'Assemblée de l'Union devait demander aux Etats membres, mercredi 12 mars, d'interdire « le clonage d'êtres humains et de prévoir des sanctions pénales pour en réprimer la violation ».

Partant du principe intangible que « chaque individu a droit à son identité génétique propre », les eurodéputés souhaitent que toutes les précautions soient prises afin qu'aucun dérapage ne puisse se produire. Il est ainsi demandé à Bruxelles de diligenter une enquête sur d'éventuelles recherches dans ce domaine sur

l'ensemble du territoire communautaire. Dans le cas de programmes financés par les deniers européens – qui pourraient déboucher sur le clonage humain, le texte parlementaire recommande la suppression des aides. Il fait aussi appel à la responsabilité des scientifiques engagés dans des travaux sur le génome humain en leur demandant de ne pas participer à des recherches touchant au clonage « jusqu'à l'entrée en vigueur d'une interdiction juridiquement contraignante ».

Edith Cresson, commissaire européen chargé de la recherche, a abondé dans le même sens. Elle a affirmé au cours du débat parlementaire, qui s'est tenu mardi 11 mars, qu'« il existe un consensus au sein de la communauté scientifique internationale pour bannir la recherche sur le clonage humain ».

Aussi soucieux que les eurodéputés de s'entourer de toutes les précautions possibles, l'ancien premier ministre français a appelé à la mise en place de comités d'éthique compétents pour le clo-

oage. Pour M^{me} Cresson, « ce serait un grand pas en avant s'il y avait ce genre de comité dans chaque Etat membre, comme cela existe en France, qui rassemblerait des scientifiques, des philosophes,

« Inacceptable sur le plan éthique » pour M. Nakajima

« L'utilisation du clonage pour reproduire des êtres humains n'est pas acceptable sur le plan éthique, car elle violerait certains des principes fondamentaux de la procréation médicalement assistée. Ces principes incluent notamment le respect de la dignité de la personne humaine et la protection de la sécurité du matériel génétique humain », a déclaré, mardi 11 mars, le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a rappelé les positions prises en ce sens d'un groupe d'experts réunis en 1992. Toutefois, « l'opposition au clonage humain ne doit pas conduire à une interdiction indifférenciée de toutes les formes de clonage et de recherche », précise M. Nakajima. Rappelant que le clonage des lignées cellulaires humaines est aujourd'hui couramment utilisé pour produire des anticorps monoclonaux à des fins de diagnostic et de recherche (notamment en cancérologie), il estime que « le clonage des animaux ouvre aussi la possibilité de faire progresser la recherche biomédicale ».

des juristes et serait présidé par une personnalité incontestable ».

Néanmoins, pour le commissaire, la création de la brebis clonée « Dolly » « représente un bond en avant important dans le domaine de la science fondamentale et de la compréhension du vivant et ouvre des perspectives certaines pour la recherche médicale et la santé humaine ». S'il ne fallait pas s'attendre à des voix discordantes sur l'interdiction du clonage des êtres humains lors du scrutin de mercredi, il n'aurait pas de même s'agissant de celui des animaux. La formation socialiste, la plus nombreuse de l'Hémicycle, préconisait au départ un moratoire international sur toutes les expérimentations impliquant des animaux jusqu'à ce que « tous les aspects éthiques aient été globalement évalués ».

La recherche d'un texte

Marcel Scotti

Une statue pharaonique « exceptionnelle » a été découverte par hasard près du Caire

LE CAIRE

de notre correspondant
« Jetez l'hamme chanceux dans le Nil, et il remanera avec un poisson dans la bûche », dit un proverbe égyptien. C'est ainsi que la crise du logement peut être une source de calamités. Avec un peu de chance, elle peut même réserver de divines surprises. Cela a été le cas dans la ville de Zagazig, à l'est du delta (87 kilomètres au nord du Caire), où la pression démographique a poussé des habitants à construire aux confins du désert. L'un d'eux, qui creusait pour jeter les fondations de sa nouvelle demeure, est tombé sur une statue pharaonique. Les autorités alertées, une équipe du service égyptien des antiquités a été dépêchée sur place pour constater qu'il s'agissait « d'une découverte exceptionnelle ».

PIERRES SEMI-PRÉCIEUSES

La statue en calcaire, bante de 95 centimètres et large de 25, représente une femme assise sur une chaise à dossier haut et aux pieds en forme de pattes de féro. Trois enfants – deux filles et un garçon – sont debout contre la poitrine de la femme, qui porte aussi, assise sur un coussin, une fillette sur les genoux. Les yeux de la femme sont faits d'obsidienne noire et d'ivoire et son poignet est incrusté d'agate.



Haute de 95 centimètres, cette statuette a été réalisée pendant le Nouvel Empire (1580 à 1085 av. J.-C.), selon le chef du service égyptien des antiquités.

La présence de ces pierres semi-précieuses a poussé le chef du service des antiquités, Ali Hassan, à qualifier la statue de « tout à fait exceptionnelle ». Il s'agit, selon lui, d'une pièce unique « réalisée par un artiste royal de pre-

mier plan ». Un avis que partagent d'autres égyptologues, qui soulignent non seulement « la beauté de la pièce », mais aussi le fait qu'elle soit « assez rare ».

Lors d'une conférence de presse donnée pour annoncer la découverte, Ali Hassan a ajouté que la sculpture représentait sans doute une femme associée à la famille royale, une oûrre, par exemple. Malgré l'absence de toute inscription, le chef du service égyptien des antiquités a estimé que l'œuvre devait avoir été réalisée durant le Nouvel Empire (1580 à 1085 avant Jésus-Christ).

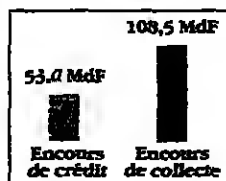
Les cheveux ondulés de la coiffure portée par la femme et le miroir que la fillette sur le coussin tient à la main sont caractéristiques de cette époque, a-t-il précisé. Quant à savoir pourquoi la statue a été trouvée à cet endroit, il s'est contenté d'avancer l'hypothèse qu'elle a été « cachée par quelqu'un qui projetait de la récupérer plus tard ». La sculpture a été trouvée à trois cents mètres des vestiges du temple de Papi I^{er} (2335 à 2275 avant Jésus-Christ) et non loin de l'antique ville de Bobastis, qui fut la capitale des rois des XXII^e et XXIII^e dynasties (950 à 730 avant Jésus-Christ) et où était vénérée Bastet, la déesse à tête de chat.

Alexandre Buccianti

CA
CRÉDIT AGRICOLE
D'ÎLE-DE-FRANCE

RESULTAT NET 1996 en hausse à 306 MF

PROGRESSION DE LA COLLECTE, DES CRÉDITS ET DES VENTES DE SERVICES
La collecte progresse dans tous les domaines : dépôts à vue, épargne bancaire (succès de l'épargne logement et des livrets) et épargne financière (notamment du fait de l'excellente performance de l'assurance-vie). Il en est de même pour les crédits (court, moyen et long terme). Les ventes de services ont connu une activité soutenue. Le succès du compte service et du produit Sécuritécompte s'est confirmé. Le parc de cartes bancaires s'est encore développé, et leur taux de diffusion dépasse désormais 75 %.



FORTE PROGRESSION DU RESULTAT NET

en millions de francs	31/12/1995	31/12/1996	Évolution
Produit net bancaire	3 106	3 109	+ 0,1 %
Résultat brut d'exploitation	1 295	1 266	- 2,3 %
Résultat net, part du groupe	109,5	306,0	+ 178,9 %

Le produit net bancaire progresse légèrement : l'excellent niveau de l'activité a permis de compenser les effets négatifs de la baisse des taux.

Les corrections de valeurs (dotations aux provisions et pertes nettes) sont en très fort recul, tandis que le taux de provisionnement des crédits douteux continue de progresser.

Le résultat net consolidé, part du groupe, ressort à 306,6 millions de francs. Il sera proposé à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de 1996 la distribution d'un dividende net de 28 francs par Certificat d'investissement auxquels il convient d'ajouter 14 francs d'avoir fiscal, contre 25 francs pour l'exercice précédent.

PERSPECTIVES

La solidité financière du CRÉDIT AGRICOLE D'ÎLE-DE-FRANCE, alliée à sa stratégie constante d'amélioration de la productivité et d'innovation en matière de produits et services devraient lui permettre d'afficher en 1997 une croissance de son résultat.

Internet : <http://www.Paris.credit-agricole.fr>

هكذا من الذهب

SCIENCES

L'Académie des sciences tente d'expliquer la prolifération de l'algue « tueuse »

UN SYMPOSIUM international consacré à l'invasion de l'algue *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée s'ouvre jeudi 13 mars, pour trois jours de débats à huis clos à l'Académie des sciences. Juste après la parution, mardi 11 mars, d'un livre polémique sur le même sujet, écrit par le professeur Alexandre Meinesz de l'université de Nice-Sophia-Antipolis. La belle plante vert fluo, qui pousse sur sa cavale sous-marine, provoque la polémique sur terre.

Les relevés parlent d'eux-mêmes : l'algue couvrait un hectare en 1989, sous les fenêtres du Musée océanographique de Monaco. On la trouve à présent dans plus de cinquante zones en Méditerranée, de la Croatie à l'Espagne, couvrant une surface plus ou moins continue de 3 000 hectares. Et la *C. taxifolia* est armée pour persévérer.

Cette « super caulerpe » valait bien qu'on lui consacre 320 pages. Pourtant, le livre du professeur Meinesz n'a rien d'une monographie savante, ni — malgré son titre : *Le Roman noir de l'algue « tueuse »* — d'une création littéraire. L'ouvrage est plutôt le témoignage d'un scientifique (spécialiste des caulerpes de longue date) sur son combat. Écrit sous forme de requête contre une espèce exotique et tous ceux qui l'ont laissé prospérer.

POLEMIQUE MÉDIATIQUE. Aurait-on pu éviter sa propagation ? Certainement, affirme le biologiste marin. En intervenant dès sa découverte, qui remonterait à 1984. Dès sa première plongée, en juin 1989, sous les fenêtres du Musée océanographique de Monaco, Alexandre Meinesz tente de convaincre le professeur François Doumenge, qui dirige le Musée, de surveiller puis d'éradiquer la belle. En vain. Il alerte alors les autorités administratives françaises, sans plus de succès.

Le 17 juillet 1990, l'algue passe en France et débarque à Cap-Martin. L'universitaire prévient les médias. Huit jours plus tard, *Nice-Matin* titre « Les algues attaquent », et met directement en cause le Musée de Monaco. Le professeur Doumenge conteste. La polémique médiatique est partie. Dès février 1991, Alexandre Meinesz réunit les preuves des principaux traits de caractère de l'algue envahissante dans la revue *Acta oceanica*, qu'il diffuse largement. Aucune réaction des instances locales ou ministérielles. Pourtant, le temps presse. Car si des essais d'éradication peuvent être ef-

ficaces sur de petites colonies, « l'éradication globale est un mythe », affirme le biologiste.

Malgré les confidences d'anciens collaborateurs, les dirigeants actuels du musée n'ont jamais admis être à l'origine de cette invasion, thèse qui semble pourtant la plus vraisemblable. François Doumenge minimise le danger, résume l'origine tropicale de cette caulerpe, puis ses teneurs en toxines. En 1993, le professeur Jean Jaubert, qui travaille avec lui, fait parvenir à l'Académie des sciences une étude sur la « métamorphose » d'une espèce de caulerpe (*medicaria*) en une autre (*taxifolia*) sous l'effet d'un changement de température, ce qui laisse entendre que la plante introduite à Monaco est la résurgence d'une vieille algue méditerranéenne « endormie ».

L'assemblée publie l'étude dans ses *Comptes rendus* (1995, 318, pp. 1219-26) sans l'avoir fait relire à l'un des 250 chercheurs européens qui, depuis 1993, publient des thèses opposées. Six mois plus tard, elle est contrainte de publier un contre-article d'Alexandre Meinesz et de Charles-François Boudouresque dans les mêmes *Comptes rendus* (1996, 319, pp. 603-13). Ce texte intègre des éléments fournis par les chimistes de la première étude, montrant que le nombre d'échantil-

lons examinés est « gonflé » pour être statistiquement significatif, et les teneurs en toxine caulerpéenne tronquées (*Le Monde* du 31 juillet 1996). Pour l'auteur, cet épisode « est une illustration de l'illettrisme en matière de sciences naturelles qui atteint les plus hautes sphères des biologistes ».

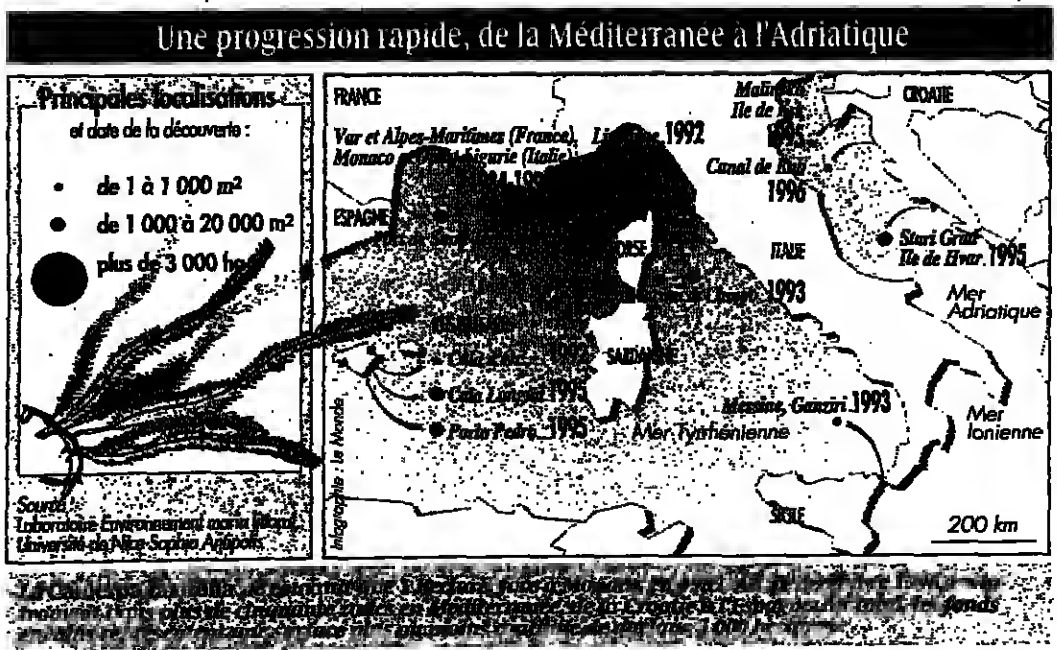
Souvent implacable, parfois partial, ce procès éditorial fait à « *Taxifolia-la-menace* » et à ses complices est emblématique de la force d'inertie des administrations, mais aussi des mœurs qui prospèrent dans les institutions scientifiques. Avec méthode — jusqu'à l'obsession — Alexandre Meinesz démonte la chaîne d'irresponsabilité et de démission qui a conduit l'algue à devenir menaçante. Chaine où l'on trouve, en tête, le Musée océanographique de Monaco qui a travesti la réalité et a fui ses responsabilités ; l'Institut national de recherche qui conseille pêcheurs et ministères (l'Ifremer), dont l'excès de diplomatie a conduit à la résignation ; la préfecture des Alpes-Maritimes et les ministères de l'environnement et de la mer, qui deviennent au fil de cette affaire sourds, muets puis amnésiques — les chercheurs ont dû attendre trois ans pour recevoir les financements promis ; l'Académie des sciences, pour sa publication sans expertise.

S'ajoutent à cette « bouillabaisse provençale » une direction universitaire (de Nice-Sofia Antipolis) avant tout soucieuse de ménager Monaco, et quelques élus plus sensibles à la polémique qu'à la réalité du risque écologique. « Une accumulation de négligences dans l'évaluation politique du problème a faussé l'expertise et favorisé l'inaction », résume Meinesz.

C'est peu dire que ce Robin des mers agace et que ses affirmations dérangeant. Les reproches à son égard sont parfois fondés. Sur ses formules à l'emporte-pièce, par exemple ; et son goût de la médiatisation. Sur son pessimisme excessif aussi. Après tout, *Caulerpa taxifolia* n'élimine pas toutes les plantes marines et encore moins tous les poissons et les invertébrés. L'algue peut encore buter sur une maladie ou des plantes devenues résistantes. Mais en combien de temps et après quels dégâts ?

Vincent Tardieu

* *Le Roman noir de l'algue « tueuse »*, éditions Belin, 320 p., 130 F.



Des chercheurs ont localisé le gène de l'arôme des riz parfumés

LES AMATEURS de cuisine asiatique et de riz parfumé peuvent être satisfaits. Jusqu'à présent, les recherches génétiques sur le riz ont cherché à améliorer la qualité de cette céréale et à lui conférer une plus grande résistance aux maladies et aux prédateurs. Récemment, des chercheurs du laboratoire des ressources génétiques et d'amélioration des plantes tropicales (IRGAP) du centre Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération) de Montpellier se sont intéressés à l'arôme des riz parfumés pour en connaître l'origine.

Ils viennent d'établir que cet arôme est déterminé par un gène majeur, appelé gène *AcPy*, en référence à la principale molécule aromatique du riz. Ils ont également pu préciser la position de ce gène sur le chromosome 8 de cette céréale, et localiser deux autres zones chromosomiques qui pourraient être responsables des variations de force de l'arôme.

Ces résultats ont été obtenus grâce à la conjonction de deux techniques d'analyse. La première, la cartographie

par marqueurs moléculaires, a permis de dresser la carte génétique du riz, et de localiser les gènes de l'arôme sur les chromosomes. Ce travail a été effectué sur des lignées de riz parfumé développées au Centre international de recherche sur le riz (IRRI), situé aux Philippines.

La seconde technique, la chromatographie en phase gazeuse, a analysé finement les constituants de l'eau de cuisson des riz parfumés. Grâce au dosage de la molécule d'*AcPy* présente dans la fraction volatile de l'eau de cuisson, les scientifiques ont pu déterminer précisément la quantité particulière à chaque lignée.

Ces travaux devraient permettre d'améliorer l'efficacité des programmes de sélection des variétés de riz parfumés. Grâce à la cartographie génétique de l'arôme du riz, les scientifiques pourront en effet sélectionner plus rapidement des génotypes possédant à la fois de bonnes qualités aromatiques et des caractères performants sur le plan agronomique.

C. Ga.

PRÊT-À-PORTER HIVER 1997-1998

Les vertiges du noir

Sombre présage ou élégance infinie, la couleur qu'Yves Saint Laurent « n'aime que maigre » revient



L'absolu selon Yves Saint Laurent

Photographie de Françoise Hugulier

Le plus connu et le plus secret des couturiers parisiens présente, depuis l'an dernier, sa collection dans le calme feutré du salon de couture de l'avenue Marceau. Fourreau fendu, trench de cuir glacé enfilé comme un gant, folie de plumes pour un manteau en cygne, le noir vibre, frissonne, bouge, suit les contours sans être indigne, au plus près d'une vérité.

PRISÉ par Coco Chanel, la première à babiller les femmes du monde en bonnet, le noir « qui flaque tout par terre » revient, promesse ou meoace.

On le surprend en taches d'encre fleuries de têtes de mort (l'invitation de Martine Sitbon). Jeremy Scott annonce sur son programme « body modification, orthopédie, accidents... ». Matsushima invite avec une bande Velpeau. Costume National répond par une collection noire comme un fax enroulé, gros ceinturons, bottines, mini-jupes et armada de pardessus.

Mais ce noir, certains le divinisent. Pour Bertrand Maréchal, une ganse de satin autour de la taille, il célèbre une esquisse, un filet d'ombre sur la peau. Pose couturée et gestes contemporains. Jambes infinies dans un pantalon de velours, mains dans les poches d'un sweat-shirt grain de poudre, rien ne pèse, et tout allume le corps.

« Le noir, je ne l'aime que maigre », déclarait Yves Saint Laurent, en lançant ses premiers smoking il y a trente ans. Un jumpsuit de crêpe sur la peau que, le voici à nouveau, quintessence d'un style.

Avec John Galliano, chez Dior, le noir babille des divines scandaleuses, dont les robes Marie-Viollette, Laure Anémone ou Bella Viollette, roses pressées sous un voile d'organoza, resteront comme les apparitions les plus émouvantes d'un spectacle que seul Paris pouvait offrir.

Dans un Shanghai imaginaire, John Galliano s'envole avec ses pin-up chinoises dans un musée Guimet tendu de velours pourpre, avec pont suspendu, bambous, magnolias, franges d'or et kimono de visco bleu éocre.

Laurence Benaim

En Avril, pars en famille aux Caraïbes.



Embarquement immédiat le 5 ou le 19 Avril pour la Croisière 7 jours-7 îles Caraïbes sur le Costa Classica.

Réductions immédiates : acheminement gratuit Province-Paris-Province ou 500 F* de réduction par personne à tous ceux qui habitent la région parisienne ! Prendre la mer, c'est ce qu'on fait de mieux sur terre.



CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES HABITUELLE OU TELEPHONEZ AU 01 49 24 41 81

* Offre valable sur les tarifs famille uniquement et non cumulable avec une autre réduction.

La rentrée des bayadères

Summum de l'érotisme orientaliste, les danseuses sacrées sont revenues dans les fourgons des voyagistes

CHASSÉES il y a près d'un demi-siècle par les vœux vertueux de la décolonisation, les bayadères sont de retour sur la scène des voyagistes, et peut-être pour longtemps. La première fois, c'avait-elles pas enflammé durant près de cinq siècles la libido occidentale depuis que les Portugais, amateurs de chair ambrée, ramenaient des *baladeiras*, danseuses sacrées selon les usos, prostituées dansantes selon d'autres ?

Avec le triomphe du christianisme, l'Europe avait oublié la ootioo païenne de prostitution religieuse, astucieux moyen pourtant de purifier le coït vénéral, la colonisation inventa un érotisme à la fois innocent et populaire, brutal et romantique, magnifié par Ingres, Gérôme ou Matisse, et par la littérature. Flaubert sur le Nil eut son *almée*, Koutchouk-Hanem, la Petite Dame en turc, oéanmoins « *vian-dée* », selon le père de *Salambô*. Flaubert constata que la froitière entre « *artiste irréprochable* » et « *danseuse publique* », auparavant étanche, était en train déjà de se déliter vers 1850, au point que le vice-roi d'Égypte exila les *almées* femelles, autorisant seulement les « *almées mâles* ».

Uo voyageur-galeriste, près du Forum à Paris, expose une vingtaine de photos rares de bayadères indiennes, retrouvées à Nice dans des archives ultramarines. Les amateurs défilent devant *Danse en frappant des bâtons* ou *Danseuse achetant des bracelets en parcelaine*. Spécialiste des cinémas du Sud, Yves Thoraval consacre de larges développements aux actrices-chanteuses-danseuses dans son *Histoire du cinéma indien* qui va sortir. François, fils de Fernand Pouillon, l'architecte qui de l'Iran au Maghreb réhabilita les volums orientalistes, prépare un album sur le peintre français Dinet, furieusement à la mode en

Algérie indépendante. Converti à l'islam, il fut autor de 1925 le portraitiste des danseuses *Ouled-Nails*. Ces « *alouettes oâves* » ou *moukères* (de l'espagnol *mujer*, femme) sont la version oord-africaine des bayadères, ootioo divine en moins car l'islam ne met pas Allah à toutes les sauces. A ses yeux, l'hindouisme est une ahominatioo avec son mélange de sexe et de fol. Les Pakistanais n'en pirateot pas moins les clips sexy de la télé indienne.

D'ANGKOR À BARÈS

Loïn de ces discussions byzantines, des touristes occidentaux dans l'Inde actuelle se mêlent, sans être regardés de travers, aux foules hindoues venues voir les danseuses des temples. Danses des temples, danseuses de veotre, Indes galantes, islam de barem : ces mélanges choquent les puristes. Pourtant, le métissage érotique, confondant « *saras gambillantes d'Angkor* » (Caudel), ballerines de Bali ou du Gujaret et entraînées tremoussantes d'Alexandrie ou de Barhès, est une réalité, peut-être sexuellement incorrecte mais bien ancrée dans l'imaginaire européen.

Déjà Nerval, jadis, testa « *Le Caïre et ses bayadères publiques* », Balzac trônait sur « *les bayadères malfaisantes* » et Hugo risqua un vers : « *Viens, nous verrons danser les jeunes bayadères !* » Goethe fit mieux en imaginant une héroïque danseuse qui se précipite dans le brasier funéraire de son amant. Des 1810 à Paris, l'opéra de Cail, *Les Bayadères*, avait déplacé jusqu'à Napoléon. On sait le succès remporté par Nouréyev chorégraphiste avec *La Bayadère* resuscitée de l'Autrichien Miklos. Récommence encore, même le Ballet de la Cité des papes a redonné en Avignon ce spectacle, créé à Saint-Petersbourg en 1877, sur fond de « *fukirs, esclaves et palanquins* ». Exotisme et érotisme.



Kishore Bayadère

Les bayadères du dix-neuvième siècle servent encore de modèles aux danseuses actuelles des temples hindous, mais leurs véritables héritières sont sans doute les vedettes du cinéma populaire indien, telle Divya Bharti, élue en 1993 à Bombay « *plus beau visage féminin de l'année* ». Surmenée, elle se suicide peu après, à dix-neuf ans.



Le cinéma populaire indien, utilisant à la fois les recettes du septième art américain et les traditions indo-mogoles ou indo-dravidiennes, a popularisé à travers le tiers-monde une forme de bayadérisme, dévoyée selon l'éthique, envoltée pour la plèbe. Ce dont on se parle, en revanche, ce sont les travaux forcés auxquels sont soumis nombre de stars indiennes, telle Divya Bharti, dix-neuf ans, tournant vingt

films à la fois et qui, bourrée de drogues, se jeta de sa fenêtre à Bombay en 1993. Hindous et mahométans suspectent leurs querelles pour pleurer en silence. Les cadoesce loferiales des studios bombayiens ont été révélées dans *Bhoomika* (1977), du cinéaste Chyavan Benegal, mais personne ne veut voir l'envers du décor. Le film-culte du bayadérisme, encore projeté il y a peu à Paris, ce n'est donc pas *Bhoomika*

mais *Pakiza* (« *Cœur pur* », 1972), prosternatioo du réalisateur Kamel Amrohi devant les anciennes danses hindoustaniées, oées do violent choc culturel islamo-hindou. Eo ces temps-là, les danseuses étaient peut-être des bêtes à plaisir pour grands seigneurs - voir les *Mémoires* en anglais ou eo ourdou de la cour-saoe musicieoe de Laknau, Oumrao-Djan, à l'époque de la révolte des Cipayes (1857) -, mais oo ne les transformait pas eo esclaves d'une imphyable industrie, comme en notre fin de millénaire.

L'amémokal, chef des Touaregs du Hoggar, « *vestige féodal réquiqué par le colonialisme* » et que le régime du colonel Boumedienne, dans les années 70, voulait effacer, de même d'ailleurs que les danseuses Ouled-Nails, conseillaient alors au ministre algérien du tourisme : « *Vous feriez mieux de me mettre dans la vitrine d'une agence de voyages* ». Il ne fut pas entendu. Les bayadères, elles, n'ont pas eu ce scrupule.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

PARTIR

■ **VERTS VILLAGES.** Les villages de vacances VAL, éparpillés à travers la France, permettent des vacances actives ou reposantes. Parmi les sites favoris, deux des « plus beaux villages de France », Collonges-la-Rouge, en Corrèze, ou Najac, dans l'Aveyron. A Najac, les pavillons avec terrasse privative et chambres de plain-pied, sont disséminés dans un parc, face au château perché. Piscine extérieure chauffée, activités de plein air et stages de foot pour les 7-15 ans. Huit jours à partir de 1 120 F le logement pour 4 ou 5 personnes, de 316 F par personne la demi-pension, de 960 F la pension complète. * VAL, 33, rue Eugène-Gilbert, 63038 Clermont-Ferrand Cedex 1, tél. : 04-73-00-43.

■ **ÉCOLE DE PÊCHE.** Il y a dix ans, François et Claude Piccio créaient la première école de pêche en rivière et en eaux vives. Située dans la haute vallée du Lot, à 3 km de la Lozère, elle accueille des jeunes de 10 à 17 ans qui y apprennent les diverses techniques, de la plus simple à la plus compliquée (pêche à la mouche), la vie en groupe et le respect de l'environnement. A partir du mois de mars, stages d'initiation et séjours de perfectionnement : 300 F par jour en week-end, 2 050 F la semaine, en pension complète, matériel fourni. * École de pêche Piccio, Galinière, 12500 Saint-Laurent-d'Olt, tél. : 05-65-47-52-46.

■ **ARTS DE LA MAISON.** La Provence met en valeur le savoir-faire de ses artisans, potiers, ferronniers, sautoonniers, chênistes, ferronniers, et autres tailleurs de pierre dans une nouvelle brochure intitulée *Routes des arts de la maison*. Elle présente sept thèmes : la terre, le bois, la pierre, le fer, les étoffes, les châteaux, les maisons, les bories et cabanons, et les antiquaires et comporte un carnet d'adresses sur les ateliers, musées et manifestations qui s'y rattachent ainsi qu'une sélection d'hébergements de charme. * Brochure disponible auprès des CDT du Vaucluse, du Var et des Bouches-du-Rhône (04-91-13-84-13).

■ **UN GUIDE INDISPENSABLE.** L'introuvable *Voyageur* passe en revue nombre de questions que se pose le voyageur bien informé d'aujourd'hui, avant de partir pour un tant d'avion en Europe ou un pèlerin aux antipodes. Les formalités, les organismes, les compagnies aériennes ou terrestres et certains voyageurs (89 F).

SPÉCIAL PÂQUES VENISE
du 20/03 au 27/03/97
• Prix par personne : 2 475 F
• Transfert A/R, 3 nuits
• Chambre double et petit déjeuner
• Transfert A/R
• 01.44.51.39.27/51

FRANCE
du 20/03 au 27/03/97
• Prix par personne : 2 525 F
• Transfert A/R
• Chambre double et petit déjeuner
• 01.44.51.39.27/51

Mintel 3615
Cit Evénement
(L'Y Fin)

HÔTEL BOILEAU
Calme et sérénité en plein cœur du 16.
370 à 430 F.
Jardin + bar
bain, wc, TV, Salle de séminaire
81, rue Boileau - 75016 PARIS
Tél. : 01.42.88.33.74 - Fax : 01.45.27.62.98

OBJECTIF AUSTRALIE
CONTACTS : CARINE ET CAROLINE
04.78.30.10.24
MESSAGE : Avec Objectif Australie vous pouvez :
• Combiner Australie et Nouvelle Zélande grâce à nos deux circuits accompagnés en transports de 12 jours chacun.
• Voyager librement dans l'un ou l'autre de ces pays.
• Vous offrir un combiné îles du pacifique : Fidji - Tonga - Samoa - Sélemon.
• Découvrir la nouvelle Calédonie en groupe ou en individuel.
Alors n'hésitez plus, pour préparer vos prochaines vacances appelez Objectif Australie : 04.78.30.10.24.
8, rue Gambi - 69002 Lyon - Fax : 04.72.10.01.14.

Directours.
ANDALOUSIE
en liberté 8j : 3 285 F
Vol + voiture + hôtel + P. Déj.
Base 4 en 2 chambres doubles
Départ Avril

MARRAKECH
8j : 2 625 F
Vol + hôtel + P. Déj.
Départ 6 et 13 Avril

DUBAÏ
8j : 3 990 F
Spécial Shopping Festival
Vol + appartement luxe

CALIFORNIE
9j : 3 190 F
Vol + voiture + motels
Base 3 : + 220 F Base 2 : + 650 F
Prix départ de Paris.
Départs province nous consulter

Brochure sur demande au 01 45 02 02 62
à Lyon au 04 72 40 90 40
Tous les prix sont en euros et taxes d'aéroport.
L'agence est à 100 m de la gare St Exupéry
30 av. des Champs-Élysées

SUISSE
du 20/03 au 27/03/97
• Prix par personne : 2 525 F
• Transfert A/R
• Chambre double et petit déjeuner
• 01.44.51.39.27/51

COMPTOIR DES DESERTS
D'AFRIQUE
D'ISLANDE
DES TERRES-ÉTRANÈRES
DES AMÉRIQUES
01.40.26.19.40
VOYAGES À L'INFINI

REDUCTOUR
AUTOTOUR AFRIQUE DU SUD
7 Nuits - Logement chez l'habitant - Volure - Petit-déjeuner - Vols Réguliers A/R
Départ de Paris : 7 880 F

SÉJOUR EN CRETE
7 Nuits - Hôtel 4* - Demi-pension - Vols A/R
Départ de Paris : 3 180 F

PARIS-MALTE
Vols Réguliers A/R (A/R Malte) : 1 480 F

Comptoir
DES DESERTS
D'AFRIQUE
D'ISLANDE
DES TERRES-ÉTRANÈRES
DES AMÉRIQUES
01.40.26.19.40
VOYAGES À L'INFINI

JURA
SKI DE FOND / 3 H PARIS TOV
Ancienne ferme construite au XVII^e.
Grand confort, ambiance conviviale.
Table d'hôte, produits maison et régionaux.
TARIF : selon période
(pension complète + vol au départ, nourriture, matériel de ski).
Renseignements au : 03.81.38.12.51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 LA LONGEVILLE

VOYAGES ANTILLAIS
Promos Antilles
24 au 31 mars 97
GUADELOUPE : 5 115 F.
MARTINIQUE :
• Eden : 4 865 F.
• Albarena : 4 050 F.
Tél : 01 47 42 95 07
promos toute l'année

L'ISLANDE
Des paysages, des volcans et glaciers
avec un véritable spécialiste

ISLANDE
Séjours thématiques • Circuits accompagnés
Circuits randonnées • Safaris
Expéditions-aventure en motoneige

Envoyez vite votre carte de visite pour recevoir notre brochure 1997

VOYAGES UTA
3, rue Meyerbeer
75009 PARIS
Tél. 01 48 24 74 74
Fax 01 43 23 22 27
Vie Hôtel 223 1041 - 3618 UTA ou 3615 KSMR

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Station village
à 5 km de SAINT-VÉLAN
HÔTEL LE CHAMOIS
Logis de France
Ski de Fond - Ski de Boudoie
Chambre de 10 personnes - Descentes : 300 F
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

DISCOUNT VOYAGES
ISTANBUL 990 F
Vol A/R + Hôtel 4/3n. + Petit déjeuner.
EGYPTE Croisière 1 990 F
Vol A/R + Croisière 8/7n.
+ PC (Bour). + 850 F

GUADELOUPE 4 800 F
Vol A/R + Hôtel 5/7n. + Petit déjeuner.
MARTINIQUE 5 030 F
Vol A/R + Hôtel 5/7n. + Petit déjeuner.
3615 YAG 01 41 44 26 00

usit VOYAGES
St Patrick : vol Paris-Dublin
aller 15 mars, retour 18 mars
air : 590 (par 690) (par 690)
- hébergement sur demande -
Réservations : 01 42 44 14 00
Tous les tarifs 3615 USIT
31 rue Linné, face M^e Jussieu

Appellez dès aujourd'hui Partez lundi
La location d'un studio 4 pers.
du 17 mars au 22 mars
à partir de 1490 F
Les Coches
Méribel
Belle Plagne
Renseignements et réservation, même le dimanche :
01 43 22 22 22
Espace Pierre & Vacances - 94, Bd du Montparnasse - 75014 Paris

PIERRE & VACANCES
LA LOCATION QUI CHANGE DE LA LOCATION

3617 INVENTU
Compagnies
Adresses
Tous
Operators
08 3668 1688

Appellez dès aujourd'hui Partez lundi
La location d'un studio 4 pers.
du 17 mars au 22 mars
à partir de 1490 F
Les Coches
Méribel
Belle Plagne
Renseignements et réservation, même le dimanche :
01 43 22 22 22
Espace Pierre & Vacances - 94, Bd du Montparnasse - 75014 Paris

PROFESSIONNELS DU TOURISME
INVITEZ NOS LECTEURS AUX VOYAGES
TEL. : 01.44.43.77.36

مكتبة النحل

CINÉMA L'actrice Juliette Binoche interprète Hana, une infirmière au chevet d'un grand brûlé dans *Le Patient anglais*, d'Anthony Minghella, un film pour lequel elle



est en course pour les Oscars, qui devraient être décernés fin mars. L'actrice parle de ses choix professionnels, de ses engagements. **DANS** la ville de Rouen, un festi-

val présente, jusqu'au 23 mars, la production des pays nordiques. **P**ARMI les autres sorties de la semaine, on distingue *Fred*, de Pierre Jolivet, avec Vincent Lindon.

Juliette Binoche, une actrice au temps de la récolte

Débutant dans les années 80 avec Jean-Luc Godard, Jacques Doillon et André Téchiné, la comédienne est devenue une star récompensée à Paris, Venise et Berlin. Avec son nouveau film, elle est en course pour les Oscars à Hollywood

C'ÉTAIT à la fin de mai 1988, Juliette Binoche était âgée de vingt-trois ans, elle avait une carte de visite moins étoffée qu'aujourd'hui, et un visage aussi lisse que ses yeux étaient bruns. Ce printemps-là, tandis qu'on célébrait bruyamment le vingtième anniversaire d'une espérance intacte, la jeune comédienne entretenait à l'Odéon, sous la houlette d'André Konchalovsky, le rôle de Nina dans *La Mouette*. D'une main ferme, de sa voix résolue, Juliette Binoche choisissait de nous entraîner à l'écart du théâtre, dans un petit bistrot. Pour causer. Où il fut question, sur un ton rieur, d'une enfance heureuse, aux côtés de parents comédiens qui favorisèrent les passions artistiques de leur fille.

C'était alors ce qu'elle appelle « le temps des semences », quand, avec ses camarades de classe de Moudoubleau, dans le Loir-et-Cher, elle jouait, déjà, le jeu de la feuille, du trouvere Adam de la Halle. Elle avait alors douze ans et tout d'une « machine à vapeur » ; un peu plus tard, elle sera *L'ours*, de Tchekhov, après avoir appris sans professeur les mille et une besognes de la scène - confection des décors, des costumes, recherche des accessoires... « Est possé le temps de la culture », quand Pascal Kané lui donnait un premier tout petit rôle dans *Liberty Belle*, quand Jean-Luc Godard l'arrachait, en 1983, à la force de vente du BHV pour *Je vous salue Marie*, quand André Téchiné, en 1984, interrompait brutalement ses études de première année au Conservatoire pour un sombre *Rendez-vous* qui la propulsait sur la scène médiatique.

« Binoche-Gavroche », lisait-on il y a quelques années dans *Le Monde*; « Binoche-clinoche », rimaient il y a un peu *Libération*; « Bi-

noche-caboche », soutenait il y a quatre jours *Le Journal du dimanche* reprenant en français l'aleatoire « Binoche-Dickkopf » osé par l'hebdomadaire allemand Stern... Depuis, signe indien ou calcul marketing des maisons de production, calqué sur la stratégie commerciale des constructeurs automobiles, Juliette Binoche a interprété presque exclusivement des rôles en « a », comme cette Hana du *Patient anglais*.

Nina, Teresa, Mina, Anna, Elsa, Mara... à chacun sa Binoche et gare aux écarts : si elle s'est sortie avec les honneurs du rôle de Pauline (de Théus), on ne peut en dire autant du long film trop tranquille de Jean-Paul Rappeneau, *Le Hus-*

sard sur le toit. Quant à Michèle, elle n'a pas porté chance aux producteurs des *Amants du Pont-neuf* malgré l'interprétation incontestable de Juliette Binoche, Denis Lavant et Klaus Grüber.

TEMPÉRAMENT

Les auteurs sont prévenus. On leur conseillera seulement d'éviter des prénoms trop mièvres, comme Pamela ou Vanessa, qui sont très en deçà du tempérament de l'actrice. Quelqu'un pourrait essayer de se frotter à Angela, ou Deborah, selon ses convictions religieuses.

Pour son rôle d'Hana dans *Le Patient anglais*, Juliette Binoche a reçu l'Ours d'argent du Festival de Berlin, et elle est nommée pour

l'Oscar du meilleur deuxième rôle qui sera décerné fin mars à Hollywood. « Est venu le temps de la récolte », dit-elle sans que son prochain séjour à Los Angeles ne l'émeuve tout à fait. « Mais il va falloir travailler la terre. Une vie d'actrice ressemble aux cycles de la Lune, premier croissant, dernier croissant, pleine lune et lune noire... » En attendant la cérémonie, Juliette Binoche lit, un peu, travaille son anglais, presque par fait, et peint, beaucoup, dans l'ombre de Bram Van Velde, seul artiste qu'elle ait jamais accroché dans sa maison. Elle pense aussi à retrouver les planches : « J'ai toujours eu envie de cette famille-là, mais il faut suivre le cours de sa

vie... Il y a quelques jours, j'ai téléphoné à Peter Brook, sans doute l'homme de théâtre que j'admire le plus, humainement et dans son travail, pour lui proposer un projet. Pour un acteur en vue, la scène est un retour à la base, à l'humilité. »

« RÉSISTANCE PASSIVE »

Quand beaucoup des comédiens de sa génération battent le pavé de Paris contre les lois Debré, Juliette Binoche reste sur son quant-à-soi. Elle ne croit plus « aux grandes aventures collectives, aux grands rassemblements qui font jolir à la une des magazines » et mâche le mot « révolution », auquel elle demeure attachée, au singulier de sa vie privée, mère d'un Raphaël de

trois ans qu'elle élève à l'écart, au vert. Loin du 14^e arrondissement de Paris qu'elle aimait bien mais dont la pollution l'a chassée, elle défend l'idée, toujours neuve, de « résistance passive » et prépare le futur. « En moi-même. »

Son engagement s'exprime dans ses choix professionnels qui la portent et la porteront vers des œuvres « morales », « des films qui transforment les hommes et les décrivent dans un espace humain qui leur donnent envie d'exister, de créer et de se battre. C'est la raison de l'art ». Depuis ses dix-huit ans, Juliette Binoche rêve de jouer *Lulu*, de Wedekind. Affaire de morale.

Olivier Schmitt

Sans cruauté ni perversité

Le Patient anglais. Anthony Minghella livre une plate adaptation d'un roman de Michael Ondaatje

Film américain d'Anthony Minghella, avec Ralph Fiennes, Kristin Scott Thomas, Juliette Binoche, Willem Dafoe, Naaveen Andrews, Colin Firth. (2 h 40).

Sans jouer le jeu de la comparaison entre un livre et le film dont il est adapté, il est frappant de voir à quel point *L'Homme flamme*, le roman du Canadien né au Sri Lanka Michael Ondaatje (éditions de l'Olivier; républié *Le Patient anglais* dans sa réédition) est à ce point présent, et en même temps complètement absent. Difficile de mettre Anthony Minghella au pilori des réalisateurs qui auront sabordé des grands romans lors de leur passage au cinéma, puisque tout est là, presque tout entier sur l'écran : le désert du Sahara ; la structure étoilée qui constituait un des points forts du roman ; les quatre personnages qui se retrouvent dans les derniers jours de la seconde guerre mondiale dans un monastère abandonné en Tos-

cane, une jeune infirmière, un jeune soldat de l'armée britannique d'origine indienne, Caravaggio, le résistant aux poches sectionnées, et ce patient anglais brûlé de la tête aux pieds, détenteur d'un secret que l'on devine très jour.

UNE EXISTENCE IMPOSSIBLE

Tout est là, sauf l'essentiel. Tout le récit de Michael Ondaatje se structure autour d'un livre avec lequel le mystérieux patient avait bravé les flammes. Un exemplaire des *Histoires d'Hérodote* dans lequel il avait écrit des pages provenant d'autres ouvrages, ou rédigé des observations personnelles, insérant le tout à l'intérieur du texte d'Hérodote. Reposant sur un système d'entendement fondé sur l'attente, *L'Homme flamme* appliquait rigoureusement le programme affiché par son titre : c'était tout le récit qui était pour ainsi dire flambé, incapable d'avancer, condamné à faire du surplace, au gré des pages d'un livre brûlé de l'état physique d'un patient qui

se consumait petit à petit et livrait les bribes d'une existence improbable.

Le Patient anglais balaye consciencieusement toutes ces incertitudes, et avance sans se poser toutes ces questions. D'où un certain manque de crédibilité dans des scènes qui auraient dû être plus fortes, comme celle entre l'infirmière, interprétée par Juliette Binoche, et le grand brûlé joué par Ralph Fiennes, qui reprend les clichés du grand malade soutenu par sa nurse exemplaire. Dans le livre, leur confrontation était beaucoup plus cynique et reposait sur un marché de dupes entre celle qui tient à ce que l'histoire se poursuive, et celui qui étouffe son récit pour mieux profiter de son attention. Dans cette manière toute académique d'écarter de son chemin les obstacles qui pourraient nuire à la bonne marche de son scénario, *Le Patient anglais* en arrive paradoxalement à faire du surplace. Tout est prévisible, l'attraction fatale entre Ralph Fiennes et la très belle Kristin Scott Thomas,

l'issue tragique de leur histoire d'amour, même les dunes du désert du Sahara semblent avoir été balisées.

Lorsque David Lean montrait le désert jordanien dans *Lawrence d'Arabie*, il avait à la charge d'un mystère. On pense aussi au *Docteur Jivago* et à la maison de glace dans laquelle se retrouvait Julie Christie et Omar Sharif que rappelle la grotte où Ralph Fiennes dépose Kristin Scott Thomas. Seulement Lean possédait un sens tordant du récit et un point de vue cynique sur ses personnages dont Minghella semble dépourvu. On peut, bien sûr, ne pas faire la sourde oreille devant les efforts d'un réalisateur qui croit qu'il donnera du souffle, l'innocence et la candeur d'esprit ne sont pas des vertus confondues, mais elles ont peu de choses à faire dans un film qui réclame autrement plus de cruauté et de perversité.

Samuel Blumenfeld

Le festival de Rouen accueille la production des pays nordiques

OSLO, STOCKHOLM, HELSINKI

De notre envoyé spécial
Du grand Nord, les Français n'auront eu à connaître, en 1996, que les films de Lars von Trier et d'Åke Kaurismäki. Le festival du cinéma nordique, dont la dixième édition se déroule à Rouen du 12 au 23 mars, tente de leur ouvrir un horizon un peu plus large avec une sélection officielle représentative de la production scandinave contemporaine. Une aire géographique où la fréquentation des films de la région se maintient aux alentours de 25 % du public, laissant 70 % aux Américains, et 5 % aux Européens (soit la meilleure résistance au tout-Hollywood d'Europe, hormis la France). Et où, grâce au soutien de l'Etat, le niveau de production reste stable et élevé, si l'on considère

qu'avec 24 millions d'habitants, les cinq pays ont bouclé environ soixante-dix longs métrages en 1996, dont vingt-six pour la seule Suède.

La Finlande est absente de cette année, bien qu'elle ait produit une quinzaine de films en 1996. Sans doute, comme le suggèrent les Kaurismäki, parce qu'une nouvelle génération n'a pas su encore prendre leur relais. Le Danemark, en revanche, grâce à sa brillante école de cinéma autant qu'à la structure de production impulsée par Lars von Trier, ne manque pas de jeunes réalisateurs actifs. Nombre d'entre eux malheureusement semblent avoir trahi la confiance accordée par le maître en ne se souvenant plus que de lui : même image tremblée, même pellicule teintée, même goût des paroxysmes.

La Norvège et la Suède demeurent blanches comme neige sur la carte des films projetés en France. Dans *L'Envers du dimanche*, Berit Otto Nesheim raconte le passage de l'enfance à l'âge adulte, l'éveil des sens et l'éveil au sens d'une fille de pasteur dans la Norvège des années 50. Depuis que le film a été sélectionné parmi les cinq finalistes pour l'Oscar du meilleur film étranger, les Norvégiens se

sont sentis confirmés dans la justesse de leur politique cinématographique. Le plus égalitaire des pays de la planète n'a pas renoncé à la pédagogie sur grand écran. La place accordée au cinéma « pour enfants », auquel 35 % des fonds sont consacrés, en fait une remarquable école. Mais suscite dans le même temps un style dont les réalisateurs peinent à se dégager. En témoignent Berit Otto Nesheim : « Nous prenons les enfants au sérieux. Nous prenons l'enfance au sérieux. Les jeunes sont proches des enfants. On ne les filme pas différemment. Ils ont le même humour que les adultes. »

Rouen présente les deux œuvres qui se sont partagées les scarabées d'or (les césars suédois) il y a un mois à Stockholm : *Les Chasseurs*, de Kjell Sundvall et *Hamsun* de Jan

Troell. Fait inhabituel, Ingmar Bergman est sorti de sa réserve pour fustiger le premier : « Bien fait, mais tellement calqué sur les films d'auteurs américains que c'en est caricaturé », avant de célébrer « le génie lumineux » du réalisateur du second.

LE « PUDDING SCANDINAVE »

Huit cent mille spectateurs (un Suédois sur dix) ont vu *Les Chasseurs*. Les brancardiers du grand Nord ont écarté les extra-terrestres importés d'Amérique. On a fait rouvrir des salles parloises pour le projet, attirant des personnes qui n'avaient pas vu un écran depuis trente ans. Le film plonge, sur le mode régressif, dans une violence et un décor où la Suède apparaît comme un État américain de plus. Dans la chevauchée des borsala-lol en 4x4, on a vu une forme de

la défiance silencieusement accumulée par les Suédois envers l'Etat, passé en un temps record au tout-libéralisme. Kjell Sundvall, qui prépare maintenant un film sur l'assassinat d'Olof Palme, a un autre point de vue : « Nous ne sommes pas vraiment urbanisés. Nous sommes un village, et lorsqu'un conflit d'amour, tout peut éclater. » Les Nordiques rallient volontiers le « pudding européen », fondé sur une course aux subventions dont ils considèrent le résultat comme largement indigeste. Ils lui préfèrent le « pudding scandinave », à base de casting commun. *Hamsun* en représente l'exemple type. Production danoise, réalisateur et principal interprète (Max von Sydow) suédois, tournage en Norvège, il nécessite quelques précautions à la consommation. Et notamment des sous-

titres, puisque les principaux interprètes parlent chacun leur langue (suédois pour Hamsun, danois pour son épouse et norvégien pour les enfants). Grand succès dans le pays du romancier traître à son pays et à la démocratie (200 000 entrées), il est aussi l'un des rares « puddings scandinaves » distribués dans tous les pays nordiques. Car, curieusement, si l'on coproduit beaucoup entre scandinaves, cela n'ouvre en rien les marchés nationaux. Per Haddad, le critique cinématographique d'*Aftenposten*, le principal quotidien norvégien, a son explication : « On répète souvent que l'Angleterre et les États-Unis sont divisés par la même langue. Les pays nordiques, eux, sont divisés par la même histoire. »

J.-L. P.

Peter Aabaek Jensen, producteur

« Il faut penser européen, cela donne une immense liberté »

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Le futur cinéma danois se dessine chez Zentropa Entertainment, la société productrice de Lars von Trier. Il a décidé d'investir les bénéfices de *Breaking the Waves* dans les films de jeunes auteurs. Parmi eux, Thomas Vinterberg (vingt-sept ans), présent à Rouen avec *Les Héros*. Objectif : l'Europe, comme l'explique le producteur, Peter Aabaek Jensen.

« Comment un producteur peut-il survivre au Danemark ? » C'est extrêmement difficile de maintenir une industrie cinématographique dans un pays de cinq millions d'habitants. Nos meilleurs

réalisateurs, Lars von Trier et Bille August, ont été forcés de se tourner vers l'Europe, vers l'international, pour que nous puissions survivre au niveau national. Pour le premier, cela veut dire regarder vers la France ; pour le second, vers l'Allemagne. En même temps, ils préparent le terrain pour les jeunes qui arrivent derrière. On peut travailler à partir du Danemark. Pas besoin d'aller à Hollywood.

Quelle différence avec Hollywood ?

En Europe, c'est l'artiste qui contrôle. Nous avons pu contrôler *Breaking the Waves* à 100 % à partir de ce bureau. Le système européen accepte ce contrôle. Si l'on souhaite travailler selon les critères hollywoodiens, autant partir à l'étranger.

Vous privilégiez la France dans vos accords ?

Pour Lars von Trier, c'est le

premier territoire, avant l'Allemagne et le Danemark. Une coproduction avec la France est cinq fois plus rapide à monter qu'avec les États-Unis. Il y a tellement d'avocats là-bas qu'on ne peut rien faire. *Europa* n'aurait jamais été fait sans la France. Aucun producteur ne voulait travailler avec lui. Il n'est pas scandinave, dans la mesure où personne ici n'a le droit d'être un génie. Chacun doit être au même niveau. Au besoin, on cogne pour abaisser. Quand Lars von Trier entre dans un cinéma, partout on l'applaudit. Sauf ici, où on le hue. La France aime le génie excentrique. Nous n'avons pas eu un sou des Anglais, alors qu'on tournait en Écosse. Ils ont un comportement impérialiste avec les petits pays.

La coproduction ne vous contraind-elle pas à un dosage national ?

Nous refusons de calquer la

distribution sur la coproduction. Si nous engageons Jean-Marc Barr, c'est parce qu'on le veut, lui, parce qu'il est français. En revanche, c'est lorsque j'ai découvert que notre chef opérateur, Robby Müller, était néerlandais et pas allemand que j'ai demandé de l'argent aux Pays-Bas.

Et la Scandinavie ?

La solidarité scandinave a disparu. Ce n'est plus qu'un territoire d'où l'on peut lancer nos opérations et être les meilleurs. Notre première cible, c'est l'Europe. En fin de compte, pour la France, l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne, ce n'est même pas un problème de tourner en danois : le doublage ne change pas. Il faut penser international, penser européen, cela donne une immense liberté !

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

mk2

14 juillet

entrez dans le club des abonnés

34 salles à Paris

Prochaine avant première réservée aux abonnés des cinémas 14 juillet

Basquiat

de Julian Schnabel

Respecter un rendez-vous au

40 30 20 10 rubrique

(appel gratuit 020 403020)

dans la limite des places disponibles

James Ellroy chez lui à Kansas City

James Ellroy

chez lui à Kansas City

157

Comment bien parler du chômage au cinéma

Fred. Pierre Jolivet signe un film qui est tout sauf un produit de l'air du temps

Film français de Pierre Jolivet. Avec Vincent Lindon, Clotilde Courau, François Berléand, Albert Dray, Roschdy Zem. (1 h 25.)

Un film qui arrive à nous convaincre du talent d'acteur de Vincent Lindon ne peut pas être forcément mauvais. Rien que pour cela, Fred serait plutôt une réussite. Ancré dans une actualité on ne peut plus envahissante : le chômage, les cités des banlieues, la déprime et l'ennui qui envahit celui qui vient de perdre son emploi, le dernier film de Pierre Jolivet fait pourtant preuve d'une absence d'opportunisme tout à fait salutaire, et se révèle être tout sauf un produit de l'air du temps. Fred, qui interprète avec authenticité Vincent Lindon, ne sort pas d'une manchette de quotidien ou d'un quelconque reportage télé, il a beau faire partie d'un groupe compact appelé « les trois millions de sans-emploi en France », il s'apparenterait plutôt à une exception statistique, à un cas que l'on n'arrive pas à ramener à une gé-

néralité. Fred vient en fait de beaucoup plus loin. Sa moustache pendante mal entretenue est exactement la même que celle que Dustin Hoffman portait dans *Le Récidiviste* d'Ulu Grosbard ; ses épaules voûtées, sa façon de marcher à la fois décidée et laborieuse, rappellent la démarche lourde d'Aldo Ray dans *La nuit tombe* de Jacques Tourneur ; ses gestes frustes font penser à ceux de Gabin dans *La Belle Equipe*. Ce n'est pas le moindre des mérites de Pierre Jolivet de comprendre qu'il ne suffit pas qu'un personnage ait une actualité pour nous impliquer en tant que spectateur, il faut aussi qu'il ait une histoire et une hérédité.

Il y a bien sûr une intrigue dans Fred, un vague complot qui vient revitaliser les mouvements sans but de Vincent Lindon. Mais cette intrigue est mal articulée, et pas toujours compréhensible. Comme les héros de David Goodis, Fred arrive au mauvais moment, dans l'engrenage d'un trafic quelconque après avoir conduit une

semi-remorque pour rendre service à un ami. Le complot décrit dans Fred ne désigne pas une organisation qui renverrait à un milieu distinct, il n'y a pas de centre maléfique d'où partirait une machination déjouée par un héros prolétaire. A un héros moderne correspond une intrigue minimale et minable : Fred se bat contre « les connards de Juvisy », qui ne seront jamais les Mahuse de la banlieue.

ATTITUDES CORPORELLES

John Cassavetes disait qu'il ne suffisait pas seulement de battre en brèche l'histoire, l'intrigue et l'action, il fallait aussi défaire l'espace. De ce point de vue, Fred est authentiquement cassavetien. De la fameuse cité banlieusarde, il ne reste plus qu'une série de cubes en préfabriqués, ni beaux, ni laids, mais complètement impersonnels. Fred évolue dans un espace quelconque, un tissu dédifié de la ville : usine désaffectée, café presque vide, commissariat qui pourrait aussi bien être une épicerie, appartements de HLM qui sont plus occupés qu'habités.

Après avoir déconstruit l'intrigue, l'action et l'espace, Pierre Jolivet réduit ses personnages à leurs propres attitudes corporelles. Fred se construit sur une succession de gestes qui valent mieux que n'importe quelle intrigue : Lindon qui retrouve un bref emploi sur un chantier et manie à nouveau sa grue en faisant corps avec elle comme s'il s'agissait d'une maîtresse trop longtemps abandonnée ; la brève hagarre entre Fred et l'un de ses anciens collègues d'usine, interrompue dès que le sang se met à gicler, lorsque les deux hommes réalisent que leurs gestes ont un impact ; les longues scènes où Fred se vautre sur son canapé devant son téléviseur. Ces moments déconnectés les uns des autres arrivent peut-être à donner du chômage une image plus juste que n'importe quel reportage. Ils soulignent l'originalité d'un film et le talent d'un cinéaste.

S. Bd.

« Star Wars » se fait un lifting

La Guerre des étoiles. George Lucas sort une version restaurée qui ne rajeunit pas son film

Film américain de George Lucas. Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher, Anthony Daniels, Alec Guinness. (2 h 04.)

Vingt ans après sa sortie et son triomphe, *La Guerre des étoiles* peut difficilement être vu comme un simple film, mais comme la nouvelle pierre d'une gigantesque entreprise de marchandisation. Le cinéma américain n'aura cessé depuis de décliner la leçon assénée par George Lucas : le cinéma ne sert pas seulement à montrer, mais aussi à faire vendre.

Il en va désormais de certains films comme de beaucoup de stars de cinéma : ils ont besoin d'un lifting pour garder leur jeunesse. Pour honorer dignement son vingtième anniversaire, *La Guerre des étoiles* a donc subi un ravalement intensif avec une copie restaurée, un nouveau son digital, plusieurs séquences complétées à l'aide d'images numériques (dont celle de l'entrée dans la ville de Mos Eisley), l'addition d'une autre scène, coupée du montage original, où Han Solo (Harrison Ford) doit faire face à Jabba le Hutt juste avant de s'envoler avec Luke Skywalker et Obi Wan Kenobi pour la planète Alderaan (*Le Monde* du 6 février). Ces différentes améliorations, qui relèvent plus du gadget que du *work in progress*, masquent mal le coup de vieux pris par *La Guerre des étoiles*.

On peut admirer l'efficacité de la mythologie mise en place par Lucas, la manière dont il a su décli-

ner *Morphologie du conte* de Propp pour mettre en place une batterie de personnages inextricablement liés les uns les autres (Luke Skywalker est le frère de la princesse Leia ; le méchant Darth Vader est le père de Luke ; Obi Wan Kenobi, le mentor de Luke, était aussi le compagnon de son père...).

LA LENTEUR DES CORPS

On peut aussi être sensible à l'habileté du réalisateur à transposer des valeurs chevaleresques dans un univers de science-fiction. Mais, vingt ans après, c'est le contraste entre le jeu des acteurs, très démodé, et la volonté de ra-

jouter des effets spéciaux toujours plus modernes qui frappe.

L'écart entre des acteurs souvent médiocres (Mark Hamill a poursuivi sa carrière dans des séries Z, Carrie Fisher s'est reconvertie dans le best-seller, Harrison Ford n'était pas l'acteur qu'il deviendra par la suite) et une technologie haut de gamme produit un effet des plus curieux. Le plus beau lifting du monde ne rattrapera jamais la démarche claudicante de Hamill dans un kimono trop grand pour lui, ni les gestes empruntés de Carrie Fisher, ou encore les costumes de papillon des soldats de l'Etoile noire, qui les

font ressembler au Tin Man du *Magicien d'Oz*, la poésie en moins.

Au cinéma, plus que le trépas, c'est le corps qui apparaît comme le véritable effet spécial. *Metropolis* de Fritz Lang ne racontait rien d'autre, et montrait la supériorité au cinéma de l'homme sur la technologie. Les corps de *La Guerre des étoiles* frappent par leur lenteur, alors que la technologie dont ils sont surchargés est de plus en plus rapide. Ils se sont beaucoup essouffés en vingt ans, sans doute parce que Lucas ne leur a jamais porté le moindre intérêt.

S. Bd.

Les mille visages du Père

Enquête sur Abraham. Une recherche sur le fondateur des trois monothéismes

Film français d'Abraham Segal. (1 h 42.)

Il faut prendre le mot enquête au pied de la lettre : qui est cet Abraham ? Le film procède comme le ferait un détective, avec expertise et auditions de témoins, depuis le lieu où s'est cristallisée « l'affaire », à Hébron et à Jérusalem, jusqu'à Paris et Londres. Abraham Ibrahim, le père des trois religions monothéistes. Mais pas le même aux yeux des juifs, des chrétiens et des musulmans. Ses actes, réels ou légendaires, s'interprètent différemment, selon les commentateurs, surtout le cas mal élucidé du sacrifice du fils, exigé puis interrompu.

Vieille affaire mais d'une brûlante actualité quand s'affrontent les deux lignées de descendants d'Abraham : les Arabes, fils d'Ismaël, et les Juifs, fils d'Israël. Segal envoie sur le terrain son représentant (le journaliste et écrivain Selim Nassib), qui explique en voix off les données du problème. A Hébron, d'abord, au tombeau des Patriarches, où serait enterré Abraham, sanctuaire divisé, partie pour les musulmans, partie pour les juifs. Peu avant, un colon extrémiste y a massacré des Palestiniens. Au moment du tournage, Arafat et Rabin viennent de se serrer la main à Washington. Membres des deux communautés, poètes, chercheurs, théologiens, ajoutent leurs témoignages. Le mufti de Hébron et le porte-parole des colons implantés dans la ville, un enfant dont le père a été assassiné au tombeau des Patriarches, George Steiner, Jean Botéro, Yeshayaou Leibovitz, Elias Sanbar, Abd al-Haq Guiderdoni, Daniel Sibony... multiplient les approches, les indices.

L'enquête progresse vers la complexité (dont la troublante question de l'existence, dans chaque communauté, d'une « culture du sacrifice »). Mais il

n'y a pas de solution. Réalisé pour la télévision, *Enquête sur Abraham* a été diffusé en avril 1996 sur La Cinquième, puis le 12 janvier par France 2, après avoir été refusé par les émissions religieuses de cette même chaîne, pour lesquelles il avait été produit - le rabbin Josy Eisenberg, responsable des émissions religieuses juives pour la chaîne, n'avait pas admis une démarche qui part des questions plutôt que de réponses préétablies.

UN FILM DE TÉLÉVISION

Enquête sur Abraham est donc un film de télévision, presque entièrement composé d'entretiens. La mise en scène y est inexistante, le temps de parole formaté. Il donne tout pouvoir à la parole réflexive, et aucun aux possibilités singulières du cinéma (dont le documentaire fait évidemment partie). Pourquoi, dès lors, le sortir en salles ? Abraham Segal répond par la collectivité de spectateurs que permet le cinéma. Mais il n'est pas sûr que les choix de réalisation puissent susciter une sensation collective. En revanche, les séances publiques autorisent les débats qu'appelle le film. Ils sont prévus au Studio des Ursulines (10, rue des Ursulines, St. Tél. : 01-43-26-19-09), les 13, 17, 20, 24 et 27 mars après la séance de 20 heures, avec les rabbins Haddad et Kryger, Mgr Gallot, le pasteur Claudette Marquet, le spécialiste de l'islam Abd al-Haq Guiderdoni, les historiens Elias Sanbar et Pierre Geoltrain, les philosophes Marie-José Mondzain et Samuel Trigano, Jean-Claude Carrière, les journalistes Nitzan Horowitz (*Hooters*), Jean Daniel (*Le Nouvel Observateur*), Dominique Vidal (*Le Monde* diplomatique) et Catherine Humblot (*Le Monde*), et bien sûr Abraham Segal.

Jean-Michel Frodon

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL

ARCHANGEL

Deux films canadiens de Guy Maddin. *Tales from the Gimli Hospital* (1 h 12), avec Kyle McCulloch, Michael Gottl et Angela Heck. *Archangel* (1 h 25).

■ A la fin du XIX^e siècle, Gunnar et Einar se retrouvent dans un hôpital situé dans un village d'immigrés islandais au Canada. L'un est obèse et sait parler aux infirmières, qui sont toutes secouées par sa tragique histoire d'amour, alors que Einar est condamné à le regarder sans jamais attirer la moindre attention. Gunnar finit par raconter à Einar comment il a perdu sa femme après lui avoir transmis la peste, alors qu'Einar lui confie comment un soir il a ouvert la tombe d'une femme. Il apparaît que la femme de Gunnar était celle qui était dans la sépulture profanée par Einar.

Le point de départ d'*Archangel* est au moins aussi étrange que celui de *Tales from the Gimli Hospital* : des soldats canadiens sont envoyés durant la première guerre mondiale pour défendre un stock d'armes dans la ville d'Arkhangelsk, en Russie. Arrivés dans la ville, les soldats découvrent que leurs ennemis ne sont pas des Allemands, mais les Russes passés entre-temps du côté du bolchevisme. Découvert à l'occasion de la sortie de *Carsful*, Guy Maddin a réalisé ces deux films avec des bouts de ficelle. Tournés en noir et blanc, rappelant à la fois le cinéma muet, certaines images de l'expressionnisme allemand, *Le Chien andalou*, de Buñuel, et *Eraserhead*, de David Lynch, *Tales from the Gimli Hospital* et *Archangel* tranchent sur l'ordinaire du cinéma. Le choix de Guy Maddin de retourner à une forme de cinéma muet pour filmer des personnages vivant au début du siècle est assez audacieux, et dépasse le simple gadget expérimental. D'une force visuelle étonnante, les films de Guy Maddin se révèlent plus qu'une simple curiosité.

S. Bd.

LES RANDONNEURS

Film français de Philippe Harel. Avec Benoît Poelvoorde, Karin Viard, Géraldine Pailhas, Vincent Elbaz, Philippe Harel (1 h 35).

■ Si l'on s'en tient à sa principale ficelle narrative, on peut voir ce film comme une variation comique de *Delivrance*, de John Boorman. Le principe, destiné à produire une épreuve de vérité, consiste à convoquer une brochette de personnages fortement individualisés, à leur attribuer un dessin commun et à s'arranger pour que chacun d'entre eux ne puisse se soustraire en chemin à l'aventure. Ici, il s'agit de voir comment s'en sortent cinq Parisiens réunis durant l'été sur un itinéraire de grande randonnée en Corse. Voici donc, reconnaissables sous leurs sacs à dos, Eric, le guide plein d'allant, Cora, la comédienne manquée souffrant des pieds, Géraldine, qui vit et marche dans l'adoration d'Eric, Mathieu, le jeune branché débrouillard, et Louis, le jeune congénial. L'écueil principal réside dans les vicissitudes prévisibles (du pet dans le dortoir au conflit ouvert), même si l'on perçoit une volonté de sortir des sentiers battus, en luttant notamment la force d'un certain poids existentiel (les retours en arrière sur le passé des personnages). Mais le mélange des genres n'hésite qu'entre roublardise et incision. Jacques Mandelbaum

THE KIDS IN THE HALL

Film américain de Kelly Makin. Avec David Foley, Bruce McCulloch, Kevin McDonald, Mark McKinney, Scott Thompson (1 h 29).

■ Enfin, un laboratoire pharmaceutique a mis au point une « pilule du bonheur », qui va chercher au fond de chacun son meilleur souvenir et le fixe dans son cerveau. Sourire permanent garanti, mais le produit a été lancé sans tester les effets secondaires. C'est le point de départ d'une comédie franchement barge où, Canadiens spécialisés dans les rôles multiples et le travesti pour mieux moquer les comportements sociaux coincés des adultes, les Kids in the Hall passent à la moulignée Wall Street, les familles dysfonctionnelles, les gays affirmés ou renfermés, la reine d'Angleterre, les petits cancéreux photogéniques, les savants avides de publicité, les chauffeurs de taxi. Ce quintette venu de la télévision et que beaucoup qualifient de Monty Python pour la génération MTV déclenche un fouteur à malices qui, même s'il ne tient pas le rythme jusqu'au bout, pourrait bien susciter un film culte à la manière du *Rocky Horror Picture Show*.

Henri Béhar

DERNIER RECOURS

Film américain de Walter Hill. Avec Bruce Willis, Christopher Walken (1 h 41).

■ *Dernier recours* est le deuxième remake de *Yojimbo*, de Kurosawa, après *Pour une poignée de dollars*, de Sergio Leone. L'histoire de ce mercenaire qui débarque dans une ville où règne une guerre entre deux clans et qui, en passant d'un camp à l'autre, réussit à provoquer leur destruction commune pourrait d'ailleurs avoir des origines plus lointaines, d'*Arlequin serviteur de deux maîtres*, de Goldoni, à *La Moisson rouge*, de Dashiell Hammett. Située durant la prohibition, la nouvelle version se déroule dans une bourgade du désert, près de la frontière mexicaine, évoquant davantage un western italien que le film noir. Parti pris décevant dès lors que le réalisateur, malgré quelques séquences inspirées, ne parvient pas à surpasser ses références et admirations principales : Sergio Leone, bien sûr, Sam Peckinpah surtout (dont Hill fut scénariste), et John Woo, dont il tente de mimer la violence abstraite.

Jean-François Rauger

VA OÙ TON CŒUR TE PORTE

Film italien de Cristina Comencini. Avec Vanna List, Tcheky Karyo, Margherita Bny, Galatea Ranzi (1 h 50).

■ Quatrième film de la fille de Luigi Comencini, *Vo où ton cœur te porte* est adapté du roman éponyme de Susanna Tamaro, best-seller international déjà vendu à cinq millions d'exemplaires. L'effet d'entraînement du roman risque d'être son seul atout. La séquence d'ouverture - une maison vide où la caméra glisse sinuusement sur les objets et les photographies sur fond d'orage et de soupe musicale (exorde caractéristique des guimauves hollywoodiennes d'aujourd'hui) - suggère d'emblée le conformisme du style, à travers lequel s'échafaude, à grandes platitudes de psychologie, l'histoire d'une vieille femme qui vient de mourir et dont la petite fille trouve dans la maison familiale une confession écrite qui lui est destinée. Au gré de la lecture et de retours en arrière successifs, un lourd secret se dévoile, qui relie entre elles trois générations de femmes. On sait gré à la réalisatrice de construire ce récit en cultivant quelque temps le mystère, lequel, une fois levé, en suscite d'emblée un autre, hélas insondable : celui de la fadeur esthétique.

J. M.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Encore une semaine en retrait par rapport à la période corrépondante de l'an dernier. La « grosse machine » du moment, *Jerry Maguire*, atteint un bonhomme 98 000 dans son énorme combinaison de 46 salles. Parmi les douze autres nouveautés, quelques titres tentent vaillamment leur épingle du jeu : score très moyen pour *Star Trek* à 38 000 dans 23 salles, *Tycho Moon* (9 000 dans 9 salles), *Marion* (13 000 dans 14 salles), *Les Anges déchus* (5 000 dans 4 salles) et *Rimbaud/Véraine* (5 000 dans 5 salles) font ce qu'ils peuvent.

■ *Mars Attacks* ! reste le grand vainqueur du moment, avec 131 000 entrées en deuxième semaine (total : 346 000), confirmant son ascendant sur *Lucie Aubrac* qui attire 63 000 spectateurs (total sur la même durée : 179 000). Tandis que *Tout le monde dit : « I Love You »* poursuit sa brillante carrière avec 48 000 amateurs en quatrième semaine (total : 444 000), *Larry Flint* se fatigue (24 000, soit 141 000 en 3 semaines) et *Un beau jour* s'achève (16 000 ; 127 000 en 3 semaines).

■ Trois bonnes nouvelles tout de même : en trois semaines la rétrospective Jacques Demy a attiré 16 000 spectateurs tandis que sur la même durée, dans trois salles, *Level 5* en a réuni 13 000. Et *Vertigo* séduit 4 000 cinéphiles dans une salle parisienne.

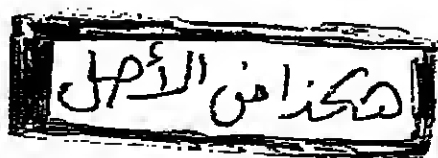
J.-M. F.

* Chiffres : Le Film français

Soirée Supplémentaire
Dimanche 30 Mars à 20h45
THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARIN
FANNY ARDANT
MASTER CLASS
La leçon de chant
ROMAN POLANSKI
RESERVATION 01 42 08 00 32
100%

Cette semaine dans Les Inrockuptibles
James Ellroy
chez lui
à Kansas City
L'hebdo musique, cinéma, livres, etc.
tous les mercredis, 15 F

APPEL A CANDIDATURES
Délégation de services publics
Identification de la collectivité déléguée :
VILLE DE BESANCON - 2, rue Mazarin
25034 - BESANCON CEDEX
Objet : direction du Théâtre Municipal - allégement.
Missions : action culturelle (organisation des salons lyriques et musicaux) gestion du théâtre.
Droits de la délégation : 4 ans.
Présentation et contenu des candidatures : les candidats comporteront la mention « Théâtre Municipal ». Les pièces suivantes sont à joindre à l'appui de la candidature au titre des garanties professionnelles et financières exigées :
- agrément du Ministère de la Culture portant sur la profession d'entrepreneur de spectacles,
- cursus professionnel et bilan d'activités,
- comptes d'exploitation et bilans des trois derniers exercices,
- déclarations attestant que le candidat est à jour de ses obligations fiscales, parafiscales et organismes sociaux,
- justification de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant celui-ci.
Date limite de dépôt des candidatures : les candidatures devront être adressées au bureau du courrier de la Mairie ou déposées contre récépissé à l'adresse mentionnée ci-dessus jusqu'au :
VENDREDI 18 AVRIL 1997 à 16 heures 30
Remarque : les candidatures techniques : seront obtenues auprès de M^{me} FOREL, Directeur du Service Action Culturelle - Tél. : 03.51.61.51.01.



LA SÉLECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS (Hongkong, 1 h 36) de Wong Kar-Wai.
BRIGANDS, CHAPITRE VII (français, 1 h 46) de Jean-Louis Bory.
CARMIN PROFOND (français, 1 h 46) de Jean-Louis Bory.
DIEU SAIT QUOI (français, 1 h 30) de Jean-Louis Bory.
DU JOUR AU LENDEMAIN (français, 1 h 46) de Jean-Louis Bory.
FOR EVER MOZART (français, 1 h 46) de Jean-Louis Bory.
KARDIOGRAMMA (kazakh, 1 h 13) de Darghan Omirbaev.
LEVEL FIVE (français, 1 h 46) de Chris Marker.

MACADAM TRIBU (français, 1 h 46) de José Laplaine.
MARION (français, 1 h 46) de Manuel Poirier.
MARS ATTACKS I (américain, 1 h 45) de Tim Burton.
LA MOINDRE DES CHOSES (français, 1 h 45) de Nicolas Philibert.
NÉNETTE ET BONI (français, 1 h 43) de Claire Denis.
LA SERVANTE AIMAANTE (français, 2 h 46) de Jean Douchet.
TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU » (américain, 1 h 41) de Woody Allen.
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE (français, 1 h 30) de Sandrine Veysset.

FESTIVALS

FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES DE CRÉTEIL
 Dix longs-métrages, dix documentaires et trente courts-métrages, sont en compétition de cette 19^e édition présidée par Micheline Presle. Un regard sur le jeune cinéma français (dix réalisatrices françaises invitent dix réalisateurs de leur génération à présenter leur dernier film), un autre sur vingt-deux réalisatrices des Balkans, un forum « Femmes, cinémas et identités nationales » et un hommage à la réalisatrice argentine María Luisa Bemberg comptent parmi les nombreuses manifestations prévues.

DU 14 AU 23 MARS. Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Crétail. Tél. : 01-49-80-38-98.

15^e FESTIVAL CINÉMA D'ALÈS
 Intitulé depuis 1993 « Itinérances », ce festival privilégie les films de route et d'errance (road movies, films initiatiques, de voyage...). Un panorama sur ce sujet, de Georges Méliès à Jim Jarmusch, inclut aussi les frères Taviani, Roman Polanski, Wim Wenders, Martin Scorsese, Theo Angelopoulos et Barbara Loden. Outre une compétition d'une vingtaine de courts-métrages, sont proposés deux hommages (à Agnès Varda et à l'islandais Fridrik Thor Fridriksson), une programmation spécifique et des concours destinés au jeune public.

A noter, le 20 mars, un concert du saxophoniste Archie Shepp, après la projection du documentaire de Franck Cassenhi Archie Shepp : je suis jazz... c'est ma vie.

DU 14 AU 22 MARS. Le Cratère, square Pablo-Neruda, 30 Alès. Tél. : 04-66-30-24-26.

RENCONTRES CINÉMAS D'AMÉRIQUE LATINE À TOULOUSE
 Ces 9^e Rencontres proposent un rendez-vous complet sur les cinémas pluriels de l'Amérique latine et présentent une sélection de films de fiction et documentaires, longs, moyens et courts, de nombreux inédits et des premières œuvres. Une intégrale « Luis Buñuel au Mexique » (vingt et un films tournés entre 1946 et 1964), deux hommages (l'un au réalisateur chilien Miguel Littin, l'autre à la réalisatrice argentine María Luisa Bemberg, disparue en 1995), des rencontres et plusieurs tables rondes complètent cette programmation.

DU 17 AU 25 MARS. Bureau du Festival, Arcat, 43, rue du Tour, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-55-79.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE BEAUVAIS, CINÉMA
 Dix longs-métrages et dix courts, français et étrangers, tous inédits, des films d'école (du primaire au lycée) sont en compétition de cette septième édition de Cinéma Beauvais présidée par Georges Lautner. Le thème de cette manifestation, consacré aux animaux dans le cinéma, sera cette année « Les créatures de l'espace » du Voyage

dans la Lune, de Georges Méliès, à La Guerre des étoiles, de George Lucas. Deux hommages sont prévus : l'un à Charlton Heston, l'autre à Georges Lautner. Parallèlement, Cinéma Beauvais organise « Les métiers du rêve », qui offrent à quelques deux mille jeunes de toutes les écoles du département de l'Oise l'occasion de rencontrer des professionnels du cinéma et de s'initier aux arcanes du 7^e art.

DU 15 AU 22 MARS (sur plusieurs sites). Bureau du Festival, 32, rue Carnot, 60 Beauvais. Tél. : 03-44-48-81-30.

FESTIVAL DU FILM D'ACTION ET D'ADVENTURES DE VALENCIENNES
 Au programme de cette 8^e édition présidée par André Téchiné, onze films étrangers inédits présentés en compétition, une rétrospective des films du réalisateur et producteur hongkongais Tsui Hark, un hommage au producteur anglais de Channel 4, David Aukin, et un portrait d'un jeune producteur français, Patrick Godeau. Outre deux courts-métrages (les 21 et 22), une compétition « jeune public » et un hommage à André Téchiné sont aussi prévus.

DU 18 AU 23 MARS. Bureau du Festival, 6, place Fraissart, 59 Valenciennes. Tél. : 03-27-29-55-40.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA JEUNE PUBLIC DE LAON
 Ce festival présente, en compétition, dix longs-métrages récents inédits, en provenance de Hongkong, des Pays-Bas, du Danemark, de Roumanie, d'Allemagne, d'Israël, des USA, d'Italie, ou même du Kazakhstan. Un regard sur les réalisateurs dans le Nord - Pas-de-Calais et la Picardie, des courts-métrages, et un chapitre de l'histoire du cinéma, avec les pionniers du film d'animation britannique sont également au programme de cette 15^e édition.

DU 17 AU 27 MARS. Bureau du Festival, Maison des Arts, place Aubry, 02 Laon. Tél. : 03-23-30-38-61.

RELETS DU CINÉMA IBERIQUE ET LATINO-AMÉRICAIN DE VILLEURBANNE
 Une trentaine de longs-métrages (huit espagnols, deux portugais et vingt latino-américains) ainsi que deux courts-métrages et des documentaires vidéo sont au programme de cette 13^e édition.

Sont aussi prévus un coup de projecteur sur le cinéaste mexicain Arturo Ripstein, un hommage à Marcello Mastroianni, une sélection de films sur la femme dans le cinéma ibérique et latino, une présentation de la nouvelle génération du cinéma espagnol, et une rétrospective de films du réalisateur cubain Tomas Gutierrez Alea (Fraise et Chocolat, Guanabana) mort le 16 avril 1996.

DU 12 AU 25 MARS. Cinéma Le Zola, 117, cours Emile-Zola, 69 Villeurbanne. Tél. : 04-78-93-42-65.

NOUVEAUX FILMS

ARCHANGE
 Film canadien de Guy Maddin, avec Kyle McCulloch, Kathy Marykka, Sarah Neville, Ali Cohen, Michael Gottli, David Falkenberg (1 h 23).
VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

LA CIGATRICE
 Film franco-israélien de Haim Bouza-glo, avec Robin Renoud, Ronit Alkabetz, Andrea Ferrel, Sasson Gabai (1 h 34).

Grand Pavot, 15^e (01-45-54-46-85) ; réservation : 01-40-30-20-10.

DERNIER RECOURS (1)
 Film américain de Walter Hill, avec Bruce Willis, Bruce Dern, Christopher

ENQUÊTE SUR ABRAHAM
 Film franco-israélien-palestinien d'Abraham Ségol (1 h 42).
VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-25-19-09).

FRED
 Film français de Pierre Jolivet, avec Vincent Lindon, Clotilde Courau, François Berléand, Albert Dray, Roschdy Zem, Stéphane Jobert (1 h 25).

UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; Gaumont Opéra, 1^{er} (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Rex, 1^{er} (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Bretagne, 6^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; George-V, 6^e ; Majestic Bastille, 1^{er} (01-47-00-02-48) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^e ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96) ; réservation : 01-40-30-20-10.

GLASTONBURY, THE MOVIE
 Film britannique de Robin Mahoney, Matthew Salkeld, Norman Beaton, avec The Flabbers, Co-Craters, Lemnheads, Omar, Spiritualized, Chuck Prophet (1 h 35).
VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

KIDS IN THE HALL
 Film américain de Kelly Makin, avec David Foley, Bruce McCulloch, Kevin McDonald.

VF : Paramount Opéra, 1^{er} (01-47-42-58-31) ; réservation : 01-40-30-20-10.

NO WAY HOME (1)
 Film américain de Buddy Giovinazzo, avec Tim Roth, James Russo, Deborah Unger, Bernardette Peters, Larry Romano, Mike Grief (1 h 36).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, 1^{er} (01-47-40-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Rotonde, 6^e ; George-V, 6^e ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-47-57-59-81) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LE PATIENT ANGLAIS
 Film américain d'Anthony Minghella, avec Ralph Fiennes, Kristin Scott Thomas, Ralph Fiennes, Willem Dafoe, Naveen Andrews, Colin Firth (2 h 40).

VO : Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LA COLLINE COUBLÉE
 d'Abderrahmane Bouguemouh, avec Oumaima Anzai, Mohamed Chabane, Samira About, Abderrahmane Kamal, Abderrahmane Deblane, Farouk Hadjiloum. Franco-algérien (1 h 45).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Europe Pathé (en-jeu) Pathé, 5^e (01-43-54-15-04) ; Le Balzac, 6^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LE COMMENT ET LE POURQUOI
 de Ventura Pons, avec Luis Homs, Pepe Lopez, Alex Casanova, Merve Aréaga, Merve Pons, Peter Post (1 h 30).

VO : Lattre, 4^e (01-42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

DIEU SAIT QUOI
 de Jean-Daniel Pollet, Français (1 h 30).
Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

DU JOUR AU LENDEMAIN
 de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whitley, Richard Salter, Claudia Bernini, Ryszard Karzyński.

Espace-allemand, noir et blanc (1 h 02). VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-25-19-09).

EAU DOUCE
 de Marie Vermeilard, avec Nathalie Richard, Antoine Chappey, Elie Tazartes, Alexis Batussoy, Raymond Martin.

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 6^e (01-45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (01-47-40-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LES RANDONNEURS
 Film français de Philippe Harel, avec Benoît Poelvoorde, Karin Viard, Géraldine Pailhas, Vincent Elbez, Philippe Harel (1 h 35).

Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27) ; réservation : 01-40-30-20-10.

VO : Lattre, 4^e (01-42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

DU JOUR AU LENDEMAIN
 de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whitley, Richard Salter, Claudia Bernini, Ryszard Karzyński.

Espace-allemand, noir et blanc (1 h 02). VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-25-19-09).

EAU DOUCE
 de Marie Vermeilard, avec Nathalie Richard, Antoine Chappey, Elie Tazartes, Alexis Batussoy, Raymond Martin.

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Ambassade, 6^e (01-43-25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 6^e (01-45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (01-47-40-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96) ; réservation : 01-40-30-20-10.

Parthé Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

TALES FROM THE GIMLI HOSPITAL
 Film canadien de Guy Maddin, avec Kyle McCulloch, Michael Gottli, Angela Heck, Margaret-Anne MacLeod, Heather Neale, Caroline Bonner (1 h 12).

VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

VA OÙ TON COEUR TE PORTE
 Film italien de Christina Comencini, avec Véra Lili, Tchéky Karyo, Margherita Buy, Galatea Ranzi, Valentina Chio, Massimo Ghini (1 h 50).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; 14-Juillet Hauteville, 6^e (01-46-33-79-38) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Triomphe, 6^e ; Parthé Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

VF : Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (01-43-87-35-43) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Opéra, 1^{er} ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Les Montparnos, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10.

EXCLUSIVITÉS
L'AMOUR EST À RÉINVENTER ()**
 Dix films courts, français (58 mn).
14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LES ANGES DÉCHUS
 de Wong Kar-Wai, avec Lee Lai Mui, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michèle Reis, Karen Mok. Hong Kong (1 h 36).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; Radin Odéon, 6^e (01-43-26-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; George-V, 6^e ; Brigands, Chapitre VII d'Orléans, 1^{er} ; Gaumont Ambassade, 6^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Opéra, 1^{er} ; La Bastille, 1^{er} (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-80-77-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20) ; Parthé Wepler, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LEVEL RIVE
 de Chris Marker, avec Catherine Belkhouja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Jūrihshi Ushiyama. Français (1 h 46).

Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G, de Beaubourg, 3^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Le Balzac, 6^e (01-45-61-10-60).

LOOKING FOR RICHARD
 d'Al Pacino, avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder. Américain (1 h 52).

VO : UGC Forum Orient Express, 1^{er} ; Action Ecotes, 1^{er} (01-43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6^e ; UGC Triomphe, 6^e.

MACADAM TRIBU
 de José Laplaine, avec Lydia Ewardé, Hassane Kouyaté, Sidi Camara, Assitout Kanté, Gabriel Mene Konaté, Maïmouna Hélène Diarra. Franco-zairois-portugais (1 h 27).

VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-18-09) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33) ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MARION
 de Manuel Poirier, avec Corinne Cléry, Pierre Barouh, Elisabeth Cornille, Marie-Françoise Pieser, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez. Français (1 h 46).

Gaumont les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Opéra, 1^{er} (01-43-12-91-40) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Europa Pathé (en-jeu) Pathé, 5^e (01-43-54-15-04) ; Le Balzac, 6^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Escurial, 13^e (01-47-07-28-04) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20) ; Bienvenue Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00) ; réservation : 01-40-30-20-10.

MARS ATTACKS I
 de Tim Burton, avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short. Américain (1 h 45).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Montparnasse, 6^e ; Gaumont Marnier, 6^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, THO, 6^e (01-47-07-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LA MOINDRE DES CHOSES
 de Nicolas Philibert, avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde. Français (1 h 45).

14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

NÉNETTE ET BONI
 de Claire Denis, avec Grégoire Colin, Alice Hauri, Jacques Nolot, Valérie Brun-Tedeschi, Vincent Gallo. Français (1 h 43).

14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00) ; réservation : 01-40-30-20-10.

GHOST DANCE
 de Ken McMillen, avec Jacques Derrida, Léonie Mellinger, Pascale Ogier, Robbie Coltrane, Dominique Pinon. Britannique (1 h 40).

VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

JERRY MASQUIRE
 de Cameron Crowe, avec Tom Cruise, Cuba Gooding Jr., Renee Zellweger, Kelly Preston, Jerry O'Connell, Jay Mohr. Américain (2 h 18).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; UGC Danton, 6^e ; Gaumont Marnier, 6^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, 6^e ; Gaumont Opéra Français, 1^{er} (01-47-07-33-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e.

KARDIOGRAMMA
 de Darghan Omirbaev, avec Jasulan Asauov, Saile Toktybaeva, Gulnara Dosmetova. Kazakh (1 h 12).

VO : Le Quartier latin, 5^e (01-43-26-84-65).

LADY OSCAR
 de Jacques Demy, avec Catherine Malfrey, Barry Stokes, Christine Bohn, James Bergstrom, Terence Budd, Martin Potter. Franco-japonais (2 h 04).

Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) ; réservation : 01-40-30-20-10.

LARRY FLYNT
 de Miles Formas, avec Woody Harrelson, Courtney Love, Edward Norton, Brett Harrelson, Donnie Hanover, James Cromwell. Américain (2 h 10).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; UGC Odéon, 6^e ; Gaumont Ambassade, 6^e (01-43-59-19-08) ; réservation : 01-40-

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 13 MARS 1997

COLLOQUE Les rapports entre la presse et la justice ont été au centre des débats d'un colloque organisé, mardi 11 mars à Paris, par l'association Presse-Liberté, présidée par

Alain Peyrefitte. ● LE SECRET de l'instruction doit-il être renforcé ou non ? Éditeurs, journalistes, magistrats, avocats, hommes politiques (de la majorité) se sont montrés plutôt

réticents à l'idée d'un durcissement de la loi, alors que les avis étaient partagés sur la création ou non d'une instance de déontologie pour les journalistes. ● L'ASSOUPLISSEMENT

de la notion de respect de la vie privée a été souhaité par l'association Presse-Liberté. ● LES JOURNAUX doivent s'organiser pour prendre toute leur place sur les autoroutes de

l'information, estime un rapport sur la presse et le multimédia, remis mardi 11 mars à François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace.

Presse-Liberté ne souhaite pas un renforcement du secret de l'instruction

L'association a réuni, mardi 11 mars à Paris, éditeurs, journalistes, magistrats, avocats et hommes politiques pour débattre des rapports entre la presse et la justice, et de la nécessité ou non de mettre en place une instance de déontologie pour les journalistes

LES RAPPORTS entre la presse et la justice sont difficiles, tendus, faits souvent d'incompréhensions mutuelles, quand ils ne sont pas soupçonneux. La question du secret de l'instruction est au cœur de ce débat et la tentation est grande chez certains politiques, comme chez certains magistrats, de renforcer ce secret, et, par voie de conséquence, d'empêcher les journalistes de dévoiler certaines « affaires » politico-financières. D'un amendement déposé par le député Alain Marsaud (RPR) à la première mouture du rapport de Marie-Laure Rassat, en passant par les travaux d'une mission sénatoriale, la tentation revient périodiquement.

Le président de la République a installé une commission sur la justice, présidée par Pierre Truche,

chargée notamment de réfléchir au moyen de conjuguer présomption d'innocence et droit d'informer (*Le Monde* du 23 janvier). L'association Presse-Liberté, présidée par Alain Peyrefitte, sénateur et président du comité éditorial du *Figaro*, a organisé un colloque, mardi 11 mars à Paris, réunissant éditeurs, journalistes, magistrats, avocats, hommes politiques, pour évoquer les rapports entre la presse et la justice.

« ALLIANCE OBJECTIVE »

Selon l'avocat Paul Lombard, il convient de parler du secret de l'instruction « avec le respect qu'on doit au défunt ». « Le secret de l'instruction ne correspond plus à l'état de notre société », renchérit le sénateur Hubert Haenel (RPR). Pour Alain Gèstet, directeur de la ré-

daction du *Journal du dimanche* : « Le secret de l'instruction n'est plus respecté, c'est un fait. Il n'est pas respecté par les juges, les avocats, les journalistes, les policiers. S'il y a violation du secret de l'instruction, c'est que la machine judiciaire marche mal. Il y a une alliance objective entre la presse et les juges, je ne vois pas comment on peut empêcher cela. Dans ce genre d'affaires, on est en partie condamné à certains dérapages pour chercher ce qui est caché. Mais les choses seraient plus saines s'il n'y avait pas eu une volonté d'étouffement des affaires. »

Le conseiller à la Cour de cassation Pierre Guerdier estime que ce secret a toujours raison d'être et s'inquiète de la publicité donnée par les journaux aux mises en examen. Cela concerne aussi les accidents : « Les victimes se plaignent,

cherchent des responsables, cela entraîne la révélation de mises en examen dans le cadre d'homicides involontaires. Est-ce indispensable ? », dit-il.

« La violation du secret de l'instruction est une des atteintes les plus graves aux libertés individuelles, s'est exclamé Arnaud Cazin d'Honinctun (UDF, FD), vice-président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. On on fait respecter le texte sur le secret de l'instruction, et on sanctionne les gens qui poussent à la violation, ou bien les textes ne vont pas, et il faut les changer. »

Le journaliste Alexandre Adler estime que « l'instruction est devenue une instruction à charge entre les mains des journalistes », tandis que, pour Paul Lombard, « le journaliste est dans une situation quasi

intolérable. Il est condamné à donner une information parcellaire, partisane et indirecte ».

Comme Paul Lombard, Martine Ract-Mahaux, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, se déclare « favorable à une transparence totale ». La majorité des intervenants se sont prononcés pour une plus grande publicité des débats judiciaires, pour que l'information sur l'instruction « soit à charge et à décharge », comme l'indique Alain Chastagnol, secrétaire général de Presse-Liberté, qui vient de rejoindre le groupe Hachette.

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Ancien garde des sceaux, Alain Peyrefitte est plus radical. Il préconise de « supprimer le juge d'instruction », ce qui rendrait, selon lui, la justice plus rapide et plus transparente. « Quand on sait qu'un juge d'instruction adresse aux journaux des fax qui font partie d'un dossier judiciaire, accompagnés de commentaires personnels, plus à charge qu'à décharge, on se pose des questions », a-t-il ajouté.

Autre sujet sensible sur les rapports entre la presse et la justice : le respect de la vie privée. L'association Presse-Liberté - où le poids d'Hachette-Filippacchi Presse est important - souhaite un assouplissement de la définition de la vie privée, qui concerne principalement quelques journaux d'Hachette-Filippacchi ou de Prisma Presse. Marie-Christine de Percin, avocate de *Paris Match*, constate

que les procès sont de plus en plus nombreux et les sanctions de plus en plus lourdes. Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction du *Figaro*, cite une phrase de Claude Angeli : « Le journalisme

La déontologie en question

Face à la défiance qui atteint les journalistes, le politologue Roland Cayrol plaide pour « un sursaut des professionnels de l'information ». « Il est important de codifier des règles éthiques et de définir des normes de déontologie professionnelle », poursuit-il en proposant la création d'un organisme, qui ne serait pas uniquement composé de journalistes, qui pourrait « sanctionner certains manquements ». Une telle structure existe en Grande-Bretagne et en Allemagne. L'idée de sanctions n'a pas fait l'unanimité des participants au colloque, dans l'ensemble favorables à une commission de sages, mais hostiles à un Ordre des journalistes.

s'arrête à l'entrée de la chambre à coucher. » Et le médiateur du Monde, Thomas Fereozzi, estime que « le respect de la vie privée est un impératif d'autant plus strict que nous demandons une plus grande transparence de la vie publique ».

Alain Salles

L'écrit sur les autoroutes de l'information

« LA PRESSE peut encore gagner la bataille du multimédia », estime Jean-Charles Bourdier, directeur de la rédaction du *Républicain lorrain*, dans un rapport sur la presse et le multimédia demandé par François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace. Mais les journaux partent avec de nombreux handicaps et c'est bien « l'existence même de la presse écrite, dans sa forme actuelle, qui est aujourd'hui en cause », selon M. Bourdier, face aux grands groupes audiovisuels ou informatiques.

La presse doit donc se ressaisir pour avoir sa place sur les autoroutes de l'information. Selon M. Bourdier, les journaux naissent quand il

le faut se regrouper, sous forme de syndication, par exemple, pour proposer des produits publicitaires ou éditoriaux communs. Il préconise aussi de développer des partenariats, avec des industriels ou avec des collectivités locales.

JOURNAUX ÉLECTRONIQUES

« La presse écrite française ne peut relever seule le défi du multimédia », dit l'auteur, qui préconise « d'élargir au multimédia les mécanismes d'aide jusqu'à présent réservés à l'écrit ». Il estime « qu'une synergie entre presse et industrie doit être recherchée et développée », dans la lignée des plates-formes d'expérimentation

des autoroutes de l'information. Enfin, un effort doit être fait pour développer les journaux électroniques et faciliter leur introduction dans les écoles.

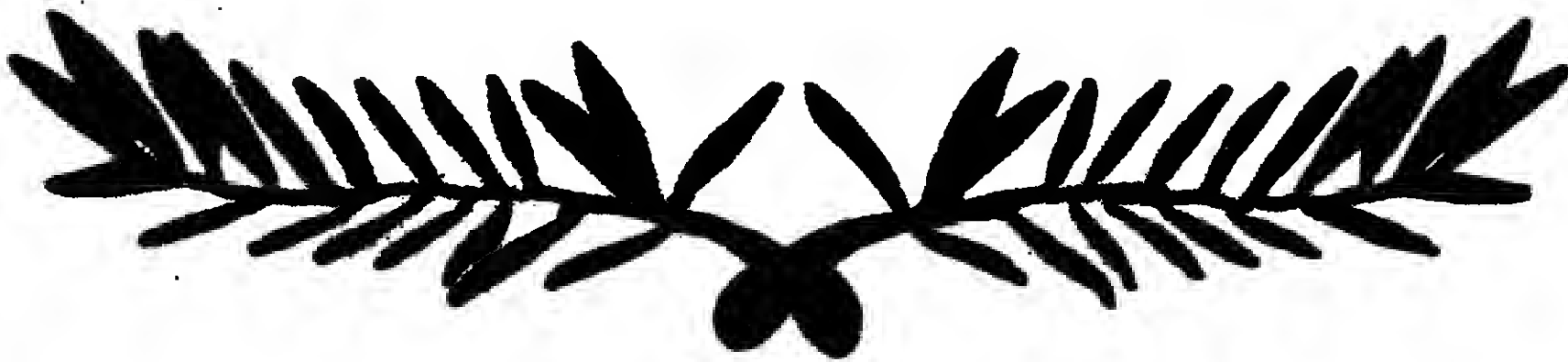
François Fillon devrait reconnaître les éditeurs de presse pour discuter du rapport, dans un délai assez rapide. Au ministère des postes et télécommunications, on souligne que « la presse doit être un acteur-clé des nouvelles techniques de communication ». « On n'aura un développement fort d'Internet en France que si le contenu est suffisamment attractif. Les contenus aujourd'hui sont anglo-saxons », explique-t-on.

A. S.

COMITÉ FRANÇAIS POUR L'AUDIOVISUEL

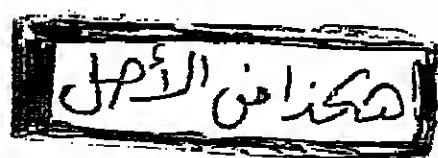
PRIX 1997

Décerné à La Story d'Antoine de Caunes sur Fun Radio



On peut être pris au sérieux sans se prendre au sérieux

Merci à l'ensemble des membres du jury 1997 du Comité Français pour l'Audiovisuel pour cette distinction qui nous honore et à Antoine de Caunes d'avoir choisi cette année de rejoindre l'équipe de Fun Radio.



M M O B I L I T É

VENTES

APPARTEMENTS

5^e arrondissement

Studio M^e Cardinal-Lemoine
2^e ét. Rue des Boulangeries
Canton, calme, 365 000 F -
01-40-47-67-82

6^e arrondissement

RUE DE SEINE soleil
ravinant 4/5 p - 100 m², 4^e ét.
LITRE 01-45-44-44-45

LUXEMBOURG beau 2 P.
150 m² bon plan exclusivité
CSA - 01-42-60-42-20

BD RASPAIL
M^e ND-DES-CHAMPS
9^e ét., dans bel imm., 4 p.
115 m² env. - expos. Est
+ chbre serv., 3 300 000 F
NOTAIRE - 01-44-55-33-21

PT NEUF vue/Seine
5 p. en triplex
160 m², 2 bns, état neuf
terrasses 80 m²
01-43-35-18-36

ND-DES-CHAMPS sf jardin
135 m² + 19 m² gds balcs, 5^e asc.
box. LITRE 01-45-44-44-45

GDS-AUGUSTINS 6 P
except. 190 m² - 2^e asc.,
balc. LITRE
01-45-44-44-45

7^e arrondissement

SOLFERINO 5 p., 5^e ét.,
asc., vue superbe, balcon solai,
SERVICE 01-42-78-64-33

8^e arrondissement

USBONNE 5 p.
127 m², pierre de L, standing,
bon plan, 01-43-59-14-05

M^e GEORGE-V beau 2 p., 75 m²
7^e ét., asc., vue jardin
1 500 000 F - 01-42-66-36-53

F-ROOSEVELT, A SAISIR
2 P. 35 m² parfait état.
730 000 F - 01-42-66-36-53

11^e arrondissement

BD JULES-FERRY
M^e République - 3 p.
63 m² env., 4 ét. sans asc.
sud-ouest - 1 200 000 F
NOTAIRE - 01-44-55-33-21

12^e arrondissement

3/4 p - 9^e asc., expo-sud
Pdt, 85 m² 1 490 000 F
ADHOC - 01-44-75-70-80

13^e arrondissement

MAISON/BOHÈME 80 m²
M^e MAISON-BLANCHE
bon état - 01-45-08-58-68

Pl. Italie, stég. dem. ét. en
duplex, 4/5 p, 125 m² pl. sol.
calme, terr., park. - 01-43-38-36

M^e Nationale, réc. en duplex
dem. ét. 4/5 p, 125 m² pl. sol.
calme, terr., park. - 01-43-38-36

Pl. Italie, réc. stég. ét. élevé
3/4 p, 93 m², balcon, vue,
arr. park. - 01-43-35-18-36

14^e arrondissement

MOULIN-VERT 5 p., 4^e étage
asc., clair, Pk. 2 130 000 F
MEDIATIM - 01-42-79-01-02

PORT-ROYAL
OBSERVATOIRE
ancien apt. 9 p. principales
bel environnement, service
garage 11 000 000 F
NOTAIRE
Tél. : 01-44-88-45-54

DUPLEX 2 Pces 49 m²
double expo.
S-4-h, wc, cuis. américaine
équipée. Chbre, penderie. 4^e ét.
Tapis, digicode, imm. ravale
M^e Aléxis, Pk. : 835 000 F
Tél. : 01-47-63-83-83
Portable : 06-09-93-53-61

Montparnasse gd stég 5 p.
111 m² (3 ou 4 chbres)
2 bns, terr., park. urgt. -
01-43-35-18-36

15^e arrondissement

VOLENTAIRES 5^e ét.
80 m² beau duplex, balcon.
Très clair, sans vis-à-vis
1 400 000 F - 01-45-67-84-24

DUPLEX Prox. Champ Mars
4 P. 85 m² rue et cour
1^e ét., asc. Superbe imm.
1 800 000 F - 01-42-66-36-53

Studio M^e Duplex. 3^e ét.
bel imm. ancien, exc. état.
388 000 F - 01-40-47-67-82

16^e arrondissement

MOZART 6 p.
213 m² bel ancien
SERVICES 01-43-59-14-05

4/5 p. à PERGOLESE
jardin 72 m². Box. Soleil
1 850 000 F - Syndic :
01-40-47-67-82

PARTENA
Elysée

RANELAGH GD STANDING
5 P de car. en angle stég.
2^e ét. asc. Superbe imm. P-4-T.
135 m² + cave + grenier
3 300 000 F
Tél. : 01-42-66-36-53

17^e arrondissement

Studio parfait état
Sdb, clair et calme
650 000 F
Tél. : 01-47-45-55-53

ÉPINETTES, 3 p., 63 m²
3^e asc. Calme s'écoule
Bon état, gardien, porte
blindée, chauff. ind. gaz.
Ag. s'abstenir. 1 000 000 F
01-46-27-62-65 (18 h-20 h)

18^e arrondissement

R. Caudéroux, pdt, 9^e ét., 3/5 p.
en duplex.
116 m², 2 bns, balc.
parfait état - 01-43-35-18-36

20^e arrondissement

LOFT 84 m² en 2 p.
Très belles prestations
1 290 000 F -
IP - 01-48-63-32-88

78 YVELINES

VERSAILLES NEUF

Gare Five-droite 98 m²
jardin 105 m², 3 chbres,
2 120 000 F + parking double
DANO - 01-39-51-34-45

VERSAILLES NEUF

Gare Five-droite 6 p. 128 m²
balcon 16 m², 5 chbres
2 885 000 F + parking double
DANO - 01-39-51-34-45

92 HAUTS-DE-SEINE

Port de Neully
2/3 p., 5^e ét., asc., cheminée
Sdb, clair, cave.
1 200 000 F
Tél. : 01-47-45-55-53

94 VAL-DE-MARNE

ST-MANDÉ près du bois 2 P.
de charme 40 m² + 20 m²
terrasse sud. 990 000 F
IP - 01-48-83-32-88

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

LE CENTRE D'AFFAIRES
SFR

UN HOTEL PARTICULIER
DANS UN GRAND JARDIN

proposé des bureaux
équipés de 12 à 70 m²,
salle de réunion (vidéo),
secrétariat, standard
téléphonique personnalisé,
lignes directes numérisées,
domestications, parking.
28, rue Bartholomée, 75005
Paris (Port-Royal)
Tél. : 01-44-06-10-00
Fax : 01-43-37-81-80

SURESNES

Près mairie et services
administratifs, 5 mn gare.
Ecole, collège et commerces.

Part. vds local 280 m²
+ garage 68 m², façade sur
rue 21 m + habitation à
rénover.
74 m², avec cour et jardin.
203 m²,
gaz + foras total 625 m².
Px : 2 900 000 F.
Tél. : 01-39-51-68-42.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
et tous services :
01-43-55-17-50

Chaque semaine retrouvez
votre rubrique
"IMMOBILIER"

Pour vos annonces contactez le

01 44 43 77 40

Fax 01 44 43 77 27

HÔTEL PARTICULIER

MOZART VOIE PRIVÉE
Hôtel part. 8P. Luxueux
350 m² + jardin clos 70 m²
01-45-75-73-84

VILLA

Hauts de Toulon.
Villa 115 m² habitables
sur grand garage et pièce
d'état aménageable.
Terrasse. Plain sud.
Vue imprenable
sur ville et rade.
Terrain 1 880 m²
en + restanques -
Olives, amandiers, pins.
Grand calme.
Proximité tous commerces
et services.

Agence de l'Avant.
Tél. : 04-94-82-36-46
Fax : 04-94-09-49-48

MAISONS

AIR PUR CALME
70 KM PARIS (27)
50 m² SH-Lazare direct.
C-ville 200 m², cave, gren.
terr., gaz. 2 vol., 11 ch.
10 a., clos, bord rivière.
1 600 000 F. 02-32-55-16-70.

EXCEPTIONNEL
MARLY-LE-ROI (78)
Maison XVIII^e 400 m²
habitable, poss. prof.
5 495 000 F.
BINCO 01-39-18-37-37.

MAISON NEULLY
270 m² R + 2 sds, + s. à m.
3 chbres, terrasse + jard.
Très beau produit.
PPI 01-40-43-08-17.

MAISON PARIS 16^e
Pompe, 300 m², 9 pces,
jard. terrasse, poss. prof.
PPI 01-40-43-08-17.

ACHATS

J. GALA IMMOBILIER ch.
pz. client. sérieuse en attente
réc. stég. ou bel anc. 4^e Marais,
R.G. ou bon 9^e du 3 au 6 p.
de 50 à 200 m² prix du marché.
Tél. : 01-43-35-18-36 même soir.

Rech. URGENT 100 à 120 m²
Paris. Pelement comptant
chez notaire. 01-48-73-48-07

PROPRIÉTÉ

Part. ch. propriété de
caractère, petit parc, 5 ch.
min. réceptions. Région Blois
Tél. : 04-70-43-96-88

FONDS DE COMMERCE

A VENDRE

HOTEL à Nosy Be - Madagascar

Comprenant 16 bungalows climatisés et
équipés de tout le confort moderne.
Restaurant, bar, piscine, base de plongée

Etabli : 1993

Prix : US\$ 1.1 Mio

Contact : Marcel Kuster

Multi Development S.A.

6330 Cham Suisse

Tél. : 0041 41 748 10 30 ou

Fax : 0041 41 748 10 31

LOCATIONS

OFFRES PARIS

GAMBETTA
Petit 2 pces, 2^e étage,
clair, 3 fenêtres, ti confort,
proim. métro et commerces.
3 200 F CC.
Libre immédiatement.
Tél. : 01-43-49-20-21.

20^e Studeo 10 m² 7^e ét.
Asc. chauff. coll. douche
balcon, clair, calme
1 600 Fmois + charges
03-21-33-74-44 ap. 20 h 00

Place des Victoires (près)
Imm. 10^e, 50 m², 3,80 m s'élève.
4 fenêtres, poutres, mezzan.
équipée, téléphone, caméra
6 000 TCC - 01-45-48-89-02

Paris canal St-Martin, neuf
stand, calme à louer, studio
cuisinière équipée, s. d'eau
dress., plac., balcon, cave
garden, digicode. 3 750 F TTC
Tél. : 01-43-21-41-14

MÉTRO GAITÉ
2 P. 48 m², 2^e ét., cave, park.
5 800 F ch. comp. Com. 3 650 F

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e ét., cave, park.
7 487 F ch. comp. Com. 4 598 F
AGIFRANCE
01-43-20-54-58

1^e CHATELET Beau studio
45 m², 3 m s'élève
poutres, 2^e ét., asc.
3 600 h. ch. 01-42-66-36-53

12^e PRES DAUMESNIL
2 P. 43 m², récent, parking
4 020 + ch. 01-43-88-36

15^e COMMERCE Beau 3 P
balcon, 4^e asc., bel imm.
6 500 h. ch. 01-42-66-36-53

MEUBLE
PLACE DES VOSGES (près)
Imm. classé - beau studio vue
sur cour pavée et arborée
cuis. équipée, s. bains
5 670 F ch. comp.
01-45-89-92-52

3 P. 89 m², 1^e

EN VUE

■ Luc Guyan, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), vient d'être fait chevalier de l'Ordre national du Mérite par le ministre délégué aux Affaires européennes, Michel Barnier. Cinq ans après le référendum sur le traité de Maastricht, où le monde agricole avait manifesté massivement son mécontentement contre la politique agricole commune, cette cérémonie confirme symboliquement sa réconciliation avec l'Europe.

■ Selon un plan déposé par Ho Peng Kuee, ministre de l'intérieur de Singapour, les enseignants de cet Etat devraient prochainement recevoir une formation pour obtenir le statut de « policiers spécialisés », afin de mieux combattre la délinquance juvénile. Ils seront alors autorisés à porter l'uniforme. Le projet a été fraîchement accueilli par les syndicats d'enseignants.

■ A l'occasion de la campagne pour les élections générales en Grande-Bretagne, le Parti travailliste a promis de mettre fin à l'abus de « faux cols », qui, selon le Camra (Campaign for a Real Ale), un organisme de défense des consommateurs de bière, représenterait une « escroquerie » de 1 million de livres par jour (environ 9 millions de francs). « La tête (head) ou faux col fait partie à part entière d'une pinte », se défendent les brasseries au nom de la tradition. Ce à quoi réplique Mike Benner, du Camra : « Faux problème. Le faux col est plein d'air ». Quant au Parti conservateur, il occupe le terrain du pub en se prononçant pour le maintien du prix de la pinte (1,65 livre en moyenne).

Le poids de l'Allemagne sur les balances de l'Europe

La revue « Internationale Politik » publie des textes de réflexion sur la place de la République fédérale comme « grande puissance » au sein de l'Union européenne

L'ALLEMAGNE, qui n'est guère plus grande qu'un Etat américain comme le Montana, ne peut pas être dénie comme une « grande puissance ». Même si elle ne peut plus se tenir à l'écart des événements mondiaux, ses décisions et ses choix ne peuvent s'effectuer que dans le cadre d'une Europe intégrée. Telle est l'idée qui se dégage d'un ensemble de textes publiés par la revue *Internationale Politik*, qui a choisi, dans son numéro de février 1997, d'interroger quelques observateurs internationaux sur le thème de l'Allemagne comme « grande puissance ».

« Géant économique, nain politique », ainsi avait-on coutume de parler de l'Allemagne jusqu'à la réunification. Mais, aujourd'hui, le « géant économique », en crise, voit son modèle sérieusement remis en cause. « Endettement durable de

l'Etat, crise des universités, chômage en hausse, fissuration du tissu social... font qu'il serait ridicule d'envisager de la part de l'Allemagne une quelconque tentative pour se comporter comme une grande puissance », selon Paul Michael Lützel, professeur à l'université de Saint-Louis aux Etats-Unis. Même opinion de la part de Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, qui souligne que « l'unification de l'Allemagne a été conçue à la façon d'un "putsch à milliards", et qu'en entraînant des subventions en faveur d'industries sur le déclin, elle transforme l'Allemagne en site économique de moins en moins moderne ».

Néanmoins, les éléments de la puissance sont là. Puissance qu'on pourrait définir de la manière suivante : « La capacité, à condition que le pays choisisse de ne plus coo-



Großmacht Deutschland? Außenwächter

pérer avec les autres, à saboter le fonctionnement du système international, et l'énorme attractivité qu'il possède pour des foules de gens persécutés, affamés, sans patrie... », écrit l'historien allemand Gregor

Schöllgen, de l'université d'Brillan. Etre au cœur de toutes les balances européennes (Union européenne, OTAN, UEO, etc.) permet à un pays comme l'Allemagne de mieux contrôler l'avenir du continent et d'exercer sa puissance à travers une étroite coopération avec ses partenaires : si paradoxal que cela soit, « plus d'Europe » signifie toujours aujourd'hui « plus d'Allemagne ».

Vue d'Angleterre, l'Allemagne d'Helmut Kohl est saisie par la tentation de l'hégémonie. Lorsque le chancelier explique que la construction de l'Europe est une « question de paix ou de guerre pour l'avenir du continent », on est en droit de s'interroger sur ce que cette vision signifie réellement.

Au fond, pour éviter le retour aux conflits traditionnels entre Etats-nations, les dirigeants de

Bonn souhaitent une Europe fédérale, une entité qui serait « non une "Europe allemande", mais une "Europe à l'allemande", ce qui n'est absolument pas la même chose », écrit Daniel Vernet du Monde.

Aussi, unanimes dans leur diagnostic, les auteurs sollicités par *Internationale Politik* refusent-ils de voir dans l'Europe de Maastricht la quelconque traduction d'une « pax germanica », « parce que l'idée qu'une puissance pourrait déterminer l'avenir du continent est erronée et contraire au développement de son histoire », selon Paul Michael Lützel. Et, selon Krzysztof Skubiszewski, ancien ministre des affaires étrangères de Pologne, « l'Union européenne est et reste un ensemble de petits Etats ».

Lucas Delattre

DANS LA PRESSE

RTL

Michèle Cotta

■ Que d'hypocrisies derrière l'affaire de Vividore ! Hypocrisie de la Commission européenne, qui s'est émue d'une restructuration qu'elle recommandait, par ailleurs, à tous les industriels européens au nom du défi de la mondialisation et de la compétitivité. On n'avait pas entendu la voix des commissaires européens lorsque JVC a délocalisé son usine lorraine, quand Hoover a fait de même en Bourgogne et quand Grundig a fermé en Mo-

seille. Quant aux syndicats français qui ont manifesté, hier, la main dans la main avec les syndicalistes belges, se seraient-ils mobilisés à ce point si les emplois en France n'avaient pas été menacés ?

BFM

Philippe Alexandre

■ Depuis ses débuts en politique, il y a plus de trente ans, Jacques Chirac répugne à passer dans les grandes émissions-phares de la télévision. Il est le premier à savoir que son style carré, sans fioritures, sans échappée, passe mal. Quand il est arrivé à l'Elysée, François Mitterrand éprouvait de sem-

blables réticences vis-à-vis de la télévision, cette « traîtresse ». Puis il s'y est mis, petit à petit. Jacques Chirac n'en est pas encore là. Il peut mieux faire et, selon ses propres paroles, quand on veut on peut. Mais si la télévision le montre aux Français tel qu'il est, simple, attentionné et plein de bonne volonté, elle ne laisse pas paraître un président de la République enchanter comme on le rêve.

LA CHAÎNE INFO

Pierre Luc Séguillon

■ A quoi sert Madame « le » ministre de l'environnement du

gouvernement d'Alain Juppé ? Elle sert à prendre les décisions que les autres ministres n'osent point envisager ? Elle sert à bousculer les tabous que les hommes n'ont point le courage d'affronter. Pour tout dire, elle sert à dégrader les habitudes, les frilosités et les lobbies qui sont le lot commun de la routine politique. Hier, Corinne Lepage, femme de son état, aura aussi été le premier ministre de l'environnement à convoquer un chef de gouvernement de faire passer une mesure que ses prédécesseurs n'avaient jamais réussi à imposer.

LIBÉRATION

Serge July

■ Les présidents en poste imposent aux médias, et spécialement à l'audiovisuel, le sur-mesure absolu. Pas le prêt-à-porter du vulgum pecus de la vie politique, mais des émissions conçues, pensées, écrites, essayées et quasiment réalisées par les services présidentiels. C'est ce que l'on pourrait appeler la communication régaliennne, respectée de tout temps par les chaînes de la télévision publique, mais aussi, ce qui est plus nouveau, et, partant, stupéfiant, par les chaînes privées. Rien sur la méthode n'a véritablement changé depuis le général de Gaulle.

TF 1

16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série.
17.10 Melrose Place. Feuilleton.
18.00 Papa revient demain. Série.
18.30 Jamais deux sans toi... L. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Méteo.
20.00 Journal.
L'image du jour, Tiercé.

20.45

JULIE LESCAUT

Travail fantôme.
Série d'Abbas Weruiss, avec Véronique Genest (100 min). 259042
La fille aînée du commissaire découvre le cadavre d'un homme dans l'attelage du train fantôme d'une fête foraine des Clairières.

22.25

TOUT EST POSSIBLE

Magazine. Invité : C. Jérôme. Au sommaire : Jennifer Laurent, la fille de Véronique Genest dans Julie Lescaut ; Murid, fonctionnaire, a habité une maison hantée... (100 min). 9781058
0.05 Les Rendez-vous de l'entreprise. Magazine (30 min). 50527
0.35 Attachez vos ceintures. Série.

1.30 et 2.00

3.30 Cas de divorce. Série. Léonard contre Léonard. 2.30 et 3.30, 4.25, 5.15 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. Concert (10 min).

TV 5

20.00 Le Petit Prince à dix ans.
Film de Christine Pascal (1992, 115 min). 70513805
21.55 Méteo.
de cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 C'est à suivre (France 2 du 10/03/97).
0.00 Alice. Magazine. Clichés de capitales.

Planète

20.10 Maroc, corps et âmes. (11/11) Moussim.
20.35 Jeunesse court.
23.00 Vu d'oiseau.
23.20 Grandeur et Miniature en Bosnie-Herzégovine.
0.15 La Vie secrète des machines. (10/16).

Animaux

20.30 et 2.30 Beauté sauvage. Les loups.
21.00 Mordue sauvage. Les forêts de l'Amazonie.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 Vie sauvage. Contes africains.
23.30 Le Phoque du Groenland.
0.00 Monde sauvage. Un monde aride.
0.30 Aventure animale.

France 2

17.25 Le Prince de Bel Air.
17.50 Harley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.25 et 2.05 Studio Gabriel. Invités : Roger Hanin, Gad Elmaleh.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal. Image du jour. A cheval ! Méteo. Point route.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL

Magazine présenté par Bernard Benjamin. Mon Journal de bord : Renault Belgique : l'annonce d'une catastrophe ; Néodymium : le poids du silence ; Post-scriptum : La taupe, nom de code "Farwest" (125 min). 4549110
23.00 Expression directe. R.P.R.

23.10

TARATATA

Diversité présentée par Alexandre Razan. Invités : Phil Collins, Suzanne Vega, East 17 (35 min). 1822145
0.35 Journal. Bourse, Méteo.
0.55 Les Cercles de minuit. Magazine présenté par Laure Adler. Le travail. Ménard (70 min). 6752894
2.35 Si Anarchy, c'est moi, averses-moi. Documentaire. 3.30 24 heures d'Info. 3.40 Méteo. 4.40 Les 24 heures. 4.55 Pyramide. 4.40 La Compète. Trahison. 5.30 Clip et Charity. Puzos Maestro (25 min).

Paris Première

20.00 et 1.05 Paris modes.
21.00 La vie est belle. ■
Film de Frank Capa (1946, N., v.o., 130 min). 80376282
23.10 et 2.00 Le J.T.S.
23.40 Les Maîtres du regard. Capa.

France Suprvision

20.30 Samba Traoré. ■
Film d'Idrissa Oudjane (1992, 80 min). 2670416
21.50 et 0.35 Grand Large.
22.45 Europa Jazz Festival du Mans. Concert (60 min). 16078897
23.45 Petit Smith en concert (30 min). 7272481

Ciné Cinéma

20.30 Le Trou. ■
Film de Jacques Becker (1960, N., 120 min). 9808955
22.30 Beaucoup trop pour un seul homme. ■
Film de Piero Germi (1967, N., 95 min). 97025792
0.05 Le Club. Magazine. Andrei Zolotarev.
1.25 L'Invasion des profanateurs de sépultures (Invasion of The Body Snatchers). ■
Film de Don Siegel (1956, N., v.o., 87 min). 77089801

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Nuages garçons, de Yasushi Inoue.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional.
20.00 Méteo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

COLOR OF NIGHT

Film de Richard Rush, avec Bruce Willis (1994, 140 min). 53170058
Effarant mélange d'intrigue de film noir, de succédané de Basic Instincts pour l'érotisme et de source psychanalytique.
23.10 Journal. Méteo.

23.45

QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?

Magazine bilingue présenté par Jean-Michel Maréchal (65 min). 645461
Les dérivés algériens qui luttent pour la liberté de parole et de conscience.
0.40 Saga-Cités. Quelque part en France. Vitrolles. Avant les élections...
● Lire page 29
1.10 Espace francophone. Magazine. Tranches de ville : Ougadougou.
1.40 Mallock. Série. Le génie. 2.30 Musique graffiti. Magazine (20 min).

Ciné Cinémas

20.30 La Fille brisée. ■
Film de Delmar Deves (1990, 90 min). 7170619
22.00 Beau-Père. ■
Film de Bertrand Blier (1981, 120 min). 9682706
0.00 Music Box. ■
Film de Constantin Costa-Gavras (1989, 125 min). 44496207

Série Club

20.15 Skippy le Kangourou. ■
Série télévisée.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 Elery Queen : A plume et à sang. Du plomb dans les ailes.
21.35 et 1.40 La Chambre des dames. Feuilleton (210).
22.30 Le choix de... Allan Dwan. Hommes sans honneur.
23.00 Flash. Le super clone.
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir. Le village de la mort.

Canal Jimmy

20.35 La Fille des collines. ■
Film de Robin Davis (1989, 95 min). 34085435
22.10 Les Blues Brothers. ■
Film de John Landis (1980, v.o., 130 min). 40904481
0.20 A bout portant. ■
Marla Levine (28 juin 1997).
1.05 Destination séries. (125) Star Trek.

La Cinquième

17.55 Spéciale Salon du livre. 18.25 Le Monde des animaux. Le Grand Nord : Les loups.
Arte
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 7/12. Le corps médical malade de l'hôpital.
20.00 Papiers : Jean-Dominique Ingres (1780-1867). Le Bain turc (1859-1863).
20.30 8/12 Journal.

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : DE QUOI J'ME MÊLE. MONDIALISATION, FAUT-IL AVOIR PEUR DES DRAGONS ?

Proposé par Carl Heinz Ibe.
20.45 Actualités.
20.50 Asia : les leçons d'une réussite. 996023
21.20 et 22.05, 22.25 Débat. Enregistré à l'Info-Box à Berlin.
21.40 L'Europe - Echec et mat ? Documentaire (1996, 25 min). 686058
L'Asie l'a-t-elle emporté sur l'Europe ?
22.25 Taiwan et le confucianisme. Documentaire (1997, 30 min). 257771
Quel rôle joue le confucianisme dans le boom des pays d'Asie du Sud-Est ?
22.55 Hongkong. Documentaire (1997, 30 min). 423488
Comment les Chinois de Hongkong vivent-ils le prochain rattachement à la Chine prévu pour le 30 juin 1997 ?
23.45 Le Cheval de fer. ■
Film de John Ford, avec George O'Brien, Madge Bellamy (1934, muet, N., 135 min). 3782400
2.00 Moto-ville, Moto-zén. Documentaire d'Edouard Saurer (rediff., 55 min). 5288288

22.30

COP

Film de James B. Harris, avec James Woods (1986, 115 min). 3637058
0.25 Lady Blue. Série O.
Terrain mortel.
1.25 Ben et trash. Sélection de clips.
2.25 Prisonniers. Magazine. 1.40, 3.00 et 3.10 M. 6. Magazine (rediff.). 3.25 Femmes dessus-dessous. Documentaire. 4.30 120 femme. Magazine (rediff.). 4.55 Broadway magazine. Documentaire. 5.45 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

Festival

20.00 Fœurs froides. Documentaire. De José Pineda, avec Jacques Perrin, Pierre Milet (30 min). 5229334
20.30 La Colline aux mille enfants. 788 film de Jean-Louis Loreux, avec Patrick Ryngaert, Olivier Piccolo (120 min). 8074348
22.30 L'Orange de Noël. 788 film de Jean-Louis Loreux, avec Sophie Aubrey (90 min). 36617389

Téva

20.25 Téva mode.
20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Les Allées de la colombe. ■
Film de Benoît Jacquot (1991, 95 min). 50488223
22.30 Murphy Brown. ■
Ned à la Brown.
23.00 Coupe de griffes. Portrait du couturier Gianfranco Ferré (60 min).

Voyage

20.00 Suivez le guide. ■
Midi-Pyrénées : l'ultra-son de repère ; Glasgow.
22.00 A l'horizon. Magazine. Le nord de l'Italie.
22.30 L'Heure de partir. Magazine. L'Alsace.
23.30 Suivez le guide. ■
New York, Hong Kong ; Un Américain à Miami (120 min).

M 6

19.00 Lois et Clark. Série. Bonnie Clyde et Cie.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 1.20 Mode 6. Magazine. Dries Van Noten, Jesse Miyake.
20.05 Notre belle famille. La surprise de l'année.
20.35 Passé simple. Magazine. 1936 les chemins.

20.45

ON N'EST PAS SORTI DE L'AUBERGE

Film de Max Fecar, avec Jean-Louis Loreux (1982, 105 min). 875896
Un couple cherche à vendre son auberge et se prépare à la visite d'un éventuel acheteur.

22.30

COP

Film de James B. Harris, avec James Woods (1986, 115 min). 3637058
0.25 Lady Blue. Série O.
Terrain mortel.
1.25 Ben et trash. Sélection de clips.
2.25 Prisonniers. Magazine. 1.40, 3.00 et 3.10 M. 6. Magazine (rediff.). 3.25 Femmes dessus-dessous. Documentaire. 4.30 120 femme. Magazine (rediff.). 4.55 Broadway magazine. Documentaire. 5.45 Culture pub. Magazine (rediff., 30 min).

Eurosport

18.00 Ski nordique. Coupe du monde. Epreuves de ski de fond à Sainte Quillette.
19.00 Sumo. Le Tournoi Basho. 4e partie du tournoi.
19.55 Ski alpin. En direct. Coupe du monde Super-G. Epreuves à Vail (E.U.). (65 min). 7857684
21.00 Basket-ball. En direct. Tournoi d'Indes Vieilles. Coupe des champions aux Etats-Unis (120 min). 157477

Muzzik

21.00 Kirov opéra - Welcome Back St-Petersburg. Ballet et chœurs du Kirov. A l'opéra Royal de Londres (85 min). 4288665
22.25 The Godd Gang Live.
23.30 Hindemith : A Pilgrim's Progress par Tony Palmer.
0.15 La Rêve du violon.
1.25 Le Barbier de Séville. Opéra en deux actes de Rossini (135 min). 84871801

LES CODES DU CSA

○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Canal +

15.10 L'Hebdo de Michel Field.
16.10 Blue Sky. ■
Film de Tony Richardson (1991, 100 min). 3158985
17.50 Ordes de monstres. ■
En clair jusqu'à 20.30.
18.35 Nulle part ailleurs. ■
Invité : Jean-François Delafray.

20.15

FOOTBALL

22e Journée du Championnat de France : Rennes - Monaco. 20.30 Coupe d'envol : A la mi-temps, le Journal du Foot (35 min). 4324226
22.30 Flash d'information.

22.35

QUIZ SHOW

Film de Robert Redford, avec John Turturro, Rob Morrow (1994, v.o., 129 min). 1627874
En 1956, un jeu télévisé fait un malheur aux Etats-Unis. Mais son champion, un jeune juif du Bronx, manque de charme et, pour maintenir l'équipe, on le remplace par un séduisant professeur de lettres.
0.45 Necronomicon. ■
Film de Christophe Gans, Sini Kanelo et Brian Yuzna (1995, 90 min). 9880733
2.15 Alertes 1 : ■
Film de W. Petersen (1995, 127 min). 16391191

Radio

France-Culture

17.30 Le Pays d'ici.
20.30 Jeux de mémoire. ■
Catherine Le Paternisme du 10/03/97.
21.32 Fiction (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Les poèmes de Louis Aragon.
0.05 Du jour au lendemain. Judith Rousseau (Le Vol Mobile de Faramond).
0.40 Les Couilles du tunc ball. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.30 Concert. ■
Donnée en direct du Royal Festival Hall, à Londres, par l'Orchestre symphonique de la BBC, de Andrew Davis : Chœurs de Stravinsky ; Le Balade de la fête d'été ; Concerto pour violon et orchestre ; Pyotr Tchaikovsky, Violon ; Variations pour orchestre ; Igor Stravinsky, Symphonie n° 1.
22.30 Musique d'actualité. ■
Présences 97.
23.07 Histoire de disques. ■
Claves de Tchikovsky, A. Schumann, Wagner, Beethoven, Haydn, Schubert, Brahms.
0.00 Tissage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Solistes. ■
La vidéocassette Pierre Fournier, Claves de Brahms, Bach, Schumann, Beethoven, Haydn.
22.45 Les Solistes. ■
Claves de von Dohnányi, Bach, Schumann, Beethoven, Haydn.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1
22.00 Soliel trompeur. Film de Nikita Mikhalkov (1994, v.o., 105 min), avec Nikita Mikhalkov, Zinaida.
RTL 9
20.30 L'homme. Film de Fred Schepiet (1964, 105 min), avec Timothy Hutton. Fantastique.
22.35 Souppes. Film d'Alfred Hitchcock (1941, 105 min), avec Cary Grant. Drame psychologique.
0.15 Thénos et le Mystère de la Tour d'Or. Film de Jean-Jacques Vienne (1961, 100 min), avec Jean-Pierre L  aud.
TMC
20.30 La Comtesse aux pieds nus. Film de Joseph L. Mankiewicz (1954, 135 min), avec Ava Gardner, Zinaida.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément d'été dimanche-lundi.

Signification des symboles :
■ Signalé dans « Le Monde »
■ Radio-Radio-Multimédia.
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ C'est d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكنا من الذحل

Le bureau national du Parti socialiste s'interroge sur la stratégie à suivre face au Front national

Gérard Le Gall, rapporteur, souligne l'embarras et la division de la droite

C'EST À PARTIR d'un plan détaillé de cinq pages, et en sept parties, que Gérard Le Gall, député aux études politiques auprès de Lionel Jospin, devait présenter, mercredi 12 mars, devant le bureau national du Parti socialiste, un rapport sur le Front national. Une méthode pourrait être arrêtée, mais le débat pourrait revenir lors d'un conseil national, le 22 mars ou en mai.

Dans un premier chapitre, M. Le Gall aborde « la résurgence en France de l'extrême droite » dans les années 70 et 80, en distinguant les causes liées à la transformation de la société, les débats qui ont émergé (sécurité, immigration) et les mutations idéologiques de la droite. Pour M. Le Gall, « la crise interne de la droite a ouvert des flancs à l'extrême droite ». M. Le Gall résume la formule de « l'épénalisation des esprits », utilisée par Robert Badinter, comme le qualificatif de « national-populisme », cher à Jean-Christophe Cambadélis, en estimant que le FN est néo-fasciste ou d'extrême droite.

La seconde partie porte sur « le retour de l'extrémisme en Europe ». M. Le Gall met en avant la montée du chômage et la crise de la démocratie représentative qui ont frappé la plupart des pays européens, sans que cela provoque partout une

puissance de l'extrême droite. En ce sens, il y a une « exceptionnalité française ». Pour M. Le Gall, le FN est un « phénomène durable », mais qui fait l'objet d'un « rejet puissant ». Pour autant, il affirme que selon les enquêtes d'opinion, entre 8 et 9 millions de Français ont voté au moins une fois pour le FN. Par rapport à l'hypothèse qu'il ne devrait pas progresser de plus de 2 points, par rapport à 1993, en 1998, il affirme que l'ascension du Front national est « résistible ».

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

Michel Noblecourt

Un début de sagesse

par Pierre Georges

TOUT À FAIT « paille-foin », cette histoire de pollution automobile. A l'armée autrefois, pour les handicapés du pas cadencé, on prêtait aux « futeux » cette trouvaille savoureuse : « en avant-marche, un -de, un-de, gauche-droite, gauche-droite, paille-foin, paille-foin ! De quoi sont les pieds soldat ? Les pieds sont l'objet de soins attentifs, chef ! »

Nous roulerons au pas cadencé. Pair-impair, pair-impair ! De quoi est la pollution ? De soins préventifs, chef ! Donc c'est fait, annoncé. Dorénavant, dès que l'alerte grise sera en vue, que les capteurs, renifieurs, palpeurs et aspirateurs annonceront, à Paris, des lendemains de niveau 3, des mesures radicales seront prises : nettoyage par le vide ! Une voiture sur deux à la maison. Les jours pairs, bon de sortie pour les immatriculations paires, par le premier chiffre. Les jours impairs, immatriculations impaires.

Autrement dit, les contrevenants pourraient en prendre pour leur grade, car ça risque de chauffer pour leur immatriculation ! Du moins dès que le décret d'application sera paru et que les préavis d'alerte aux gaz seront diffusés, de veille, par tous les médias, pour une fois utiles.

Pair, impair. Enfin la parité des chances ou des inconvénients. Au casino de la pollution, ni hommes, ni femmes, ni privilèges, ni passe-droit, un quota radical, 50 % de privilégiés, 50 % d'assignés à stationnement. Et inversement. Un modèle de justice au quotidien, même si l'on peut objecter que les possesseurs de plusieurs véhicules seront, au jeu du pair-impair et manque, un peu plus égaux que les autres.

Donc une bonne mesure. Certes les jours de niveau 3 ne sont pas légion, deux, trois dans l'année. Mais

puisqu'il faut un début à tout, admettons-en l'utilité. Lundi après-midi, par exemple, qu'aurait-on fait à Paris ? La ville flottait absolument dans un délicieux halo de fumée, entre le gris souris et le jaunâtre fin du monde. L'air y était radieux, quoique à couper au couteau. Paris baignait dans sa pollution anticyclonique comme dans son jus. Les yeux piquaient doucement et les nez humaient les parfums acres des pots d'échappement. Du haut des cieux tomba le verdict des analyses : alerte, niveau 2 ! Ayant subi cela, et y ayant contribué, un imagine ce que peut être un niveau 3 !

Si l'on a bieu compris, avec le nouveau système, dès lundi soir, la garde aurait sonné l'alerte. Avis aux populations : le lendemain, mardi 11 mars, seules les immatriculations impaires auraient eu leur visa de sortie. Le petit inconvénient de la démonstration, c'est que précisément le lendemain et sans qu'aucune mesure n'ait été prise, la pollution retombe d'elle-même au niveau 1.

C'est dire comme la vie automobile des villes est compliquée. Et comme la pollution n'est pas bonne fille qui n'accepte pas, comme Le Monde, de se dater du lendemain ! Mais il n'empêche ! Toute mesure est utile qui aide à prendre conscience de notre folie collective. La voiture n'est, la voiture n'est, la voiture n'est. Nous sommes tous des automobilistes, nos propres assassins ! Alors ce premier petit pas, fort, vers la sagesse, devrait être suivi d'autres : pots catalytiques, transports en commun – autrement qu'avec ces bus parisiens crachant l'enfer – zones piétonnières, organisation de la cité, tout l'arsenal reste à inventer pour enfin échapper à notre tourment préféré.

Violents incidents entre policiers et manifestants anti-Le Pen à Marseille

DE VIOLENTS INCIDENTS ont opposé mardi soir 11 mars à Marseille les forces de l'ordre à des manifestants hostiles à la présence de Jean-Marie Le Pen, qui tenait un meeting en compagnie de Bruno Mégret. Ce dernier, en l'absence de son épouse Catherine Mégret, maire de Vitrolles, a annoncé qu'il conduira la liste de son parti aux élections régionales de 1998 dans les Bouches-du-Rhône.

La manifestation des opposants au Front national avait débuté dans le calme en fin d'après-midi. Cinq mille à six mille personnes selon la police, huit mille à dix mille selon les organisateurs, s'étaient rassemblées en haut de la Canebière, à l'appel d'une trentaine d'organisations (dont Ras Front et SOS-Racisme), des syndicats et des partis de gauche. Des représentants d'associations de Marignane et de Vitrolles, deux des quatre villes détenues par le Front national, me-

naient le cortège, aux côtés de plusieurs élus de gauche, dont Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône et membre du bureau national du Parti communiste. Une large banderole brandie par des lycéens affirmait « racisme, fascisme, dangers pour la démocratie ». « Le Pen, Mégret, hors de Marseille », « Le Pen n'est jamais sorti de Marseille », scandaient les manifestants.

Le cortège a été stoppé par un important dispositif policier à quelques dizaines de mètres de la salle Vallier, lieu de la réunion du Front national. Malgré les appels à la dispersion lancés par les organisateurs, deux cents à trois cents manifestants ont marché vers les forces de l'ordre et renversé les barrières. Des jets de projectiles – bouteilles, poubelles, etc. – ont répondu aux grenades lacrymogènes des forces de l'ordre.

Plusieurs personnes, dont deux policiers, ont été légèrement blessées au cours de ces affrontements, qui se sont soldés par l'interpellation d'une vingtaine de personnes. Après plus de deux heures d'incidents, le calme est progressivement revenu dans le quartier des Cinq-Avenues, mais la tension s'est déplacée vers le quartier du Vieux-Port et aux abords du siège départemental du Front national, où de nouveaux heurts ont éclaté. Débordés, les policiers ont violemment pris à partie des représentants de la presse. Un journaliste qui photographiait une interpellation musclée a été violemment frappé, jeté à terre et délesté de son matériel. Il a dû faire appel aux marins-pompiers et a décidé de porter plainte.

A 23 heures, alors que s'achevait le meeting de M. Le Pen, quelques manifestants tenaient encore tête aux forces de l'ordre au loin de l'hôtel de ville. Les policiers considéraient alors avoir repris la situation en main.

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Opposé à l'interdiction du parti léniniste, M. Le Gall, adepte du combat « ciblé » contre le FN, propose de le laisser dans son isolement et de se livrer, afin de « disqualifier Le Pen », à un suivi de ses discours, de ses pratiques et de sa gestion municipale.

Dans une cinquième partie, M. Le Gall insiste sur « la responsabilité majeure de la droite », en relevant les « connivences » et le « continuum droite, droite extrême et extrême droite ». Pour lui, la droite est « ambiguë » et divisée. « Le FN, explique-t-il, est pour la droite comme un oursin dans une main : elle ne sait pas comment le prendre ».

Le sixième chapitre souligne que le PS est « en première ligne » dans le combat collectif contre le Front national. M. Le Gall propose au PS, à partir de son projet, d'apporter des réponses sur le chômage, la précarité, la sécurité, ainsi que de « nécessaires clarifications autour de

questions généralement peu abordées », comme la nation, « transition vers l'Europe », la lutte contre le racisme et la xénophobie, la culture dans une société qui manque de repères, le civisme à l'école et dans les médias, la « punition ». Il propose de créer une commission nationale d'une soixantaine de membres, se réunissant tous les deux mois. Elle comprendrait des membres de la direction, les premiers fédéraux des départements à forte implantation léniniste et des élus locaux.

A la question « comment s'adresser aux électeurs du FN ? », M. Le Gall propose de répondre par un triptyque : « 40 % d'écoute, 40 % de propositions et 20 % de critiques du FN ». Il veut rendre le comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en septembre 1996 avec les partis de gauche, « plus visible autour d'un pluralisme sans hégémonie ». Avant de conclure sur « une certaine idée de la France », M. Le Gall évoque, dans une septième partie, « la question électorale ». Opposé au « front républicain », il se prononce pour des candidatures uniques de la gauche là où il y a danger FN, et, à titre personnel, pour « le retrait automatique » du candidat de gauche dans un second tour entre la droite républicaine et le Front national.

« COMBAT MORAL » Dans sa troisième partie – « faire reculer l'extrémisme : un enjeu de civilisation » –, M. Le Gall souligne que le programme du FN est « dirigé contre les couches populaires ». Selon lui, le Front national est « un parti duplice », avec une double nature : « ouvertement légitime et secrètement fasciste ». Notant que, dans les années 30, la gauche n'a pas pris conscience de la montée du fascisme en Europe, il développe « l'inacceptable scénario » d'une France dirigée par Jean-Marie Le Pen. « Je ne pense pas que Le Pen prendra le pouvoir, mais il faut faire comme si », explique M. Le Gall.

Le quatrième chapitre porte sur la question « comment lutter contre l'extrémisme ? ». Pour M. Le Gall, la gauche a souvent bésité entre « la

diabolisation » du FN et « l'évitement ». Il résume l'idée selon laquelle il y aurait « des terrains réservés » (chômage, sécurité, morale publique, famille, drogue, immigration) à l'extrême droite. « Seules les réponses font la différence », assure-t-il en plaçant pour un combat « moral » et « politique » contre le FN, tout en refusant, comme M. Jospin, de le placer au centre du débat politique. Oppos

G A L E R I E S
Lafayette



Christian Lacroix



Sonia Rykiel



Jean-Paul Gaultier



Yohji Yamamoto



Claude Montana



Thierry Mugler



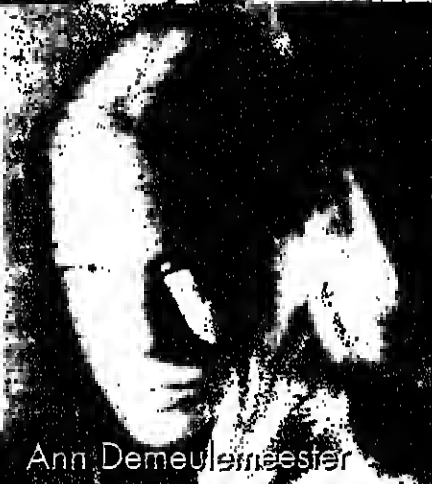
Rei Kawakubo



J.C. de Castelbajac



Agnès B.



Ann Demeulemeester



Jil Sander



Donna Karan



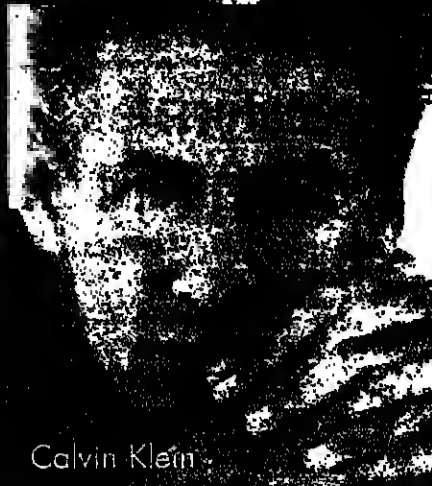
John Galiano



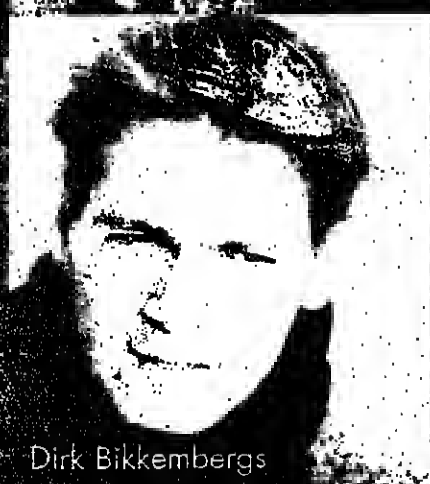
Vivienne Westwood



Kenzo



Calvin Klein



Dirk Bikkembergs



Iris



Més de la Française



Toshi Takemura

ILS SONT TOUS
AUX GALERIES LAFAYETTE

مكتبة الأهل

a

en
Capi

S T Y L E S

LE MONDE / JEUDI 15 MARS 1997

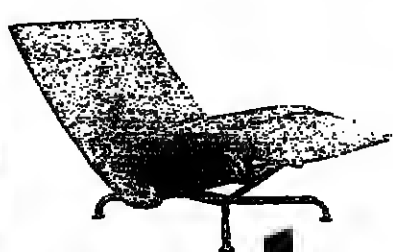
la mode

printemps 1997
anatomie
d'une saison

après les faux-semblants, l'heure de vérité a sonné. En se découvrant, la mode révèle l'époque. Héritière des Lumières, toute nue devant l'histoire, dont les valeurs fondamentales semblent aujourd'hui remises en question. Où mène le voyage ? Où allons-nous ? Cet « âge des extrêmes », la mode, le design, les produits de beauté, le racontent à travers le corps, qui n'a jamais été aussi corseté, dévoilé, soumis au vents contraires du temps : l'ordre et le mouvement. Libéré de ses entraves, il apparaît comme un enjeu fondamental, soumettant vêtements, cosmétiques, technologie à ses exigences, mobilité, confort, légèreté. Déformé, il fait la bête, révèle le monstre qui pousse en chacun. Témoignage, à l'âge des clones et des manipulations, d'un XXI^e siècle embryonnaire. Caméléon, le corps à ses raisons que le cœur connaît. Voilà pourquoi, à travers l'anatomie d'une saison, *Le Monde* lui consacre ce cahier « Styles », au rendez-vous des envies de printemps et des choses de la vie, changer de tête, de décor, faire peau neuve. Evocations des « métamorphoses » qui expriment, comme à la fin du XIX^e siècle, l'écho d'une nature fantastique et l'appel d'un nouveau monde gonflé par l'attente. Choix d'essentiels qui aiment les lignes et les désirs en matière de mode, d'accessoires, de parfums, de beauté, d'objets pour la maison. Gros plan sur les détails de la saison : la tête et ses nouvelles folies capillaires, les jambes en pantalon, le dos nu, les pieds fétiches, les fesses à découvert, capitales à rebondissements d'une mode partagée entre la contrainte et le bien-être, l'affranchissement et les tabous, l'envie de surprendre et celle d'aimer. En marge de ses expérimentations, la mode laisse le champ à un nouvel art de vivre européen, coloré d'humanisme : six créateurs, Isabel Marant, Christophe Lemaire, Jérôme L'Huillier, José Levy, Stephan Schneider, Clements Ribeiro, ont reconstitué leur pièce idéale, renouvelant avec chacune, une invitation au bien-être.

Laurence Benoit

en capitales



A gauche, fauteuil relax créé par Thibault Desombre. Canna. Cf-contra, silhouette, ligne de jersey noir, Eric Bergoué.



« Anastasia », 1994, Inez Van Lamswickerde, courtesy Galerie Torch et Galerie Thaddaeus Ropac.

هكذا من الأهل

microcosmode

a belle butinante, grenouille d'art ou bijou valant, la femme des cartes postales 1900 aimait déjà toutes les fascinations et les répulsions d'une époque. En pleine révolution industrielle, celle-ci redoutait, telle une proie, d'être avalée vivante, par la pieuvre, le monstre hérissé de tentacules et de ventouses : la femme-poisson. Comme le rappelle Mireille Dotin Orsini dans *Cette femme qu'ils disent fatale* (Grasset, 1993), la mouche d'or était alors le sobriquet des chahuteuses de bal public, et la pieuvre, celui d'une prostituée. Aujourd'hui, sur food d'horreur économique, quelques belles font la bête, diabolisant encore l'image d'une sexualité-tabou, associée à une piqûre, peut-être mortelle. La mouche cantharide qui bante les détritiques et les charognes n'est-elle pas celle qui transmet les maladies affreuses ? Ses reines de la nuit, Thierry Mugler les voit caparotées dans des robes fourmies, des tailleurs guêpes : tout en redessinant un corps, ceux-ci le fixent dans un mode fantastique, nû l'homme n'a plus prise. Qu'elles rampent nu qu'elles volent, les bêtes onires sont à l'honneur. Imagine, le festival des nouvelles images organisé en février à Monte-Carlo, a couronné les cafards de Joe's Apartment. Deux fins de siècles se télescopent. De lucioles couture (Thierry Mugler) et fourreaux-araignées (John Galliano), la mode tisse sa toile, entre réalité et fiction. Les salles de défilé se transforment en forêts éphémères, allégoriques d'une société où chacun est redevenu un loup pour l'autre. Sur les traces du

Belge Walter Van Beirendonck, José Levy a même promené ses drôles de bêtes, « moitié-homme, moitié gibier », au Carrousel du Louvre. En réaction à un univers où les moindres comportements quotidiens sont analysés, médicalisés, le corps est apparu comme le support d'une révolte : déchirures, punk, cicatrices, tatouage et piercing grunge. Aujourd'hui, sur le thème de l'hypertrophie, de l'enfermement, de la haine, du monstre qui pousse en chacun, l'art et la mode se font écho : enfançant d'un nouveau monde, ou manière de mettre au jour tout ce que les apôtres de la vie saine et saine cacheot sous le tapis ? Après les architectures modulables de Lucy Orta, exposées cet hiver à la fondation Cartier, Matthieu Manché présente ses sculptures à porter, sortes de ganglions de plastique proches de l'hénaurme. Begonia Mntalban, ses corsets boîtes à bijoux : on pourra les découvrir à la galerie Thaddaeus Roppac qui réunit dans le cadre d'une exposition collective, baptisée « Sous le manteau », quarante artistes contemporains, parlant chacun du vêtement et du corps. A côté de la dernière œuvre de Louise Bourgeois, on pourra y découvrir les éléphants à talons aiguilles et la girafe en mini-jupe de Fabrice Midal ou encore la vidéo d'Erwin Wurm dans les hommes-animaux eoterreot leurs vêtements. « Tous mes congénères remuent, leur bonne odeur bien franche devenait aigre, pleine d'hormones mauvaises, de stress, de peur... » En 1997, le triomphe de *Truismes*, roman de Marie Darrieussecq, paru chez POL (200 000 exemplaires



DARD COUTURE
Tailleur redingote en panne de velours noir et ocre, Thierry Mugler Haute-Couture, été 1997.



vendus en 25 traductions), comme le succès de la rétrospective Francis Bacon au Centre Pompidou (363 000 visiteurs en trois mois) ont trouvé leur illustratrice : Rei Kawakubo (Comme des garçons), faisant défilé dans une salle perchée de silence des jeunes filles au corps enfilé ici et là de prothèses, reins de mousse, poumons comme éjectés d'un tube extensible, irréguliers préfigurant une nouvelle anatomie. Sous l'objectif des stars de la photo de mode (Paolo Roversi, Nick Knight, Inès Van Lamsweerde...), ces méta-vêtements (très inspirés par ceux de la Britannique Georgina Godley, 1985) ont fait l'objet d'un numéro spécial du magazine japonais *Visionnaire*. Présenté dans une boîte, il s'accompagne d'un patron de robe emballé sous vide. *Laurence Benaim*

● **Sous le manteau** : Galerie Thaddaeus Roppac, du 15 mars au 26 avril, 7, rue Debellemme, 75003 Paris. Tél. : 01-42-72-99-00.
● **Visionnaire**, n° 20. Edité en série limitée à 2 800 exemplaires, 550 F en vente chez Comme des Garçons, à La Hupie et à la librairie du Centre Georges-Pompidou.

Sofas-amibes, robes-insectes, les petites bêtes qui montent, qui montent, envahissent la mode et la décoration. Dans une société où le moindre comportement est médicalisé, le corps se révèle tour à tour fragile sous sa carapace, mettant à nu ses maux et ses bosses. Comme à l'époque 1900, un univers mi-végétal, mi-animal devient l'astre d'un imaginaire où évoluent en liberté surveillée, perroquets, truies romanesques, chimères, papillons aux ailes diaphanes. Sur un nuage de soie, la beauté de l'été 1997 se fait évanescence : à l'orée peut-être d'un nouvel art nouveau version techno

beauté papillon

Cherité le jour et papillon la nuit : c'est ainsi que Gabrielle Chanel esquissait le portrait de la femme moderne. Plus l'époque pèse sur elle, et plus son image s'idéalise dans la légèreté, l'impalpable, la transparence. Sur un nuage de soie, les couleurs s'estompent, les formes se concentrent, effaçant les rides d'un geste de lumière, à condition d'avoir l'œil et la main professionnels. Boîtiers extra-plats, miroirs panoramiques, la beauté devient l'art de l'insoupçonnable obsession. Le fond de teint s'allège en poudre, des pigments optiques réfléchissent la lumière de façon multidirectionnelle (Double teint poudré, Chanel). Des microparticules élastiques glissent sur la peau (Fond de teint compact polyvalent, Shiseido). Fluides, les nouvelles textures révèlent une carnation, la protègent plus qu'elle ne la couvrent (Perfect Light, Guerlain). Suivant la tendance amorcée par les snus-vêtements « seconde peau » aux microfibres ultra-fines, l'efficacité se pare d'invisible : voici veouer l'ère des poudres hydratantes, comme celle de Shiseido, libérant de l'acide hyaluronique, qui évite le dessèchement cutané. Toujours pour les chrysalides de l'été, des « chauds-froids de ouances », vernis à ongles bleo lavande (Dinr) et autres couleurs « glacées », fard modèle vert anis, gloss lilas frais (Guerlain), plongeant les cosmétiques de la saison dans un univers végétal, entre terre et ciel. Désincarné, le mystère est là, à fleur de pâleur (Blanc attitude, Lancôme), d'ombres-fumées, de lèvres soulignées d'un brillant acide (Brume de rose, Shiseido) et de joues pastellisées d'un fard « évanescence » (Chanel). En touchant, en ouvrant ces boîtes de caméléons diaphanes, on a presque le sentiment de briser une image. *L. B.*

sport empreinte techno

Ies géants du sport se livrent à une course technologique pour trouver leur (nouvelle) démarche. « Parce que le pied marche, nous l'avons copié », se vante Adidas en lançant la ligne Feet You Wear (littéralement : des pieds qui se portent), 14 modèles faits « comme des pieds ». En revendiquant le retour à la simplicité morphologique, Adidas prend son plus grand adversaire, Nike, à contre-pied. Adidas res-



pecte le pied, son comportement et ses performances naturelles. « C'est comme de marcher pieds nus. » Quand au célèbre amorti Nike air (solides membranes d'uréthane remplies d'un gaz pressurisé), il établit de nouvelles normes de protection grâce à une nouvelle génération de chaussures : les Air max, polyvalentes et évolutives. De son côté, Reebok développe le Dynamax, concept spécifique à la marche, au déroulé du pas. Le transfert des appuis à l'avant du pied est facilité grâce à deux poches d'air. Plus anecdotique, la caméléone Split de L. A. Gear, chaussure interactive, réagit, comme un baromètre, aux changements de température grâce au tissu Hear sensitive. Un pied dans la technologie, l'autre dans la mode, les chaussures sportifs cherchent leur marque. *Alexandra Senes*

LE PIED
Pour compétition en salle, semelle caoutchouc non marquante, 645 F, ligne Feet You Wear, Top 10, 2000 MD, Adidas.

ERGONOMIQUE
Soft line, un pèse-personne précis à 100 grammes près, avec empreintes de plante de pied, 349 F, Tefal. A partir de fin avril.

FORMES ÉPANOUIES
Elles nécessitent la pousse d'exécution d'un maître verrier vénitien : Rigati, le nouveau vase d'Anna Gili pour Salvati, hauteur 16 cm, 5 200 F, 30 cm, 7 650 F, au Printemps.

YVES SAINT LAURENT
pour homme

12 PLACE SAINT-SULPICE
75006 PARIS

372 RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS

هكذا من الليل

ode



PHOTO: KISHI SHINO YAMA POUR VISIONAIRE N° 21. DIRECTEUR ARTISTIQUE TUSUYA INOUE

T E N D A N C E

LE MONDE / JEUDI 13 MARS 1997 / III

métamorphose

design les ailes du désir

à trente et un ans, Matali Crasset est responsable avec Philippe Starck du « design. tenter » de Thomson Multimédia. « Je suis une petite plume, juste là pour chatouiller l'équipe des vingt-trois designers », dit cette fille d'agriculteurs, qui depuis 1993, bouleverse le monde de l'utile, les pieds sur terre, la tête dans le ciel. Ancienne élève de l'école nationale supérieure de création industrielle (Ensci), grand prix du design de la Ville de Paris en 1996, elle ne rêve que de créer des objets « intuitifs, optimistes, intimes », fondés sur les rites domestiques et urbains : « J'aimerais saupoudrer la ville de petites intentions ». En 1991, son projet de fin d'études (trilogie domestique), annonçait déjà un

nouvel hédonisme. Un diffuseur d'eau devenait réservoir de senteurs et de remous ; un diffuseur de chaleur, une incandescence rose-rouge futuriste pour mieux revenir au feu primitif... « L'humain perd les sensations de l'origine et s'appauvrit ». Sous ses yeux, le stylisme se métamorphose, au nom du geste, du ressemblant. W à l'hon, présenté dans le cadre d'une exposition collective au VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), est un espace de bureau flexible et extensible qui roule, se range, se promène dans la maison. Les fils ont disparu, le plan de travail, tout en hauteur, intègre lecteurs de disques compacts et vidéodisques, imprimante, rétroprojecteur. Le clavier est devenu un lutrin mobile, à commande vocale et la souris, fixée sur une chaise à l'assise pivotante et au dossier souple, suit naturellement le geste. « Je viens de la campagne, et je la redécouvre en étant urbaine. Dans la nature, il y a une multiplicité de situations, d'éléments, de couleurs qui m'inspirent. Je ne cherche pas à reproduire une feuille, mais à en retrouver l'équilibre, le mouvement infini. A la campagne, il n'y a rien d'attendu, de carré, tout est surprise. J'ai des champs dans ma tête, que je cultive. »

Sylvie Wolff

Exposition « Homo Domus », VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), 29, avenue Daumesnil, 75012 Paris, jusqu'au 29 mars. Tél : 01-46-28-11-11.

L'HOMME À LA MAISON W à l'hon, tout un programme signé Matali Crasset. Projet Homo Domus pour le VIA.

JEU DE MAINS Porte-manteaux, porte-objets en polyuréthane expansé « Pax » imaginés par deux Italiens Marina Paoletti et Francesco Scamsetti. 50 000 litres (moins de 200 F). Koivu, Milan.

relax le corps dans le décor

formes originales», annonce le catalogue de La Redoute, à propos des méridiennes et chauffaises de la collection « Scénario », en mousse de polyester. On a plutôt envie de dire formes originales. Fœtus, spermatozoïdes, ovules ? On reste songeur. S'asseoir comme on nous le propose sur ces « sièges », c'est s'enfoncer dans l'indéfinissable. Les formes de l'homme, c'est ce qu'on va chercher aujourd'hui dans l'inventaire des années 70 revisitées. L'obsession du corps a glissé du costume au meuble. L'incarnation s'est déplacée dans la maison. Métamorphose, mutation ou greffe, le corps des meubles devient corps mutant, mi-homme, mi-objet. Un pied, deux pieds, trois pieds, c'est une créature tronquée qui soutient la nouvelle table de Garouste et Bonetti.

Pied reprend ici tout son sens physique : dans l'articulation des bois on reconnaît bien, grossiers mais présents, une jambe, un pied, presque un pied-bot. Le meuble, bien corporel, selon Le Petit Larousse, reprend tout son sens. L'Italien Pierangelo Caramia l'a bien compris, qui nous fait titer par les mamelons les trois-seins de sa commode. Le meuble, substitut de la présence de l'autre ? Pour elle, ou pour lui, deux énormes mamelles en jute permettent d'accéder au rangement. Assise, tel est son nom, Assise serait un hommage à saint François d'Assise. « Le jute symbolise la bure, la rigueur des lignes la vie monastique, et les seins la tension érotique qui sous-tend toute mystique... » Les pieds sont des petits oiseaux. A tester, la jouissance qu'on éprouve chaque matin à tirer sur les tétons !

Meubles mutants pour intérieurs caméléons, commodes à tétons, fauteuils à oreillettes et tables à pied-bot s'exposent sans complexe

Le corps se met en scène, revendique son droit à la paresse : plus fonctionnels, certains meubles appellent sa présence. Les chaises de repos et les fauteuils de relaxation ont fait une apparition remarquée au dernier Salon du meuble de Paris. A l'entrée du hall contemporain, la société Stressless avait installé son stand géant. Derrière une palissade de bois sombre à l'américaine, on vous invitait à goûter sans honte le confort retrouvé de ces fauteuils pour mamies. On aurait pu se croire en pleine séance de kinésithérapie : massage du dos, surélévation des jambes, inclinaison millimétrée.

Ce type de siège est pourtant une vraie réponse à un problème actuel, puisque, aux stands d'en face, chez Chana et Roset, trois jeunes designers avaient été chargés de réfléchir à la question. Com-

ment planter au milieu d'un salon design ce symbole d'une convalescence quotidienne et égoïste ? C'est un corps à l'abandon qu'il s'agit d'épouser, de recueillir, mais avec la rigueur du style. Thibault Desombre a répondu par une chaise longue dont on fait varier l'inclinaison suivant son poids. Pagnon et Pelhaître proposent, eux, un fauteuil aux larges épaules enveloppantes accompagné d'un repose-pied rebondi (à quand les roulettes ?). Les années 60-80 se regardaient dans le miroir, la fin des années 90 se soigne. Le paraître cède la place à l'abandon, et la prestance à l'assistance.

Aude de la Conté

La Redoute lance ce printemps un nouveau catalogue entièrement consacré à la maison « AMPM », 68 p., 25 F.

PIEDS DEVANT La table de Garouste et Bonetti. Bronze et sycomore, haut 75 cm, diam. 110 cm, 28 000 F, 8 exemplaires. Galerie Néon.

HAUT LES SEINS Meuble de rangement de Pierangelo Caramia, en bois laqué, fonte d'aluminium et toile 140 x 77 x 38 réalisable sur commande, 30 000 F.

Le fauteuil de Yamakado. Cuir pleine peau et pochette au dos pour les journaux, 15 410 F. Etat de Siège.

محرم الامم



ESCADA FRANCE, TEL. 01.49.70.15.15 - GALERIES LAFAYETTE HAUSMANN - NIVEAU 2

ESCADA
ELEMENTS

هكنا من الاصل



méc
S

De Paris à Tokyo,
un véritable ouragan
capillaire
s'abat sur les villes.
De la rue aux laboratoires,
enquête sur un
phénomène
qui décoiffe

la tête

mèches à la pointe

guide

Les nouveaux soins capillaires

● **Deep Clarifying Shampoo**, pour éliminer résidus et agents polluants qui ternissent les cheveux. **Glacial Therapy**, crème de nutrition à la boue marine pour hydrater les cheveux et les nourrir en profondeur. 94 F et 140 F. **Garnier Hair Fitness de No Skin**. Numéro vert : 08-00-04-42-71.

● Pour pointes et longueurs sensibilisées, le fluide réparateur **Sp3 E de Wella**, 58 F. Couleur de miel à l'odeur fruitée, une gelée originale pour un concentré nourrissant, à l'effet immédiat. **Elisir vital de L'Oréal**, 80 F.

● Les instituts repassent. ● **Diagnostique capillaire** et soins sur mesure, avec la gamme de produits phytothologiques, entièrement naturels de Patrick Ales. Soins d'une heure et demi, 320 F. **Institut Marianne Gray**, 26, rue des Grands-Angustins, 75006 Paris. Tél. : 01-46-33-72-32.

● Selon la méthode mise au point en 1957 par un pionnier, cinq programmes de soins traitants, adaptés aux différents types de cheveux, massages, massages toniques ou relaxants, et applications de produits spécifiques, comme le fameux **Complexe 5**, concentré d'huiles essentielles. **Institut René Furterer**, 15, place de la Madeleine, 75008 Paris. 350 F à 400 F. Numéro vert : 08-00-01-07-08.

● Pour une remise en forme de la chevelure, enduite de gelée de blé et de plantes : **Furfall 10** séances 2 970 F. **Institut Léonor Grey**, 15, rue Tronchet, 75008 Paris. Tél. : 01-42-62-32-26.

● Mad, la plus célèbre « infirmière » du cheveu à Paris : elle masse, soigne et conseille. Soins d'une demi-heure, 200 F. **Salon Alexandre Zonari**, 1, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Tél. : 01-47-29-79-00.

● **Changer de tête** ● **Charlie en Particulier** chez **Alexandre de Paris**. De 2 000 F à 3 000 F. 3, avenue Marignan, 75008 Paris. Tél. : 01-45-04-28-05.

● **Nouvelle longueur** ● De fines mèches de cheveux naturels sont mêlées aux vrais cheveux, à partir de deux techniques différentes, la mèche « tricotée » et la mèche « fixée » avec de la cire chaude. Impossible de les différencier à l'œil nu. **Rino de Nicolo**, 7, rue de Ponthieu, 75008 Paris. Tél. : 01-43-59-60-62.

● Dessinage extension. 37, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 01-53-75-30-75.

● **Nouvelle fantaisie** ● Un coup d'éclat sur les cheveux, le « mascara flash », 7 teintes, 110 F. **Christian Dior**. A partir de mi-mai.

● **Nouveau culte** : la perruque ● On trouve les plus belles et les plus folles sur cheveux lisses et longs ou à tresses de rasta à partir de 100 F dans les boutiques afro du boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.

● Perpendiculaire, le passage de l'industrie, cher aux coiffeurs professionnels, pour les colorations les plus étonnantes.

Maxime Vibert

Si les coiffeurs-pharés des défilés de mode s'appellent *hair styers*, ce n'est pas par hasard. Pour l'été 1997, ils ont construit les petites têtes scotchées d'Issey Miyake, les chignons ébouriffés, détraqués, folingues, les « bananes » explosives... pour Jean-Paul Gaultier, Rei Kawakubo (Comme des Garçons) ou John Galliano. Ils ont inventé des images pour Karl Lagerfeld, des tresses baroques pour Junya Watanabe, des entrelacs de baguettes, pinces, barrettes pour les lignasses de Jean Colonna, les choucroutes de Vivienne Westwood. Nouvelles vedettes des podiums avec les maquilleurs et les mannequins, Julien d'Ys, Odile Gilbert, Yannick d'Is, Hélène Bérand, Jean Claude Galloo, magiciens de l'extrême, traquent l'identité. Qu'elle soit rock, funk, punk, ethnique ou tout cela dans un même élan. Leur bannière, c'est la chevelure. Et elle s'offre toutes les extravagances d'une reine.

La cour et la ville
Se coiffer pour le commun des mortels reste un problème récurrent qui met en branle une colossale industrie. 45 000 coiffeurs (contre 37 000 boulangers) fréquentés tous les 2 mois par 9 femmes sur 10. L'Oréal dénombre 5 milliards de visites par an dans ses 2 millions de salons mondiaux (sans compter la Chine, l'Inde et le continent africain). Calculette en main, cela donne 125 millions en 1987, et 132 millions en 1995 ! Une femme laisse en (petite) moyenne 1 200 F chez son coiffeur chaque année, alors que ses achats beauté



ne dépassent guère 1 000 F par an pour toute la famille. En 1996, chez Jean-Louis David, plus de 30 millions de bigoudis de permanente ont été déroulés, 380 000 kilos de cheveux ont été coupés, et 44 millions de mèches ont été décolorées dans les 802 salons franchisés de par le monde. Au hit-parade des services demandés : la coupe, talonnée par la couleur (56 % des femmes françaises sont colorées). En 5 ans, précise L'Oréal coiffure, ce service a progressé de 25 %.

Ce qui a provoqué ce boom est avant ? L'apparition de technologies permettant de changer de couleur sans trop s'engager sur le long terme. Le ton sur ton a propulsé (« boosté », disent les coiffeurs) le phénomène en proposant aux femmes un bouquet de colorations tout à fait exceptionnel. Créativité et performance se sont retrouvées sur le même terrain : l'identité féminine.

Courir après un mirage
La forme la plus courue de la colo-

ration, ce sont les reflets. Et ce phénomène est universel. Pour preuve, la récente et fulgurante ascension de la couleur en Asie, où les femmes troquent leur chevelure de jais contre des mèches auburn, des rousses étranges, voire des décolorations franches et massives à l'origine du phénomène « chapuis ». La racine du mot signifie « châtain » ; le terme désigne donc les jeunes filles japonaises « accros » aux canons de beauté occidentaux. Pas très bien vues, elles n'en sont pas moins à la

Volumes baroques
punk, funk, ethniques,
et couleurs polarisées
de la cyberculture
inspirent les extravagances
des « hair styers »

pointe de la mode. Les valeurs bougent : l'Asie était un des plus gros marchés de la permanente, il a glissé vers un fabuleux engouement pour la couleur.

Beauté virtuelle

Mais qu'a-t-elle, cette couleur qui fascine les foules ? Jean-Louis David a son idée sur la question : « Les images dans les journaux, les films à la télévision, au cinéma, tout est aujourd'hui réalisé avec des pellicules si sensibles que la couleur y est totalement idéalisée, explique-t-il. Cela crée un désir irrésistible. » L'envie de s'amuser a gagné les marques traditionnelles. Dior vient de sortir un mascara pour les cheveux, sorte de poudre de perlimpinpin qui s'envole au premier coup de brosse.

Tous les caprices capillaires sont au rendez-vous. Comme on fait cuire une brioche, on peut faire gonfler son « capital-cheveu » avec des extensions. La technique consiste à coller des mèches sur la

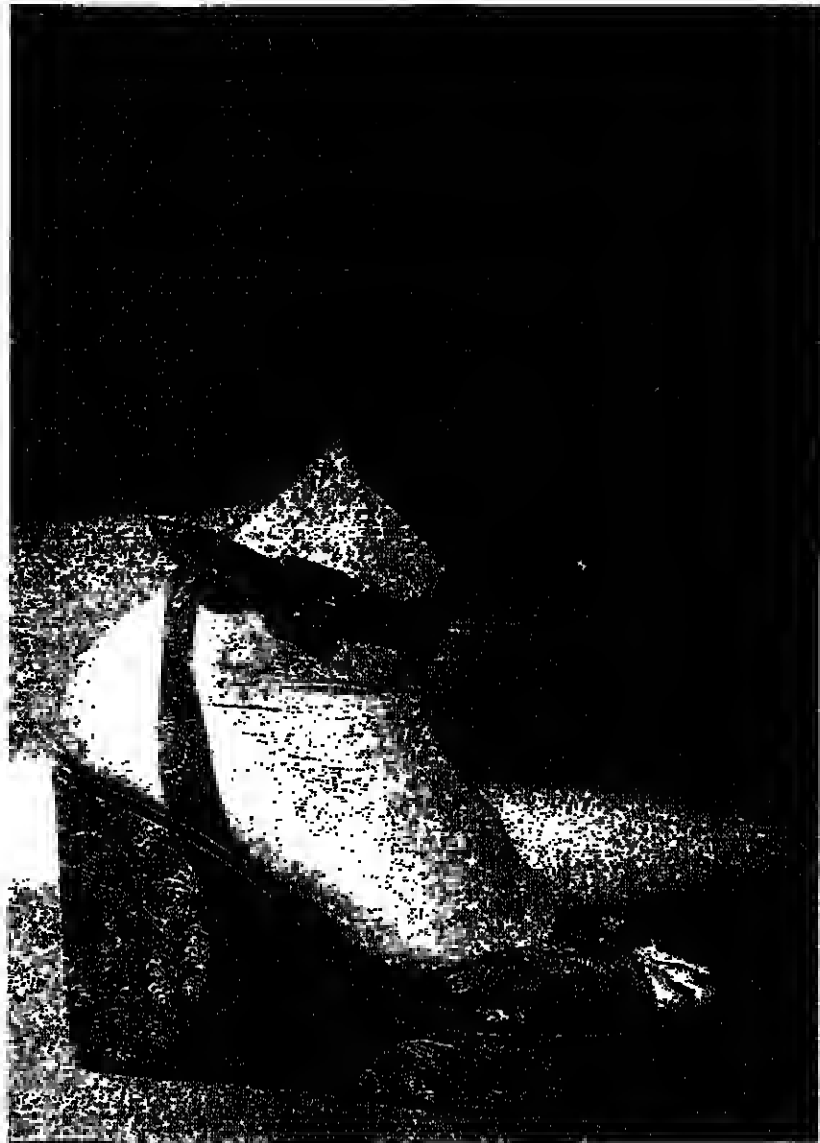
Ci-dessus : Afro-nucléaire, par Isabel Marant. Coiffure : création Clovis réalisée par Dalia ; maquillage : création Greshca réalisée par Audrey ; mannequin : Kati Taster/Elite. Chignon ethnique par Jean-Paul Gaultier Haute Couture. Coiffure : création Jean-Luc Minetti pour Alexandre de Paris ; maquillage : création Fred Farugia, réalisée par Veronick Boumaza ; mannequin : Lyda/Marilyn. Ci-dessous : Berger des Pyrénées ébouriffé. Coiffure : Chanel Coiffure, création Odile Gilbert réalisée par Hiro ; maquillage : Chanel ; mannequin : Gabriella/Elite. Ensemble des photos « détails » : Michel Fiquet. Stylisme : Alexandra Senes.

chevelure existante de manière à créer des cheveux longs quand on les a courts, ou à leur donner du volume quand ils en manquent. Chez Jacques Dessange, les listes d'attente étaient si longues qu'il a fallu ouvrir en février un salon entièrement dédié à cette activité. Attention, dix jours sont nécessaires pour recevoir « ses » cheveux. Coût de l'opération : autour de 5 000 F. L'extension tient six mois en vivant normalement ! Car le fin mot de l'histoire, c'est le volume. Sans lui, pas de style. Les femmes à la recherche de leur « moi » flou ou perdu se ruent chez Charlie en Particulier. Une cabine, que cette célèbre coiffeuse de plateau-photo occupe trois jours par semaine chez Alexandre de Paris. Ces femmes remettent leur tête entre ses mains qu'exigent Isabelle Adjani, Catherine Deneuve, et bien d'autres stars. Coût de la métamorphose : entre 2 000 et 3 000 F. Compter trois bonnes semaines pour obtenir un rendez-vous.

Les mots des cheveux

Pour une belle matière, on donnerait la lune, et cette idée évolue en même temps que les femmes. Si le produit de coiffage le plus vendu dans le monde reste la laque, ses petits frères surdoués la talonnent. La vague des produits coiffants est un raz-de-marée. Un Colliat flanqué d'une armée de promesses en forme de produits. Les fixants, les texturants, les lustrants... les mousses et gels en tout genre pour plaquer, frissonner, « détendre », dompter, contraindre la nature à l'obéissance. Sans oublier les produits « ci-meot » qui requinquent les tiges (capillaires) épuisées. Grâce à cette « trousse à outils » la transformation est une réalité tangible. Le cheveu inspire de nouvelles têtes sur lesquelles souffle l'air du temps, dans un éblouissant feu d'artifice de matières grises.

Karine Jouvion



Choyés, redessinés
par les créateurs
de souliers-bijoux,
ils s'affichent comme
des signes de style,
dans une longue marche
contre l'uniformité

Exotique. « Zepeta Zepa », souliers compensés
en sole brochée chinoise, Christian Louboutin.
Minimales. Sandales à talon, aux deux fines
lignes vernies noires, Christian Dior.
Solaires. Sandales en cuir noir et filet Lurex
argent, Martine Sibon pour Stéphane Kélian.



les Souliers de rêve pieds

Une entreprise habituée des bacs à soldes, Myriss, vient de s'adjoindre les services d'une légende vivante : Roger Vivier, le père fondateur du soulier-couture. Les mules à semelles de bois cloutées et les ballerines à marguerite de cet ancien parurier de Christian Dior, aujourd'hui octogénaire, marqueront-elles l'été ? En tout cas, elles montrent la marche à suivre à l'industrie française. En 1986, la France importait pour la première fois autant que sa production propre. Aujourd'hui, plus de deux paires sur trois vendues sont d'origine étrangère. De 1975 à 1995, la chaussure française a réduit sa production d'un tiers. Même à Romans-sur-Isère, capitale de la chaussure de mode, la

vingtaine de marques présente il y a dix ans s'est presque évaporée, ne laissant que les « poids lourds » : Robert Clergerie, Charles Jourdan et Stéphane Kélian. Quant à l'industrie de masse, elle paie aujourd'hui son assoupissement : on évoque des licenciements chez le suisse Bally, chez Bata. Tel est le résultat de l'offensive asiatico-américaine dans le secteur du sport et hispano-portugaise au rayon des chaussures ordinaires. Mais les vrais combats des années 90 ont été menés depuis l'Italie contre le bastion de la chaussure française - le soulier mode. Régénérés par de jeunes créateurs et dynamisés par le marketing, les grands chausseurs de la péninsule ont fait souffler l'engouement et taillé des croulères aux Français. Après que Prada eut réhabilité la chaussure orthopédique couleur gainé, Gucci provoquait la fureur en habillant son fameux mocassin aux couleurs de l'époque : la marque milanaise vend chaque jour à Paris cinquante à soixante-dix paires de souliers, et le double tous les samedis. Par ailleurs, en 1996, les Français ont

acheté 144 000 paires du mocassin ultrasouple à 135 picots, produit sous la marque Tod's par le groupe Della Valle. Même Superga, l'ancien fournisseur de l'armée italienne, débite ses tennis par dizaines de milliers. Et pourtant, la riposte pointe. Tandis que, dans les centres-villes de province, les détaillants vieillissants cèdent enfin la place à des chaînes dynamiques, les grandes marques dynamisent des sous-lignes fortes, comme Charles de Batz qui, chez Bata, met beaucoup d'exigence à chausser les hommes. Arche propose des mocassins ajourés pour claqueurs de talons. Mais le fer de lance viendra du luxe. Avec les industriels de Romans, lorsqu'ils acceptent de s'ouvrir à des créateurs - Kélian et Martine Sibon, Charles Jourdan et José Lévy. Avec, aussi, les grands noms de la mode, comme Christian Lacroix (qui lance, cet été, une tongs à marguerite dorée) ou Dior, pour qui Manolo Blahnik a dessiné des mules à brides invisibles. Avec, surtout, ces créateurs de souliers-bijoux qui donnent de l'entraînement aux industriels, et au premier rang desquels figure Christian Louboutin. Ses souliers chinois à semelle compensée, dignes des pieds de lotus de l'impératrice Tsen-Hi, semblent inviter ces derniers à une

nouvelle Longue Marche. Pour sa part, cet ultra-créatif au sein de la trentaine peut se prévaloir de clientes exigeantes - de Liz Taylor à Caroline de Monaco - d'une progression annuelle de 25 % et de deux boutiques, l'une près du Palais-Royal, l'autre sur Madison, l'avenue new-yorkaise du luxe. Ces lieux ont en commun d'être de vrais petits salons, où les clientes sont reçues. C'est avec un endroit si intime, orné de meubles anciens, que l'Anglais Patrick Cox a conquis le Paris branché, talonnant de quelques rues l'éclat à souliers de Michel Perry. Quant à Barbara Bui, sa boutique Kibuki du carrefour Étienne-Marcel distribue les créations les plus pointues - Dries van Noten, Dirk Bikkembergs - et permet d'embrasser en un coup d'œil ce que sera l'été 1997 du soulier *fashionable*. « Tout ce qui est ouvert, dit-on ici, part comme des petits pains. » L'heure est aux tongs, aux sandales, aux tressés, aux soques de piscine (Miu-Miu en griffe une version python), dont les plates-formes en bois font courir les écoles sophistiquées. Parmi les souliers de la saison, une sandale haut perchée signée Rodolphe Ménuet visite les années 40 avec l'œil des années 70. Dans d'autres secteurs, la chaussure française n'a pas tourné bride. Le Li-

mougeaud Weston et Hermès (propriétaire du grand bottier anglais John Lobb) dominent, avec Church's, la chaussure masculine de luxe. Et d'autres marques moins prestigieuses ont su, à l'exemple des Italiens, capter le fétichisme de marque. Parabolot, l'ancienne chaussure des géomètres et des paysans, affiche un chiffre d'affaires enviable, tout comme ses sous-marques Parachoc (créé pour l'armée) et Gallibier, la lourde chaussure des guides de montagne que les adolescents ont érigée en « alternative » à la Doc Martens. Quant à la lorraine Méphisto, que se disputaient naguère les instituteurs et les randonneurs, elle a développé son carnet de commandes jusqu'à être adoptée par le pape lui-même. Dans un tout autre genre, le français Ghostin, spécialisé dans les nouvelles matières, vient d'exploser cette année avec des baskets pour night-clubbers, ajustées comme des chaussettes. Signe que les Français, à leur tour, ont compris que les chaussures avaient monté en importance. « La mode, rappelle Christian Louboutin, ayant uniformisé le vêtement, les souliers restent désormais seuls pour afficher le pouvoir d'achat ou la culture de mode. Ils sont devenus le piedestal du comportement. »

Jacques Brunel

guide

Les vernis de l'été
● Vieux rose nacré irisé Abstract, violet aux reflets trompeurs vert Haze, noir-gris irisé Jet et blanc-rose nacré Bubbles, Mac, 50 F.
● Tons orangés : « fruité », « corail pimpant » ou version *Grand Bleu* « encre marine » et « bleu lavande », Christian Dior, 103 F.
● Pieds scintillants : Triple tenue or - Lancôme, 100 F.
● Brin précieux n° 16, Rouge Soleil n° 8, Civre n° 1, Yves Saint-Laurent, 100 F.
● Les amaranthes, les roses et les corails, le teint Ricci, 100 F.
Soins des pieds
Chez soi :
● Crème pour pieds secs et abîmés, formule hydratante pour un soulagement immédiat, Neutrogena, 48 F.
● Savon exfoliant végétal Pédic-relax, agit en douceur comme une véritable pierre. Laboratoires Ducray, 46 F.
● Crème gommante, enrichie à la vitamine E, lutte contre les rugosités



des pieds et talons, Scholl, 38 F.
● Déodorant antibactérien à vaporiser à l'intérieur des chaussures, Spray Joogger, Scholl, 41 F.
● Thalasso des pieds à domicile, Babyless Hydro Spa, 350 F.
En institut :
● David Tran, le maître de la réflexologie, séance de 45 minutes, 270 F (compter trois séances), Institut Yung, 24, rue Camartin, 75009 Paris. Tél. : 01-47-42-20-63.
● Roald, pour sa réflexologie, 600 F, Carita, 11, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-44-94-11-16.
● Pédicure médicale et beauté des pieds par Brigitte et Nadine, 470 F, Guerlain, 68, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 01-45-62-11-21.
● Pédicure médicale et beauté des pieds par Analg, 310 F, Revlon, 19, rue Bassano, 75008 Paris. Tél. : 01-47-20-05-42.

Partir du bon pied
● Chaussettes de randonnée pédestre (protègent des ampoules et blessures, gardent les pieds au sec et évacuent la transpiration), Pariset, 75 F.
● La Air Up tempo de Nike sur coussin d'air, 950 F et la Rebellion de Reebok, 449 F, assurent une parfaite légèreté.

Marie-Anne Bruschi

fétichisme entre pointures

à la perfection du soulier d'homme incarnée par Weston, Church's et John Lobb, Berluti apporte ce plus qui fonde une chapelle. Le grand public ignore tout de cette dynastie de bottiers parisiens qui depuis 1895 cultive l'élégance dans une ombrageuse discrétion. Acquis par le trust LVMH, cette vénérable maison - un club - reste l'autre d'Olga Berluti, une excentrique également costumière dans le cinéma. Elle scarifie et tatoue ses merveilleux sou-

Portrait en pied d'Olga Berluti, d'une grande lignée de bottiers

liers, les déchire pour mieux les recoudre, les masse longuement aux huiles essentielles afin d'en approfondir les tons, affirmant les drer au champagne et les décolorer au clair de lune. Suivant le rituel Berluti, c'est à genoux qu'elle ausculte les pieds de François Truffaut, Charles

Vanel, Richard Burto, Jean Paul II et ceux du pape du punk, Malcom Mac Laren. Olga Berluti a vu « les pieds de l'homme pressé qui amorce sa marche par les bouts, quand l'homme réfléchi avance sur les talons ; les affaissements plantaires des garçons de café pliant sous les pioletaux, et qui devraient porter des bottillons... ». Si d'évidence les pieds ont gagné en longueur, elle constate aussi qu'ils sont plus agressés. Quand ils se posaient jadis à plat sur les planchers ou la terre battue, ils trottaient aujourd'hui sur le ciment ou le béton, s'exténuaient dans les escaliers et gonflaient dans les bureaux et les avions. Olga Berluti prescrit un « escarpin à lacet en veau souple sur une semelle bottée à talon de vingt-huit millimètres », ou, mieux, les « physiologistes », inventés en 1963 par Albino Berluti et qui dissimulent des semelles orthopédiques dans le corps d'un merveilleux soulier « bourgeois ».

J. Br.

talon d'achille marcher d'un pas léger

Pour oser les pieds bijoux et les ongles coquillages dans des couleurs givrées, un rien acidulées, il faut d'abord les alimenter tout le printemps. L'essentiel étant de toujours respecter la forme initiale de l'ongle en le coupant à l'identique de sa base. Le plus souvent, c'est un mauvais geste de coupe qui entraîne une série de petites misères. Et, pour éviter les faux pas, il faut savoir qu'un ongle de pied pousse seulement de 1 millimètre par mois, cent fois moins vite qu'un cheveu ! Mais un pied alerte, c'est aussi un pied doux et léger. Les AHA ou acides de fruits, grand principe actif anti-âge et homme mine des soins pour le visage arrivent dans les formulations spéciales pieds. En agissant sur le

renouvellement cellulaire, ils préviennent l'apparition de callosités sous le talon (nouvelle lotion hydratante Scholl). Pour retomber sur nos deux pieds, qui assurent plus de vingt mille pas par jour en supportant une charge de plus de 100 tonnes avec vingt-six

Pour passer un été bien dans ses souliers, mieux vaut prendre ses pieds en main dès le printemps

os, vingt et un muscles et trente-trois articulations, il serait bon aussi de penser plus souvent aux dessous des pieds. Depuis les pharaons, il est connu que la plante des pieds est une véritable carto-

graphie du corps en deux exemplaires. Les zones réflexes sont la projection en miniature d'une partie du corps. En réflexologie plantaire, spécialité de Catherine Charre, qui masse à domicile, les pieds sont pétris, malaxés. Ils deviennent de la pâte à modeler jusqu'à ce qu'une pression fasse sursauter à un endroit incongru. Au détour d'une troisième phalange ou de la voûte plantaire, le doigt est mis sur une tension, un stress qui s'est cristallisé ailleurs dans le corps.

Florence Ben Sadoun

● Assistance Pédicure. 01-45-89-43-81. 200 F la pédicure de trente minutes à domicile.
● Catherine Charre. Vita'form. Tél. : 01-46-82-98-28. 500 F.

الحكمان الشمل

(Publicité)

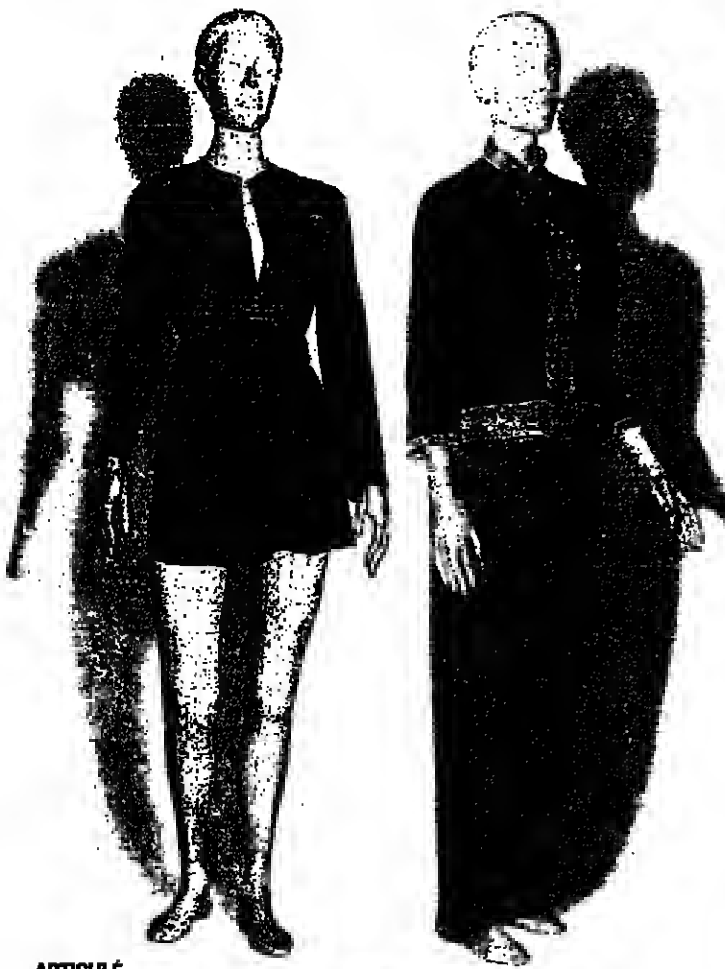
LE MONDE / JEUDI 13 MARS 1997 / VII



هكذا من الأهل

les essentiels

clean look
lignes nues



ARTICULÉ
Tour de cou en or
gis "Serpent"
semi-rigide,
12 000 F.
Manboussin

l'été
au parfum

be a dreamer, be shy, be a sinner, be a rumar. Sois un rêveur, sois timide, sois un pécheur, sois une rumeur. Calvin Klein enfle sur son nouveau parfum, aux allures de flasque à whisky, l'habit noir des missionnaires du marketing. Sur les traces de CK One, B, tel est son nom, se lance dans le marathon olfactif du printemps. Avec Paco (Paco Rabanne) en flacon d'alu, le marché des fragrances unisexes bâtit son empire en marge des nouvelles effluves célébrant une féminité sucrée, fleurie et fruitée : Claire de Nilang (Lalique), épice de coriandre, de bergamote et de freesia, Fantasia (Fendi), Lolita Lempicka. A côté des eaux odorantes (De-ci de-là, Ricci, Eau extrême de Bulgari au thé vert, Eau de Charlotte d'Amick Goutal), le fleur-oriental s'impose cette saison comme la recette du prêt-à-sentir. Choc des formules ou poids des mythes, l'Amérique teste ses classiques. Elisabeth Arden lance cette saison 5th Avenue, Chanel célèbre les nocces choc du N°5 et d'Andy Warhol : à l'occasion d'une série limitée dans le temps (vendue entre fin mars et début juin), une série de quatre boîtes se colore des sérigraphies réalisées par le maître du pop art : « A l'avenir, tout le monde sera célèbre un quart d'heure », disait Warhol. Les formules passent, le parfum demeure.

L. B.

BRUTS DE CORPS
B, la nouvelle eau de toilette Calvin Klein, 100 ml, 234 F.
Pain exfoliant Epoch à la boue marine et à l'extrait d'arbre Slaku'pas, Nu Skin.

ROSE DE PLAISIR
En porcelaine, la bonbonnière de l'année, griffée Christian Lacroix, 490 F, en vente chez Christofle.

de fentes en diagonales, de bretelles-traites en robes suspendues, l'été 1997 découvre un corps tout en longueur, une ligne traversée d'ubiquités, de rectangles, venus simplifier encore cette apparence dont Helmut Lang a fait sa manne. Ses T-shirts à décolletés asymétriques et ses vestes soulignées d'une fine baguette de couleur donnent l'allure et le ton. Les motifs géométriques, zigzags de Missouri ou reliefs « Incas » de Zucca, accentuent encore les effets d'optique. C'est à l'âge d'or du prêt-à-porter - les années 70 - que cette mode, débarrassée pourtant de toute nostalgie, fait référence : robe chemisier coupe droite (APC, la Redoute), robe tunique fendue (Yves Saint Laurent), minidjellabah de maille (Jil Sander), défilent une nouvelle netteté de l'air, inséparable d'une certaine hygiène de vie, alimentation équilibrée, hydratation, sport. Trente ans après la « see through blouse » d'Yves Saint Laurent qui fit scandale à l'époque, l'été 1997 s'offre un cortège de transparences, dont le T-shirt « peau nue » porté sous un costume d'homme (Ann Demeulemeester) restera l'emblème. Ce clean look, l'industrie des cosmétiques l'exprime dans l'obsession du lissage, de la pureté, et de la transparence, concepts que les japonais, comme Shu Uemura et Shiseido, auront été les premiers à défendre. Ce printemps, la société américaine Nu

Skin Internationale, leader de la vente directe de produits de soin et de beauté (1 milliard de dollars en 1996), lance, outre sa nouvelle ligne de maquillage-soins Nu colour, sa gamme de produits Epoch, qui ajoute à ce néo-hygiénisme les vertus de l'écologiquement correct, avec sur chaque produit vendu un pourcentage affecté à la lutte pour l'environnement. Pour ce corps chaste qu'effleurent des vêtements quasi hypoallergéniques, voiles de robe, soupçons de tuniques, musettes de vent, balcons de Vénus, les nouveaux produits s'imposent comme des indispensables bienfaiteurs : régénérants (Intense Body Life, Helena Rubinstein), désaltérants (Re-source, Lancôme), un lait-eau chargé de principes actifs hydratants. La silhouette se laisse caresser tout en refusant l'étreinte. Elle succombe à quelques détails : la taille basse, l'écharpe bretelle, la frange, le bustier-bandeau, le débardeur à décolleté asymétrique. Quand la maille est plate, les boutons tombent, le caprice se réfugie dans « la couleur qui fait du bien » (la Redoute), nuances d'agrumes et d'huiles essentielles, romarin astringent, lavande calmante, assorties aux nouvelles formules des produits de beauté, enrichies de vitamines et d'oligo-éléments. La styliste allemande Jil Sander va même jusqu'à lancer sa première ligne de soins au nom évocateur : « oxygen pure ».

L. B.

En route pour l'été, exfolié, apaisé, le corps prend l'air et se découvre, les objets se dépouillent, et les objets à ras du sol. Zucca, fentes, cube à fleur de lin, peau, dans la pureté, on rêve et de cigales. Ces rayons de lumière, silhouettes couleur d'azur et d'agrumes célèbrent le plaisir des premiers beaux jours.



PEAU D'ANGE
Maillot Diabolo paille, bié, vert, turquoise, 995 F, Erès.

HYGIÉNISTES
En direct de New York, la gamme de la pharmacie Kiehl's : des lotions astringentes aux herbes, 120 F, Colette.

MINI MALES
Table dépliant, en métal laqué aluminium et placage de hêtre, Magic Table, Studio Ecos, 8 575 F, Artelano, Galeries Lafayette.
Bleue cobalt, dessinée par Philippe Starck, Radio Poe en plastique, trois couleurs, 850 F, Alessitronik, Alessi.

GÉOMÉTRIE ZEN
Lampe Akira, abat-jour de parchemin, 1 400 F. Pour la Galerie, chez Maison de Famille.

atterrissage
en douceur

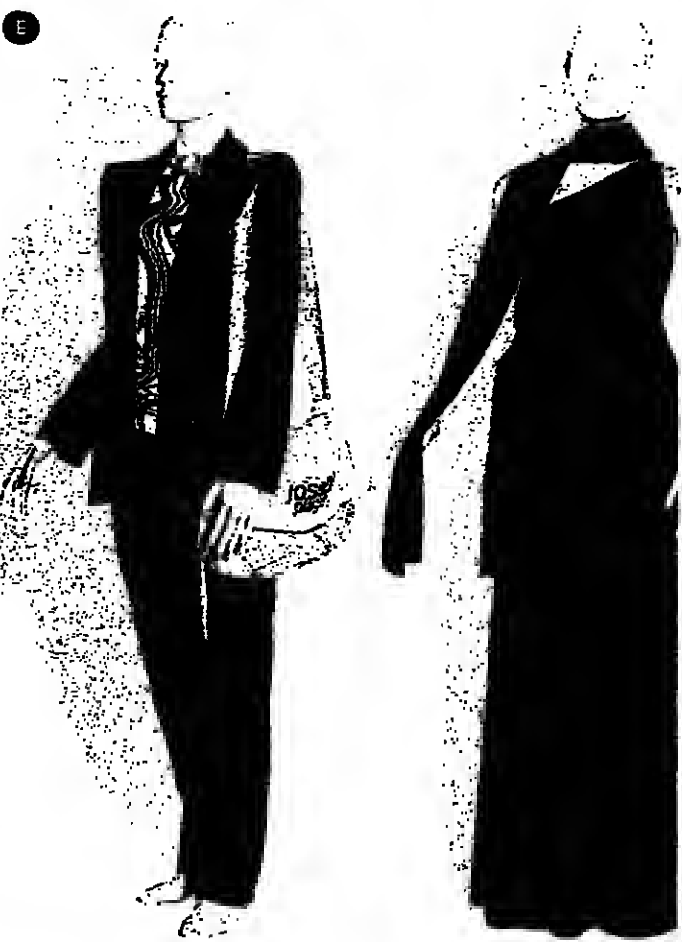
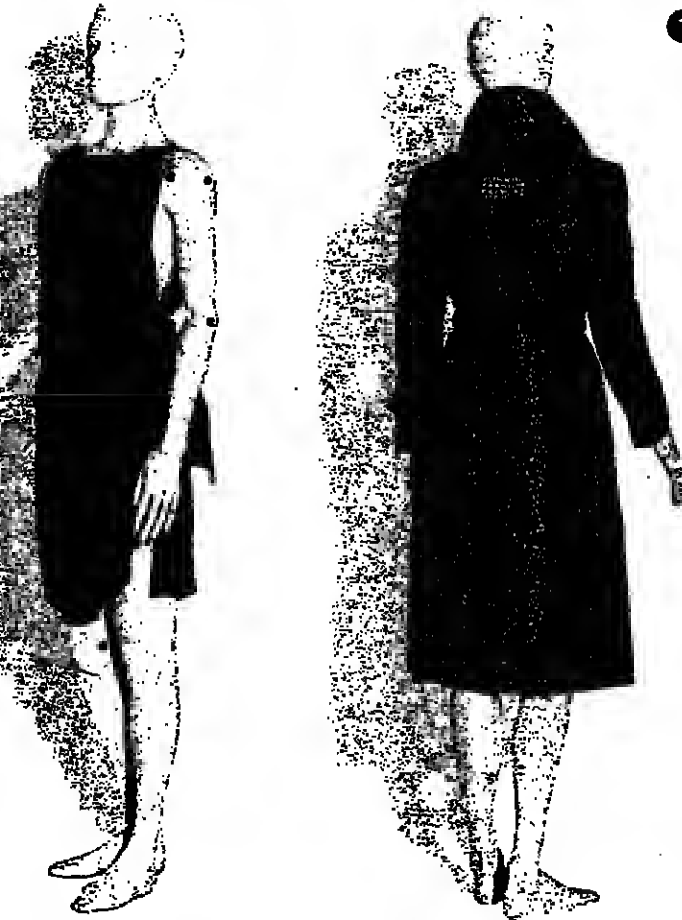
مكتبة النور

entier

T E N D A N C E

EN VILLE
De gauche à droite : sur Amore, mannequin en résine de la maison Hermès.
● Tunique en agneau velours bleu cignale, 3 800 F, Emporio Armani.
● Pantalon « Chino » en twill stretch beige, 2 100 F et blouse chinoise en crêpe de soie rouge laque, 800 F, Prada.
● Comme une caresse, une robe foulard en floqué de soie chocolat, 4 500 F, Yves Saint Laurent.
● Safari poids plume, un trench léopard en polyester et coton, 375 F, Juley B&L.
● A droite, costume en nylon à fines rayures banquier, veste 3 175 F, pantalon 2 230 F, haut de nylon, 1 670 F, Martine Sitbon. Sac en velours éponge sable, 950 F Joseph Plage, 950 F.
● Robe asymétrique en jersey de satin à col écharpe, 2 200 F, Paco Rabanne.
● Bandeau orange en viscose, 800 F Hermès, jupe façon sarong en coton et soie rebrassée, 1 500 F, Max Mara. Sac marron en cuir, bandoulière, anneaux, 2 900 F, Gucci.

Photo : Joseph Benita (mode), Ling Fei (objets). Styliste : Alexandra Senes (mode), Aude de la Conté (décoration).



accessoires sous haute surveillance

entre 1992 et 1996, les échanges mondiaux d'accessoires de mode se sont accrus de 18,5 %, représentant 46,2 milliards de dollars. La France est sixième exportateur mondial, avec 3,5 % du total mondial exporté. En 1997, la Salon de l'Accessoire de mode Première Classe augmente de 35 % le nombre de ses exposants avec une progression de 20 % des entrées. L'Accessoire signe une alliance. Il gère et autonome ainsi qu'en précision. Le marron supplante le noir. Le sac devient bijou, le bijou ceinture, la lunette serre-tête. Excitation fébrile, la chaussure grimpe et descend sans scrupule du compensé à l'ultra-plat. De peausseries souples ou raphia, l'apparence se simplifie à la faveur d'un luxe moins ostentatoire. Nom de code : *« l'effet nature »*. On appartient à une voyelle nu à une consonne, U pour Ungaro, H pour Hermès. Hermès, dont le modèle Evelyne (1978) en tulle de blé, revient à la une des tendances. Christian Dior lance une ligne O. Pour ne pas faire comme tout le monde, Gucci enlève tous signes distinctifs, ou laisse apparaître en toutes lettres un discret « Gucci » sur la bride d'une sandale. L'avenir de la contrefaçon est-il menacé ? Le Denim tend sa toile. Chapeau-volante en Jean Sonia Rykiel, torse ou camélia Chanel, moccasins Gucci, mules à talon Patrick Cox et sac-pochette Jill Stuart, il joue les prophétisations. Les bracelets interchangeables des montres de joailliers s'effritent : le luxe insolite du Jean (Van Cleef & Arpels, Mauboussin, Boucheron). L'effet « nature » Riche d'opulence végétale, à en avoir

le « vert tige ». Les brides-brindilles courent le long des escarpins Prada, le coquelicot (Jill Stuart) et la marguerite (Accessoire Diffusion) se calent entre nos doigts de pied quand toutes sortes de fleurs bourgeonnent sur les sandales Manolo Blahnik. Le style au bout du fil. La partition de Kathy Korvin joue de lignes géométriques-graphiques : bracelet rond, triangle, spirales carrées ou rondes, pendentif en fil d'argent zen qui tombe comme une virgule dans le creux du décolleté. Les fibres optiques s'échinent, chez l'anglais Scott Wilson, les fils de Nylon se greffent de perles avec Anne Claustré. Christian Lacroix tricote le fil de scoubidou fluo de notre enfance en sac pour dames. Le sac Chanel s'offre de nouvelles chaînes serpent en métal doré ou chaîne poussette en métal acier. En détail, le lien-bretelle dépeuple des tunique grises de Kostas Mirkudis. De fines bretelles en chaînes dorées enlacent la silhouette Karl Lagerfeld. Lady Palm Beach. Effet parure (boucles d'oreilles et collier assorti) obligatoire. Vie en strass d'une riche et célèbre Américaine qui se prélassait dans les cocktails dans son long fourreau à l'épaule asymétrique Jacques Fath ou Bertrand Marchal. De fausses rivères d'émeraude et de rubis (Valentino), unrang de diamants strass brillent autour du cou (Jean Colonna). La bourgeoise de Rifat Ozbek, qu'il surnomme « *decadent débuc-*

tant » ou « *aristocrats* », porte son collier de perles sous les genoux. Jeu de volumes. Entre le minimal et l'hyperbole, entre l'austérité et l'opulence, l'Accessoire balance. D'où l'alliance des formes, de matériaux et de volumes : le bracelet-cube en fil de Kathy Korvin, la Fridge Box en veau de Peggy Huynh-Kim, les petits sacs rigides de Loewe aux formes géométriques. Là, des trapèzes, ovales, rectangles aux angles nets doublés d'ottoman (sacs Nina Ricci). Les colliers-collettes inspirés des parures Massai de Galiano pour Dior Couture, agitent sans pudeur. Yohji Yamamoto exagère les volumes de ses capelines en organza et ses imposants colliers amplifient sa silhouette et lui « bâtissent » un nouveau contour. Attention délicate. En velours piqué de morceaux de corail (Duke Gabbana), les sacs prennent la forme de porte-monnaie. L'argent vaut de l'or - Maria Caldera imagine des blouses grillagées de perles. Romantiques, les petits sacs précieux cotamment brodés à la main font de la créatrice Lulu Guinness la coqueluche de la presse anglaise. Sandrine Leonard termine ses micro-sacs d'une anse en perles de verre. Le fameux sac Mademoiselle (1955) se métamorphose à losanges perlés et gansé de métal doré. « *C'est l'accessoire qui fait nu défaut la femme* », annonçait déjà Gabrielle Chanel.



EN MAIN PROPRE
Sac orange en cuir Savoy, 1 590 F, Just campagne.

PIED À TERRE
Mules en cuir glacé, 1 650 F, Prada. Sandales en passementerie, acier, strass et cristal, 1 000 F, vernis espresso (nr 29), et blanc cristal (nr 79), Yves Saint Laurent.

meubler atterrissage en douceur

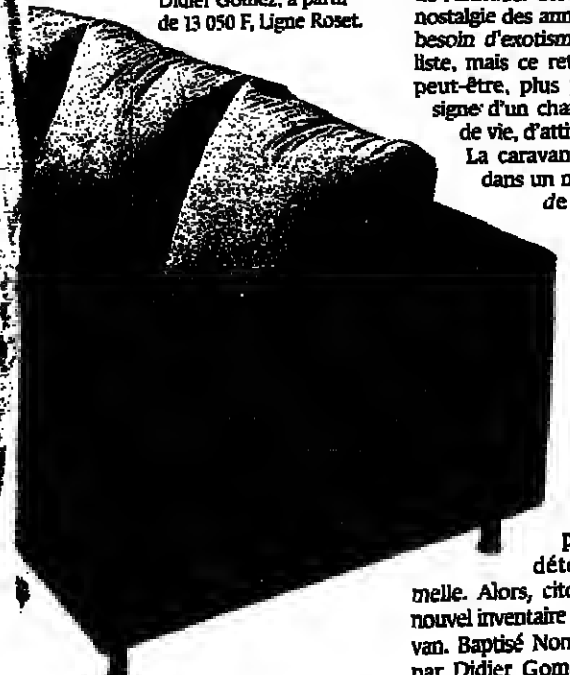
Tables basses et lanternes japonaises célèbrent une vie à ras de terre

C'est comme si tout était descendu d'un cran. A en juger les dernières créations des designers et les productions des fabricants, le meuble perd de l'altitude. Certains y verront une nostalgie des années 70, d'autres un besoin d'exotisme zen ou orientaliste, mais ce retour à la terre est peut-être, plus profondément, le signe d'un changement de mode de vie, d'attitude. La caravane doit être légère dans un monde qui ne cesse de bouger. Pour s'adapter vite, il faut de la souplesse, de la mobilité. Et si vivre près du sol donne de la hauteur à une pièce, de l'air, du rêve presque, cela permet aussi au corps de se relâcher, d'adopter avec naturel une position à la fois détendue et informelle. Alors, citons en tête de ce nouvel inventaire de la maison, le divan. Baptisé Nomade, celui dessiné par Didier Gomez pour Roset il-

lustre bien la tendance. Pascal Bauer, lauréat du prix 1997 de la critique spécialisée, fait un pas de plus avec son simple matelas sur structure métallique qui s'enroule en fauteuil comme la coquille d'un escargot. Léger et maniable, la table basse est de retour. Au choix, version bois (Christian Duc, Sentou Galerie), version marbre et métal un brin Knoll (Christophe Pillet, Artelano) nu mieux encore version deux en un : imaginée par le studio Ecos, Magic Table est un carré de bois aux lignes pures qui en un tour de main se déplit pour redevenir une classique table haute. A côté, les lampes font du rase-mottes. Sans tiges, posées à même le sol ou sur ces tables basses, elles ressemblent à des lanternes japonaises, cubes nimbés d'un halo laiteux, dans l'ombre du maître Noguchi dont les sculptures lumineuses en papier plissé se sont imposées depuis plusieurs décennies. Mais au milieu de ce grand coup de balai où le buffet Henri II repart à définitivement disparu, on a gardé le service à thé qui y était en vigne. Impossible d'imaginer plus kitsch que celui de Christian Lacroix pour Christiane. La théière, les tasses, le plat à cake, le plateau à petits-fours, jusqu'à la bonbonnière rose bonbon avec oeillet en chromo, restent seuls à figurer les vestiges d'un certain art de vivre sur fausses bergères Louis XV.

A. de la C.

DIVIN DIVAN
Assise façon matelas, et envolée de coussins pour ce canapé Nomade de Didier Gomez, à partir de 13 050 F, Ligne Roset.



Andie Mac Dowell

J. P. TOD'S - Milano Tel. 277251 Fax 278215 - Paris Tel. 1.42664693 Fax 1.42664694 - Bruxelles Tel. 2.3433130 Fax 2.3441650

هكذا من الذم



Longtemps censuré, encore souvent interdit, ce symbole de l'émancipation prend un nouveau pli et avance à pas de géant, très féminin, très masculin, contre intégrismes et tabous multipinces



les fes ses

guide

Les nouveaux soins minceur

Chez soi
● Phytogel minceur aux huiles essentielles, Sicley, 150 ml, 450 F.
● Gel anti-cellulite, Lancaster, 150 ml, 275 F.

En institut
● Soin Minceur à base de 11 huiles essentielles et algues, 240 F la séance, compter 10 séances pour un résultat.

Faderma, 11, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 01-49-26-91-44.

● Pour les drainages lymphatiques de la fibrite. Compter 12 séances, 490 F l'heure. Villa Thalgo, 218, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-45-62-00-20.

● Pour savoir ou pratiquer la gym aquatique et jogging aquatique, AlloSport. Tél. : 01-42-76-54-54.

Épilation
● Un appareil qui masse la peau en même temps, Sathelle sensitive, Philips, 400 F.

● Espace épilation, sur une base d'abonnement, 50 F par mois et 20 F les demi-jambes, 3, rue Etienne-Marcel, 75001 Paris. Tél. : 01-53-40-72-20.

Cures spéciales jambes
● En 6 jours, aquagym, massages et pressothérapie, 3 980 F. Thermes marins de Saint-Malo. Tél. : 02-99-40-75-75.

Collant complice
● Actiform, Le Bourget, 74 F 80. Collant anti-cellulite, Galbance, 120 F. Fitness Gerbe 155 F. Le plus esthétique, Synergie, Wolford, 150 F.

A noter : Du 23 avril au 10 mai se déroulera une exposition consacrée à « la forme » aux Galeries Lafayette, 40, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

M.-A. B.

en pantalon les jambes

C'est le « hérubin » de mousseline, ou « charmeur » de batiste, il a longtemps intrigué à corps et à cris contre les tabous et le discrédit. Falzar, fendant, froc, jodhpur, corsaire, knicker, il court, il court, enjambant un siècle d'interdits. « Ce costume à demi-masculin o quelque chose d'étrange et le petit nombre de femme qui se sont montrées en pantalon sur les boulevards et aux Tuileries ont été l'objet d'une curiosité si inquiétante que les "filles" seules ont osé adopter ce vêtement », notait un observateur, en 1810, commentant les caricatures publiées sous le titre « Bon genre ». Américaines, comme Amélia Bloomer - défendant en

1850, sans succès, le costume à culotte devenue, française, anglaise, elles ont longtemps associé cette pièce à deux jambes à leur émancipation. Au XIX^e siècle, pour le porter, il faut demander une autorisation à la police. George Sand et l'exploratrice Diane Delafay tré-

passent. Recommandé par les médecins hygiénistes, qui considéraient qu'il « amortit les passions », il entame sa grande marche avec le XX^e siècle. En 1909, Paul Poiret le tombeur des corsets, opposera aux carcans de la Belle Époque les langoureux de l'Orient : il lance son pantalon-harem. Cette année-là, le pantalon cesse d'être considéré comme un délit, sous réserve de tenir les rênes d'un cheval ou le guidon d'une bicyclette. Chanel l'adopte à Deauville. Répandu pendant la guerre, le pantalon est encore réservé aux loisirs, rimant avec slacks et frontier pants. Chevalier du now-look, Yves Saint Laurent va, en 1967, l'imposer

comme un classique en ville, incitant celles qui le portent à jouer encore plus de l'artifice, du bijou, du maquillage : « Une femme n'est séduisante en pantalon que si elle le porte avec toute sa féminité. Pas comme George Sand. Un pantalon, c'est une coquetterie, un charme supplémentaire, pas un signe d'égalité ou d'affranchissement. » Le style « Il » est né. La presse féminine, Elle en tête, l'applaudit. Même si Hélène Gordon Lazareff interdit à ses rédactrices de venir travailler au magazine en pantalon.

Trente ans plus tard, le pantalon trouve sa place entre la mode virtuelle des podiums et le retour des carcans. Son nom ne dérive-t-il pas des « pantaloni » de saint Pantaléon, bouffon du théâtre italien ? « Femmes de tête », titrait récemment de l'Observer à propos d'une série de mode qui lui était consacrée. En août 1996, Harper's Bazaar lui a dédié un numéro, « All about pants ». Joseph a même ouvert une boutique de pantalons à New York, tandis que l'industriel français Bernard

Zins y inaugure cette année un show-room. 1997 l'exige « smart », androgyne. « Un pantalon idéal, c'est un pantalon droit et masculin. L'équivalent d'un blazer à trois boutons ou d'une chemise d'homme », affirme Maimé Arnodin, la première avec Denise Fayolle à avoir défendu le pantalon féminin auprès des industriels et des distributeurs. Si des bastions lui sont encore fermés, comme le monde de la banque, il grimpe en tête des meilleures ventes, soutenu par la vogue de l'extensible, comme le confirment les acheteurs du Printemps et des Galeries Lafayette. « Avec le lycra, elles craquent. La tendance est au ventre plat... » Le pantalon s'écroule : à coupe droite et poche ticket (APC), khaki (GAP), treillis, il se pare d'invisibilité. Tout est bien sûr dans l'art et la manière. Une question d'aplomb, de finitions, de raccords. Comme l'explique Bernard Zins, qui fête en 1997 les trente ans de son entreprise, « tout le secret tient dans l'entrejambe. On ne doit rien sentir. Un bon pantalon ne s'essuie pas plus de deux fois. »

L. B.



En haut : Motard. Constellé de miroirs et broderies indiennes multicolores aux genoux façon motard, John Galliano. Prêle-genoux. Ici en coton brodé, escarpins de cuir, Miu Miu. Ci-dessus : Impeccable. Modèle « Julie » en laine, à pinces et rayures tennnis, plis de tailleur, poches plaquées, Bernard Zins.

à décou

Jacques Gautier
Bijoux d'Art
Parure
"Eclipse"
36, rue Jacob - 75006 Paris
Tél/fax 01 42 60 84 33

KASHIYAMA
147 BD SAINT-GERMAIN
PARIS 6^e - TEL : 01 46 34 11 50

Ashford
PARIS
LE HAUT DE GAMME
Il vaudrait de 1800 à 3000 F
ailleurs que chez Ashford
qui vous le propose sur
stock entre
650 et 1650 F
"Nouveau"
une fabrication personnalisée
"c'est vous qui créez"
(sur devis)
24, rue de Chateaudun 9-
4, rue du Cl. Lannec 17
Vente par correspondance
catalogues renseignements
Téléphonez au
(33) 01-48-88-98-66

PUCCLVERDI
PARIS
Collection Chaussures - Accessoires
Printemps - Été 97
Show Room : 65, rue de Rennes 75006 PARIS - 01.45.44.84.89
Boutique Rive Gauche
68/70, rue des Sts Pères
75007 PARIS
Tél. 01.45.44.78.25
Boutique Rive Droite
20, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS
Tél. 01.40.08.00.08

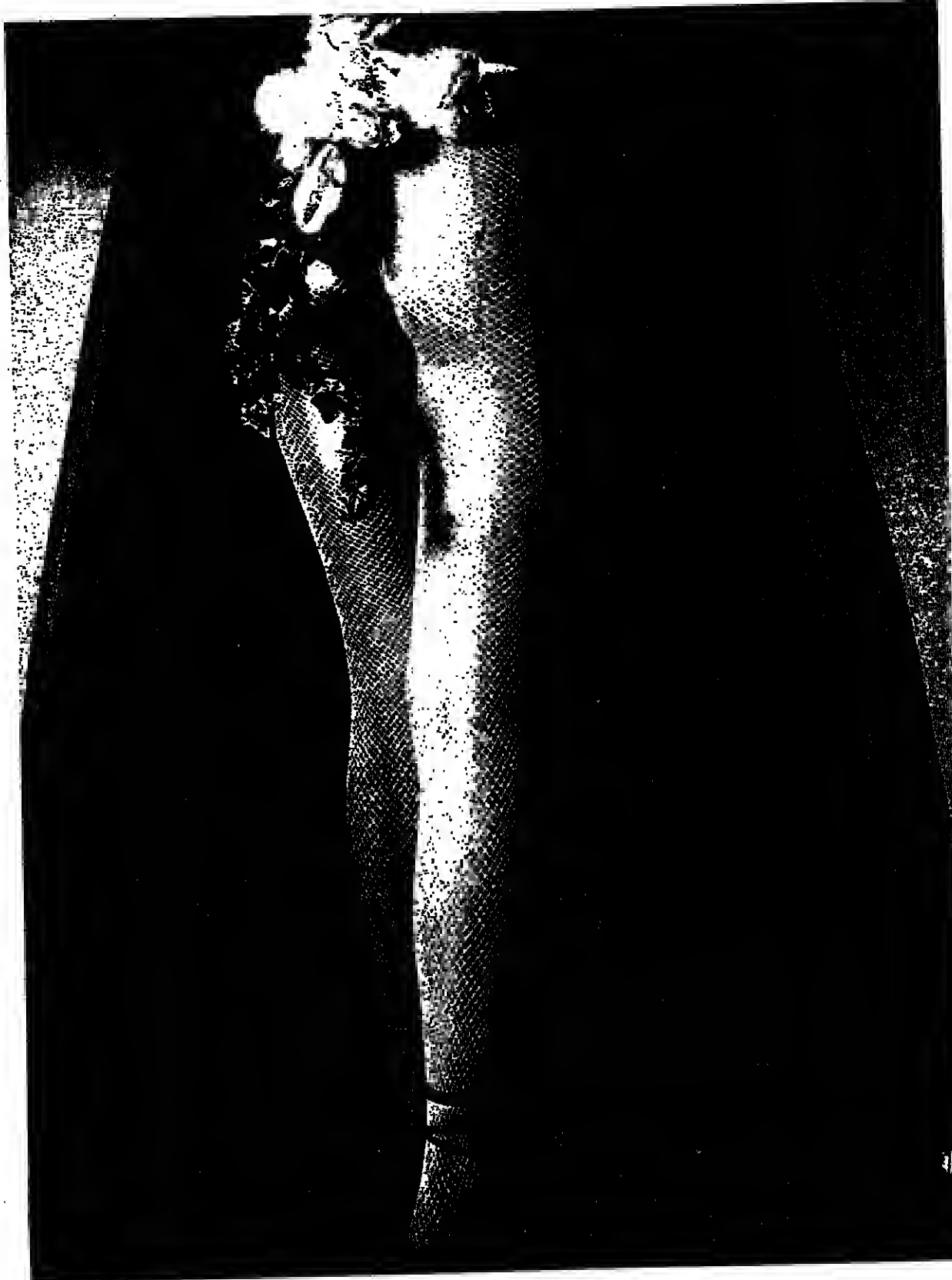
Depuis 1925
HELEON
GANTIER
22, rue Tronchet - Paris 8^e
Tél : 01.47.42.26.79

SAP
TOUT LE
SPORTSWEAR
HOMMES - FEMMES
ENFANTS
SAP Junior - 104, rue de Longchamp
PARIS 16^e - Tél. 01.45.53.61.59
106-108, rue de Longchamp
PARIS 16^e - Tél. 01.45.53.56.11

مكتبة النهر

les fesses

Haut perché, drôlement culotté,
le derrière prend les devants,
et fait rebondir l'histoire.
Médiatisé, le fruit
du péché s'offre aux flashes
des podiums, et révèle;
à l'ombre de la Belle Epoque,
les dessous



Just Married. String, résille
immaculée, et fleurs artificielles, pour
la mariée de l'été 1997 griffée
Jean-Paul Gaultier.

à découvrir

a pothé-
se, inflation, embarquée de fesses.
Le derrière prend les devants. On
assiste à un réel strip-tease de la
mode. Bizarre émancipation « fin
de siècle », cet étalage de chair ré-
duit le corps à sa valeur plastique.
En octobre, le supplément mode
du *Sunday Times* titrait son
compte rendu des défilés par un
« Drop your pants ! » (laissez ta
culotte !). Sensiblement exhibi-
tionnistes, et pour nourrir les fan-
tasmes d'une époque marquée par
le sexe, les créateurs révèlent des
femmes « en formes ». Dans un
élan narcissique, tout est prétexte
aux découpages anatomiques. La Pa-
risienne 1895 révélait une sil-
houette en sablier à la taille in-
vraisemblablement fine. Belle ou
pas, l'époque en prend la tour-
nure, les croupes gonflées de vani-
té. « Ce strip-tease est fondé sur
une contradiction : déssexualiser la
femme dans le moment où on la dé-
nude », remarquait Roland
Barthes dans *Mythologies*.
Seins dehors et fesses nues sous
des volles de robes, le défilé de
robes noires de Rifat Özbek était,
selon le partenaire de photographes
biases, « très féminin ». A Milan,
Trussardi défilait les chroniques
de la presse italienne en « dézip-
pant la rate des fesses » avec sa
bien nommée robe Tanga. A Paris,
contre une anorexie mondaine,

Vivienne Westwood prône, dans
sa collection baptisée « Vive la ba-
gatelie », une femme « pêcheuse »
aux rondeurs libérées. Cerruti fait
porter la culotte sous un fourreau
de voile. Quand le string s'étire
(Gucci), la culotte blanche parade.
La voici sous des pantalons noirs
chez Marcel Marongu ou sous les
djellababs en dentelle d'Isabel
Marant. Dirk Bikkembergs, épris
de court, annonce un été en
« short-culotte ».
Nos fesses n'ont qu'à bien se tenir.
Selon Julien Gbenstein, chirur-
gien plasticien à Paris, le remode-
lage de cette région, provoqué par
des impératifs de mode tel le jean
ou la jupe droite, est l'interven-
tion la plus répandue. Selon une
enquête menée auprès de
2 500 femmes par les Laboratoires
Pierre Fabre, « les femmes consi-
dèrent qu'elles ont de la cellulite au
niveau des cuisses (96 %) et qu'elle
fait moralement beaucoup souffrir
à 33 %, un peu souffrir à 45 % ».
Cette volonté obsessionnelle de
maigrir tout comme cette frénésie
de sculpter son corps favorisent
l'invasion de dessous « hypo-
crites ». Ni vues ni connues, en un
tour de main les fesses s'affinent
et les seins pigeonnent. Les Japo-
naises s'attachent des coussinets-
prothèses à glisser dans la culotte,
qui leur font des hanches de Mé-
diterranéennes. Les Américaines
enfilent leur Miracle Boost Jean
(Sun Apparel Inc.), lequel, grâce à
son élastique Spandex, remonte
les fesses de 2 à 4 centimètres. Les
Européennes se vantent à nou-
veau d'une croupe illimitée grâce
à toutes sortes d'ampliformes.
Chirurgie « fesséthétique » ? Au
Salon de la lingerie, en tête des sé-

lections des acheteurs, on a pu as-
sister au triomphe de la fesse
« montée » grâce aux culottes gai-
nantes et galbantes. Après le phé-
nomène Wonderbra, voici venue
l'invasion des « wonder-fesses »,
qui améliorent décolleté posté-
rieur et corrigent l'anatomie. Ces
drôles de carrosseries, baptisées
de superlatifs anglo-saxons
- Good up Girdle, Magic Pants,
Lift, Push up latéral, Hip Bra -, en-
vahissent le nouvel espace lingerie
du Bon Marché. La gaine, acces-
soire anti-érotique par excellence,
prend des airs sexy de gainette
high-tech. « Lancée au Japon en
1992, notre gainette Good Up Girdle
est l'ainé d'être une opération ponc-
tuelle », affirme-t-on chez Wacoal,
géant de la lingerie japonaise.
Pionnier de la culotte remonte-
fesses brevetée et française, Anti-
néa annonce le chiffre de 100 000
pièces vendues depuis septembre
1995. « Éliminez ces centimètres
que vous avez toujours rêvé de
perdre », proclame Gemma Per-
fect, qui lance sa gamme de panty
ou slips « push-up ». Avec son
collant-panty, Rosy promet « des
cuisses de nymphe aux chasseresses
de *bourrelets indésirables* ». Celui
de Playtex possède un panneau de
maintien abdominal invisible
(trois degrés de contention). Pour
le même prix, le Remonte-fesses
de Damart exerce un massage sti-
mulant pour la circulation san-
guine. Entre le collant All Day Up
de Philippe Matignon, le Lifting
Absolu Le Bourget, qui sculpte et
amincit, ou Divine de Gerbe, qui
relève les fesses, il ne reste plus
qu'à choisir ses arrières.

A. Se.

et les dessous d'une
bourgeoise fin de siècle
qui exhibe volontiers
aujourd'hui ce qu'elle
dissimulait hier. Entre capitons
et crèmes minceur,
les culottes « push-up »
jouent les remonte-pente

repos les délices du canapé

On s'y affale avec volup-
té, on s'y repose avec
bonheur. Le canapé
trône au centre du sa-
lon et caracole en tête des ventes
de meubles, devant le fauteuil et
l'élément de cuisine (source IPEA
1995-1996). Plaisir égoïste ou
« pièce de conversation », il est
avant tout confortable. Sous l'in-
fluence anglo-saxonne, il s'étire
en longueur, prenant des allures
de lit de repos, retrouvant le style
panoramique cher aux années 30
ou 70.

Son pied varie au gré des modes :
plus ou moins haut, en bois,
métal, rond, carré ou droit - c'est
la tendance du moment. Quant
aux manchettes, plates ou à
crosse, elles sont plus ou moins
fines suivant les lignes. Pour tester
une assise, rien ne vaut les exer-
cices pratiques. La profondeur se
juge par rapport à la longueur des
cuisses. La pente du dossier, par
rapport à celle du dos. Les coussins
doivent être en mousse haute
résilience pour qu'ils ne se
compriment pas, conseille Alain
Caradeuc, directeur de la société
Hugues Chevalier. Les coussins en
duvet de canard sont recommandés
pour le dossier, même si on
autorise le mélange à des flocons
synthétiques pour la tenue. Côté
structure, le hêtre s'impose
comme une valeur sûre. « Le pin
se casse, l'aggloméré se désagrège
au fil des ans », affirme Thierry

Pour poser son derrière
en toute quiétude :
le B.A.-Ba des sofas

Charpentier, de la maison du
même nom, riche de trente ans
d'expérience. Sur cette structure
sont montés ressorts ou sangles.
On peut vérifier, en passant la
main sous les coussins, si ces
sangles sont bien serrées et croi-
sées comme elles doivent l'être.
Enfin, pour ce qui est de l'allure,
tout est dans la couverture. Mieux
vaut savoir qu'un tissu d'un bon
poids ou avec un peu de viscose
dans la composition sera plus so-
lide. Les amateurs de cuir le choi-
sront pleine fleur, c'est-à-dire
sans défaut, et anti-taches. A vos
marques...

A. de la C.

Ma. V.

- **Charpentier**,
41, rue de Lappé, 75001 Paris.
Tél. : 01-43-55-62-33.
- **Hugues Chevalier**,
17, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.
Tél. : 01-45-48-69-55.
- **Steiner**,
67, boulevard Raspail, 75007 Paris.
Tél. : 01-45-48-94-61.
- **First Time**,
27, rue Mazarine, 75006 Paris. Tél. :
01-43-45-55-00.
- **Poltro Frau**,
242 bis, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris. Tél. : 01-42-22-74-49.

guide

Les nouvelles crèmes anti-cellulite

● **Hier granuleuse**, leur texture,
aujourd'hui fluide, pénètre
instantanément. Cellactia drainage,
Vichy, 120 F.

● **Firm believer body toning**
treatment, à l'extrait de bruyère et de
thé vert, Clinique, 195 F.

● **Lift fermeté** « La crème jeunesse
du corps », à l'extrait de sauge et
d'olive, raffermir, lisse, satine, Clarins,
220 F.

● **Profil-up**, associant trois
vitamines A, E, B 5, extrait pur de
plancton, et caféine, pour régénérer,
tonifier et désinfecter les tissus,
Biotherm, 120 F.

Les appareils « stoppers »

● Avec leurs deux marches à air
comprimé, ils font travailler
les muscles en simulant des montées
d'escalier de 299 F à 2 500 F
pour les plus perfectionnés, avec
plusieurs vitesses et écran digital,
chez Go Sport. Tél. : 01-48-05-71-85

Les culottes Remonte-fesses

● Parmi les plus jolis modèles,
la gainette structurante à l'effet
« push-up » de Lou, incrustée
de dentelle, 343 F. A s'offrir dans le
nouvel espace lingerie du Bon Marché
(un boudoir de 1 500 m²),
5, rue Babylone, 75007 Paris.
Tél. : 01-44-39-80-30.

● Le meilleur rapport qualité prix, les
quatre culottes miracles de
Marks & Spencer : Taille fine,
Remonte-fesses, L'invisible et la Taille
basse, qui permet de dévoiler son
nombril. De 80 à 100 F, chez
Marks & Spencer, 35, bd Haussmann,
75009 Paris. Tél. : 01-47-42-42-91.

Les forfaits minceur avant l'été

● En trois actions, électrolyse
(très faibles décharges électriques
diffusées là où la graisse a besoin
d'être éliminée), cardio-training
(exercices effectués sur des appareils
de musculation) et programme
diététique, un véritable remise en
muscles. Cinq semaines avec l'accès
au club (sauna, piscine...), 2 950 F,
chez Vitatop. Tél. : 01-40-68-00-21.

Les soins remodelateurs

● Entretien individuel, diagnostic
minceur par échographie, enquête
diététique, soin reflex minceur.
Cure de 10 séances : 3 870 F.
Institut Lancôme, 29, rue
du Faubourg-Saint-Honoré.
Tél. : 01-42-65-30-74.

● La balnéothérapie : bain à remous
aux bulles essentielles et algues
marines, suivis d'un massage
raffermissant. 1 h 30, 470 F. Institut
ARS Aesthetica, 45, avenue George-V,
75016 Paris. Tél. : 01-40-70-16-18.

● Drainages lymphatiques réalisés
avec les excellents produits d'Ingrid
Millet. Forfait 10 séances : 3 200 F.
Institut Ingrid Millet,
54, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
Tél. : 01-42-66-66-20.



La face cachée des femmes est à l'honneur. Dans un jeu de miroir, épaules calines et creux de Vénus se laissent effleurer en toute intimité. Allongé, corseté, lacé, délassé, ce porte-fardeaux oublie quelques instants sacs, nœuds et tensions, jusqu'à prendre une chaise pour un oreiller

Dos sculpté. Sur Dany, tailleur redingote lacé, 57 centimètres de tour de taille, signé par le corsetier londonien Mr. Peard, Thierry Mugler Haute Couture. Dos nu. Jeu de rayures, jeu de liens, chemise et jupe portables en coton, Issy Miyake.



Ci-dessous, dos carène. Robe en mousseline au col écharpe qui vient effleurer les omoplates, Martine Sibbon. Dos contour. Robe noire en viscose au profond décolleté qui redessine le bas des reins, Gianni Versace.

guide

Les massages en institut
 ● Massage énergétique new-age. Anti-stress, revitalisant et désintoxiquant. 385 F l'heure, institut de beauté Jacques Dessange. Tél. : 01-43-59-51-51.
 A domicile
 ● Association Soma, spécialisée dans la sophrologie (220 F pour une heure). Tél. : 01-42-39-08-51.
 Au hammam
 ● Samà de Paris, massage aux huiles de trente minutes, après un bain de vapeur et un gommage à l'orientale. Formule à 310 F, 15, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris. Tél. : 01-42-02-05-05.
 ● Hammam de la Mosquée de Paris, 55 F pour dix minutes plus l'entrée 85 F, place du Puits-de-Fennin, 75005 Paris. Tél. : 01-43-51-18-14.
 Au bureau
 ● Rouleaux massagers dans le dossier, ce fauteuil-shiatsu électronique soulage les douleurs cervicales et lombaires, dénoue les tensions musculaires et améliore le retour veineux des membres inférieurs. Fauteuil Président de Jet Forme, 23 700 F, société EMA. Tél. : 03-20-94-58-60.



Dos net
 ● Le soin désincrustant, exfoliant, massage d'huiles essentielles, masque aux plantes et à l'argile. 220 F à l'Institut Samuel Par, 46, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 01-53-93-96-30.
 Dos droit
 ● Fédération française de kinésithérapie. Tél. : 01-44-45-46-00.
 Maintien
 ● Doly Devidange, professeur de danse, se déplace à domicile pour un cours personnalisé de 1 h 30 à 400 F. Tél. : 01-39-63-33-05.
 Et aussi : Fédération française de Yoga. Tél. : 01-47-00-26-12.
 Détente
 ● Fauteuils de relaxation, oreillers anatomiques et « tiao », quille chinoise en bois, à rouler sous les pieds. Boutique du dos, 20, rue de Maubeuge, 75009 Paris. Tél. : 01-42-80-43-28.
 ● De bons matelas et de bons coussins à la Centrale literie, 2, bd Bessières, 75017 Paris. Numéro vert : 06-00-25-96-13.
 ● Fauteuil Stressless (2 millions vendus depuis 1971). Edité par la société scandinave Ekornes, imposant mais confortable : cale-reins pour soutenir les lombaires, repose-pieds, une rotation à 360 degrés pour une liberté de mouvement. Ekornes. Tél. : 05-59-84-25-10.

Ma. V.

Le dos vers le dévoilé

P

our la mode été 1997, voir au dos. Spectaculièrement corseté par Thierry Mugler ou diaboliquement impudique, jusque bien au-delà des reins avec les pantalons d'Alexander McQueen, le verso de l'allure est le nouveau visage de la mode. Les images elles-mêmes suivent le mouvement : de la couverture de *Secretes*, ou l'intimité d'élégantissimes Moliennes photographiées par Françoise Hugier (Actes Sud), à celle de *De main, le temps sera plus vieux*, de Jean-Loup Sieff (Taschen), anthologie de quarante années d'hymne à la féminité, la face cachée des femmes est à l'honneur. Tourner le dos aux avantages de la gorge, abondamment amplifiés par bustiers, bakonnets et autres Wonderbra ces dernières années, la nouvelle silhouette de l'été érotise les sinuosités plus subtiles de la colonne, qui serpentent des hauteurs sensibles de la nuque à l'enivrante chute des reins. Qu'on le monte ou le descende, le dos, en effet, se parcourt... au moins du regard. Il n'est plus confortable voyager que celui qui se délecte, en toute impunité et sans effronterie aucune, de l'envers d'une beauté qui s'exhibe. Au contraire de celle d'un décolleté,

l'audace de reins sans voiles provoque un trouble sur les arrières de l'effrontée, dans une zone qu'immanquablement son regard ne contrôle pas. Tout comme, à l'heure des apprêts dans la salle de bain, ce même regard ne saurait entièrement apprécier les frontières de l'impudique, tant il est malaisé de se voir la pompe dans un miroir. Ainsi, du bain de soleil juvénile au fourreau vertigineusement écharné, si le dos nu émeut, c'est qu'il s'expose sans réserve ni

Les sinuosités de la colonne serpentent des hauteurs sensibles de la nuque à l'enivrante chute des reins

maîtrise. A ce titre, il fragilise la plus déterminée des séductrices, ajoutant à ses charmes plastiques, celui de la vulnérabilité mêlée à la témérité. Il est ainsi parfaitement en phase avec une saison où règne la hardiesse de la mousseline, qui découvre au propre comme au figuré. Le dos révèle aussi la « colonne d'Achille » de l'époque, qui focalise toutes les somatisations aux doux noms en « ose » - scoliose, cyphose, lordose... A l'affirmation frontale que constitue carrure, décolleté ou longueur de jupe, Jean-Paul Gaultier préfère la surprise au détour du corps. Sa collection prêt-à-porter d'été propose également des vêtements-mises en scène qu'on pourrait opposer aux « looks », vête-

ments-images caractéristiques des années 80. Sur le motif du trompe-l'œil - costume trois pièces en une seule, tailleur-pantalon-combinaison... -, l'envers de chaque tenue ne vaut jamais l'endroit : l'abond des plus austères ne laisse rien deviner d'une « face B » des plus indécentes. Réinventant la figure de la volte-face, historiquement incarnée par Mireille Darc en robe de Guy Laroche dans le *Grand Blond* avec une chaussette noire (Yves Robert, 1972), Jean-Paul Gaultier offre aux femmes un rôle dans lequel elles sont juges du moment où, d'un demi-tour, elles produiront leur effet. A l'instar de la robe au dos nu de dentelle très audacieusement écharné d'Yves Saint Laurent (1971), ces vêtements érotisent une femme-sujet qui se donne aux regards en tournant les talons.

En réintroduisant du jeu dans le porter, ce « back flash », comme le nomme le *Vogue* italien de février, rappelle que la séduction relève du théâtre et non de la fatalité biologique. Si s'habiller c'est s'inventer un corps, le goût de la mode pour certaines morphologies varie selon des cycles autrement plus courts que ceux de l'anthropologie. Ainsi aux sensuelles callipyges qui enflammaient les podiums, les avant-gardes du paraître préfèrent aujourd'hui des beautés élancées aux troncs longilignes. Loin des rondeurs maternelles du violon d'Ingres, la célèbre photographie de Man Ray (1924) où des ongles de violoncelle ornent le dos d'une femme aux courbes très généreuses, les jeunes tops anglaises qui montent ponctuent les défilés de leurs silhouettes en L. Elles s'ap-



pellent Stella Tennant, Kirsty Hume ou Jody Kid. Semblant toutes issues d'interminables lignes aristocratiques, elles offrent leurs charpentées gracieuses et graphiques aux robes sans dos de Gucci, Marc Jacobs ou Martine Sibbon. Pour cette dernière, « le dos est presque comme une page blanche, sur laquelle les fines bretelles des robes viennent composer des figures très simples ». An dos

anti-stress l'art du shiatsu

Le shiatsu, littéralement « shi » pour doigt et « atsu » pour pression est une technique japonaise inspirée de la médecine chinoise. Mais, contrairement à l'acupuncture, le shiatsu ne s'arrête pas seulement sur les points chinois - sept cent vingt en tout - et sollicite les méridiens sur toute leur longueur afin de réactiver les énergies, si souvent ralenties dans nos corps de citadins par le stress et le manque de pratique sportive. Ce corps, le maître Senni (Institut Yves Saint Laurent) l'écoute avec ses mains, ses doigts mais aussi avec ses avant-bras, avec sa respiration. Très vite, on suit son souffle. Notre respiration se cale sur la sienne. Et, sous la peau, c'est comme si les énergies du corps devenaient visibles pour ses doigts. Senni dégage tous les rouages coincés : ici le coccyx, là les fonctions digestives, dessous les reins. Selon l'ampleur du nœud, on peut bondir sous une pression de la main ou d'un doigt. Dans une semi-pénombre, les mouvements s'enchaînent d'une façon asymétrique et non systématique, sur le côté, sur le dos, à plat ventre, jambes croisées. Le masseur trans-

sculptural et bombé de la femme s'oppose ainsi un dos pictural et sinuex qui rappelle la garçonne svelte des années 20, dont les illustrateurs de l'époque représentaient le dos d'un trait de pinceau. Si le premier appelle le galbe, le moulat et les découpes arrondies, le second rappelle la virginité des tissus et la netteté des arêtes pour l'été 1997, les robes de Martine Sibbon en velours moiré géométriquement surmoulées, asymétriques et taillées dans le biais semblent flotter sur la peau comme une caresse de couleur. Ainsi en est-il encore des fourreaux décolletés sur des reins interminables du sulfureusement élégant Bertrand Maréchal, version à fleur de peau du suivez-moi jeune-homme. Nées au monde une coupe de champagne au bout des doigts, ses socialites mondaines façon jet-set des années 70 marient tenue irréprochable et vieillesse affichée de plaisir aux hommes. Il aime imaginer qu'en se découvrant côté pile « elles peuvent être impeccablement chic qu'importe extrêmement nues ».

Stéphane Wargnier

Un massage venu d'ailleurs pour apaiser des maux d'ici

formé nos bras en ailes de papillon qui se déploient dans l'espace avec une souplesse inattendue. C'est un massage sans effleurement qui se pratique souvent à travers les vêtements. Une heure trente plus tard, le corps et l'esprit sont complètement relaxés. Pour mieux apprécier les bienfaits du shiatsu, mieux vaut ne pas prendre d'engagement après une séance : ce type de massage peut modifier la perception qu'on a de son propre corps et nous incite à en prendre soin.

F. B. S.

● Senni. Institut Yves Saint Laurent, 32, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-49-24-99-66. 610 F.
 ● Masso. 16, rue de la Sourdière, 75001 Paris. Tél. : 01-42-61-25-75. 500 F.
 ● Fédération française professionnelle de shiatsu et techniques associées. 1 bis, cité de Paradis, 75010 Paris. Tél. : 01-42-46-55-66.

confort une nouvelle pièce au dossier

Je la voulais souple, molle, informelle et même plissée fripée. J'avais ces images dans la tête lorsque le fabricant Roset m'a demandé de concevoir une chaise», dit le designer Pascal Mourgue, à propos de sa petite dernière, Calin. « J'essaie toujours de raisonner hors des habitudes. Il faut innover dans le concept et dans la technologie de l'objet. Cette évolution est nécessaire car le mode de vie change ; la maison est aujourd'hui un lieu de protection, un lieu privilégié. La façon d'être, les attitudes sont différentes, plus confortables, plus décontractées. Les meubles baissent, mais dans un cycle plus lent que celui du vête-

Calin, la nouvelle chaise de Pascal Mourgue qui se déboutonne

ment. » La chaise Calin est pourtant proche du vêtement. La housse se déboutonne, se lave en machine, change de couleur au gré de l'humeur. L'ossature est une carcasse métallique tendue de sangles et habillée de mousse. L'essayage a eu lieu à l'atelier de l'usine et quatre prototypes ont été mis au point suivant une technique proche de celle des couturiers : lignes, confort, toucher, finitions. A travers ses chaises (une trentaine

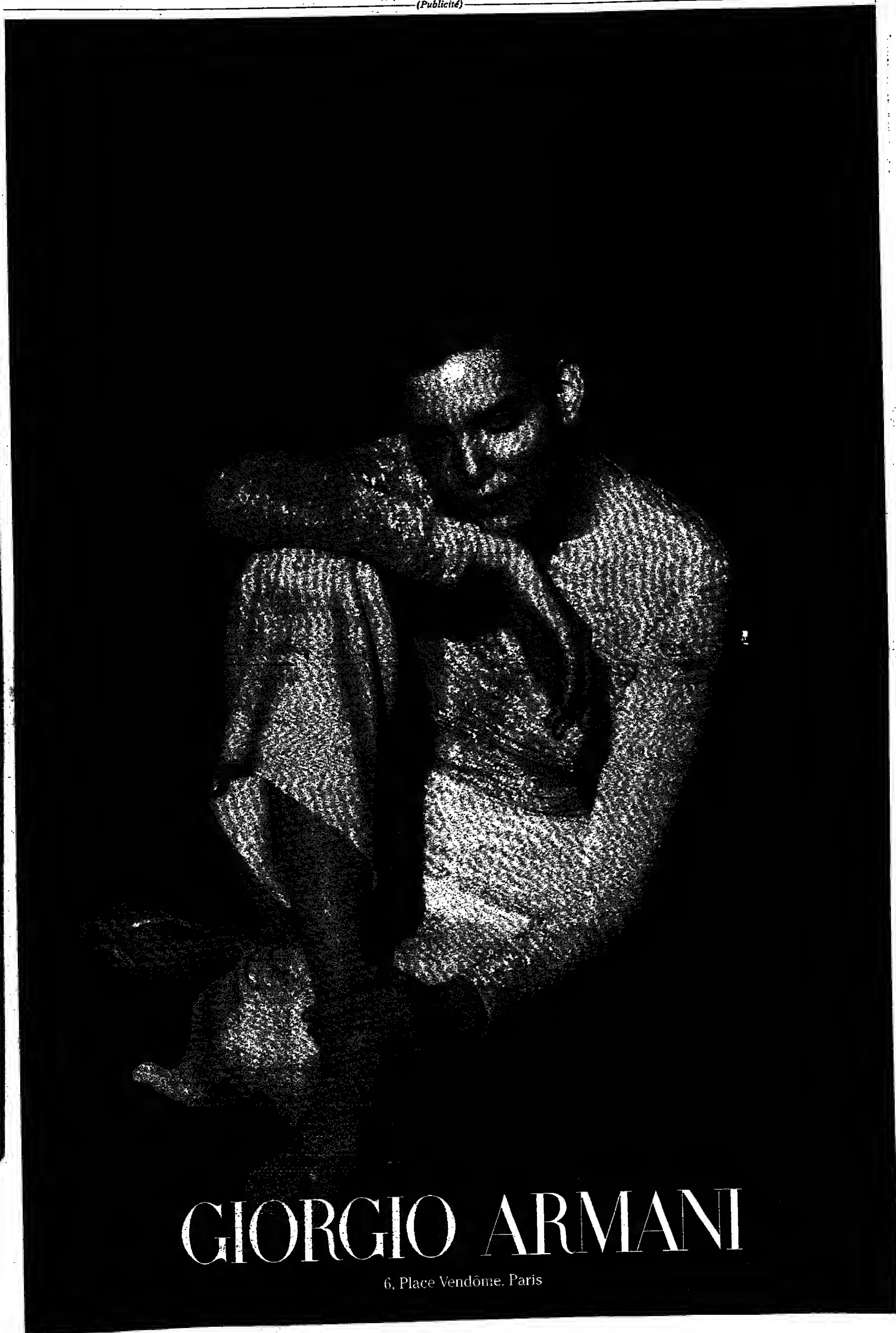
créées depuis 1969), Pascal Mourgue raconte l'évolution des styles et des modes. Dédicée aux années 80, la chaise Lune d'argent (1982), pure et dure, était en métal ; déjà plus souple, la chaise Dune créée en 1993 pour Femmob, faisait cohabiter la toile Batyline et le métal. Ultra souple et dans la lignée de son canapé oreiller, cette chaise Calin annonce peut-être une ère de repos : signe des temps, Pascal Mourgue, vient de terminer un canapé et un fauteuil pour l'italien Cassina, avec pour thème imposé « la paresse latine ».

A. de la C.

● Chaise Calin. Roset, 1700F.

شكرا من الراحل





GIORGIO ARMANI

6, Place Vendôme, Paris

مكتبة الفن العربي



Jérôme L'Huillier, une cuisine pop et garnie
Un réfrigérateur rempli à ras bord, des chaises Fourmi de toutes les couleurs, des étagères d'épicerie bien garnies, Hélène et la petite Isé, un fauteuil Knoll pour l'esprit d'une époque.



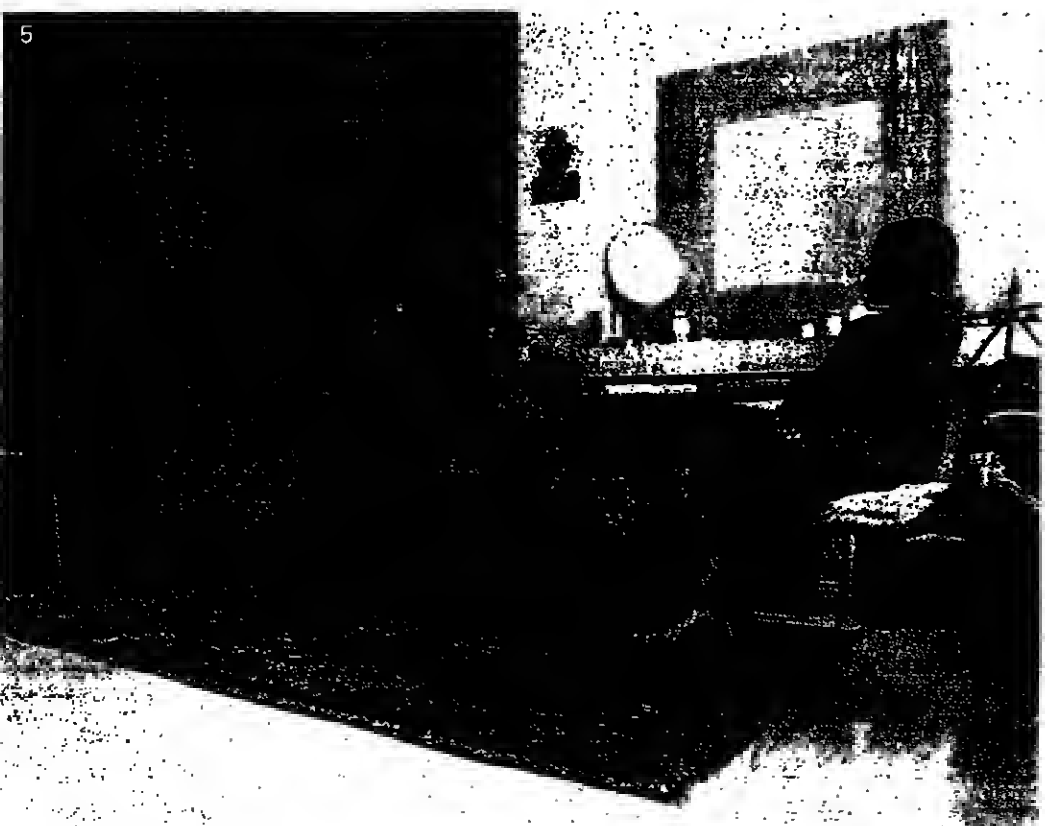
Clements Ribeiro, une terrasse avec vue
Pour fêter le printemps, au coin d'Oxford et de South Molton Street, une « one drink party » entre amis. Des lampions, des tapis indiens, le temps d'une pause au cœur du « buzz » londonien.



José Levy à Paris, un salon-cuisine
Tous les ingrédients d'une recette très personnelle : deux poules pimpantes, un kilo de navets, quatre amis souriants, un chien Harlequin, une cocotte-minute, un bouquet de mimosa, et l'air de *Peau d'Ane* en fond sonore...



Christophe Lemaire, une chambre à soi
Entre ville et lande virtuelle, un aquarium, un futon avec édredon, la Rolls des chaînes hi-fi, pour écouter *Mystic Voyage* de Roy Ayers, lire *Le Petit Prince* et cultiver son jardin sur tatami.



Isabel Marant, une salle de bain mauresque
Entre Barbès et Essaouira, un kilim, des senteurs et des miroirs, des babouches et des voiles venus d'ailleurs et le plaisir d'un « tchatch » entre copines.



Stephan Schneider, un salon de télé
A Anvers, duo sur canapé Bauhaus, une collection de cactus, un mur en moquette imprimée, l'écrin parfait pour une petite conversation devant la télévision restée allumée depuis hier...

هكذا من الأهل

six créa
leur esp

Jérôme L'Huillier

Levy à Paris

Isabel Marant

six créateurs inventent leur espace

Photos : Tom Kan.
Réalisation : Aude de la Conté (décoration), Alexandra Senes (mode).

Jérôme L'Huillier

dans sa boutique du Palais-Royal, les chaises Fourmi de Jacobsen trônent parmi les robes acidulées de l'été, imprimées de soie façon Giacomo Balla, rayures op et pop. Fasciné par les années 70, il leur renvoie une image plus fluide, moins cartonnée, toute de soie et de crêpe. Pour Jérôme L'Huillier, le beige est orange, le marine est rose fûté, et le gris, jaune citron. « J'ai toujours aimé les couleurs flashs », dit celui, qui a grandi parmi les Shadoks, les scoubidous. Sous ses yeux, les copines redevenant des égéries : « Mes parents étaient assez jeunes, la maison ouverte. Ma mère, mannequin, portait des robes très courtes et des grosses ceintures sur

les hanches ». Sa chambre était jaune, avec l'adolescence elle est devenue noire. Plus il y a eu le surf, la planche à voile, les années 80. Sa première collection défile en 1989. Parallèlement, responsable de collections ou conseiller intérimaire, invité à dresser des cahiers de tendances (Compagnie de Californie, Georges Rech, Galeries Lafayette...), ce routier sympa des bureaux de style voit rouge. Soudain par Mitsubishi au Japon, il augmente chaque saison son chiffre d'affaires de 30 %. Son rêve : inviter un banquier ou un industriel dans sa cuisine. L.B. Jérôme L'Huillier Les Jardins du Palais-Royal, 138-139, galerie de Valois, 75001 Paris. Tél. : 01-49-26-07-07.

Table au plateau en merisier massif et aux tréteaux en fer forgé (200 x 80 x 70 cm) : 8 020 F et lampadaire Havana terra : 1 475 F. The Conran Shop. Fauteuil Diamant créé par Bertola en 1952 : 3 400 F. Knoll. Chaises Jacobsen : 1 700 F. Bon Marché. Étagère en métal : 591 F en 1 mètre de large, BHV. Applique à place en porcelaine Cornette : 620 F, T&T. Soutou Galerie. Applique en métal : 119 F, et ustensiles de cuisine : 19 et 25 F. Ikea. Verres et vaisselle blanche : 495 F la boîte de 44 pièces Start Box Ikea. Robot et toaster : 1 450 et 1 750 F. Magasin. Balance : 430 F, alarme-gaz : 290 F, et coupes à fruits : 150 F. Alessi. Le Printemps. Plat à pailles en terre jaune : 245 F, wok (présenté chinois) : 115 F, moulin à poudres : 159 F, pots en terre : 85 et 49 F, grands saladiers blancs : 179 F. The Conran Shop. Limonade, tacs, homettes, moufardes, huile d'olive et produits italiens, La Grande Épicerie de Paris.

José Levy à Paris

à trente-trois ans, José Levy, diplômé en 1983 d'Esmod, joue à la mode masculine depuis cinq ans, sous la marque José Levy à Paris. « Préciser à Paris me donne un côté provincial alors que je suis complètement parisien. » Éphémère directeur artistique de la collection Nina Ricci homme en 1994, il aime le Paris de Prévert, celui de Doisneau, « le Paris qui disparaît ». Sans tomber dans la caricature, ses décalages visuels avec la silhouette en haricot des légères jeunes gens d'après-guerre, le maître-nageur, ou l'étudiant de la Sorbonne. Tireur à

vue sur ce qu'il sent être élégant - le blouson, la chemise poche-poirine et sa cravate assortie, les gants du flingueur à la Eddie Constantine - José Levy extrait l'homme de son costume renégat. Il joue de détails invisibles : « Je fais des vêtements pour que les gens les portent et aillent vers eux. La cuisine est un lieu propice aux rencontres. » Un canapé ? « C'est convivial ». Des poireaux ? « Une valeur sûre ». Un chien ? « Mascotte fait partie de ma famille ». A. Se. José Levy à Paris 38, rue de Malte, 75011 Paris. Tél. : 01-49-05-99-83.

Banquette Diesel en cuir bleu 38 495 F. Meubles et Fonction. Grand billot de boucher sur roulettes, 8 800 F et petit billot assorti 5 900 F. Classic Concept. Emilio Robba. Cuisinière inox avec four multifonction catalyse, 4 190 F. Smeg. Cocotte-Minute Seb en aluminium 499 F, radio Don't Moro, Philippe Starck. Thomson, 350 F. Le Bon Marché. Voilage bleu Accostage, table basse de Mathew Hilton en palissandre verni et pieds en fonte d'aluminium, 8 500 F. The Conran Shop. Tablier bleu 72 F, BHV. Saladier en métal mat brossé 335 F Alessi. Samaritaine. Moulin à poivre géant 400 F, Samaritaine.

Isabel Marant

ancienne élève du Studio Berçot, Isabel Marant a été d'abord assistante (Michel Klein, York and Cole), avant de créer sa propre marque, en 1990. Partagée entre le rap et le roi, Bacon et Delacroix, une belle-mère antillaise, une mère allemande et un père français, elle voit la mode aux couleurs du métissage. Elle s'exprime dans l'alliance de motifs (aigles sur robe asymétrique) et de couleurs (du brun au violet), le jeu des matières et de l'imagination. « La djellaba est l'idée que je me faisais du Maroc, à travers mes lectures et le marché de Barbès. » Pour l'été, sa madone d'Ibiza, coiffée à la Angela De-

vis, s'inspire des images de sa mère, top-modèle en 1965. Une beige à baldaquin, des cœurs blancs cliniques, des soieries : l'ambiance de sa salle de bains démontre encore son assise à intégrer les extrêmes. « Ce sont des éléments auxquels on ne s'attend pas forcément dans une salle de bains. C'est un art de vie. » Vapeurs thermiques, chaleur d'un hammam et conversations de hanoum : « Caroline la Blanche, Bouba la méti et Judith l'Africaine sont mes copines. Nous formons une famille. » A. Se. Isabel Marant à la Boutique des S. Forum des Halles, porte Berger, niveau -1, 75001 Paris. Tél. : 01-42-21-41-48.

Conversation autour d'un kilim ancien du Karabakh (205 x 135 cm), 4 200 F, galerie Triff. Grand miroir en bois massif, 90 x 95 cm, 1 700 F, Astier de Villatte. Pauliers en rotin miel, 320 F, BHV. Serviettes-éponges, 119 F, Delcôme. Banc, 1 600 F, portant en métal à trois niveaux, 750 F, petite armoire, 5 800 F, corbeille en fil de fer, 100 F, coussins brodés, 224 F, et galette éponge, 400 F, rideau beige brodé, 1 250 F, et sac, 600 F, Le monde sauvage. Coupelles en métal, Habitat. Éponges, 99 F et 265 F, oursins, 158 F, trousse de toilette moirée, 190 F, The Conran Shop. Sels de bain, flacon de lait, savons, Côté Bastide, Bain Plus.

Parce que la mode est un art de vivre, six lieux s'habillent de couleurs, mis en scène par des créateurs de mode à Paris, Londres et Anvers



Aux couleurs de l'été 1997, fleurs, flou et félicité



Crêpe de soie, effets optiques, très érotiques



Pantalon, chemise, cravate pour étudiant sage



Muse afro en djellaba couleur curcuma



Couleurs d'agrumes et de Romarin pour matin vitaminés



Col large, veste étreinte, le look mixte en toutes circonstances

Clements Ribeiro

deux personnes dans la peau d'un couple, alias Clements Ribeiro : Ignacio Ribeiro et Suzanne Clements. Il est né au Brésil, à Belo Horizonte - le Boston local -, elle, en Angleterre. Ils se sont rencontrés sur les bancs de la Saint Martin's School. Un an après leur diplôme, ils se marient. C'est à Londres qu'ils vivent et travaillent, car ici « la mode est une affaire de passion, pas de compromis ». Leur luxe ? « Ne pas rater un rayon de soleil sur le toit-terrasse. » Leur cocktail préféré ? Le capirinha brésilien, servi bien frappé, sans exagérer « pour que personne ne bascule... » Chaque col-

lection raconte une histoire, fleur à la boutonnière : après les « gipsies Saint Laurent » de l'été 1997, leur collection présentée à Londres, et aujourd'hui à Paris à l'hôtel Costes, célèbre une « punkette couture », qui oserait les dentelles, sur sa peau tatouée. « Elle habiterait à Londres, bien sûr, dans un quartier très chic, Kensington ou Mayfair. Derrière une façade très bourgeoise, elle vivrait, parmi ses meubles trouvés, ses murs en noir, et beaucoup de tableaux peints par ses amis. » L.B. Clements Ribeiro chez L'Éclairer 3 ter, rue des Rosiers, 75004 Paris. Tél. : 01-48-87-10-22.

Table en bois peint, 895 F, Liberty. Pichet mexicain, petits verres du marché aux puces d'Orford. Chaises, 140 F, The Conran Shop. Banc datant du tournant du siècle, département antiquités de Liberty. Les coussins tigrés sont en cachemire, Clements & Ribeiro. Tapis d'artistes 480 F, Purves & Purves. Chaise longue indonésienne 150 F, Liberty et lanternes et papier 1,50 F, Soho, Londres.

Christophe Lemaire

Sa chambre aux volets mauves est devenue un atelier de prototypes. Dans l'atelier, des boîtes de fournitures rouges, de vieilles machines à coudre, des chaises de plastique Pantone et Charles Eames... Le très branché magazine Dazed and Confused sert de calendrier aux tables. Le fan-club passe la boutique est ici. Ancien assistant de Christian Lacroix, Christophe Lemaire, trente-deux ans, a créé sa griffe en 1990. Aujourd'hui plus connu au Japon qu'en France, il a imposé en marge de la top modelmania et du misérabilisme, une autre manière de voir la mode. Avec beaucoup de rigueur et d'optimisme, cet ex-hypokhagèneux retrouve, à travers les années 70, l'idéal défini alors par les collec-

tions Rive Gauche d'Yves Saint Laurent ou le style Prunelle : fonction, couleurs, prix. « Le style peut être démocratique. Or, on revient aujourd'hui à des vieux schémas, des images de grande bourgeoisie. C'est dans une galerie transformée en appartement qu'il a présenté sa collection d'été, nous inspirant cette série de « prêt-à-vivre ». Sa pièce idéale ? « Une chambre ouverte sur la londe, des livres, des disques, des images, mais pas de bidets... » Le luxe selon Lemaire ? « Prendre plaisir à s'habiller, gagner du temps, vivre en harmonie avec soi-même et ceux qui vous entourent. » L.B. Christophe Lemaire 53, rue Saint-Sabbat, 75011 Paris. Tél. : 01-47-00-52-32.

Sur des nattes japonaises 90 x 200 cm, 250 F Giseh Kan, une lampe de 1969 Christine Diegoni et un fufon en pur coton, 2 574 F Giseh Kan. L'édition a un côté en coton, l'autre en satin 2780 F, comme les coussins 260 F et 310 F, Liwan, babouches 440 F, bougeoirs en verre soufflé 110 F, et, sur un oreiller Samaritaine, un tissu brodé Boukhara 1 800 F, Liwan. Théâtre 440 F et cratère 477 F, Wedgwood, grands magasins. Encintes magiques, platine et ampli Présence Audio Conseil.

Stephan Schneider

Stephan Schneider, né à Düsseldorf vit à Anvers et montre cette saison sa septième collection à Paris au Salon Tranoï. Il est sorti diplômé en 1994 de l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers, sur les traces de la « bande des six » génération de créateurs belges par lesquels s'est imposée une déferlante grunge. A contre-courant de ce peupérisme chic, la mode de Stephan Schneider est efficace. A vingt-neuf ans, il parle de vêtements « honnêtes ». De mode « mixte » : « Un même tissu sert systématiquement pour l'homme et

pour la femme ». Ses imprimés graphiques émanent de l'ère des ordinateurs. « Mes imprimés se perdent dans la décoration tandis que ma silhouette n'en a aucune. » Installé dans un meilleur des mondes, son couple caméléon regarde la télé sans la regarder. « Ils s'aiment, ils s'ennuient, il parlent de coctus, mi-plante, mi objet. Je trouve dommage que le cactus, chéri dans les années 80, soit supplanté par le yucca d'Ikeda, qui pousse vite et bien. » A. Se. Stephan Schneider 53, rue Reyniers, 2000 Anvers, Belgique. Tél. : 00-32-322-62-64.

Deux fauteuils bruns dessinés par Lulang Lee en 1952 : 9 830 F table art déco : 3442 F, poisson en verre de Murano : 2786 F Francis International Art Development. Aquarium avec poissons dorés. Lampe en cuivre créée à l'origine pour le pavillon belge de l'exposition universelle de Bruxelles de 1935 : 4 800 F, Expo 54. Télévision et magnétoscope, Tenson. L'escalier et la pièce recouverte d'une moquette de Kokon Moser ont été conçus par Dirk Engelen, Room Design.

les rendez-vous de la mode

Au cœur de la semaine des défilés de l'hiver 1997-1998, qui se tiennent à Paris jusqu'au 19 mars, le guide des nouveaux lieux de la saison.

On découvre :

- la mode de deux jeunes créateurs, l'australien Martin Grant, 32, rue des Rinsiers, 75004 Paris, et le japonais Shinichiro Arakawa, 1, rue du Plâtre, 75004 Paris ;

- le nouveau temple de Mary Quant, la créatrice de la minijupe (1964), pour ses collants en tous genres, 47, rue Bonaparte, 75006 Paris ;

- Colette, 215, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, pour ses 700 m² de style (Alexander McQueen, Trussardi, Pucci), de design (Dixon, Newson, Droog Design), d'art (en collaboration avec la revue *Purple Fashion*), d'électronique (Apple, Psion, B&O...) ;

- La nouvelle mega-boutique Cacharel (1 800 m²), 64, rue Bonaparte, 75006 Paris ;

- Le nouveau temple transparent de Trussardi, pour les lignes Donna, Uomo et accessoires, 8, place Vendôme, 75001 Paris.

- an Global Village, 1, avenue de Clichy, 75017 Paris, les vendredi et samedi soir pour les soirées « Disco 2000 », dont la soirée du 14 mars de Xuly B&T Funkin Club Factory ;

- au Montana Fashion Bar, 28, rue Saint-Benoît, 75006 Paris, bar de nuit racheté par Paco Rabanne. A ne pas manquer : la soirée du 16 mars, organisée par le journal new-yorkais *Paper*.

- On réserve : l'une des 49 chambres du Nouvel Hôtel d'Aubusson, 33, rue Dauphine, 75006 Paris (tél. : 01-43-29-43-43) ;

la salle de bains.

On sort :

- à l'Hôtel Costes, 329, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75001 Paris (tél. : 01-42-44-50-00), on y défend ou dîne pour être vu, en attendant l'ouverture, début avril, de la salle de gymnastique dirigée par Alex Denis ;

- remise en forme, piscine de 17 mètres, hammam et massages tibétains d'Adette ;

- au bar du Trésor, 5-7, rue du Trésor, 75004 Paris, le court de la mode du Marais, supervisé par Rodolphe le vendredi soir ;

- aux indémodables Bains-Douches, 7, rue du Bourg-l'Abbé, 75003 Paris, le 13 mars pour la soirée Jeremy Healy (DJ préféré de John Galliano), le 14 mars pour celle de Bianca Li et le 16 mars pour celle du photographe Peter Lindbergh ;

- au Global Village, 1, avenue de Clichy, 75017 Paris, les vendredi et samedi soir pour les soirées « Disco 2000 », dont la soirée du 14 mars de Xuly B&T Funkin Club Factory ;

- au Montana Fashion Bar, 28, rue Saint-Benoît, 75006 Paris, bar de nuit racheté par Paco Rabanne. A ne pas manquer : la soirée du 16 mars, organisée par le journal new-yorkais *Paper*.

- On réserve : l'une des 49 chambres du Nouvel Hôtel d'Aubusson, 33, rue Dauphine, 75006 Paris (tél. : 01-43-29-43-43) ;

le « triplez », dernier étage

entièrement rénové de l'Hôtel Raphaël, 17, avenue Kléber, 75016 Paris (tél. : 01-44-28-60-28).

On se croise :

- chez Habitat, 10, place de la République, 75011 Paris, où Catherine Gouty et Juliette Marange exposent leurs tentures sur le thème du « Bestiaire », jusqu'au 5 avril ;

- à la 7^e édition du Salon professionnel Workshop, une planète de jeunes créateurs au rendez-vous, jusqu'au 17 mars à la Samaritaine, 77, rue de Rivoli, 75001 Paris ;

- à la Galerie Joyce, 9, rue de Valenciennes, 75001 Paris, pour un « Eloge du corps et du vêtement » par le créateur Koji Tatsuno, du 13 mars au 31 mai ;

- au Printemps Hausmann, où sortira du film *Les 101 Dalmatiens*, fait défilé ses Cruellas, du 14 au 21 mars à 15 heures sous la coupole ;

- chez Atsuro Toyama, 40, rue de Sévigné, 75003 Paris, où s'exposent de drôles de sculptures en carton signées Mattias et Nathalie, du 19 avril au 4 mai ;

- A la mercerie d'André, 18, rue Guénégaud, 75006 Paris, où l'artiste portugais André Saraiva vendra ses œuvres d'art-graffitis au mètre, dont 15 modèles uniques de Xuly Bet, réalisés sur toile peinte, du 4 avril au 30 juin.

A. Se.

Accostage Renseignements et points de vente :

01-44-87-02-36

Adides, 3, rue du Louvre, 75001 Paris.

Numéro vert : 08-00-01-10-01

A la mode, 36 Hans Crescent, Knightsbridge, Londres, Royaume-Uni.

Tél. : 00-44-171-584-21-33.

Aleoni, au Printemps, 60-68, boulevard Hausmann, 75008 Paris.

Tél. : 01-42-42-50-00.

Renseignements et points de vente province : 01-42-66-14-61.

APC, Minitel : 36-15 APC

4-6, rue de Fleurus, 75006 Paris.

Tél. : 01-42-22-12-77.

Emporio Armani, 23, place Vendôme, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-61-02-34.

Arshano, aux Galeries Lafayette, 40, boulevard Hausmann, 75009 Paris.

Tél. : 01-42-31-34-56.

Bain Plus, 51, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

Renseignements province : 04-91-65-37-47.

Eric Bergère, chez Maria Luisa, 2, rue Cambon, 75001 Paris.

Tél. : 01-47-03-96-15.

BHV, 52-62, rue de Rivoli, 75004 Paris.

Tél. : 01-42-74-90-00.

Pierangela Caramola, 1, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-27-94-95.

Chanel, 29, rue Cambon, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-86-28-00.

Christoffe, Par Christian Lacroix, 9, rue Royale, 75008 Paris.

Tél. : 01-49-33-43-00.

Cinna, 134, boulevard Diderot, 75012 Paris.

Tél. : 01-43-42-12-66.

Courme des Garçons, 42, rue Étienne-Marcel, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-33-05-21.

The Corvan Shop, Michelin Building, Brompton Road, Londres, Royaume-Uni.

Tél. : 00-44-171-580-82-23.

117, rue du Bac, 75007 Paris.

Tél. : 01-42-84-10-01.

Delorme, Renseignements et points de vente : 01-42-94-21-42.

Christina Design, 47 ter, rue d'Orsel, 75018 Paris.

Tél. : 01-42-64-69-48.

Christian Dior, 30, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Tél. : 01-42-73-54-44.

La Grande Épicerie de Paris, 38, rue de Sévres, 75007 Paris.

Tél. : 01-44-39-81-00.

Erle, 2, rue Tronchet, 75008 Paris.

Tél. : 01-42-32-43-41.

Etat de siège, 1, quai de Conti, 75006 Paris.

Tél. : 01-43-29-31-60.

Et Vous, 25, rue Royale, 75008 Paris.

Tél. : 01-43-12-80-10.

Expo 54, Loosterstraat 54, Anvers, Belgique.

Tél. : 00-32-3-216-09-05.

Francis International, Art Development, Steenhouwersvest 14, Anvers, Belgique.

Tél./fax 00-32-3-233-19-98.

John Galliano, chez Maria Luisa, 3, rue Cambon, 75001 Paris.

Tél. : 01-47-03-96-15.

Jean-Paul Gaultier, 6, rue Vivienne, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-86-05-05.

Gisele Kan, 4, rue de Poissy, 75004 Paris.

Tél. : 01-46-34-09-29.

Gucci, 2, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Tél. : 01-53-05-11-11.

Habitat, Numéro vert : 08-00-02-70-00.

Hermès, 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Tél. : 40-17-47-17.

Ikea, Renseignements et points de vente : 01-69-11-16-00.

Joseph, 44, rue Étienne-Marcel, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-36-87-83.

Just Campagne, chez Old England, 12, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

Tél. : 01-47-42-81-99.

Kathy Korvin, chez Franck et Fils, 80, rue de Passy, 75016 Paris.

Tél. : 01-44-14-38-00.

Kieh's, chez Colette, 213, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-36-91-03.

Knoil, 268, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Tél. : 01-44-18-19-99.

Kotvu, Corso Europa 12 Milan, Italie.

Liberty, 210-220 Regent Street, Londres, Royaume-Uni.

Tél. : 00-44-171-734-12-34.

Livron, 8, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

Tél. : 01-49-26-07-40.

Christian Louboutin, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-36-05-31.

Maglim, Renseignements et points de vente : 01-43-98-36-36.

Maison de Famille, 1, rue Garancière, 75006 Paris.

Tél. : 01-40-46-97-47.

Max Mara, 51, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Tél. : 01-47-20-61-13.

Mauboussin, 20, place Vendôme, 75001 Paris.

Tél. : 01-44-55-10-00.

Mebles et Fonctions, 135, boulevard Raspail, 75006 Paris.

Tél. : 01-45-48-55-74.

Le Monde sauvage, 101, rue Saint-Denis, 75001 Paris.

Tél. : 01-40-26-28-81.

Missoni, 43, rue du Bac, 75007 Paris.

Tél. : 01-45-48-38-02.

Miu-Miu, 10, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Tél. : 01-45-48-63-33.

Issy Miyake, 3, place des Vosges, 75001 Paris.

Tél. : 01-48-87-01-86.

Thierry Mugler Haute Couture, 4 bis, rue aux Ours, 75003 Paris.

Tél. : 01-44-78-78-44.

Galerie Nautou, 5, rue du Renard, 75004 Paris.

Tél. : 01-42-78-96-97.

Nu Skin, Numéro vert : 08-00-04-42.

Prada, 10, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Tél. : 01-53-23-99-00.

Présence Audio Conseil, 51, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris.

Tél. : 01-43-26-38-38.

Purves & Pirves, 80-81, Tottenham Court Road, W1, Londres, Royaume-Uni.

Tél. : 00-44-171-580-82-23.

Paco Rabanne, 83, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

Tél. : 01-45-48-82-26.

La Redoute, 59081 Roubaix Cedex 2.

Tél. : 08-02-02-40-24.

Emilio Robba, 29-33, galerie Vivienne, 75002 Paris.

Tél. : 01-42-61-71-43.

Room Design, Dirk Engelen, Tél/fax 00-32-3-231-92-49.

Roset, 189, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Tél. : 01-45-48-54-13.

Salvati, au Printemps, 60-68, boulevard Hausmann, 75008 Paris.

Tél. : 01-42-82-50-00.

Santa Rydell, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

Tél. : 01-49-54-60-60.

Yves Saint Laurent, 6, place Saint-Sulpice, 75006 Paris.

Tél. : 01-43-29-43-00.

Samaritaine, 19, rue de la Monnaie, 75001 Paris.

Tél. : 01-40-41-28-05.

Jil Sander, 50, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Tél. : 01-44-95-06-70.

Santou Galerie, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris.

Tél. : 01-45-49-00-05.

Martine Sibbon, 13, rue de Grenelle, 75006 Paris.

Tél. : 01-44-39-84-44.

Pour Stéphane Kélian, 36, rue de Sévigné, 75006 Paris.

Tél. : 01-42-77-87-91.

Smeg, Renseignements et points de vente : 01-53-45-54-62.

Trussardi, 8, place Vendôme, 75001 Paris.

Tél. : 01-42-60-49-50.

Galerie Triff, 35, rue Jacob, 75006 Paris.

Tél. : 01-42-60-22-60.

Gianni Versace, 62, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Tél. : 01-47-42-88-02.

VIA, 29-37, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Tél. : 01-46-28-11-11.

Astier de Villatte, 107, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Tél. : 01-43-45-72-72.

Xuly B&T, Espace des Jeunes créateurs du Forum des Halles, niveau -1, 75001 Paris.

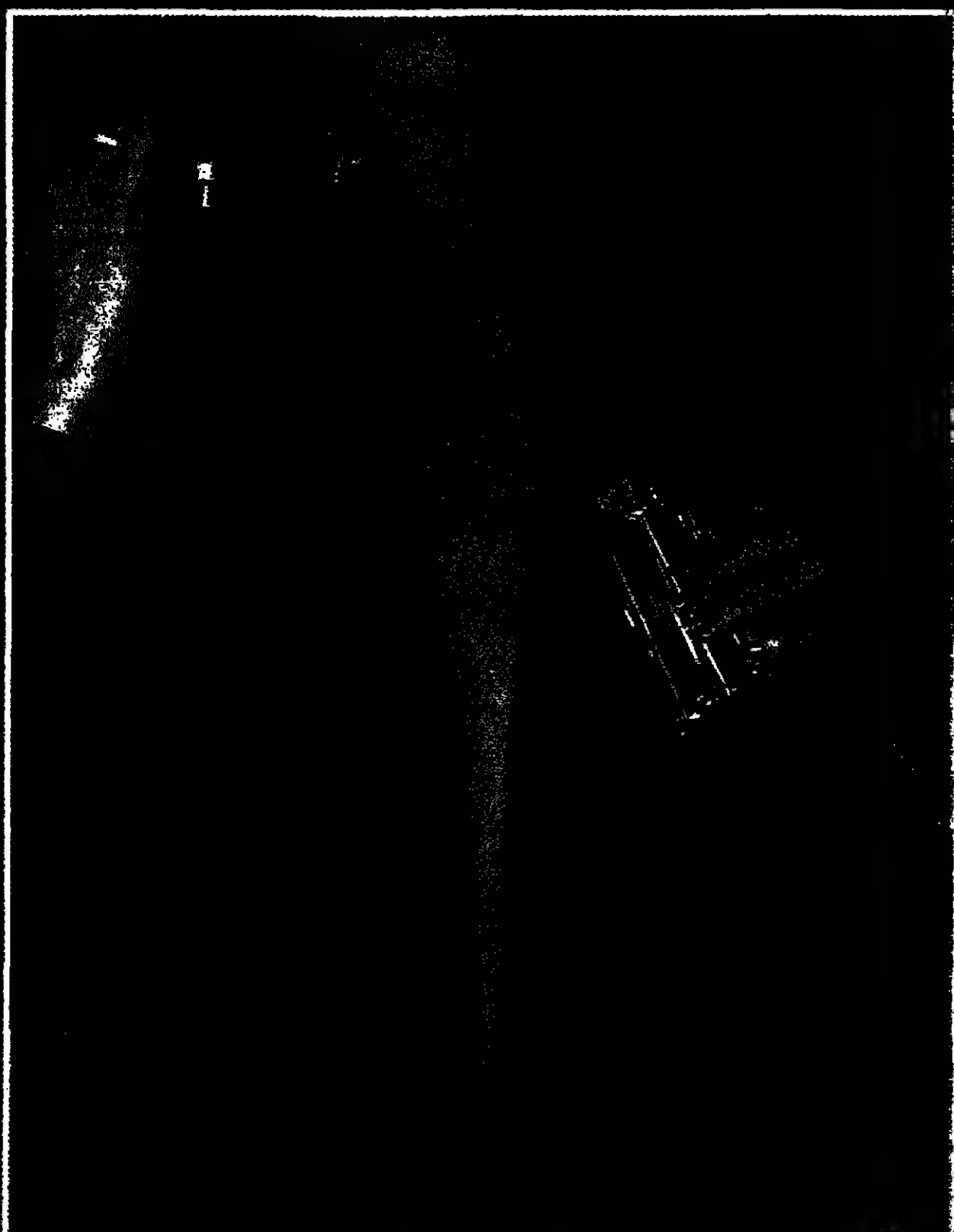
Tél. : 01-42-33-47-50.

8, rue du Rouget-de-l'Isle, 93500 Pantin.

Tél. : 01-49-42-16-92.

Bernard Zeno, an Printemps, 64, boulevard Hausmann, 75009 Paris.

Tél. : 01-42-82-50-00.



JEAN-LOUIS SCHERRER

مكتبة من الأدب

La justice contre les n...

Tanizaki